UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Ruptures socio-spatiales au Burundi : population et agriculture burundaises de 1993 à1998

Habonimana, Léonard; Sous la Direction de : Sylvestre Ndayirukiye

2000
UB, FLSH
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1650

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI



FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT DE GEOGRAPHIE

Ruptures socio-spatiales au Burundi : Population et Agriculture Burundaises de 1993 à 1998

Par

Léonard HABONIMANA

Sous la Direction de :

Sylvestre NDAYIRUKIYE
Docteur en Géographie

Mémoire présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du Grade de licence en Géographie

Option : Enseignement et Recherche

Bujumbura, Août 2000

DEDICACE

A tous les miens,
A tous ceux qui sont morts pour la cause nationale,
Aux hommes de Science,

Je dédie ce Mémoire.

AVANT-PROPOS.

L'aboutissement du présent travail est le résultat d'un certain nombre de personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à sa réalisation.

Notre profonde gratitude s'adresse directement au Professeur Sylvestre NDAYIRUKIYE, Directeur de ce Mémoire. Ses conseils judicieux, ses remarques pertinentes et ses suggestions nous ont permis de mener le présent travail jusqu'à son terme. Grâce à lui, nous avons pu formuler clairement notre problématique et structurer davantage notre recherche dont le sujet n'était pas aussi simple. Sujet à la fois actuel et complexe, nous avons pu mesurer la portée géographique de la crise qui a éclaté au Burundi depuis 1993.

Nous exprimons aussi nos remerciements à toutes les personnes et institutions qui nous ont fourni des informations, en particulier au Directeur Général du CO.TE.BU, au Directeur de la RAFINA, au Directeur de l'ABATTOIR de Bujumbura, au Directeur de la SO.GE.MA.C et leurs collaborateurs ; à la B.R.B, à la F.A.O, au P.N.U.D et à toutes les personnes qui ont bien accepté de répondre à notre questionnaire d'enquête.

Enfin, à tous ceux, parents, amis, collègues et connaissances qui nous ont aidé à réaliser le présent mémoire, nous disons profondément "MERCI".

TABLE DES MATIERES

Pages

Dédicace..... i
Avant-propos..... ii
Table des matières..... iii
Liste des Tableaux..... vii
Liste des Figures..... viii
Abréviations et sigles..... x

PROPOS PRELIMINAIRES 1

I. INTRODUCTION GENERALE..... 1

II. PRESENTATION DU SUJET..... 2

1. Identification, sa justification et sa délimitation..... 2

a. Identification..... 2
b. Justification du choix du sujet..... 3
c. Délimitation du sujet..... 3

2. Démarche et méthodologie..... 5

a. Démarche..... 5
b. Méthodologie..... 5

PREMIERE PARTIE : LES ELEMENTS DE LA CRISE ET SON EVOLUTION.....

CHAPITRE I : LES RUPTURES SOCIALES ET SPATIALES..... 7

1. La crise de 1993 à 1996..... 7

a. Les massacres sur les collines en 1993..... 7
b. Consolidation de l'intégrisme ethnique ; 1994 à 1996.. 9
c. Passage à l'ethnisation de la nation burundaise..... 10

2. Les remaniements socio - spatiaux..... 11

a. Terminologie : sinistrés, dispensés, déplacés et regroupés. 11
b. Le problème d'accès à la terre..... 30

CHAPITRE II : LE BLOCUS ECONOMIQUE 1996-1999..... 33

1. Le Problème de l'enclavement..... 33

a. Les transports internationaux..... 33

1° Les problèmes existants *33*
2° Les difficultés ajoutées par l'embargo..... *33*

b. La circulation intérieure..... *35*

1° Les problèmes d'entretien des routes..... *35*
2° Le phénomène d'insécurité routière..... *37*
3° La pénurie du carburant..... *38*

c.La circulation locale..... *40*

1° La rareté des approvisionnements..... *40*
2° L'insécurité permanente..... *40*

2. L'impact du blocus économique..... 40

a. Les approvisionnements extérieurs..... *40*
b. La pénurie des produits de base..... *43*

CHAPITRE III : LA FIN DES AIDES EXTERIEURES..... 46

1. L'évolution des aides extérieures..... 46
2. Les principales conséquences..... 48

a. La fin des importations..... *48*
b. La dépendance humanitaire..... *52*
c. La montée de l'inflation..... *54*

DEUXIEME PARTIE : LA CRISE DE LA PRODUCTION VIVRIERE

CHAPITRE I : LA PRODUCTION VIVRIERE DE BASE..... 56

1. Le haricot..... 56
2. Le manioc..... 56
3. La banane..... 59

CHAPITRE II : LES AUTRES PRODUITS VIVRIERS..... 61

1. Les céréales..... 61
2. Les tubercules..... 61
3. Les fruits et légumes..... 64

CHAPITRE III : L'APPROVISIONNEMENT SUR LES MARCHES..... 69

1. Généralités..... 69

a. l'offre des produits vivriers sur les marchés..... *69*

1°. Evolution de la production vivrière de 1990 à 1998..... *69*
2°. La baisse des quantités offertes sur les marchés de 1990 à 1998 *71*

2. L'évolution des prix des produits vivriers sur le marché de Bujumbura 75

a. Les productions traditionnelles *75*

1° Les tubercules *75*
2° Les fruits et légumes *77*
3° Les céréales *79*
4° Les autres cultures ..... *81.*

b. Les productions industrielles *82*

CHAPITRE IV : LA CRISE DE L'ELEVAGE **84**
Généralités **84**
1. L'évolution du cheptel bovin 84
2. L'évolution des abattages 90
3. L'évolution du prix du bétail 92
4. L'évolution du prix de la viande 95

CHAPITRE V : LA CRISE DE LA PECHE **97**

1 Evolution de la pêche 97
2 L'évolution des prises du Lac Tanganyika 97
3 L'évolution du prix de poissons secs (Ndagala) 99

TROISIEME PARTIE : : LES CULTURES COMMERCIALES .....

CHAPITRE I : LES CULTURES COMMERCIALES D'EXPORTATION : LE CAFE ET LE THE **102**

Introduction 102
1. Evolution des superficies cultivées 102
2 Evolution des productions 104
3. Evolution des exportations 110
4. La crise des recettes d'exportation 112

a. Les devises du café *112*
b. Les devises du thé *115*

CHAPITRE II : LES CULTURES INDUSTRIELLES DE CONSOMMATION INTERIEURE.. **116**

1. Evolution des superficies cultivées 116
2. Evolution de la production 119
3. Evolution des exportations 120
4. La crise des industries agricoles 121

a. Le complexe textile du Burundi (Cotebu) *121*
b. La Raffinerie nationale (Raffina) *126*

5. La crise et l'extension du marché alimentaire..... 129
a. *Le sucre* *129*
b. Les autres produits alimentaires... ... ... *130*

CONCLUSION GENERALE..... 130

Bibliographie..... 132
Questionnaire d'enquête.....

ANNEXES :

I. Superficies vivrières 1993 et 1996
II. Populations sinistrées

II.1. Pourcentage de populations déplacées en Décembre 1993
II.2. Pourcentage de populations déplacées en 1995
II.3. Accès à la terre des populations déplacées en 1996

III. Evolution des frais de transport

IV : Prix moyens à la consommation à Bujumbura
IV.1. Prix du kg de la Pomme de terre
IV.2. Prix du kg de Farine de manioc
IV.3. Prix du kg de Banane verte
IV.4. Prix du kg de Tomate
IV.5. Prix du kg des céréales
IV.6. Prix du kg d'arachides et du Haricot
IV.7. Prix du kg de sucre et d'huile de palme
IV.8. Prix du kg de viande de bœuf et de poissons secs
IV.9. Evolution du prix des produits RAFINA
V : Pertes subies en octobre 1993 pour le gros bétail

LISTE DES TABLEAUX.

		Pages
Tab.n° 1 :	Pourcentage de populations déplacées et regroupées en 1996.....	18
Tab. n° 2 :	Nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays en 1997.....	22
Tab. n° 3 :	Pourcentage de déplacés et regroupés en 1998.....	26
Tab. n° 4 :	Ménages sans accès à la terre en 1996.....	31
Tab. n° 5 :	Les approvisionnements extérieurs.....	41
Tab. n° 6 :	Disponibilité de certains produits de base de 1990-1998.....	43
Tab. n° 7 :	La structure de l'assistance internationale au Burundi.....	46
Tab. n° 8 :	Evolution des importations de 1990-1998.....	49
Tab. n° 9 :	Les tendances de l'aide par type d'assistance.....	52
Tab. n° 10 :	Evolution du taux de change du franc bu par rapport au $ U.S.....	54
Tab. n° 11 :	Evolution de la production du haricot de 1990-1998.....	56
Tab. n° 12 :	Evolution de la production de manioc de 1990-1998.....	56
Tab n° 13 :	Evolution de la production de banane de 1990-1998.....	59
Tab. n° 14 :	Evolution de la production de céréales de 1990-1998.....	61
Tab. n° 15 :	Evolution de la production de tubercules de 1990-1998.....	61
Tab. n° 16 :	Evolution de la production de fruits et légumes de 1990-1996.....	64
Tab. n° 17 :	Besoins en intrants agricoles en 1993 et 1996.....	66
Tab. n° 18 :	Variation de la production vivrière en 1993 et 1996.....	67
Tab. n° 19 :	Evolution de la production vivrière de 1990-1998.....	70
Tab. n° 20 :	Provenances principales des produits vivriers.....	71
Tab. n° 21 :	Evolution du chiffre d'affairess sur les produits vivriers au marché Central de Bujumbura 1994-1999.....	74
Tab. n° 22 :	Prix du kg de certaines denrées sur le marché central de Bujumbura	83
Tab. n° 23.	Estimation des effectifs du bétail en 1995.....	85
Tab. n° 24 :	Evolution des effectifs du bétail de 1990 à 1995.....	88
Tab. n° 25 :	Evolution des abattages de 1990 à 1998.....	91
Tab. n° 26 :	Evolution du prix du bétail de 1990 à 1998 (en fr. bu).....	93
Tab. n° 27 :	Evolution du prix du kg de la viande de boeuf.....	96
Tab. n° 28 :	Les prises du Lac Tanganyika (en t).....	98
Tab. n° 29 :	Evolution du prix d'un kg de poissons secs à Bujumbura.....	99
Tab. n° 30 :	Evolution des superficies théicoles (en ha).....	102
Tab. n° 31 :	Production de café parche et vert par campagne (en t).....	104
Tab. n° 32 :	Production de thé en feuilles vertes et sec (en t).....	107
Tab. n° 33 :	Ventes de thé sec à l'exportation.....	110
Tab. n° 34 :	Evolution des exportations de café de 1990 à 1999.....	111
Tab. n° 35 :	Evolution des superficies cultivées du coton (en ha).....	116
Tab. n° 36 :	Production de coton - graines (en t).....	119
Tab. n° 37 :	Evolution des exportations de coton depuis 1993 à 1995.....	120
Tab. n° 38 :	Evolution de la production Cotebu.....	121
Tab.n° 39 :	Evolution des ventes de tissus de 1990 à 1998.....	124
Tab. n° 40 :	Evolution de la production en valeur (Fr bu).....	126
Tab. n° 41 :	Evolution du chiffre d'affairess de la société Raffina de 1990 à 1998.....	128

LISTE DES FIGURES

		Pages
Fig. n° 1 :	Localisation des Zones d'enquête.....	4
Fig. n° 2 :	Crises socio - spatiales dans les Grands Lacs.....	6
Fig. n° 3 :	Le Burundi, massacres sur les collines, octobre 1993 : répartition des victimes par province.....	8
Fig. n° 4 :	Pourcentage de populations déplacées en Décembre 1993...	12
Fig. n° 5 :	Populations déplacées en Décembre 1993.....	13
Fig. n° 6 :	Répartition de sites en décembre 1993.....	14
Fig. n° 7 :	Populations déplacées en 1995.....	15
Fig. n° 8 :	Pourcentage de populations déplacées en 1995.....	16
Fig. n° 9 :	Répartition des sites de déplacés en 1995.....	17
Fig. n° 10 :	Populations déplacées en 1996.....	19
Fig. n° 11 :	Pourcentage de populations déplacées en 1996.....	20
Fig. n° 12 :	Répartition des sites de déplacés en 1996.....	21
Fig. n° 13 :	Populations regroupées en 1997.....	23
Fig. n° 14 :	Pourcentage de populations regroupées en 1997.....	24
Fig. n° 15 :	Répartition des sites de regroupés en 1997.....	25
Fig. n° 16 :	Pourcentage de populations sinistrées en 1998.....	27
Fig. n° 17 :	Populations sinistrées en 1998.....	28
Fig. n° 18 :	Répartition des sites des sinistrés en 1998.....	29
Fig. n° 19 :	Ménages sans accès à la terre en 1996.....	32
Fig. n° 20 :	Les transports internationaux.....	34
Fig. n° 21 :	Le Réseau routier du Burundi.....	36
Fig. n° 22 :	Insécurité sur les voies régionales.....	37
Fig. n° 23 :	Evolution des frais de transport.....	39
Fig. n° 24 :	Evolution du volume des approvisionnements extérieurs.....	42
Fig. n° 25 :	Disponibilité du haricot de 1990-1998.....	44
Fig. n° 26 :	Disponibilité du sel de 1990-1998.....	45
Fig. n° 27 :	Evolution de l'assistance internationale au Burundi de 1990-1995	47
Fig. n° 28 :	Taux d'évolution des importations en biens d'équipement.....	50
Fig. n° 29 :	Volume des importations en biens d'équipement.....	51
Fig. n° 30 :	L'assistance internationale au Burundi de 1990-1997.....	53
Fig. n° 31 :	Evolution du taux de change du FBU par rapport au $ US.....	55
Fig. n° 32 :	Evolution de la production du haricot de 1990-1998.....	57
Fig. n° 33 :	Evolution de la production de manioc de 1990-1998.....	58
Fig. n° 34 :	Evolution dc la production de bananes de 1990-1998.....	60
Fig. n° 35 :	Evolution de production des céréales de 1990-1998.....	62
Fig. n° 36 :	Evolution de la production des tubercules de 1990-1998.....	63
Fig. n° 37 :	Evolution de la production des fruits et légumes de 1990-1998.....	65
Fig. n° 38 :	Variation de la production vivrière en 1996 par rapport à 1993...	68
Fig. n° 39 :	Production vivrière de 1990-1998.....	70
Fig. n° 40 :	Les marchés de Bujumbura pendant la crise.....	73
Fig. n° 41 :	Evolution du chiffre d'affaires sur les produits vivriers au marché ... central de 1994-1999.....	74
Fig. n° 42 :	Evolution du prix de la pomme de terre & la farine de manioc à Bujumbura.....	76
Fig. n° 43 :	Prix moyen par kg de tomate et de banane verte à Bujumbura.....	78

Fig. n° 44 : Evolution du prix des céréales à Bujumbura..... 80
Fig. n° 45 : Evolution du prix d'arachides et de haricot sec à Bujumbura..... 81
Fig. n° 46 : Evolution du prix du sucre et de l'huile de palme à Bujumbura..... 82
Fig. n° 47 : Taux de pertes du gros bétail en 1993 84
Fig. n° 48 : Effectifs de gros bétail en 1992..... .....
Fig. n° 49 : Effectifs de gros bétail en 1995..... 87
Fig. n° 50 : Evolution des effectifs de bétail de 1990 à 1995..... 89
Fig. n° 51 : Evolution des abattages de 1990 à 1998..... 91
Fig. n° 52 : Evolution du prix du bétail de 1990 à 1998 (en frbu)..... 92
Fig. n° 53 : Approvisionnement en animaux de boucherie avant la crise..... 93
Fig. n° 54 : Approvisionnement en animaux de boucherie pendant la crise..... 94
Fig. n° 55 : Evolution du prix du kg de la viande de boeuf de 1990 à 1998..... 96
Fig. n° 56 : Evolution des prises du Lac Tanganyika de 1990 à 1998.....98
Fig. n° 57 : Evolution du prix du kg de poissons secs (Ndagala) de 1990 à 1998..... 100
Fig. n° 58 : Evolution des superficies théicoles (en ha)..... 103
Fig. n° 59 : Evolution de la production du café parche et vert de 1990 à 1999..... 105
Fig. n° 60 : Production de thé en feuilles vertes et de thé sec.....108
Fig. n° 61 : Usines théicoles attaquées pendant la crise..... 109
Fig. n° 62 : Evolution des exportations du thé (en t).....110
Fig. n° 63 : Evolution des exportation du café (en t).....111
Fig. n° 64 : Evolution des entrées en devises pour le café.....114
Fig. n° 65 : Evolution des superficies du coton en hectare 117
Fig. n° 66 : Production de coton - graines de 1990 à 19998 (en t)..... 119
Fig. n° 67 : Evolution de la production Cotebu par atelier..... 123
Fig. n° 68 : Evolution des ventes de tissus Cotebu..... 125
Fig. n° 69 : Production en valeur de l'huile de coton et tourteaux..... 127
Fig. n° 70 : Evolution du chiffre d'affairess de la Société Raffina..... 128

ABREVIATIONS ET SIGLES

BIF :	Burundi Francs
B.R.B :	Banque de la République du Burundi
CO.TE.BU:	Complexe Textile de Bujumbura
DAPA :	Projet de Développement de l'aquaculture et de la pêche artisanale.
DAP :	Diamanium phosphate
F.A.O. :	Food and agriculture organisation
F.L.S.H:	Faculté des Lettres et Sciences Humaines
FRO.DE.BU :	Front pour la démocratie au Burundi
F.S.E.A. :	Faculté des Sciences Economiques et Administratives.
I.S.A.BU :	Institut Supérieur Agronomique du Burundi
I.S.CA.M. :	Institut Supérieur des cadres militaires
IS.T.E.E.BU. :	Institut des Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
M.R.R.D.R. :	Ministère de la Réinsertion et de la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés.
O.M.S.:	Organisation Mondiale de la Santé.
O.N.G. :	Organisation non gouvernementale
P.A.M.:	Programme Alimentaire Mondial.
P.N.U.D.	Programme des Nations - Unies pour le Développement.
P.U.F. :	Presse Universitaire de France
RAFINA :	Traitement et raffinage des produits agricoles.
R.D.C.:	République Démocratique du Congo.
SO.GE.MA.C :	Société de Gestion du Marché Central.
SO.SU.MO. :	Société Sucrière du Moso
S.R.D.I. :	Société Régionale de Développement de l'Imbo
S.U.PO.BU. :	Société d'Usinage de Poissons du Burundi
U.B. :	Université du Burundi
U.B.T. :	Unité Bétail Tropical.

PROPOS PRELIMINAIRES.

I. INTRODUCTION GENERALE

A l'inverse des Masaïs, des Turkanas de l'Afrique Orientale et/ou des peuls de l'Afrique Occidentale qui n'ont pour toute activité que celle de l'élevage, le paysan burundais est à la fois un agriculteur et un éleveur.

En effet, cette civilisation agro-pastorale née ou pas au Burundi, avait rencontré des conditions très favorables à son développement malgré le caractère très traditionnel qui anime cette activité depuis des années antérieures. Dans ce pays de hautes terres, la régularité et l'abondance des précipitations, les températures tempérées par l'altitude et l'importance du réseau hydrographique, des pâturages suffisants, des sols généralement fertiles avaient été pendant longtemps des facteurs suffisants pouvant conduire à des rendements suffisants.

Cependant, l'absence de véritables pratiques rationnelles, la réduction de la jachère, alliée à l'absence de fertilisation, l'irrégularité des précipitations conduisaient et peuvent conduire encore à des rendements relativement bas et partant à des formes de famines à la fois périodiques et passagères dans certaines régions.

Malgré ces péripéties évoquées qui étaient par ailleurs très irrégulières, malgré un faible taux d'augmentation de la production vivrière, soit 1,5% par an, restant inférieur au taux d'accroissement démographique de 2,6% /an ([1]), les cultures vivrières ont constitué et constituent encore le fondement de l'économie du Burundi et de l'économie paysanne en particulier. Les cultures commerciales quant à elles sont la source principale de devises du pays tandis que l'élevage et/ou la pêche paraissent comme étant un maillon privilégié pour juguler la sous-alimentation chronique en protéines et en lipides qui sévit en milieu rural. Aussi, le ravitaillement des villes, des agglomérations et/ou autres zones nécessiteuses en produits d'élevage et de la pêche à des prix accessibles au consommateur moyen devient un atout d'importance capitale.

Par ailleurs, par leur rôle qu'ils jouent aussi bien dans les milieux ruraux que dans les milieux urbains, les produits agricoles s'avèrent d'une nécessité sans commune mesure dans la vie du pays ainsi que dans la vie des burundais.

Ce faisant, la vérité est que plus de 90% des burundais vivent du travail de la terre dont ils tirent l'essentiel de leur alimentation. Les cultures vivrières bien que revêtant un caractère traditionnel permettent une autosubsistance alimentaire des familles entières. Parallèlement l'introduction, la diffusion et la diversification des cultures commerciales permettent la monétarisation des campagnes.

Pour ce fait, l'acquisition d'un revenu monétaire dans ces campagnes permet l'élaboration d'une nouvelle mentalité, celle de produire pour vendre, de vendre pour acheter et d'acheter pour consommer ou s'équiper.

Cependant, une économie basée sur des activités quasiment agro-pastorales a bon être prospère elle reste pour l'essentiel une économie fragile et d'une évolution qui n'est pas sans dangers.

---

[1]/: J.E. BIDOU & Alii ; *Géographie du Burundi* Paris Hatier, octobre 1991, p 128,

Ainsi, l'irrégularité des précipitations, une mauvaise situation socio - politique si simple soit - elle peut affecter négativement cette économie. L'irrégularité des productions, les fluctuations des cours mondiaux ont toujours rendu précaire l'économie du Burundi. Aussi, outre le caractère d'autoconsommation de l'agriculture du Burundi entraînant l'insuffisance de la production et partant l'insuffisance du volume commercialisable de produits agricoles, ceux-ci ont fortement diminué sous l'action de la crise que traverse le pays depuis octobre 1993. Par conséquent, les productions devenues insuffisantes ont fait que les quantités offertes sur les marchés soient généralement faibles.

Ce problème s'ajoutant à l'insuffisance des moyens de transport et de communication qui limitait déjà les quantités transportées en une fois et accentuée par le blocus économique et son cortège de conséquences, il devrait et il a dû s'observer des mécanismes défectueux de formation des prix qui ont eu pour conséquence la variation ou plutôt la hausse inconsidérée des prix de tous les produits et des produits agricoles de première nécessité en particulier.

Parallèlement, les cultures commerciales ayant elles aussi subies des contre - coups de la crise d'octobre 1993 et des massacres qui s'en sont suivies tandis que leurs produits exportables, poumon de l'économie nationale ayant été les plus affectés par le blocus économique, les revenus en devises ont dû diminuer car, des recettes d'exportation proviennent les entrées en devises.

Telles sont donc les unes des conséquences les plus saillantes qui prennent pied dans la crise du début Août 1993 et des massacres que le Burundi vit pendant plus de six ans. Notre travail étudiera quelques-unes de celles-là.

II. PRESENTATION DU SUJET.

1. Identification du sujet, sa justification et sa délimitation.

a. Identification.

Le Burundi est un pays en voie de développement qui n'a pas une grande tradition agricole dans le sens de développement, c'est-à-dire l'ensemble des activités agro-pastorales, activités individuelles et/ou collectives donnant généralement lieu à des productions industrielles. Dans ce pays, le domaine agricole, plus spécifiquement le domaine vivrier est donc peu développé et sa production reste insuffisante.

Par ailleurs, la société burundaise, déchirée par la guerre ou plutôt par le génocide et les massacres de 1993-1994, puis plongée dans une période de blocus économique dont les conséquences pèsent encore aujourd'hui sur notre économie, vit maintenant une période dite de reconstruction et de réorganisation agro-pastorale.

Il est donc clair que ce maillon a subi d'importants problèmes. A notre avis, la crise qui a frappé la populations, d'origine politique, a fortement remanié celles-ci du point de vue de l'occupation spatiale. Elle a produit des sinistrés, déplacés, regroupés et réfugiés. Ces remaniements et ces déplacements massifs ont profondément affecté la production paysanne.

b. La justification du choix du sujet.

En plus de l'obligation académique de présenter un travail de recherche, appelé Mémoire, sanctionnant la fin des études universitaires, le choix du sujet "RUPTURES SOCIO - SPATIALES AU BURUNDI : POPULATION ET AGRICULTURE BURUNDAISES DE 1993 à 1998", a été motivé par les raisons principales qui suivent :

- Notre formation à la F.L.S.H., département de Géographie enseignement et recherche étant conçue dans la logique de produire des têtes pouvant participer à la recherche, nous voudrions, à juste titre, explorer et découvrir l'univers de la Géographie ; voir dans quelle mesure les faits humains, la société marque le milieu géographique que nous vivons. La modification à grande échelle de la répartition de la population ne peut manquer d'affecter la production vivrière et de laisser des marques sur le milieu. Explorer et expliquer ces faits géographiques devait alors confirmer notre statut de géographe.
- Nous avions aussi l'intention de faire du présent travail de recherche, un travail qui apporterait la meilleure compréhension et la meilleure connaissance sur les problèmes immenses que le Burundi a dû affronter pendant cette période qui a profondément marqué et marque encore ce pays des grands lacs.
- Nous n'en voudrions en fin, de passer sous silence notre souci d'originalité qui trouve satisfaction dans le fait que l'exploration de cette actualité géographique reste encore insuffisamment exploitée par les lauréats de notre Département de géographie.

c. Délimitation du sujet

La question de la crise agricole au Burundi sera ici abordée en perspective car, l'économie du Burundi étant comme celle des autres pays du tiers monde et donc une économie qui, pour l'essentiel reste centrée sur l'activité agro-pastorale. Cette activité aujourd'hui largement secouée par la présente crise se trouve à un stade de réorganisation pour atteindre les niveaux d'avant la crise ; un stade où sa promotion est difficile mais non impossible.

Tout au long de ce travail, notre préoccupation est d'abord d'épiloguer sur l'évolution de la production agro-pastorale et sur des impacts occasionnés par cette crise. Ensuite pour rendre opérationnelle notre contribution nous opérerons une délimitation temporelle s'étalant sur neuf ans, c'est-à-dire de 1993 à 1998 ; nous mènerons en plus une enquête dont, nous avons décidé de délimiter l'univers Géographique au marché central de Bujumbura et à un centre de déplacés de *Murago* dans la commune *Burambi*. Le croquis n° 1 ci-après le prouve.

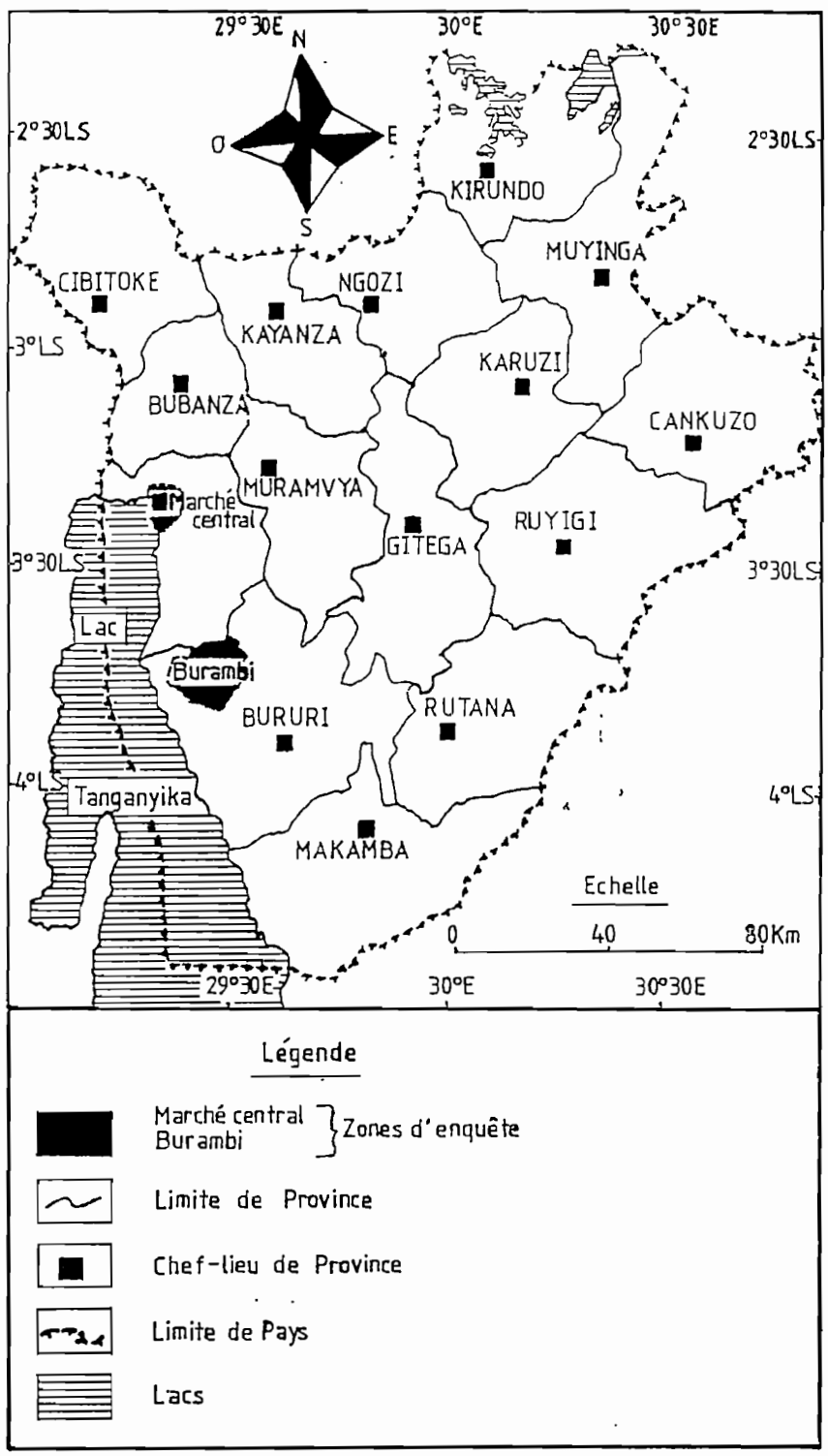


Fig. n° 1 : Localisation des Zones d'enquête.

2. Démarche et méthodologie

a. La Démarche

Le Burundi a été secoué par le génocide terrible de 1993, il vécut une période pendant laquelle des centaines de milliers de ses fils et filles sont morts et d'autres partis massivement vers l'exil, sans oublier des pertes matérielles énormes en particulier dans le domaine, agro-pastoral.

Le présent travail se penchera d'abord sur les mécanismes de cette crise en étudiant les principaux éléments qui la constituent. Cette crise s'est montrée sous différents aspects les uns provoquant le déclenchement d'autres. Les remaniements des populations sur le plan spatial ayant montré une ampleur jamais vue dans le pays. Cela nous a semblé extrêmement important. Le prolongement de la crise a provoqué d'autres phénomènes plus politiques qui ont dépassé les frontières nationales, amenant finalement une internationalisation de celle-ci dont les effets furent encore plus néfastes pour la population burundaise : c'est notamment le déclenchement d'un blocus total sur le pays et la mise au rancart total par la coopération internationale. On peut se demander encore aûjourd'hui par quels miracles le pays tient encore debout. Cette partie de notre étude nous semble fondamental pour comprendre l'analyse des activités qui occupent plus de 90% de la population.

Comment alors les activités agricoles ont continué à se dérouler dans ce contexte de désolation nationale ? Certes la population a continué tant bien que mal à produire les denrées alimentaires malgré l'assistance alimentaire ; elle a continué à produire pour l'exportation pour soutenir l'économie nationale. Nous essayerons donc d'analyser les vicissitudes de cette production.

Cela a justifié notre démarche en trois parties consacrées successivement à analyser les éléments principaux de la crise et l'évolution de celle-ci, la production des cultures vivrières en fin la production des cultures commerciales. Nous nous appuierons particulièrement sur les chiffres et les illustrations cartographiques pour nous rendre le plus clair possible.

b. Méthodologie.

Pour mener notre recherche, nous avons enquêté le camp des déplacés de *Burambi* (sud du pays). La crise y apparaît particulièrement en 1997 par attaques répétées de rebelles. Nous avons également enquêté au marché central de Bujumbura et recueilli les statistiques disponibles à ce jour dans les différents services et organismes. Nous les avons ensuite traitées.

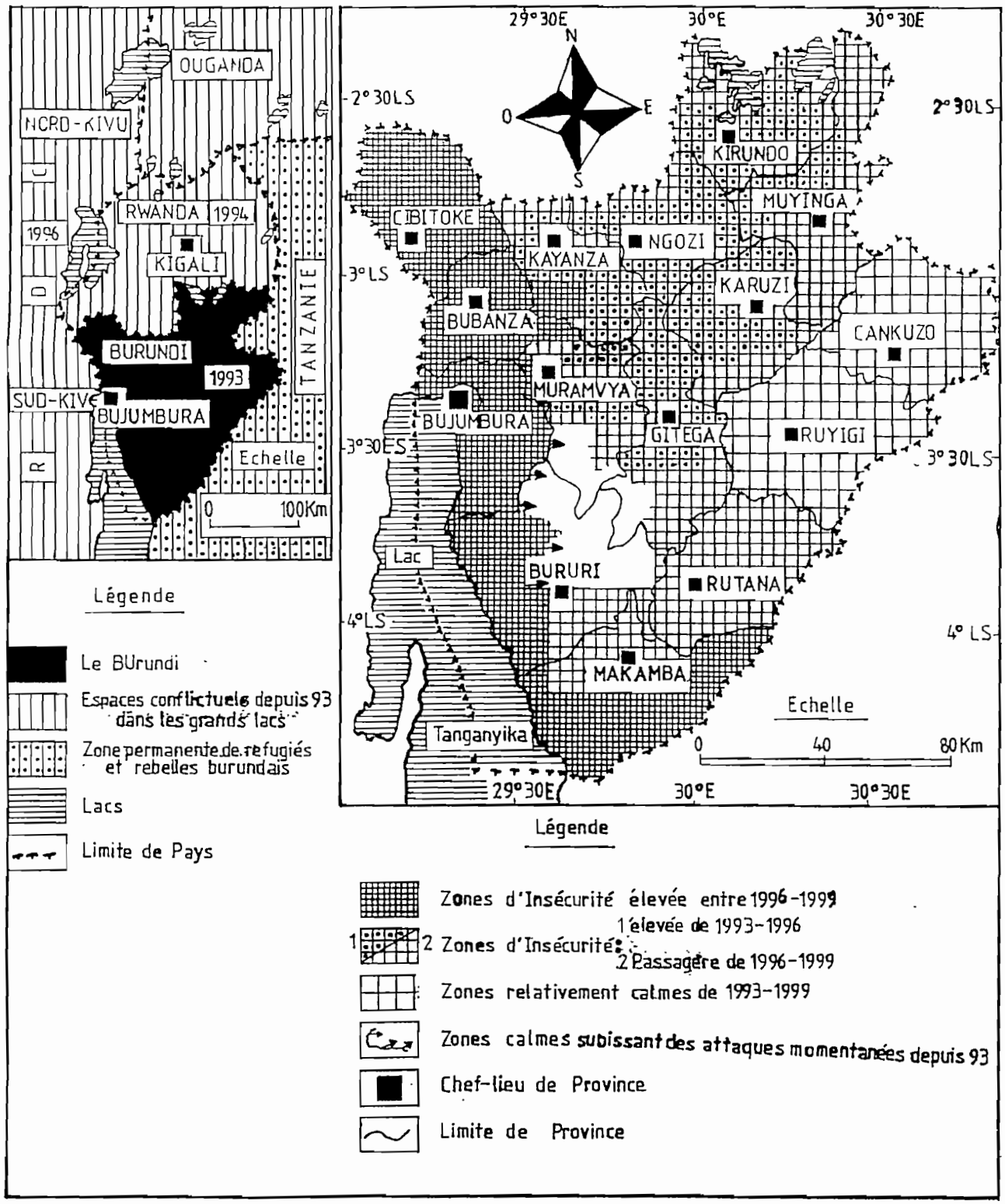


Fig. N° 2 : Crises socio-spatiales dans les Grands - Lacs.

PREMIERE PARTIE

LES ELEMENTS DE LA CRISE ET SON EVOLUTION

* *
*

I. LES RUPTURES SOCIALES ET SPATIALES

* *
*

II. LE BLOCUS ECONOMIQUE 1996-1999

* *
*

III. LA FIN DES AIDES EXTERIEURES

* *
*

CHAPITRE I : LES RUPTURES SOCIALES ET SPATIALES

1. La crise de 1993 à 1996

Le système démocratique importé et imposé de l'occident a été mal enseigné et le multipartisme mal compris. En conséquence, nous avons assisté au Burundi à la naissance des partis politiques basés sur les origines ethniques et dont le programme politique se voulait être une "révolution sociale" comme au Rwanda en 1959 lors des premiers massacres au Rwanda. Aussi, l'assassinat du Président Ndadaye déclenche les massacres des Tutsi sur l'ensemble du Territoire le 21 octobre 1993.

a. Les massacres sur les collines en 1993

Des assassinats et massacres se déroulèrent sur l'ensemble du pays ; des tueurs d'origine Hutu souvent encadrés par des autorités provinciales, communales et collinaires, nommées au lendemain de la Victoire du Parti *frodebu* à l'issue des élections ont pris le prétexte de venger le Président assassiné en massacrant d'une façon systématique tous les Tutsi de leur entourage y compris les Bahutu et les Batwa qui n'avaient pas voulu les suivre dans leurs principes politiques ou qui refusaient de participer au mouvement des massacres des Tutsi.

Ainsi, dans la nuit du 22 octobre 1993, au Lycée de *kibimba* dans la Province Gitega, on vit avec émotion de 70 élèves Tutsi brûlés vifs par leur Directeur Hutu. Selon le livre "*Burundi génocide octobre 1993*", les communes *Bugendana, Gishubi* et *Itaba* passent pour les plus tristement célèbres pour avoir enregistré respectivement 1302, 1246 et 1013 victimes. Ajouter ici les victimes des autres communes, la Province de *Gitega* enregistra environ 4310 victimes, *Kirundo* compta 2705 victimes. Les communes de *Vumbi* avec 628, *Bugabira* avec 503 et *Busoni* avec 445 victimes sont celles qui comptèrent également de nombreux victimes. La Province de *Muramvya* enregistra plus de 1660 victimes avec 1471 victimes pour la seule commune *Mbuye*.

Ainsi donc, à *Isale* comme à *Bugendana*, à *Busoni* comme à *Butezi*, à *Butaganzwa* comme à *Gasorwe, Mbuye, Ntega, Mutaho*, etc. des têtes de milliers de paysans Tutsi furent tranchées effroyablement à la machette. Il est clair que le nombre exact de victimes ne pourra peut être jamais être connu, car les victimes touchées dans le profond fond de collines ne sont pas connues.

Ainsi, après les provinces *Gitega, Kirundo* et *Muramvya* ci-haut citées, l'on réalise par cette figure que *Karuzi* avec 1395, *Muyinga* avec 1160 et *Kayanza* avec 1040 sont les provinces les plus touchées avec des victimes comprises entre 1500 à 1000. Suivent ensuite les provinces de *Ngozi* avec 920, de *Bujumbura Rural* avec 735, de *Ruyigi* avec 555 victimes, soit des pertes comprises entre 1000 et 500 victimes. Enfin, *Bubanza* avec 295 et *Cibitoke* avec 155 sont les provinces qui ont eu des pertes d'environ 500 victimes en octobre 1993. Le reste des provinces semblent avoir été épargnées des massacres dans ce premier temps.

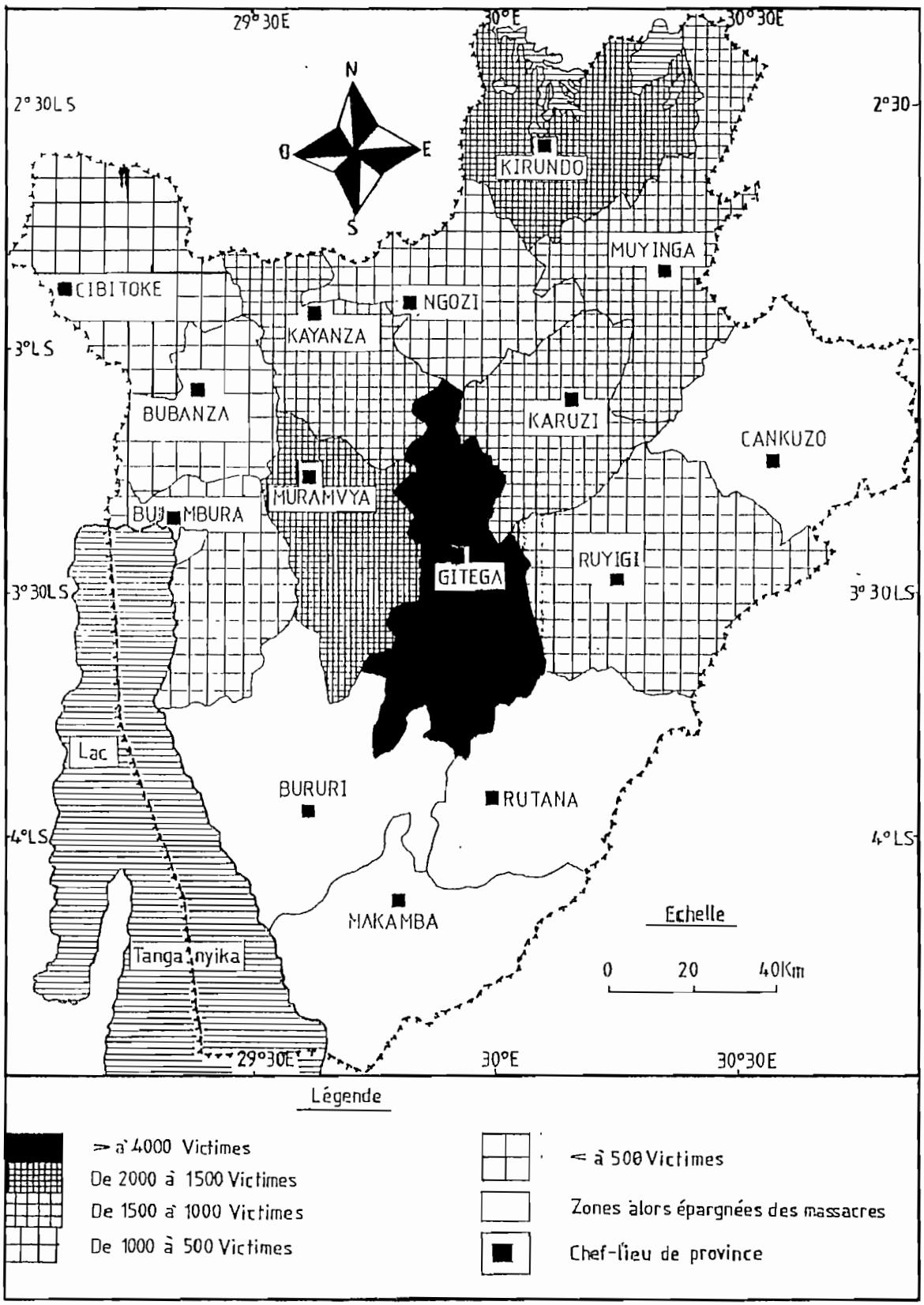


Fig n° 3 Le Burundi, Massacres sur les collines, Octobre 1993 : Répartition des victimes par province.

Source Associations de la Société Civile : *Burundi génocide ; Octobre 1993*, Bujumbura, mai 1996, 917 p.

Aussi, on retiendra qu'au moment où une partie des bourreaux obstruaient les routes, soit en détruisant les ponts, soit en tendant les troncs d'arbres au travers des voies de communication pour empêcher ou retarder l'intervention des forces de l'ordre, des maisons continuaient à brûler sur les collines, tandis qu'une autre partie faisait la chasse d'une maison à l'autre et/ou d'une colline à l'autre à leurs concitoyens qui se seraient cachés dans les plafonds, dans les bananeraies, dans la brousse et/ou dans les marais. Ce fut donc l'hécatombe sur les collines ou plutôt l'épuration ethnique sur les collines entières. Les victimes se comptèrent par milliers. Aussi, au-delà d'importantes pertes en vies humaines qu'on déplore partout sur presque toutes les collines du territoire burundais, des populations se sont déplacées massivement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. A l'intérieur du pays ce furent les rescapés de l'épuration ethnique, connues désormais sous le nom de populations rescapées ou sinistrées. A l'extérieur ce sont des réfugiés.

Mais, des jours et des mois passèrent, des années durant sans que cette crise s'arrêta. L'intégrisme ethnique prit le dessus et compromit pour longtemps la paix, la sécurité et la réconciliation nationale.

b. Consolidation de l'intégrisme ethnique : 1994 à 1996

L'intégrisme ethnique s'est exacerbé. Les déplacés qui espéraient retourner bientôt sur leurs collines habituelles furent pourchassés et tués dans les sites. Dans les centres urbains, en particulier dans la capitale *Bujumbura*, la guerre y fut introduite. Des populations des quartiers Tutsi de *Musaga* sont désormais devenus des cibles privilégiés des terroristes génocidaires.

En effet, avec le début de l'année 1994, le quartier *Kamenge* s'était suffisamment armé au point de devenir la base militaire des tueurs pour ainsi permettre le durcissement et l'installation d'une guérilla urbaine dont l'objectif, affiché (si on en croît aux tracts circulant dans la ville) est d'épurer le quartier et de s'attaquer aux autres "quartiers tutsi".

On se souviendra pour ce faire, des tracts de menaces dirigés contre les populations tutsi ou contre les familles mixtes à qui on ordonnait de se séparer. *Kamenge* se voudra donc être un Etat dans un Etat en mettant en place une administration parallèle, en créant une gendarmerie populaire, un tribunal et une prison populaires propres à ce quartier et destiné à juger et condamner les contrevenants à l'idéologie génocidaire. Ce n'était pas tout car, un cimetière avait été créé et installé à l'intérieur de ce quartier pour y enterrer les condamnés à mort.

Sur la RN1 aux environs de *Gatabo,* les premières attaques se dirigèrent contre les véhicules des passagers. Les assassinats sont alors sélectifs et dirigés contre les populations tutsi et/ou reconnues comme tel ou contre les Hutu refusant de se dissocier aux Tutsi ou refusant de suivre ces terroristes dans leur sale besogne. C'est ainsi qu'il est apparu pour la toute première fois le mot "bord" communément appelé "*IBORO*" dans les milieux populaires, pour ainsi dire faire descendre les passagers tutsi à bord et les massacrer. Dans les sites des déplacés, des attaques meurtrières ciblées et sélectives sont commises contre les tutsi. De l'autre côté, les populations Tutsi réagirent contre l'ethnie Hutu. On verra en effet à la naissance des groupes tels les "Sans échecs" ou les "Sans défaites" qui mèneront des attaques contre les quartiers à prédominance Hutu. Aussi, des raids dans les camps des déplacés se multiplient. Au départ, ces groupes existaient mais sous forme de bandes de délinquants déscolarisés. Ce sont des bandes de jeunes deux ou trois, à la manière des films américains. Cela ne tarda pas à désigner à Bujumbura, tous les Tutsi obligés de se défendre contre les diverses attaques.

Le pays alors dans la tourmente d'une crise vit la guérilla s'installer sur les collines. Les terroristes génocidaires organisent des raids à partir de *Bujumbura rural* pour aller tuer tout être vivant à *Songa, Vyanda* dans la province *Bururi.* Ils s'en vont à *Vugizo* et à *Makamba* en Province *Makamba* puis à *Gitega* et *Rutana* en Province *Rutana* et aussi à *Buraza, Gishubi* et *Ryansoro* en Province *Gitega.* Mais ces affres meurtrières n'étaient pas terminées car plus tard c'étaient les carnages de *Bugendana, Buta, Butezi* et *Teza* ou des enfants, femmes hommes, jeunes et vieux furent sélectivement tirés de leur sommeil et sauvagement assassinés.

L'on comprend donc que l'objectif principal était et est encore celui de décimer les populations tutsi ou plutôt réaliser l'épuration systématique des régions entières où il ne reste plus de tutsi. C'est ce qu'on a appelé et qu'on appelle encore le génocide et qui devait aboutir à la création d'un état de composition Hutu.

Alors qu'il fallait tranquilliser la population en mettant à la disposition de l'armée nationale, les moyens appropriés à la guerre qui lui était imposée, la cohésion à la tête de l'Etat n'était malheureusement pas au rendez-vous. Plutôt, la tendance bicéphalique au sein du Gouvernement s'installa et se creusa davantage ; c'est l'éthnisation de l'Etat. Un Président Hutu et un Premier Ministre Tutsi paraissaient des institutions de compromis et rassurants pour tous les Burundais. C'est ce que pensait la "Convention" et le Ministre français de la coopération lors de l'installation du bicephalisme en 1994.

Mais pendant que la barbarie et la criminalité atteignaient leur paroxysme les Burundais n'ont pas su où donner de la tête avec le double langage au sommet de l'Etat. Alors que des voies de sortie furent proposées par ceux qui incarnaient les institutions, celles - ci parurent contradictoires et ne débouchèrent pas.

Pour la "mouvance du Président" (Hutu), il faut des forces étrangères. Pour l'opposition Tutsi, il fallait combattre les génocidaires reconnus comme rebelles par les détracteurs des tutsi. Ce fut en effet une étape importante car elle mit au rancart le génocide qui avait été perpétré pour le remplacer par un mot plus modèle que sera la "rébellion hutu"

c. Le passage à l'ethnisation de la nation burundaise.

Le processus d'intégrisme ethnique s'est concrétisé dans la "convention dans les hautes instances de l'Etat tandis qu'il était plus ou moins achevé dans les deux communautés ; c'est-à-dire les Hutu et les Tutsi. Le pays se scinda désormais en deux ethnies spatialement localisables.

Dans la campagne, parler de *Bujumbura Rural* par exemple, de *Burambi*, de *Buyengero*, de *Cibitoke*, de *Bubanza*, de *Mutaho*, de *Bugenyuzi*, etc. sous-entend le fief de l'ethnie hutu tandis que parler de *Gisozi, Mugamba ou Bujumbura Mairie* revient à désigner l'ethnie Tutsi. Dans les sites des déplacés, on ne trouve que les rescapés des massacres de 1993. On y décèle en effet des sites des déplacés à grande concentration Tutsi et Hutu n'ayant pas adhéré aux massacres. Et qui dit déplacés sous-entend Tutsi.

Dans les centres urbains et surtout dans la capitale où se sont souvent réfugiés les rescapés c'est la balkanisation et l'exclusion entre ethnies. A Bujumbura par exemple *Kamenge, Kinama, Kanyosha* et/ou autres sont reconnus par les milieux tutsi comme étant d'abord des quartiers Hutu ensuite et surtout des Quartiers fiefs des terroristes génocidaires. De l'autre côté, les Quartiers de *Musaga, Nyakabiga* et/ou *Ngagara* sont reconnus des milieux Hutu comme étant des Quartiers Tutsi qu'il faut attaquer.

Bref, le pays est socialement et spatialement divisé, il est compartimenté en deux ethnies qui, désormais s'ignorent, se craignent et se méfient davantage.

Cela consacre la rupture de la société burundaise, cela consacre également les ruptures spatiales de la population car celle-ci va connaître des remaniements importants tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. De plus les remaniements accompagneront toute la crise qui ayant débuté en 1993 ne s'est pas encore arrêtée en 2000.

1. Les remaniements socio-spatiaux.

En milieu rural, ces ruptures sont à l'origine de l'augmentation du nombre de paysans sans terre et du nombre des affamés, de vulnérables et de misérables.

Par ailleurs, du fait des stratégies de combat adoptées par les multiples groupes appelés désormais "rébellion", du fait de l'absence de lignes de front, du fait de la présence de rebelles sur les sols des pays limitrophes et/ou voisins : *Rwanda, R.D.C.* ; *Tanzanie* ; *Ouganda*, etc ; des cycles de violences s'intensifient et des 'exodes forcés' se multiplient.

Par ce fait, cette rupture sociale a imposé à la population burundaise une nouvelle dynamique grossissant ainsi l'effectif de ce qu'on appellera au fil des jours les "sinistrés", les "déplacés", les "regroupés", les "rapatriés, "etc. C'est ce que nous expliquerons d'abord. Ainsi, nous pensons qu'il est plus scientifique de donner le vrai sens des mots derrière lesquels se sont souvent cachées des ambiguïtés, parfois volontaires, de ceux qui ont eu souvent à les utiliser.

a. La terminologie : sinistrés, dispersés, déplacés et regroupés.

A la page 177 de l'ouvrage "Les crises politiques au *Burundi* et au *Rwanda* (1993-1994)", André GUICHAOUA écrit :

- *Les "dispersés sont des populations Hutu cachées dans les marais, les bananeraies ou les boisements et forêts, fuyant les militaires et n'osent pas retourner sur leurs collines tandis que les déplacés sont des populations, en grande majorité Tutsi, regroupées dans des sites spécifiques (paroisses, écoles, centres de santé, centres administratifs et camps militaires) et vivant dans un environnement "hostile", protégées par des militaires".*

Cette terminologie telle que ci - haut décrite par GUICHAOUA mérite d'être commentée. Il est donc judicieux et utile de pousser plus loin l'explication de ces différents mots.

Les "dispersés" sont donc les populations Hutu de 1993 qui ayant abandonné leurs exploitations, avaient été témoins des massacres ou participé aux massacres. Elles pouvaient penser que les représailles ne manqueront pas d'autant plus que tous les Tutsi n'avaient pas été décimés à fortiori des militaires. L'épuration des collines les a effrayées à tel point qu'elles ne pouvaient rester sur les collines elles seules par peur de vengeance. Ainsi, pendant les premiers mois de 1994, elles se réfugièrent souvent dans les marais pendant que les rescapés avaient leurs refuges dans les écoles, églises etc. C'est donc une erreur de penser comme le fait A. Guichaoua, qu'il y avait des militaires qui pourchassaient la population, comme il en sera d'ailleurs tout au long de la crise, il faut le reconnaître malgré les plus fortes agitations qu'on a pu dire et écrire contre ce corps.

Il faut ajouter que les sites des déplacés ont été "spontanés" en 1993 alors qu'ils ont été choisi pour le cas des regroupés. Aujourd'hui les camps de regroupés concernent les populations hutu sur un territoire exclusivement hutu, tandis que le site ou le camp de déplacés concernent les populations tutsi rescapés de 1993 sur un territoire aussi bien tutsi que hutu.

Les "déplacés" quant à eux sont des populations, en grande majorité Tutsi ayant échappé aux massacres de 1993 sont allées se réfugier dans des écoles, des paroisses, des centres administratifs, communes, dans un premier temps et qui, plus tard on été regroupées dans des sites des déplacés et vivant dans des conditions physiques, sanitaires, alimentaires, etc. les plus horribles et soumises à la protection des forces de l'ordre contre les attaques ; mais ces populations n'ont jamais été regroupées dans des camps militaires comme le dit A. GUICHAOUA.

A partir de l'année 1996, suite aux stratégies guerrières adoptées par la "rébellion" et entraînant la persistance de l'insécurité dans le pays, le Gouvernement pour combattre les rebelles a adopté la politique de regrouper les familles rurales dans un lieu jugé sécurisant. Ces mêmes familles ont été soumises à la protection de l'armée nationale. D'où le nom de "regroupés" fortement contesté par la communauté internationale et les ONG. Les "regroupés" sont donc des populations essentiellement Hutu évacuées des Zones de combat pour que l'armée nationale puisse distinguer les groupes combattants de la population innocente. Il s'agit là d'une approche qui considère que la population constitue l'enjeu majeur de la crise.

A partir de ce moment, le nombre de sinistrés, de déplacés, de regroupés augmente "gonflé essentiellement par les regroupés variable dans le temps et l'espace. En juillet 1997 la population vivant dans 265 camps était estimée à 665.000 personnes ; soit 11% de la population totale. Parmi celles-ci, 250.000 à 300.000 sont des regroupés ([1]), alors qu'en décembre 1993, la population rescapée et vivant dans 193 sites s'estimait cependant à 218.872 personnes.

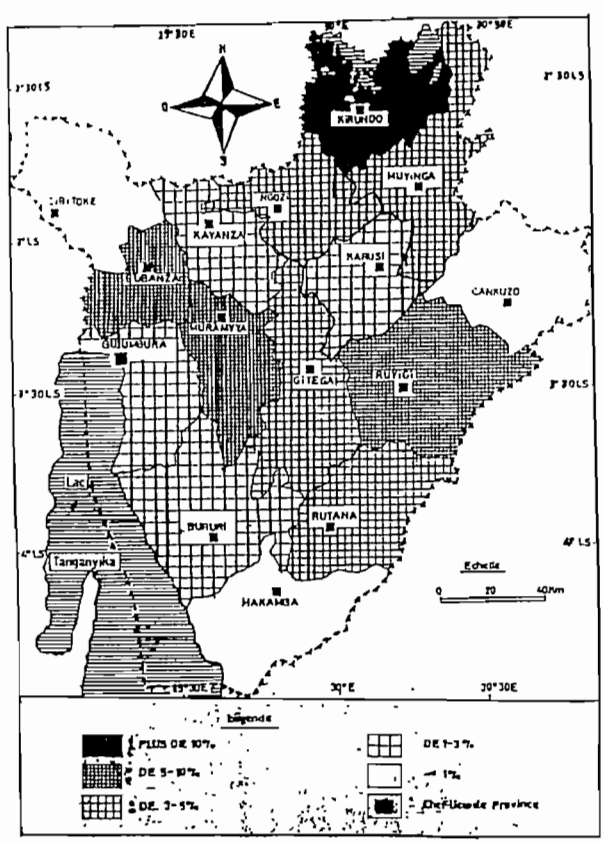


Fig.n° 4 : Pourcentage de populations déplacées en décembre 1993.
Source : Réalisée sur base des chiffres du PAM (non publié)

[1]. F.A.O./PAM ; *Rapport spécial de mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires au Burundi*, Bujumbura, juillet 1997, page 3.

Par cette figure on réalise également que les provinces de *Cibitoke* avec 2316, de *Makamba* avec 1363 et de *Cankuzo* avec 881 de populations déplacées avaient été faiblement touchées par les massacres. Le pourcentage de populations sinistrées reste en effet inférieur à 1% ; soit respectivement 0,7% , 0,5% et 0,6% de populations sinistrées par rapport à la population provinciale.

Ainsi, la carte de populations déplacées montre que la province de *Kirundo* se taille la première place avec 45.585 de populations déplacées ; réalisant ainsi 10,4 % de populations sinistrées. Elle est suivie par les provinces de *Muramvya* avec 28419 de population déplacées, de *Gitega* avec 27153, de *Bubanza* avec 21282 et de *Ngozi* avec 16162 de populations déplacées. La figure n° 5 nous sert d'un exemple éloquent.

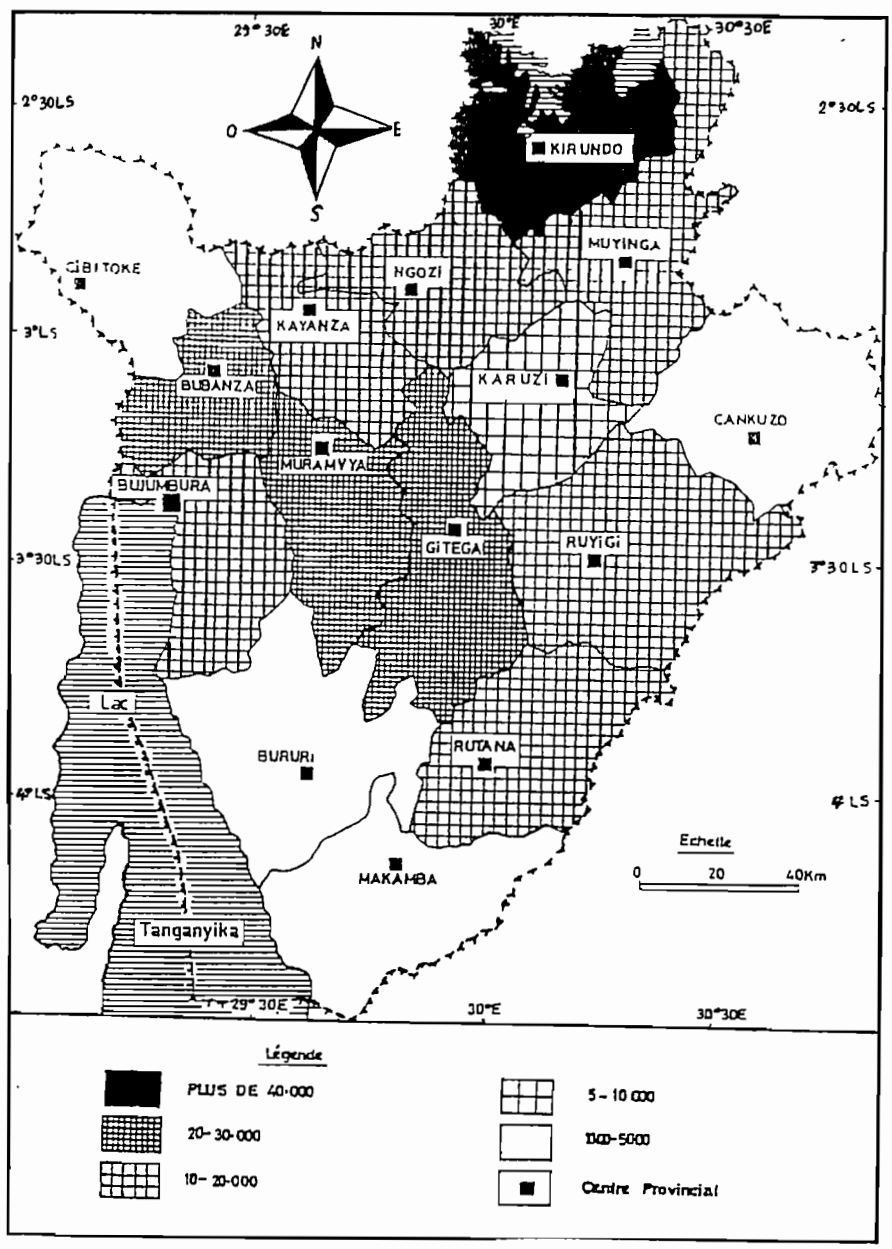


Fig. n° 5 : Populations déplacées en décembre 1993
Source : *Réalisée sur base des chiffres du PAM (non publié)*

Cependant, s'agissant de la répartition des sites, le phénomène apparaît autre. Les Provinces de *Gitega* et *Ngozi* paraissent en effet les plus concentrées en sites avec 23 sites chacune. Elles sont suivies de *Bujumbura rural* avec 21 sites, puis de *Bubanza* et *Ruyigi* avec 19 sites, puis de *Kirundo* et *Muramya* avec 16 sites

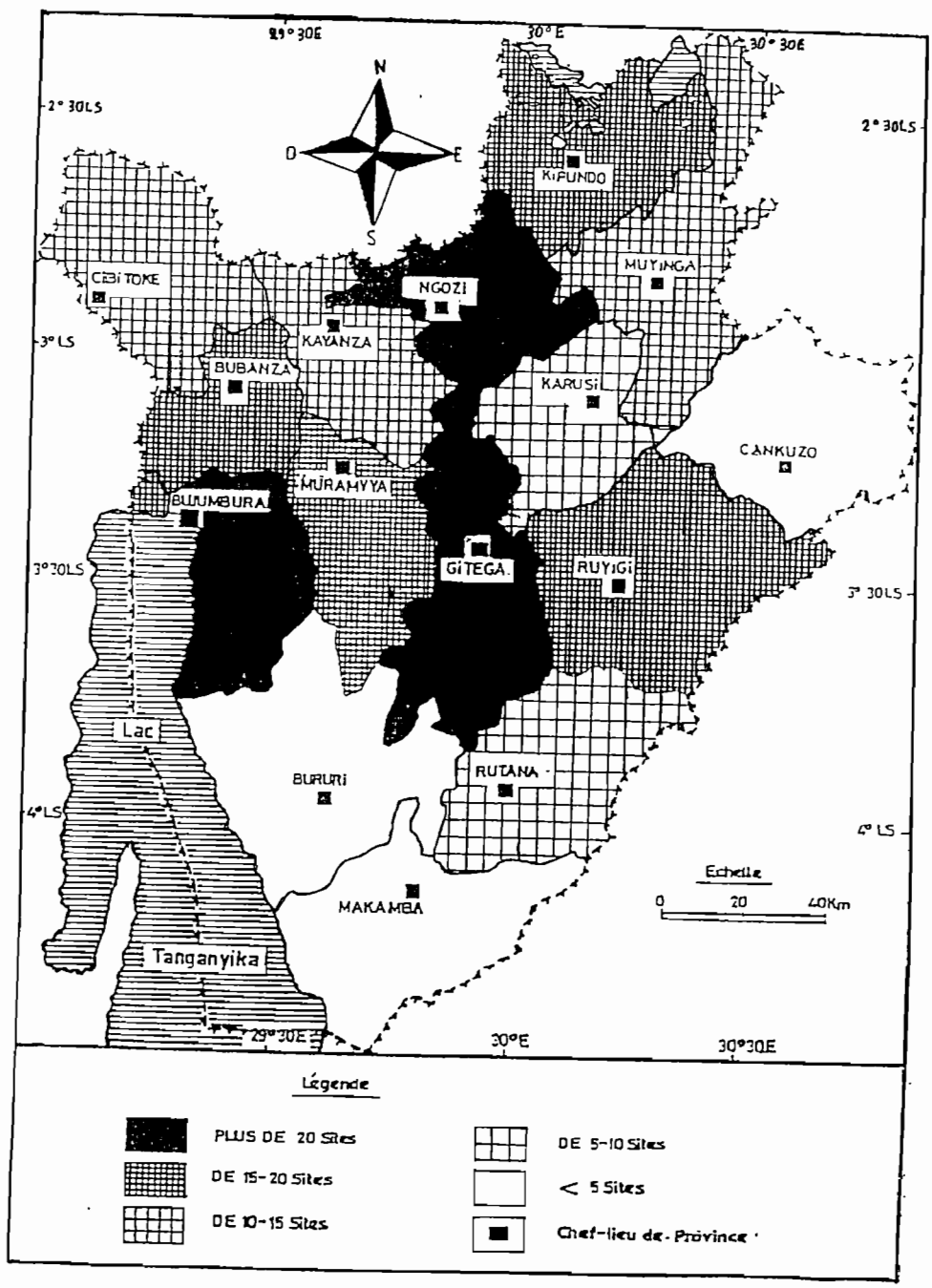


Fig.n° 6 : Répartition des sites des déplacées en décembre 1993
Source : ***Réalisée sur base des chiffres du PAM (non publié)***

Il est donc à réaliser que dans ces sites la population est en général inégalement répartie. En guise d'exemple nous retiendrons que dans 16 sites que compte la province de *Kirundo* on déchiffre 45.585 déplacés ; soit 10,4% de la population alors que dans 19 sites recensés à *Bubanza* l'on dénombre 21282 déplacés ; soit 8,7% sinistrés au moment où dans 23 sites que comptent chacune les provinces de *Ngozi* et *Gitega* s'y trouvent respectivement concentrés 16162 et 27153 déplacés ; soit 3,0 et 4,4% de populations sinistrées.

Par ailleurs, en faisant dans le tableau en annexe une analyse par zone, l'on réalise que trois zones auraient été fortement touchées par la crise en décembre 1993. Il s'agit de la Zone Nord avec 4,7%, de la Zone centre avec 4,6% et de la Zone Est avec 3,8% de populations sinistrées. Elles sont suivies de la Zone Ouest avec 2,9% et de la Zone Sud avec 2,2% de populations sinistrées ; Voir tableau en Annexe II1.

En terme de Zones, l'on constate qu'en 1995 les Zones précédemment vues occupent toujours les premiers rang en matière de populations déplacées. Pour la Zone Nord nous lisons 5,6% ; 3,5% pour la Zone Centre suivie de la Zone Ouest avec 2,8% puis Est avec 2,6% de populations déplacées. La Zone sud quant à elle a enregistré une réduction sensible de 2,2 à 1,1% de populations sinistrées entre 1993-1995. La moyenne totale est elle aussi tombée de 4 à 3,5%. Nous pensons que l'absence des données pour *Cibitoke* a une influence capitale pour cette diminution.

En revanche, les provinces de *Kirundo* et *Muyinga* ont continué à encaisser beaucoup de populations déplacées. On dénombre 40.813 et 27.489 de populations déplacées. Elles sont suivies de la province de *Ngozi* avec 26.165, de Bujumbura avec 25.572, de *Gitega* avec 22.940 de populations déplacées. La figure N° 7 de populations déplacées reste une preuve probante.

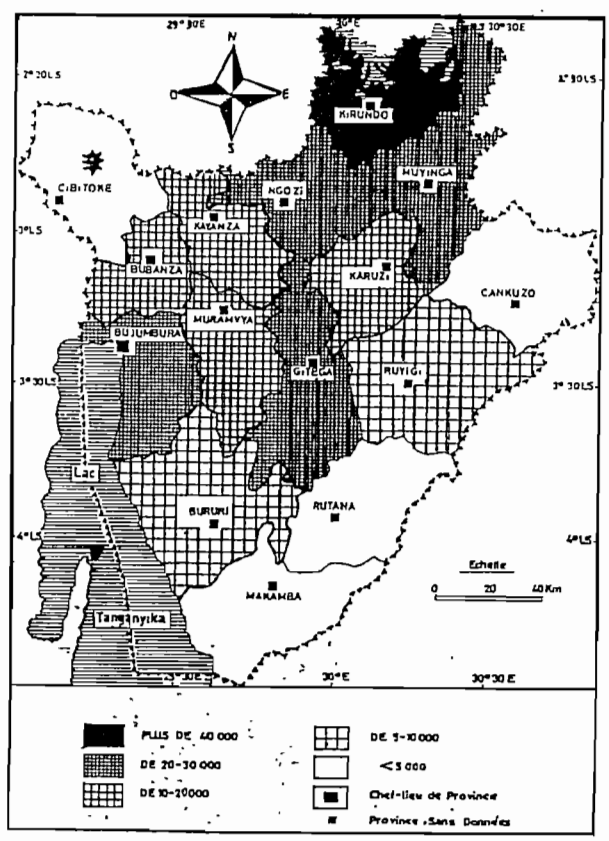


Fig. n° 7 : Populations déplacées en 1995.
Source : *Réalisée sur base des Chiffres du PAM* (non publié)

Aussi, ce sont ces mêmes provinces constate-t-on, qui détiennent des pourcentages de populations déplacées les plus élevés Sur la carte des pourcentages de populations déplacées ci-dessous ou spécialement dans le tableau dont la carte est dérivée, nous lisons pour *Kirundo* 9,1%, 6,4% pour *Muyinga*, 4,8% pour *Ngozi* , 3,9% pour *Bubanza* et 3,8 % pour Bujumbura La figure n° 8 en constitue un exemple

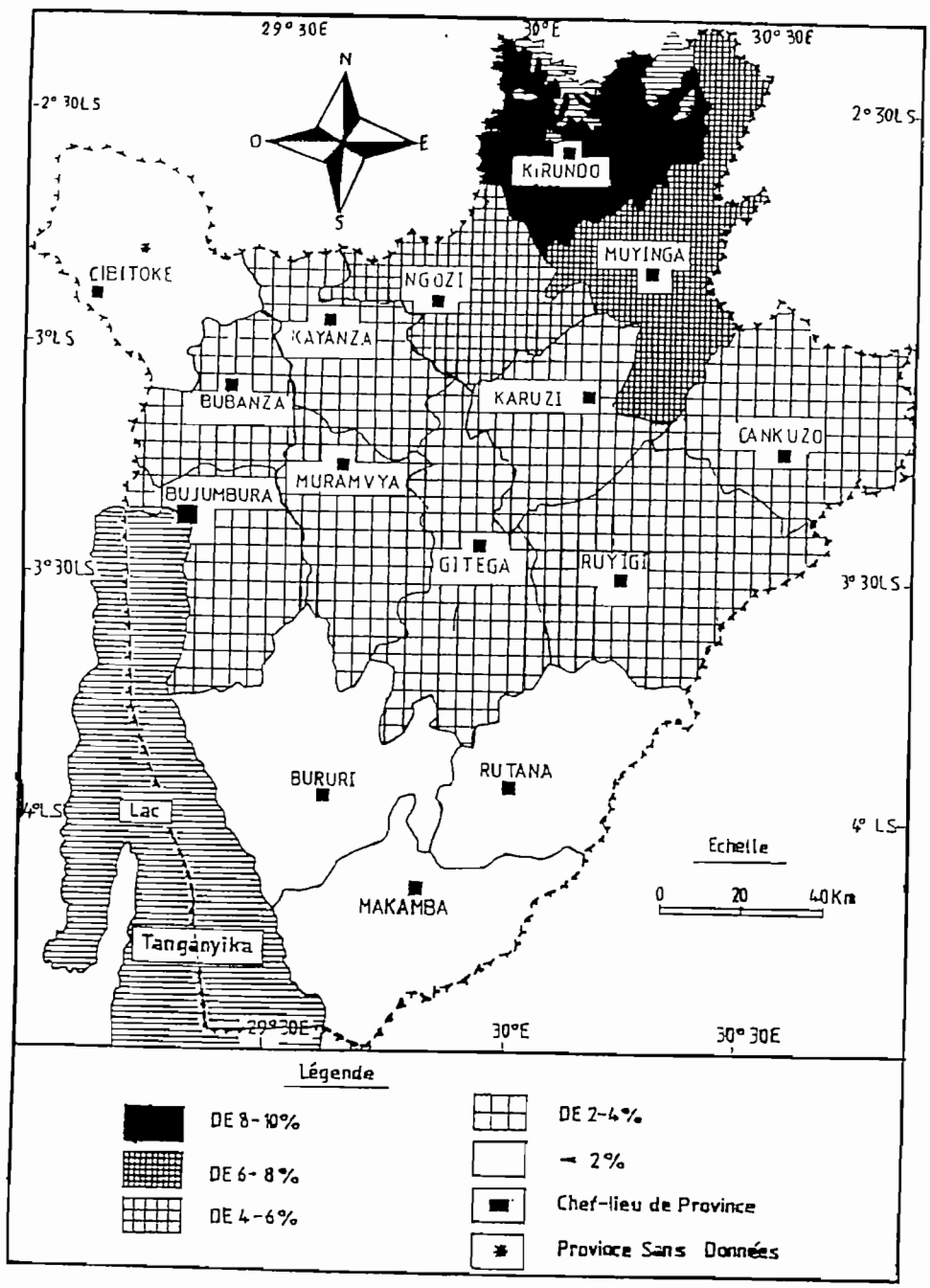


Fig. n° 8 : Pourcentage de populations déplacées en 1995
Source : *Réalisée sur base des chiffres du PAM (non publié)*

Dans cette catégorie on y ajoute les provinces de *Gitega* avec 3,6%, de *Muramvya* avec 3,5% et de *Karuzi* avec 3,1% de populations déplacées. Le reste des provinces possède des pourcentages inférieurs à 3% si l'on laisse de côté la province de *Cibitoke* pour qui l'on pense qu'il n'y en avait pas pour cette année comme cela apparaît sur les cartes précédentes.

S'agissant du nombre de sites, l'on réalise que la province de *Gitega* en dénombre 44 contre 24 pour *Kirundo*, 23 pour *Bujumbura*, 17 pour *Ruyigi*, 15 pour *Muyinga*, 14 pour *Muramvya*, etc. ces chiffres démontrent en somme, l'inégale répartition des sites et partant l'ampleur de la crise selon les provinces. La figure n° 9 de la répartition des sites par province passe pour un exemple de grande conviction.

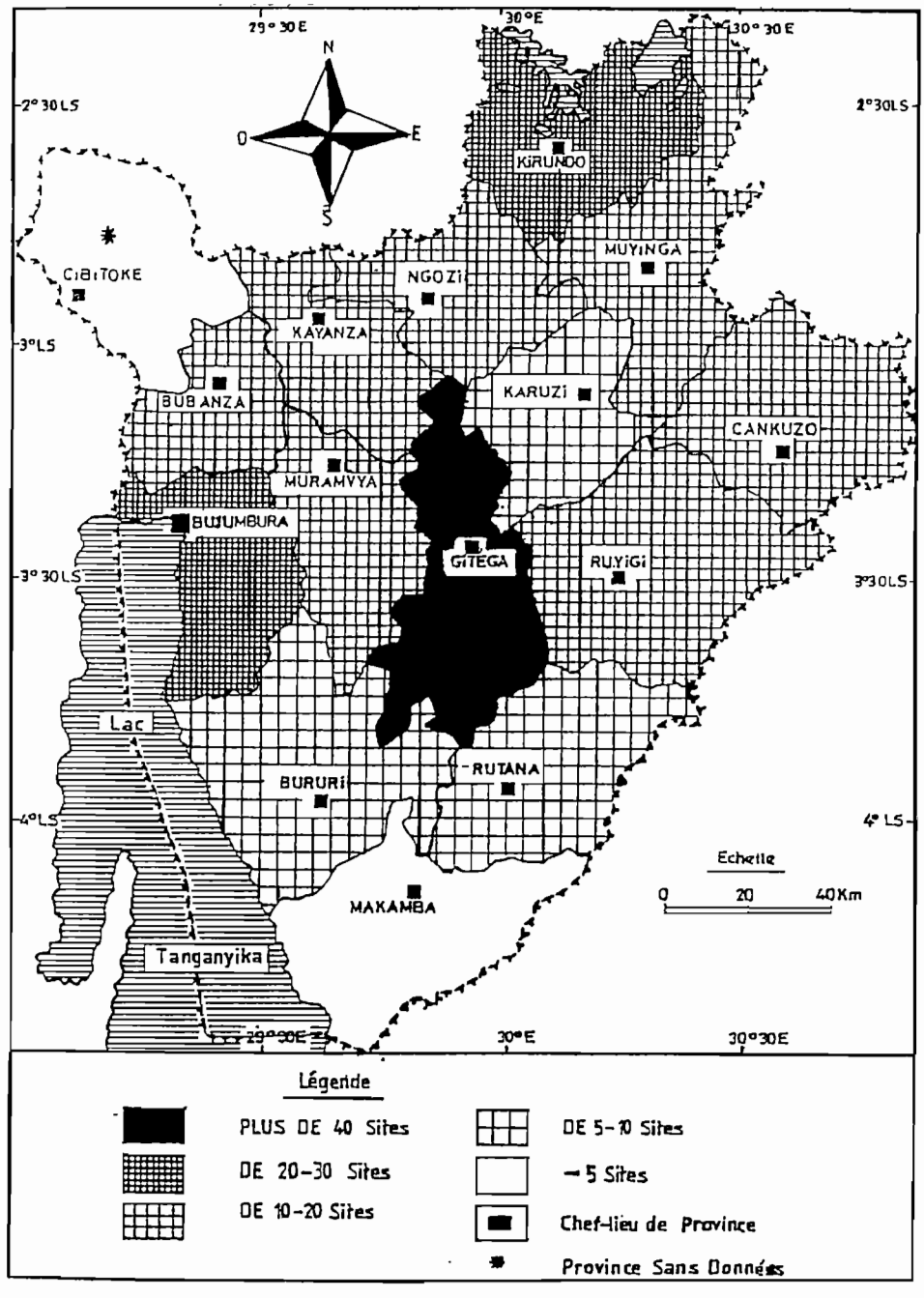


Fig. n° 9 : Répartition des sites des déplacées en 1995
Source : *Réalisée sur base des chiffres du PAM (non publié)*

Aussi, faut-il souligner que dans ces sites, la population est inégalement répartie. En effet, dans 44 sites de la province de *Gitega* se trouvent concentrés 22940 déplacés pendant que 40813 déplacés se concentrent dans 24 sites pour la province de *Kirundo*. Parallèlement 25572 déplacés de la province de *Bujumbura* sont répartis dans 23 sites alors que 26165 déplacés de *Ngozi* se répartissent dans 11 sites, etc.

En 1996 contrairement aux précédentes figures, les enjeux de la population montrent l'évolution dynamique de la crise et de l'insécurité. On constate en effet que les zones Est et Ouest qui, jusque là étaient épargnées occupent ici les pourcentages les plus élevés par rapport au reste du pays. C'est que les "rebelles" cherchent à occuper des terrains.

Par exemple *Kirundo* possédait 10,4% en 1993 ; 9,1% en 1995 et seulement 5,1% en 1996 de populations déplacées. Bien plus, la Zone Est qui avait enregistré 4,6% en 1993 ; 3,5% en 1995 enregistre 5,8% de populations déplacées en 1996 au moment où la Zone Nord qui avait enregistré 4,7% en 1993, 5,6% en 1995 enregistre en 1996 3,5% de populations déplacées.

Province	Population provinciale	Nombre de sites	Ménages déplacés	Populations déplacées	% de populations déplacées
Bubanza	270210	18	3037	12148	4,4
Bujumbura	670478	-	5635	22540	3,3
Cibitoke	353137	9	7681	30724	8,7
ZONE OUEST	293845	27	16353	65412	5,0
Kayanza	491506	8	3262	13048	2,6
Kirundo	448195	19	5770	23080	5,1
Muyinga	427119	10	4008	16032	3,7
Ngozi	535978	10	4033	16032	3
ZONE NORD	1902798	47	17073	68292	3,5
Cankuzo	157535	0	0	0	0
Ruyigi	281524	13	1135	4540	1,6
ZONE EST	439059	13	1135	4540	1,0
Bururi	423240	4	66	264	0,06
Makamba	254732	0	0	0	0
Rutana	219360	8	795	3180	1,4
ZONE SUD	897332	12	861	3444	0,3
Gitega	625017	22	6716	26864	4,2
Karuzi	334213	11	11310	45240	13,5
Muramvya	487736	6	3000	12000	2,4
ZONE CENTRE	1446966	39	21026	84104	5,8
TOTAL	5980000	138	56448	225792	± 3,5

Tab. n° 1 : Pourcentage de populations déplacées en 1996.

Source : F.A.O. ; *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi,* Bujumbura, octobre 1996, tableau 2.
-M.R.R.D.R. ; *Plan d'action pour la réinstallation et la réinsertion des sinistrés 1998* Bujumbura, janvier 1998, Annexe 3.

Comme nous l'avons dit la crise est très dynamique car en 1993 c'étaient les Zones Nord, centre et Est qui avaient enregistré plus de populations victimes de la crise ; soit 5,6 % pour la Zone Nord ; 3,5% pour la Zone Centre ; 2,6% pour la Zone Est en 1995 contre 3,5% pour la Zone Nord ; 5,8% pour la Zone Centre et 1,0% pour la Zone Est en 1996 de population de la province. Il y a donc des populations qui peuvent retourner sur leurs collines natales et d'autres qui ne le peuvent pas, par suite d'insécurité.

Bien plus, la carte de populations déplacées montre que *Karuzi* détient le record avec 45240 de populations déplacées, suivie de *Cibitoke* avec 30724 de déplacés. Les Provinces de *Gitega*, *Kirundo*, *Bujumbura*, *Muyinga* et *Ngozi* détiennent respectivement 26864 ; 23080 ; 22540 et 16032 de populations déplacées. La carte n° 10 ci-après en constitue une illustration.

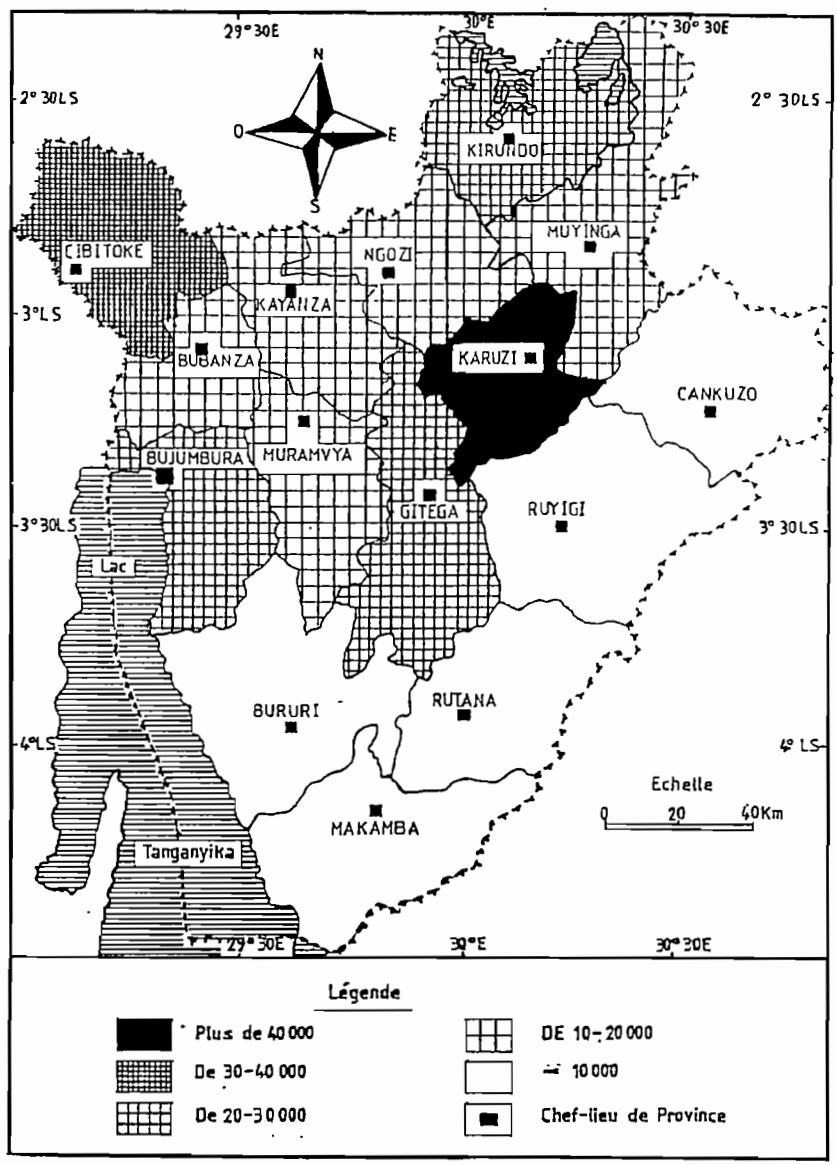


Fig. n° 10 : Populations déplacées en 1996.

Source : FAO ; *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi, octobre 1996*, tableau 2 (non publié)

Sur cette figure on constate que les provinces de *Bururi*, *Makamba*, *Rutana*, *Ruyigi* et *Cankuzo* enregistrent en 1996 une population en déça de 10.000 déplacés. Les provinces de *Rutana*, *Ruyigi* et *Cankuzo* sont des provinces pour qui leurs populations déplacées étaient déjà retournées sur leurs collines habituelles en grande partie ; pendant que *Bururi* et *Makamba* n'avaient pas encore été fortement enflammées.

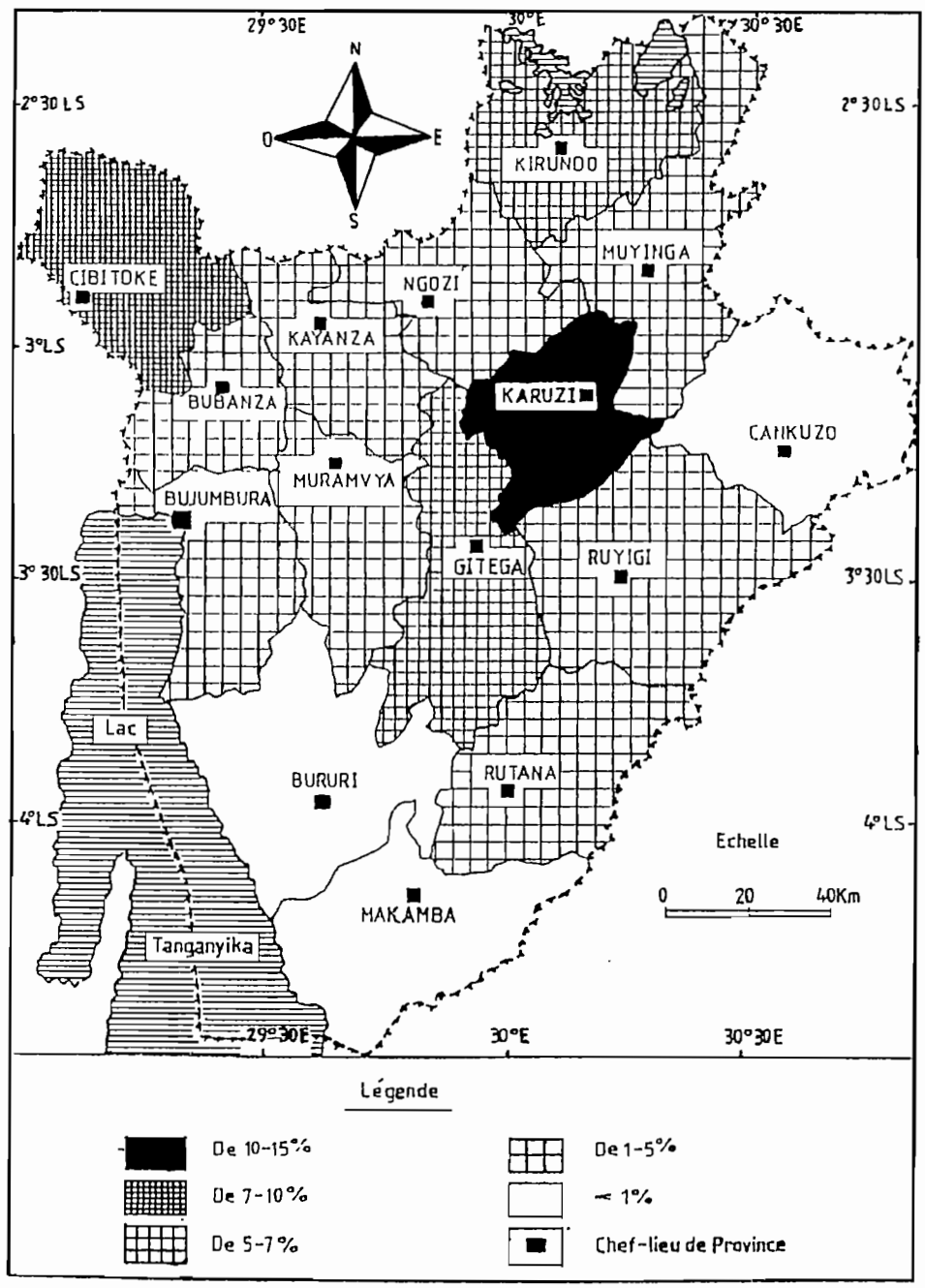


Fig. n° 11 : Pourcentage de populations déplacées en 1996.

Source : FAO ; *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi, octobre 1996*, tableau 2 (non publié)

En se basant sur la présente carte et le tableau dont elle est dérivée, il est à réaliser que la province de *Karuzi* a enregistré plus de populations déplacées ; soit 13,5%. Elle est ici suivie par la province de *Cibitoke* avec 8,7% de la population provinciale, de *Kirundo* avec 5,1%, de *Bubanza* avec 4,4% et de *Gitega* avec 4,2% de la population provinciale.

Par contre, les provinces de *Bururi, Cankuzo* et *Makamba* enregistrent des pourcentages les plus faibles de populations déplacées ; soit 0% pour *Makamba* et *Cankuzo* et 0,06% pour *Bururi* Ceci, parce que ces provinces étaient faiblement touchées jusque là.

Le nombre de sites se calque aussi sur celui des déplacés : Gitega a 22 contre 19 sites dans la province de *Kirundo*. Elles sont ici suivies par les provinces de *Bubanza,* de *Ruyigi* et *Karuzi* qui enregistrent respectivement 18,puis 13 et 11 sites, etc.

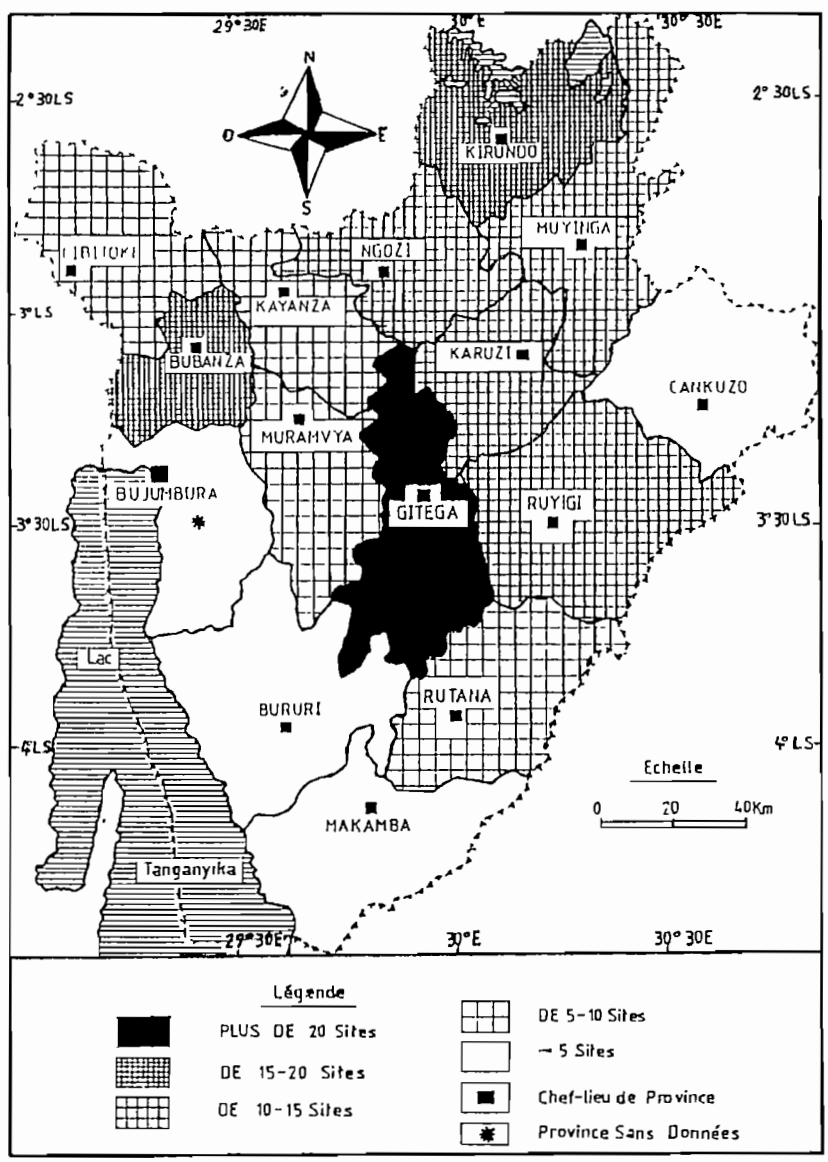


Fig. n° 12 : Répartition des sites des déplacés en 1996

Source FAO , *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi ; octobre 1996*, tableau 2 (non publié)

Comme pour les précédentes cartes nous avons constaté une inégale répartition de déplacés dans les sites, nous réalisons ici aussi que la population est inégalement répartie. Dans la province de *Gitega* se concentrent en effet 26864 déplacés ; soit 4,2% de populations déplacées dans 22 sites. Bien plus, dans 19 sites de la province de *Kirundo*, on dénombre 23080 déplacés ; soit 5,1% et dans 18 sites de déplacés répartis à *Bubanza* se concentrent 12148 déplacés ; soit 4,4% alors que dans 11 sites établis à *Karuzi*, on dénombre 45240 déplacés; soit 13,5 % de population provinciale. Cette inégale répartition s'observe aussi dans d'autres provinces et dans les Zones qui coiffent les dites provinces.

Bien que la politique de regroupement commence en 1996, il faut souligner ici que les chiffres traduisant les populations du tableau précédent sont des déplacés de 1993, 1994, etc. qui, jusqu'à cette époque n'avaient pas encore regagné leurs collines habituelles.

Cependant, en se basant sur les enquêtes et estimation F.A.O./PAM, nous réalisons que le nombre de personnes déplacées (selon eux) à l'intérieur du pays en 1997 semble avoir atteint son paroxysme. C'est donc ici où l'on peut parler de populations regroupées. Le tableau ci-après nous est d'une utile illustration.

PROVINCE/ZONE	POPULATION TOTALE	NOMBRE DE SITES	POPULATION DES SITES	% DE POPULATION REGROUPEES
Bubanza	270210	23	71229	26,4
Bujumbura Rural	670498	35	35338	5,3
Cibitoke	353137	13	57428	16,3
ZONE OUEST	1293845	71	163995	48
Kayanza	491506	22	114123	23,2
Kirundo	448195	16	20072	4,5
Muyinga	427119	30	35852	8,4
Ngozi	535978	14	21530	4,0
ZONE NORD	1902798	82	191577	40,1
Cankuzo	157535	4	3254	2,1
Ruyigi	281524	12	4118	1,5
ZONE EST	439059	16	7372	3,6
Bururi	423240	12	44199	10,4
Makamba	254732	14	44597	17,5
Rutana	219360	7	3675	1,7
ZONE SUD	897332	33	92471	29,6
Gitega	625017	15	20997	3,4
Karuzi	334213	25	142945	42,8
Muramvya	487736	23	46017	9,4
ZONE CENTRE	1446966	63	209959	55,6
TOTAL BURUNDI	5980000	265	665374	11,7

Tab. N° 2. Pourcentage de populations regroupées en 1997.

Source : F.A.O/ P.A.M ; *Rapport spécial de mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires au Burundi* ; Bujumbura, juillet 1997, page 4.

Pour le document dont ce tableau est tiré, il parle de personnes déplacées à l'intérieur du pays en 1997. Il s'agit des anciens déplacés, de nouveaux déplacés par les attaques rebelles (ceux qui ne veulent pas) composer et ceux qui sont regroupés par l'administration. Ce chiffre est passé de 225792 en 1996 à 665374 en 1997. Ceci est d'autant plus vrai que la politique de regroupement adoptée par le Gouvernement avait commencé en cette année de 1996.

En classant donc les provinces par Zones l'on peut bien voir l'ampleur des déplacements des populations en 1997. Certes, le nombre de sites et souvent le nombre de populations déplacées ou regroupées varient selon les zones. Mais toutes ces catégories n'ont pas connu les mêmes épreuves ni ne sont déplacées pour les mêmes raisons.

Les zones centre avec 63 sites et 55,6% de populations de la Zone, la Zone Ouest 71 sites et 48%, la Zone Nord 82 sites et 40,1% de populations de la Zone, passent pour les plus malmenées par la crise. Elles sont suivies par la Zone Sud qui enregistre 33 sites avec 29,6% de population de la Zone. On notera enfin que la Zone Est selon le précédent tableau est la moins touchée avec 16 sites et 3,6% de populations de la Zone. Les effectifs varient avec l'insécurité.

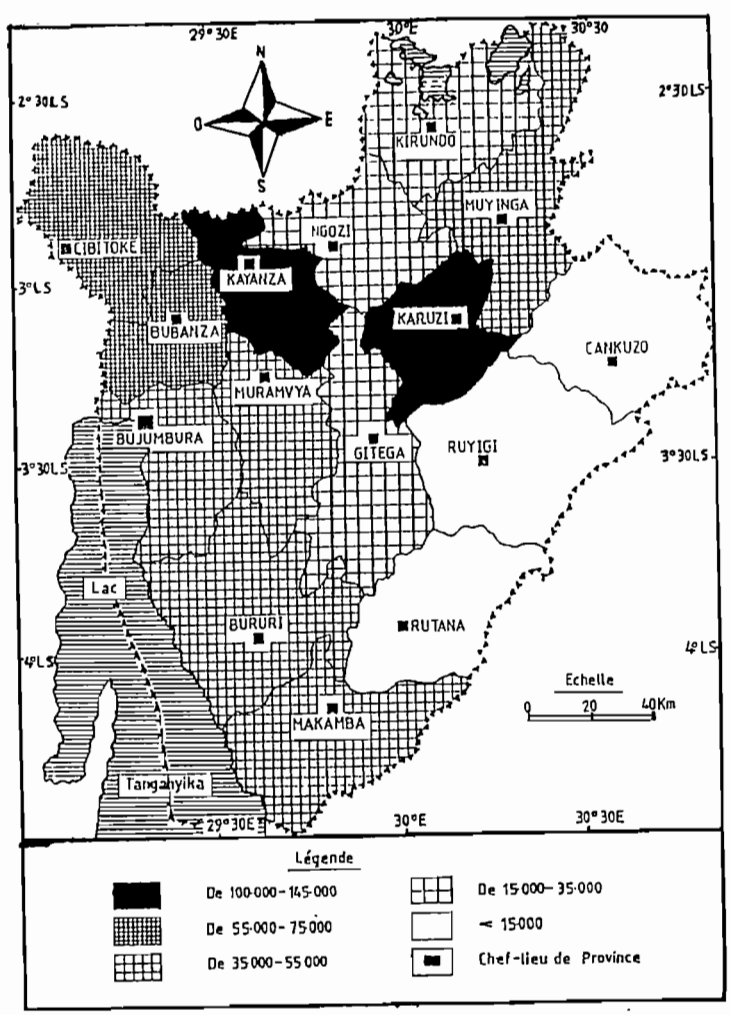


Fig. n° 13 Populations regroupées en 1997.

Source : *Réalisée à partir des chiffres de l'annexe.*

Ainsi, la présente carte nous montre que les provinces de *Karuzi* et *Kayanza* sont celles qui enregistrent plus de populations regroupées ; soit respectivement 142945 et 114123 regroupées. Viennent ensuite les Provinces de *Bubanza* avec 71229, *Cibitoke* avec 57428, de *Muramvya* avec 46017 et de *Makamba* avec 44.597 et de *Bururi* avec 44199 regroupés. Les autres provinces viennent en dernière position ; celle de *Cankuzo* ayant seulement 3254 regroupés.

La figure n° 14 ci-après nous montre la variation de ces pourcentages de regroupés selon les provinces en 1997.

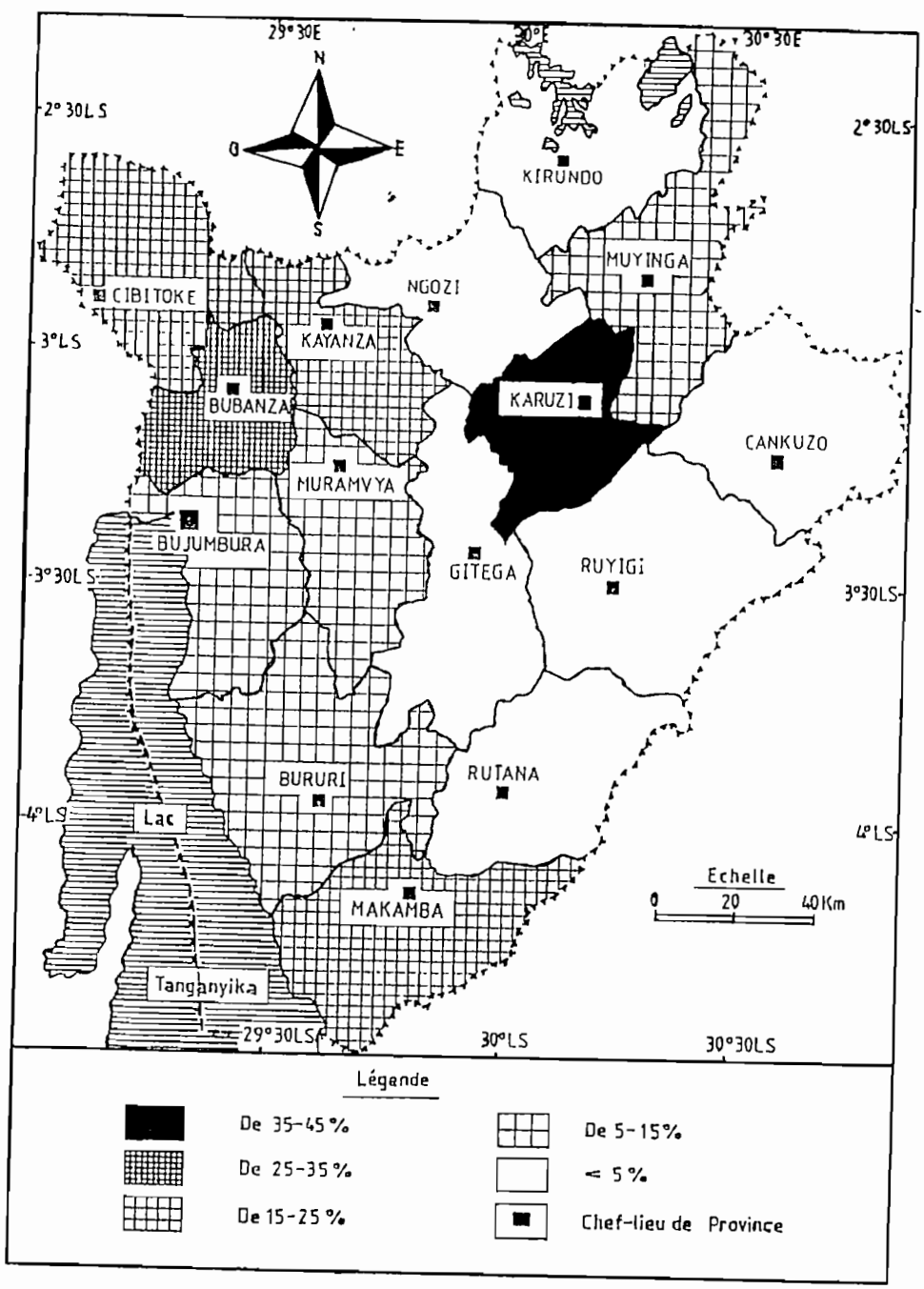


Fig. n° 14 : Pourcentage de populations regroupées en 1997

Source : *Réalisée à partir du tableau n° 2.*

Du point de vue de sites la carte montre que c'est toujours la province de *Karuzi* avec 42,8% qui détient le plus grand pourcentage ; suivie par la province de *Bubanza* avec 26,4%, puis de *Kayanza* avec 23,2%. La deuxième catégorie est constituée par les provinces de *Makamba* avec 17,4%, de *Cibitoke* avec 16,3%, de *Bururi* avec 10,4% puis de *Muramvya* avec 9,4%, etc. Le reste étant constitué par les provinces ayant moins de 10% de la population provinciale, comme *Kirundo, Ngozi, Gitega*, etc. La répartition de cette population dans les sites et les sites eux-mêmes se fait également d'une manière inégale.

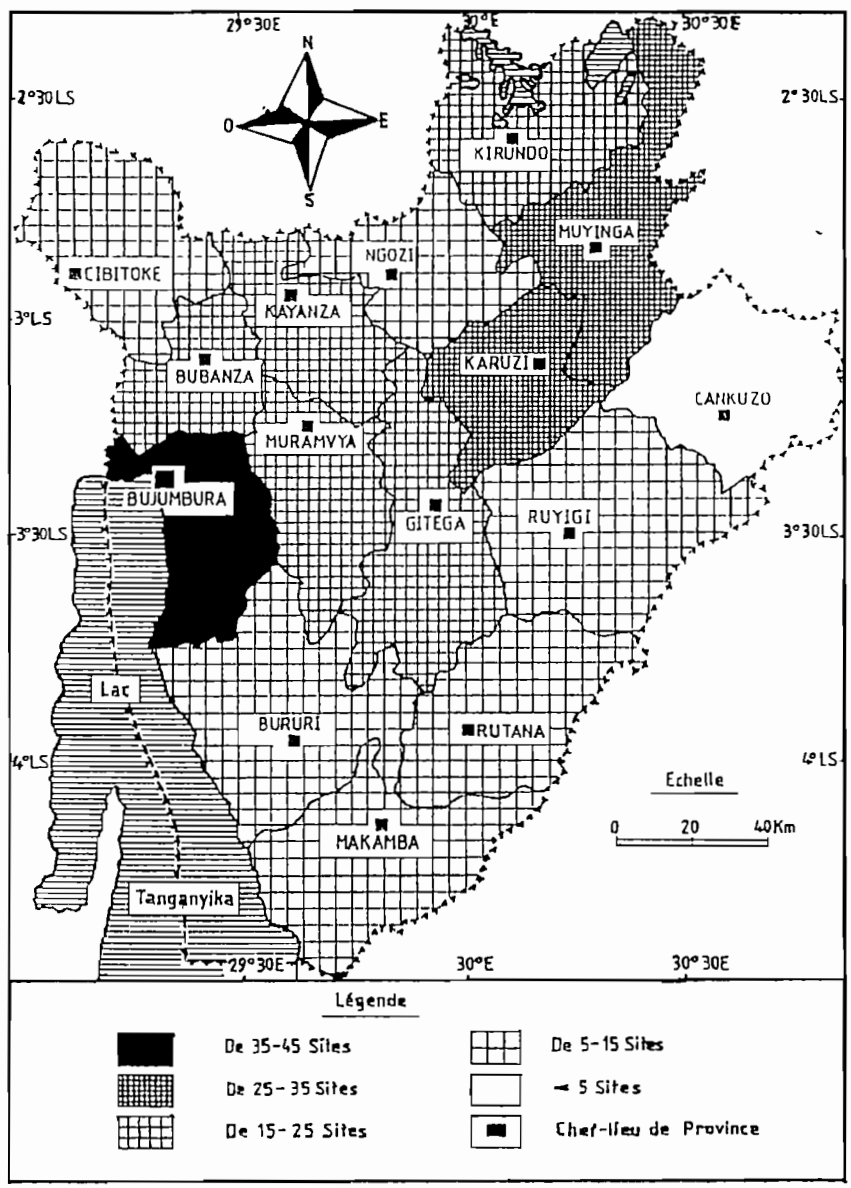


Fig. n° 15 : Répartition des sites des regroupés en 1997

Source : *Réalisée à partir du tableau n° 2.*

Ainsi donc, dans 35 sites que compte la province de *Bujumbura*, on dénombre 35338 ; soit 5,3% de regroupés tandis que dans 30 sites établis dans la province de *Muyinga* l'on totalise 35852 ; soit 8,4% de regroupés. Bien plus, dans 23 sites de la province de *Bubanza* l'on déchiffre 71229 ; soit 26,4% de la population provinciale au moment où 25 sites répartis dans la province de *Karuzi* hébergent 142945 ; soit 42,8% etc. Les provinces de *Cankuzo* et de *Rutana* étant celles qui enregistrent peu de sites et de populations regroupées, soit respectivement 4 sites hébergeant 3254 avec 2,1% et 7 sites hébergeant 3675, soit 1,7%. Par ailleurs les chiffres de 1998, nous montrent que l'insécurité s'est déplacée.

		POPULATIONS SINISTREES EN 1998				
PROVINCE	POPULATION PROVINCIALE	NOMBRE DE SITES	EFFECTIFS DE SINISTRES			% DE POPULA-TIONS SINISTREES
			SUR SITES	HORS SITES	TOTAL	
Bubanza	270210	52	138240	0	138240	51,1
Bujumbura	670498	31	21857	15214	37071	5,5
Cibitoke	353137	25	109481	0	109481	31,0
ZONE OUEST	1293845	108	269578	15214	284792	22,0
Kayanza	491506	10	33856	153	34015	6,9
Kirundo	448195	12	19940	0	19940	4,4
Muyinga	427119	33	26826	0	26826	6,2
Ngozi	535978	11	19336	0	19336	3,6
ZONE NORD	1902798	66	99958	153	100117	57
Cankuzo	157535	4	1880	459	2339	1,4
Ruyigi	281524	10	2626	0	2626	0,9
ZONE EST	439059	14	4506	459	4965	1,1
Bururi	423240	7	16295	332	16627	3,9
Makamba	254732	15	23299	2093	25392	10
Rutana	219360	5	2384	236	2620	1,1
ZONE SUD	897332	27	41978	2661	44639	5,0
Gitega	625017	17	25483	1340	26823	4,2
Karuzi	334213	11	14422	0	14422	4,3
Muramvya	487736	11	12753	0	12753	2,6
ZONE CENTRE	1446966	39	52658	1340	53998	3,7
TOTAL	5980000	254	468678	19833	488511	18

Tab. N° 3 : Pourcentage des regroupés et des déplacés en 1998.

Source : M.R.R.D.R. ; *Plan d'action pour la Réinstallation et la Réinsertion des Sinistrés 1998* ; Bujumbura, Janvier 1998, annexe 3.

En guise d'exemple, l'on constate ici que les populations sinistrées représentent 51% de la population provinciale de *Bubanza*, 31% à *Cibitoke* alors que *Bujumbura* n'en compte que 5,5%. La figure n° 16 ci-après nous est d'une illustration indéfectible.

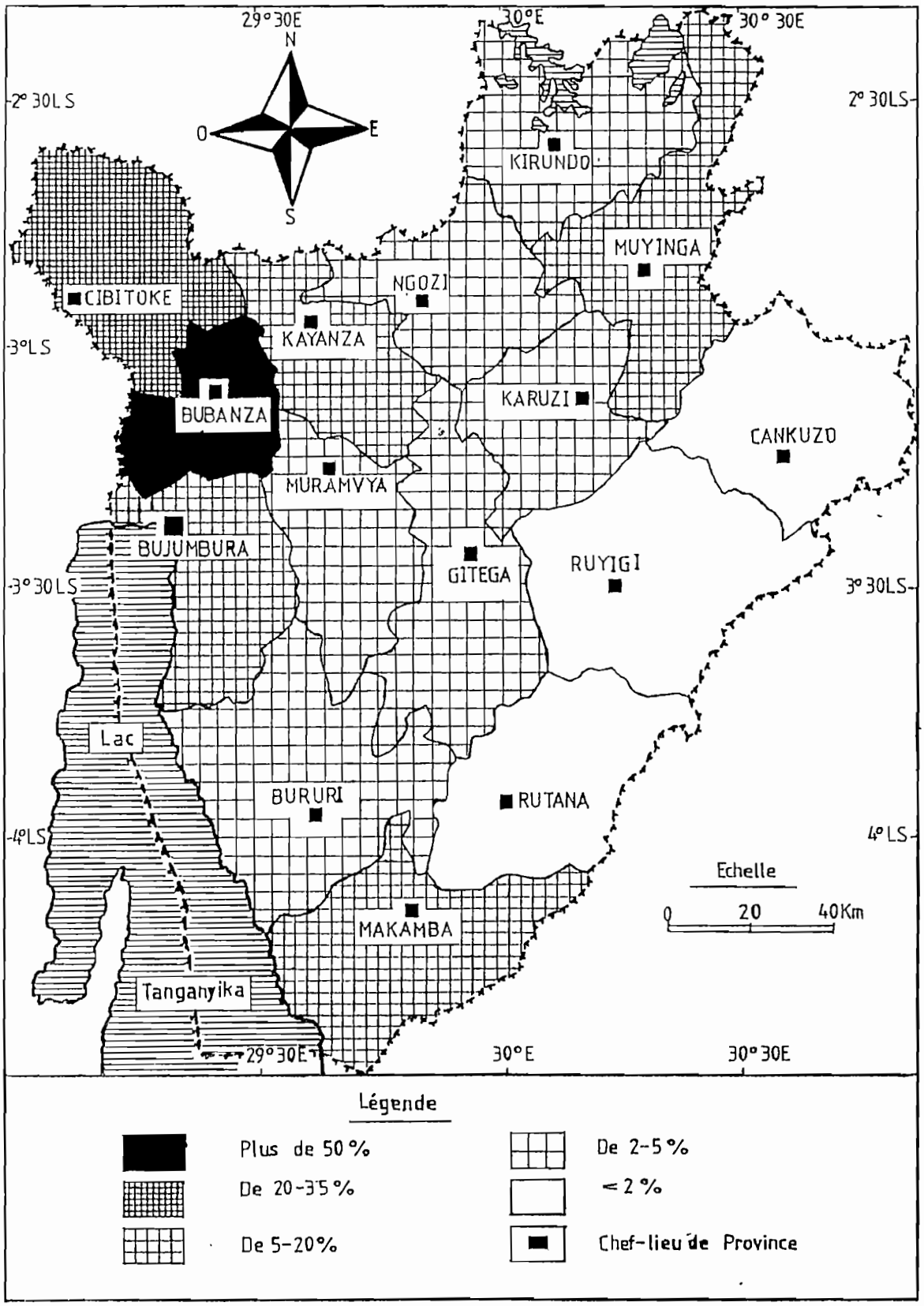


Fig. n° 16 : Pourcentage de populations *déplacées* en 1998.

Source : MRRDR ; *Plan d'action pour la réinstallation et la réinsertion des sinistrés 1998* ; Bujumbura ; janvier 1998 ; annexe 3.

Il est à noter aussi que les provinces de *Makamba*, *Kayanza*, *Muyinga* et *Kirundo* totalisent des pourcentages élevés de populations déplacées, soit respectivement 10% ; 6,9% ; 6,2% et 4,4% de la population provinciale. Les provinces de *Ruyigi* et *Rutana* étant celles qui détiennent les plus faibles pourcentages ; soit 1,1% et 0,9% de la population de la province.

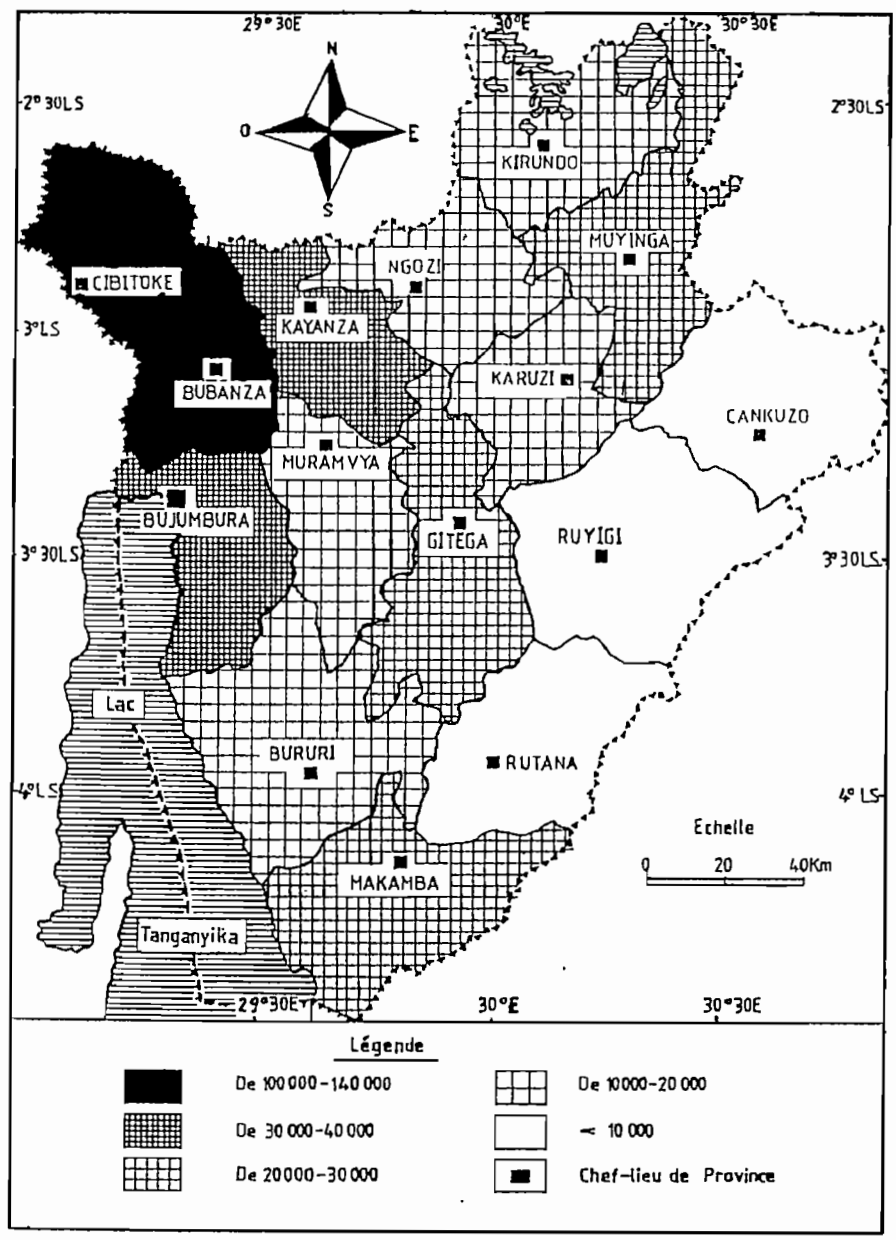


Fig. n° 17 : Populations déplacées en 1998.

Source : M.R.R.D.R. ; *Plan d'action pour la réinstallation et la réinsertion des sinistrés 1998*, Bujumbura, Janvier 1998 ; annexe 3.

Il apparaît donc ici que les provinces de la Zone Ouest sont celles qui possèdent plus de populations sinistrées. Nous lisons pour *Bubanza* 138240 alors qu'on compte 109481 pour *Cibitoke* et pour *Bujumbura* 37071 déplacés. C'est que la rébellion cherche à s'y établir.

Entre temps on dénombre 34015 pour *Kayanza* et 26826 déplacés pour *Muyinga*. Les provinces de *Rutana* et *Cankuzo* sont celles qui comptent les plus faibles effectifs ; avec 2620 et 2339 de populations sinistrées. Elles sont relativement calmes à cette époque cela est confirmé par la répartition des sites.

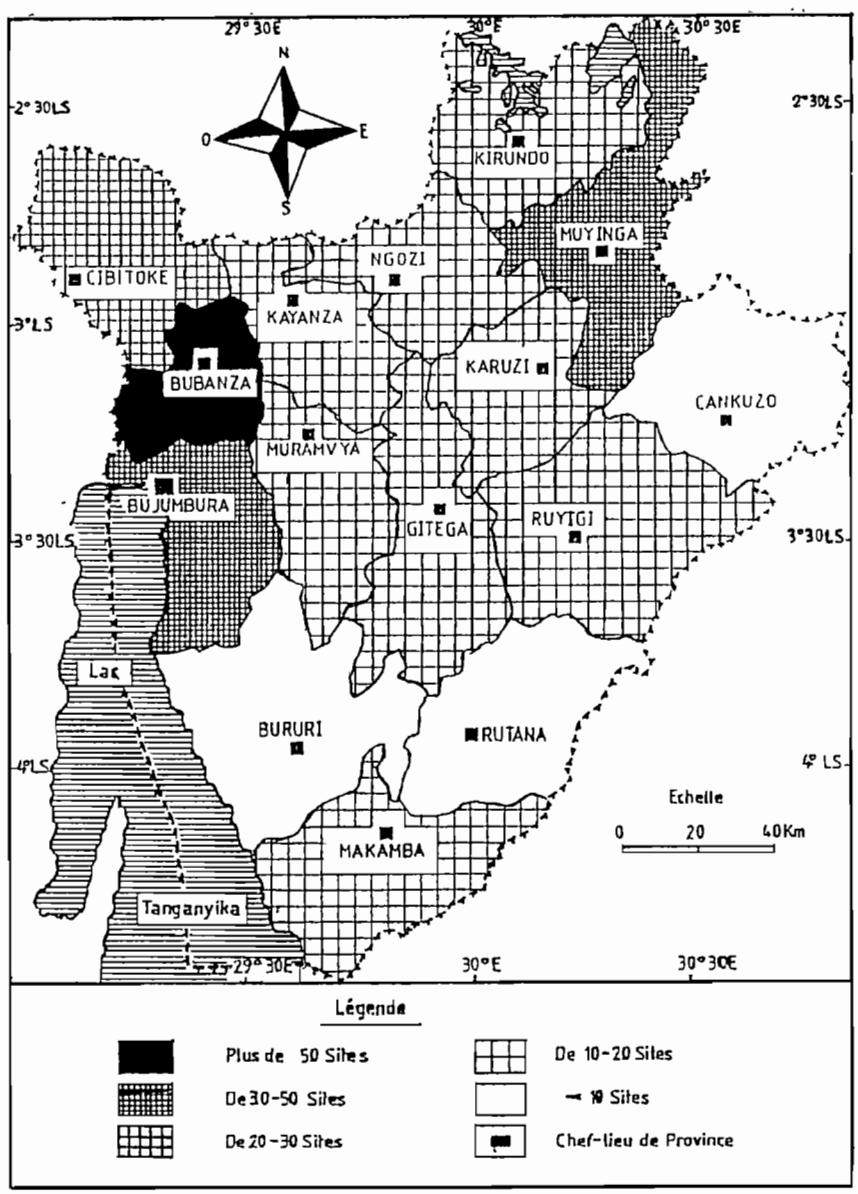


Fig. n° 18 : Répartition des sites des déplacés en 1998.

Source : MRRDR ; *Plan d'action pour la réinstallation et la réinsertion des sinistrés 1998,* Bujumbura, janvier 1998, annexe 3.

Aussi, exception faite de la province de *Muyinga* détenant 33 sites, les provinces de l'Ouest sont celles qui détiennent plus de sites. Nous dénombrons en effet 52 sites pour *Bubanza,* 31 sites pour *Bujumbura* et 25 sites pour *Cibitoke.* Elles sont suivies par *Gitega* avec 17 sites, de *Makamba* avec 15 sites et de *Kirundo* avec 12 sites.

On est donc en présence d'un phénomène dynamique dans le temps et dans l'espace avec des flux et des reflux ce qui ne manque pas de créer des problèmes énormes sur le plan des activités de tous les jours de la population burundaise sans oublier les remaniements des espaces agricoles.

b. Le problème d'accès à la terre.

Les déplacés de 1993 ou plutôt les rescapés de 1993 constituent ici une population dont l'accès à la terre reste pratiquement impossible tant qu'ils ne peuvent plus regagner leurs collines natales. Ils constituent donc une population sans terre.

Aussi, les stratégies de combattre adoptées par la rébellion, la multiplication de la guérilla sur presque toutes les collines et la quasi - absence de lignes de front ont entraîné des flux et reflux des agriculteurs. Le droit d'accès à la terre s'est réduit de plus en plus obligeant nos agriculteurs autrefois entreprenants et autosuffisants à abandonner ou baisser leurs activités.

A *Gitega* par exemple "on estime à 5% les terres abandonnées par les personnes déplacées" (...) tandis qu'à *Karusi* "on estime que 10 à 15% des terres reste en friche parce que leurs propriétaires se sont déplacés" (1) . De même on a estimé qu'à *Rutana* la diminution de 5% (2) des superficies ensemencées par rapport à l'année 1996 peut être attribuée aux pénuries de semences causées par la faible récolte de la campagne A de 1997 et au manque de boutures saines de manioc.

Pendant la période de déplacement bien plus que la réduction des emblavures, la question des populations sans accès à la terre s'est posée avec acuité.0, le tableau montrant le total des ménages sinistrés et le pourcentage des ménages sans accès à la terre peut servir d'exemple.

Le tableau ci-dessous laisse apparaître l'ampleur des populations sinistrées n'ayant pas accès à la terre. En effet les Zones Centre avec 69,8%, Ouest avec 33% et Nord avec 26% sont celles qui enregistrent plus de populations sinistrées n'ayant pas accès à leurs terres. Elles sont suivies dans cette logique par les Zones Est avec 12% et Sud avec plus ou moins 9% de ménages n'ayant pas accès à leurs terres.

---

1 & 2/ : F.A.O/P.A. M ; *Op. cit* , Bujumbura, juillet 1997, page 7 & 10.

Province	Total des ménages sinistrés	% Ménages sans accès à terre
Bubanza	3455	43
Bujumbura	19561	20
Cibitoke	23621	43
ZONE OUEST	46697	33,3
Kayanza	3425	5,8
Kirundo	7393	2,2
Muyinga	6085	15
Ngozi	4657	61,3
ZONE NORD	21560	26
Cankuzo	1020	0
Ruyigi	1567	20
ZONE EST	2587	12,1
Bururi	4066	1,6
Makamba	1250	4
Rutana	1295	36,8
ZONE SUD	6611	8,9
Gitega	7904	60
Karuzi	13650	87
Muramvya	4124	30
ZONE CENTRE	25678	69
TOTAL BURUNDI	103133	38,8

Tab. N° 4 : Ménages sans accès à la terre en 1996.

Source : F.A.O. ; *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi*, Bujumbura, octobre 1996, tableau 3.

Ces pourcentages montrent donc combien la guerre a été plus atroce pour certaines Zones et moins atroce pour d'autres. Pour le cas de ménages sans accès à la terre, la carte ci-dessous en démontre les différentes variations. (carte n° 19).

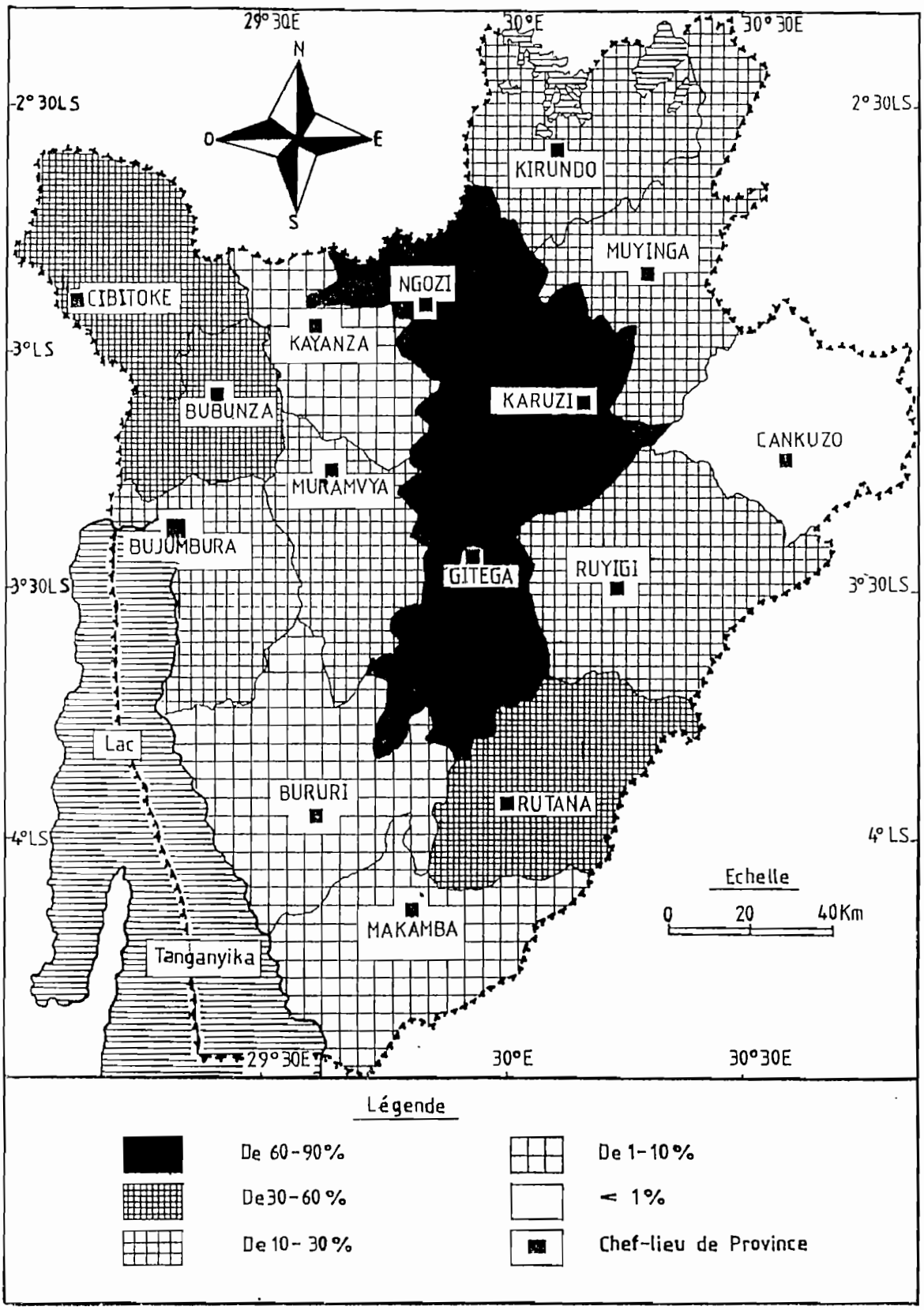


Fig. n° 19 :Ménages sans accès à la terre en 1996

Source : Réalisée à partir du tableau n° 4

Les provinces de *Karuzi* avec 87,6%, de *Ngozi* avec 61,3%, de *Gitega* avec 60% sont celles qui enregistrent plus de 50% de ménages sans accès à la terre du moment où ils sont en insécurité.

Les provinces de *Bubanza* et *Cibitoke* avec 43%, de *Rutana* avec 36,8%, de *Muramvya* avec 30%, de *Kirundo* avec 22% de *Bujumbura* et *Ruyigi* avec 20% ont dû elles aussi au moment de leur déplacement souffrir de mauvaises productions.

Ruptures et remaniements socio - spatiaux sont sans doute la face la plus importante et la plus catastrophique pour la population burundaise, mais, il en existe d'autres qui ont tout aussi marqué profondément la population burundaise.

CHAPITRE II. LE BLOCUS ECONOMIQUE 1996-1999

1. Le problème de l'enclavement.

Les transports étant avec la communication, le support des échanges d'informations et de marchandises, le blocus économique imposé à notre patrie depuis le 31 juillet 1996 a posé et pose encore avec acuité les problèmes de transport tant au niveau international, national que local. Les approvisionnements internes et externes deviennent donc problématiques.

a. Les transports internationaux.

1° Les problèmes préexistants.

Déjà, en l'absence de l'embargo l'enclavement place notre pays, dans un état de servitude car, il doit supporter le coût élevé de cet isolement géographique qui grève lourdement les prix des marchandises exportées et les marchandises importées.

Il faut en effet, embarquer sur cargo à *Bujumbura*, débarquer à *Kigoma*, en *Tanzanie*, recharger sur voie ferrée et acheminer jusqu'au port de *Dar-es-salaam* ; soit un voyage de 1430 km (1) où il faut arriver en bonne posture pour s'aligner sur les prix mondiaux. Du reste, les marchandises nous parviennent ; soit tardivement ; soit à des prix exorbitants et ceci pour des raisons de distance, de ruptures de charge ou plutôt d'enclavement.

2°. Les difficultés ajoutées par l'embargo.

A cet isolement géographique dont les conséquences sont insurmontables, s'est ajouté le blocus économique qui a rendu et rend encore la circulation internationale et/ou régionale difficile, voire impossible.

Ainsi, *Bujumbura*, la capitale s'est vue isolée sur le plan économique internationale et/ou régionale. L'exemple le plus frappant furent les sommets tenus à *Arusha*, *Yaoundé* et en *Ouganda*, sur le *Burundi*, sans le *Burundi* et contre le *Burundi*.

Bien plus, l'aéroport international de *Bujumbura* pourtant géographiquement bien localisé pour desservir toute la région des grands lacs et partant la relier aux grandes villes du monde, n'a vu presque aucun atterrissage toute une année durant.

1/ : J.E. BIDOU & Alii ; *op. cit*, Paris, octobre 1991, p. 252.

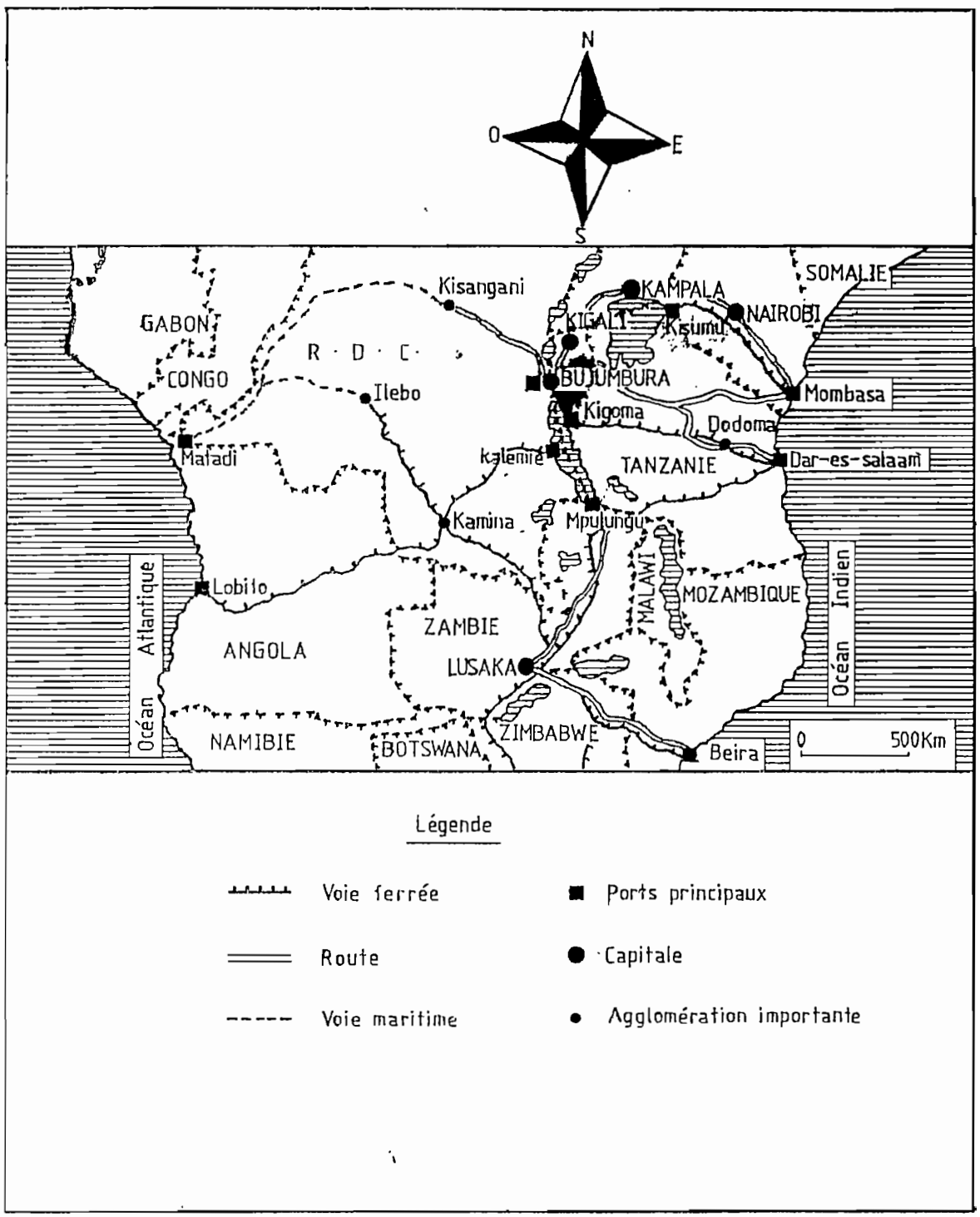


Fig. n° 20 : Les transports internationaux

Source : JE Bidou et Alii ; *Géographie du Burundi*, Paris, Hatier, Octobre 1991, p. 252.

Cette localisation de l'aéroport international de *Bujumbura* pourtant géographiquement stratégique pour la région des grands - lacs n'a pas empêché les pays limitrophes, dits aussi "pays voisins du *Burundi*" de décréter l'embargo contre le Burundi, un embargo qui a bouché les voies de communication régionales et internationales pour un pays déjà isolé géographiquement et écrasé par des séquelles de guerre.

Du fait des contraintes liées au blocus économique, notre pays a dû recourir avec retard, au transport aérien pour ses productions d'exportation. Ce moyen de transport ne s'est malheureusement pas déroulé sans inconvénients quant aux exigences de frais de transport pour ces productions d'exportation. En retour, les produits d'importation nous revenaient trop chers et n'étaient pas réguliers. La pénurie du carburant constitue ici un exemple éloquent quant aux difficultés ajoutées par l'embargo en matière de transports internationaux. En dehors des inconvénients du blocus économique sur les transports internationaux, des retombées ont été aussi énormes sur la circulation intérieure. Nous y consacrerons une analyse dans les paragraphes qui suivent.

b. La circulation intérieure.

Il n'est pas d'assertion erronée d'affirmer qu'au *Burundi*, le mode de transport dominant est le transport routier. Celui-ci n'est malheureusement pas à mesure de desservir tous les coins du pays, et ceci du fait de son état défectueux.

1°. Les problèmes d'entretien des routes.

Nous venons d'affirmer que le réseau routier du *Burundi* ne permet pas la desserte de tous les coins du pays. Ceci concerne pour la plupart les routes dites "Voies non classées" englobant ainsi la presque totalité des routes communales. Il s'agit en grande partie des pistes secondaires dont l'entretien appelle la responsabilité des communautés locales. Elles sont en effet peu fréquentées par des véhicules à moteurs du fait de leur impraticabilité pendant la saison des pluies.

En se référant sur la carte du réseau routier du *Burundi* ci-après, on ne peut pas nous empêcher de dire que même les routes nationales ou provinciales en terre peuvent à certains endroits être impraticables en saison pluvieuse, bien qu'entretenues par le Ministère des Travaux Publics.

On comprend dès lors que seules les routes nationales bitumées restent praticables toute l'année. Or, comme l'indique la carte, celles-ci convergent vers *Bujumbura* en partant des routes provinciales asphaltées ou pas mais qui assurent les liaisons entre les provinces et les routes communales d'intérêt local évident.

Mal entretenues et impraticables pour une bonne partie de l'année, les routes en terre et en particulier les routes communales rendent inaccessible un bon nombre de coins du pays et entravent en conséquence la circulation des biens et des personnes. A ceci s'est malheureusement ajoutée au cours de la crise, l'insécurité qui a régné et règne encore sur certains tronçons.

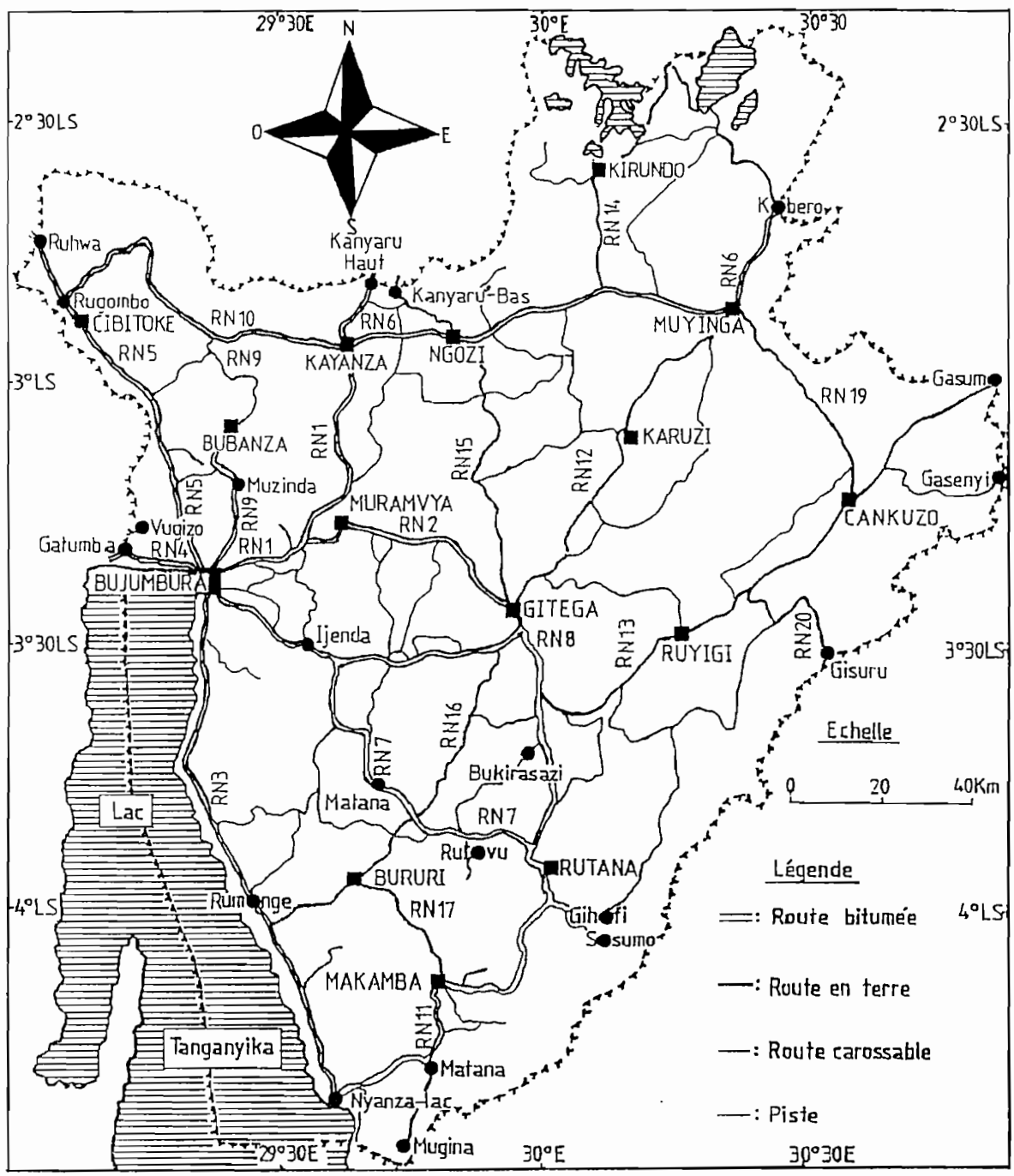


Fig. n° 21 : Le réseau routier du Burundi

Source : J.E. Bidou et Alii ; *Géographie du Burundi*, Paris ; Hatier, Octobre 1991, p. 257.

2°. Le phénomène d'insécurité routière.

En dehors de l'état défectueux du réseau routier du *Burundi*, doublé d'un mauvais entretien des routes en terre, l'insécurité qui a prévalu sur la quasi - totalité des tronçons de ce réseau routier, n'a fait qu'accentuer les entraves à la circulation des biens et des personnes. S'étant concentrée comme l'indique la figure ci-dessous sur les grandes artères qui convergent vers *Bujumbura*, la capitale, l'insécurité a pu diminuer les flux routiers et des échanges commerciaux entre la capitale et l'intérieur du pays en particulier.

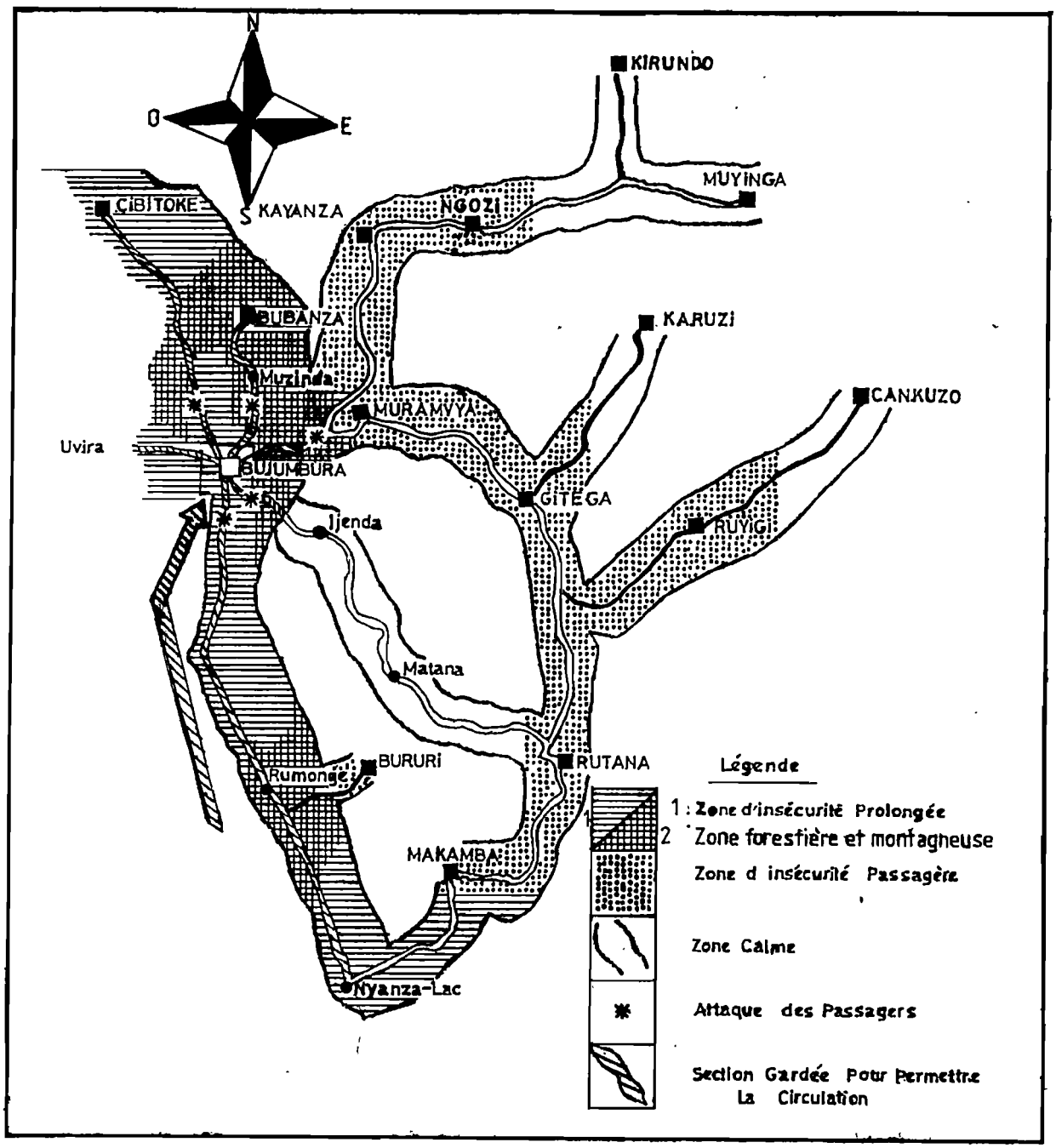


Fig. 22 : Insécurité sur les voies régionales.

Source : *Réalisation personnelle.*

Ainsi, à cause des attaques répétées des passagers et des biens sur certains tronçons, des coupures des routes ou de l'existence des Zones d'insécurité prolongée qui sont traversées par une quelconque route, comme l'indique le croquis ci - haut, la circulation nationale a été entravée et l'est encore sur les grands itinéraires.

En conséquence, la capitale *Bujumbura* ou les centres urbains comme *Gitega*, *Rumonge* et/ou autres qui dépendaient en matière d'approvisionnements alimentaires des régions hautement productrices telles que *Bubanza*, *Cibitoke* ou de leurs hauteurs périphériques ont vu les dits produits se réduire ou manquer sur leurs marchés.

A cela s'est ajouté le blocus économique qui n'a rien ménagé pour renforcer au fil des jours le cycle infernal sur le *Burundi*. Entre autre difficultés citons la pénurie du carburant.

1. La pénurie du carburant.

Les premières manifestations de la pénurie du carburant ont été malheureusement perceptibles directement au lendemain de l'annonce de l'application du blocus économique sur le *Burundi*.

Ainsi, avons-nous observé des véhicules de services ou de transport former la queue près des stations de pompage qui, antérieurement desservaient le carburant à tout véhicule sans aucune difficulté. Aussi, l'application du système de journée continue sur tout le pays et dans la ville de *Bujumbura* en particulier n'est là que l'une des manifestations de la pénurie du carburant. Bien au-delà de la pénurie du carburant certains produits manufacturés tels que les boissons de la Brasserie, les hydrocarbures même,... n'ont pas pu arriver comme d'habitude à l'intérieur du pays en provenance de *Bujumbura*. De l'intérieur du pays pour *Bujumbura*, les produits agricoles n'ont pas été acheminé normalement.

Beaucoup plus, non seulement l'augmentation des prix des produits et surtout ceux qui sont importés car le prix du carburant avait passé "de 140 à 1000 FBU le litre sur le marché parallèle" (') - mais aussi certains voyages d'affairess entre l'intérieur du pays et la capitale, certains voyages de service des fonctionnaires, des missions diplomatiques, des voyages touristiques, etc., se sont ralentis, arrêtés et/ou supprimés.

La figure ci-dessous est le résultat de l'enquête menée sur le marché central de *Bujumbura* auprès de 20 transporteurs de l'intérieur du pays. Cinq transporteurs étaient de la RN1, cinq de la RN3, cinq autres de la RN5 et cinq restants étaient de la RN7. La totalité des enquêtés, soit 100% nous ont déclaré qu'une telle augmentation ne peut s'expliquer que par la rareté ou plutôt la quasi - absence du carburant.

En revanche, nous sommes sans ignorer qu'à côté du manque du carburant, l'esprit spéculatif ne manque pas, bien que nos enquêtes ne nous ont pas révélé cela. Ainsi, si l'on croit à leurs propos, donc à la figure ci-dessous et si l'on se représente l'insécurité qui a prévalu sur ces tronçons, on se rend compte de la difficulté de la vie de relation.

On s'aperçoit que sur les routes *Bujumbura - Muramvya* et *Bujumbura - Cibitoke* (82,5%), *Bujumbura - Rutana* (77%), *Bujumbura - Gitega* (76%), la variation des frais de transport s'est envolée. Bien plus, cette élévation généralisée partout car elle dépasse 60% exception faite de la route *Bujumbura - Rumonge* avec 48%.

1/ : *Enquête personnelle, septembre 1998.*

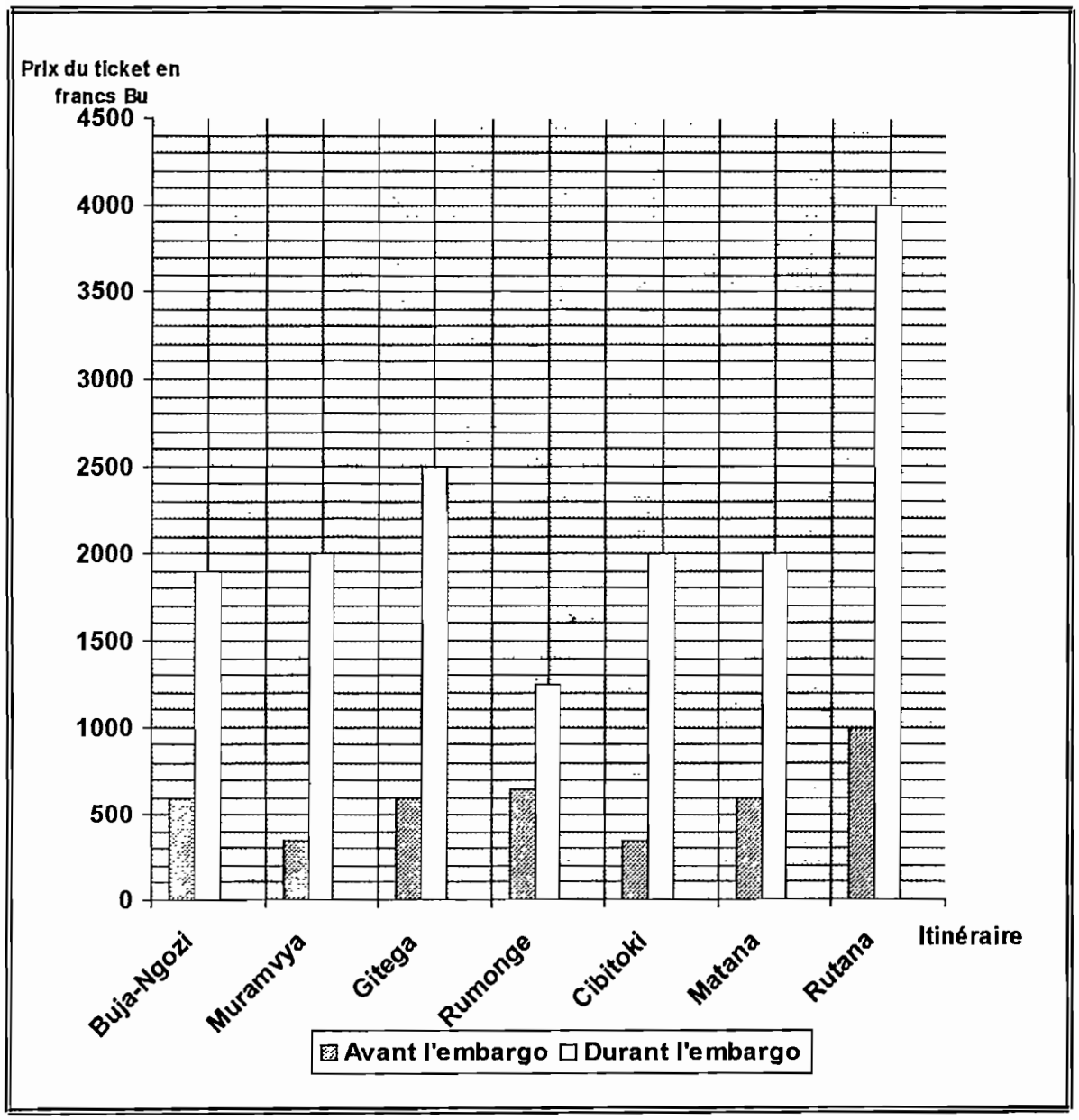


Fig. n° 23 : Evolution des frais de transport
Source : *Enquête personnelle, septembre 1998*

c. La circulation locale.

Si les transports intérieurs ont connu de fortes fluctuations dues d'une part à l'insécurité qui a prévalu sur la plupart des tronçons et d'autre part au blocus économique dont la rupture momentanée de l'organisation des transports émanait de celui-ci, les transports locaux quant à eux ne pouvaient pas et n'ont pas pu se dérouler sans entrave.

1° La rareté des approvisionnements.

Comme au niveau de la circulation intérieure, les flux routiers locaux ont diminué, les échanges entre les différents centres ou régions de production et de distribution des produits agricoles sur divers marchés du pays ne se sont pas déroulés convenablement.

Dans les centres urbains comme dans la campagne, dans les villes comme dans la capitale *Bujumbura*, il s'est posé le problème d'approvisionnement des marchés. L'insécurité régnant dans la campagne, celle-ci était devenue inaccessible, les approvisionnements impossibles et les produits agricoles quasi - introuvables pour une bonne partie de la population.

2° L'insécurité permanente.

La circulation locale qui, en temps de paix se réalisait difficilement à cause de l'état défectueux des routes ne se réalisa plus. Les lieux de passage furent en effet devenus quasi - infranchissables tellement l'insécurité était permanente.

Sur les lieux des marchés on a parfois enregistré la diminution des approvisionnements Les populations regroupées ne purent plus en effet s'y rendre car les artères qui conduisent vers là furent régulièrement attaquées. Aussi certains marchés eux-mêmes ont été détruits, tels que le marché de *Nyakabiga*, *Kinama, Musaga* dans *Bujumbura Mairie*, les marchés de *Musave*, de *Muyange* dans la commune de *Burambi* ; d'autres marchés subirent en plein jour du marché des attaques tel que le marché central de *Bujumbura*, etc. Tous ces faits conjugués avec la rareté ou plutôt la quasi - absence du carburant, les pièces de rechange pour véhicules renforcent l'enclavement en asphyxiant la circulation et les échanges. L'isolement des campagnes et des centres urbains devint donc presque total.

La crise des transports internationaux, de la circulation intérieure et locale, l'impact du blocus économique fut très significatif à travers les approvisionnements extérieurs et la pénurie des produits de base.

2. L'impact du blocus économique.

a. Les approvisionnements extérieurs

Les véhicules que nous avons vus formant la queue à partir des stations de pompage, l'application du système journée continue sur le territoire burundais n'étaient - elles pas des manifestations ou des conséquences directes du blocus économique sur les transports intérieurs et les approvisionnements extérieurs ? Le tableau ci - après le prouve.

1992		1993		1994		1995		1996		1997		1998	
Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
236861	46105,7	229,204	4972,2	273356	56467,6	273111	58200,1	139028	37331,5	1075,27	432493	133811	52646,9
* 100		96,66%		113,35%		113,27%		29,64%		-20,28%		22,99%	

Tableau N° 5 : Approvisionnements extérieurs.

Source : 1. B.R.B. ; Rapport annuel 1994 , p 153.
- Rapport annuel 1995 , p 155.
-*Rapport annuel 1997,* p 135.
2. ISTEEBU ; *Note trimestrielle,* janvier - septembre 1998, p 24 & 26.
- *Note trimestrielle,* Evolution annuelle mai 1999, p 29 & 31.

Q = Poids net des importations en tonnes
V = Valeur des importations en million de FBU
**= Indice de repère pour les autres années.*

Après avoir trouvé ces données qui étaient disparates dans des documents différents comme l'indique la source ci -haut, nous les avons rassemblées, année par année, dans le tableau précédent en vue de comparer l'évolution des importations ou plutôt des approvisionnements extérieurs. Nous avons ensuite calculé leurs variations pour que cette comparaison soit plus perceptible.

En effet, si l'on s'intéresse plus au poids net des importations figurant dans le tableau sustranscrit, l'on réalise qu'en général, de 1992 à 1995 l'évolution est positive. L'année 1993 est cependant une exception de ce constant général car, l'on pense que l'attentisment politique de cette année et les massacres de la même année ont eu une grande influence dans la diminution des importations. Les années 94 et 95, virent les volumes importants d'aides

La période de 1996 - année d'application du blocus économique sur le *Burundi* par les pays voisins - à 1998 est une période de forte diminution des approvisionnements extérieurs. Une période où l'on exporte et importe le moins possible. Les effets du blocus économique ont ainsi affecté toutes ces activités et tous les secteurs économiques ont été fortement mis en difficulté.

Selon le graphique précédent, trois périodes sont à remarquer et elles nécessitent une analyse approfondie. Il s'agit des périodes de 1992 à 1995, de 1996 à 1997 et celle de 1998.

En prenant pour repère l'année 1992 ayant pour l'indice 100, l'on réalise que la première période est en général caractérisée par une évolution positive des approvisionnements extérieurs, si l'on laisse de côté l'année 1993 qui a enregistré une chute de 3,34% par rapport à l'année 1992 au moment où au cours des deux autres années l'on assiste à une chute de 13% par rapport à cette même année.

Par contre la seconde période est caractérisée par de grandes diminutions des importations. L'on retiendra - 83,63% et -113% par rapport à 1995, la diminution des années 1996 (année d'application de l'embargo sur le *Burundi)* et 1997. Par rapport à 1992, année repère, les mêmes années ont enregistré une diminution respective de 70,5 et 120%.

L'année 1998 quant à elle peut être qualifiée d'une année de relance des approvisionnements extérieurs car, au moment où les deux années précédentes enregistrent une diminution spectaculaire, celle-là enregistre une augmentation de 50%. C'est déjà significatif quand on sait que le blocus économique a été pour certains produits humanitaires levé dans la première moitié de cette même année. Les importations devaient donc reprendre Le blocus économique est donc ici l'élément qui explique les variations du graphique des approvisionnements extérieurs.

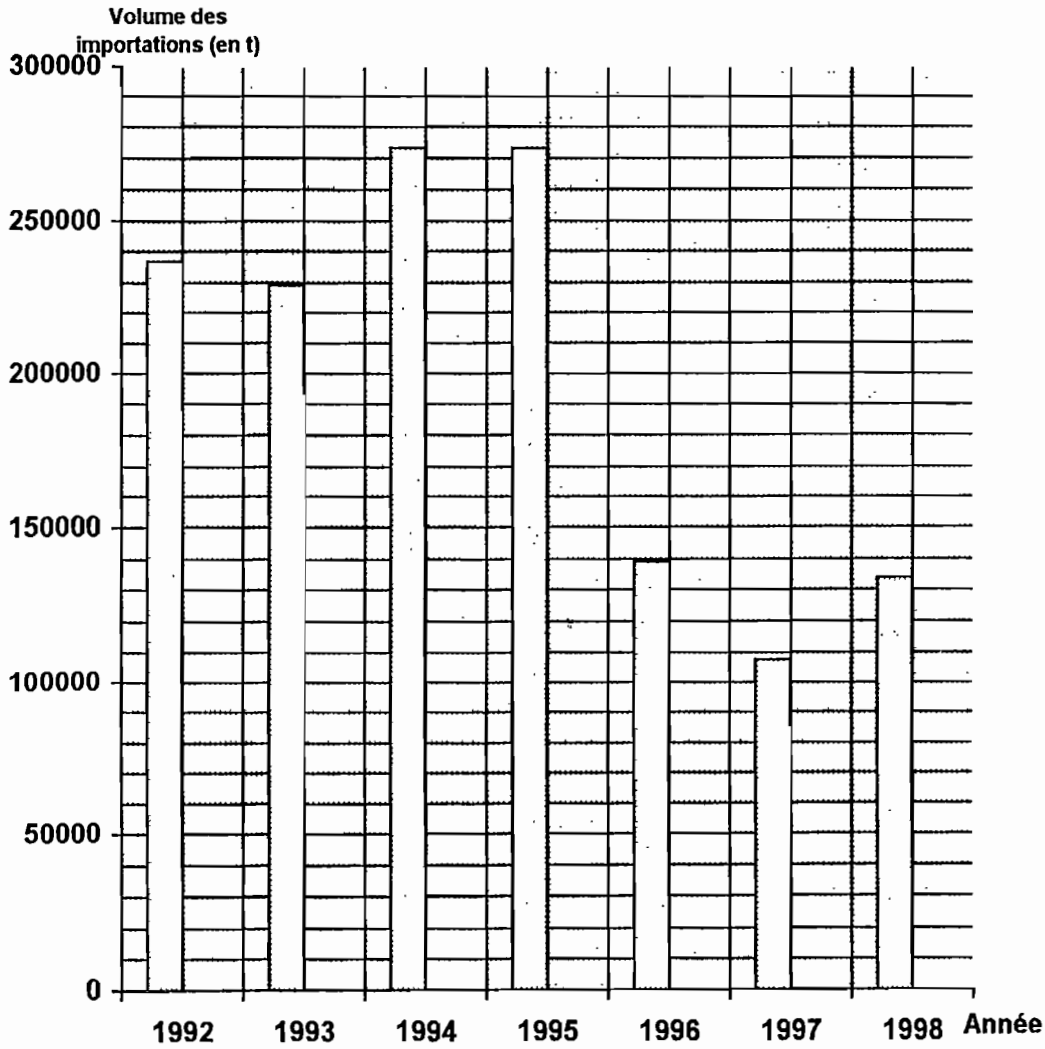


Fig. n° 24 : Evolution du volume des approvisionnements extérieurs
Source *Voir tableau n°5*

S'il est prouvé ici par le précédent tableau et le graphique y relatif que les approvisionnements extérieurs en termes des importations n'ont cessé de diminuer surtout dès 1996 - année d'application du blocus économique sur le *Burundi* - que peut-on dire à propos des produits de grande consommation comme le haricot, le sel, etc. à travers la pénurie des produits de base ?

b. La pénurie des produits de base.

Selon le rapport de la F.A.O./P.A.M "le déficit vivrier résultant du bilan alimentaire se chiffre à 20.000 t de céréales, 56.000 t de légumineuses, 127.000 t de racines et de tubercules et 206.000 t de bananes" (1) . Si l'on croit à ces données, si l'on connaît à quel niveau la sécurité intérieure était pour le moins assurée, il ne serait erroné d'affirmer que les produits de base ont évolué négativement.

Année / Production		1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Haricot (t)		330400	338100	345800	337600	279762	269042	287074	298570	277611
Sel (en t)		7843	7461	5455	8344	3309	6653	5952	3758	11229
Variations	Haricot	100%	102,3%	104,7%	102,2%	84,7%	81,4%	86,9%	90,4%	84%
	Sel	100%	95,1%	69,6%	106,4%	42,2%	84,8%	75,2%	47,9%	150,8%

Tab. n° 6 : Disponibilité de certains produits de base 1990-1998.

Source : ISTEEBU ; *Annuaire statistique du Burundi 1994,* Bujumbura, août, 1997, p 126.
- *Rapport annuel 1996* ; Bujumbura, Annexe 7, p 130
- Calculs de l'auteur pour les variations.

Non seulement les produits vivriers se trouvent en dessous du niveau des années d'avant la crise, mais aussi les produits importés de grande consommation comme le sel n'ont cessé de diminuer à partir du déclenchement de la crise et en particulier dès l'application du blocus économique sur le *Burundi* le 31 juillet 1996.

Comme le montrent les graphiques ci-contre, le sel vient en première position parmi les produits qui n'ont cessé de diminuer. Par rapport à l'année 1990, on enregistre pour 1994 et 1997 une diminution respective d'environ 57,8 et 52,1%. Par contre le sel est plus disponible en 1998, enregistrant ainsi une hausse de plus ou moins 50,8% par rapport à l'année de référence 1990.

Nous pensons donc qu'une amélioration aussi significative est d'abord le résultat de l'allégement du blocus économique dans la première moitié de l'année 1998. On comprend donc que la crise revêt de multiples faces : la dernière face est celle qui a touché la coopération internationale.

1/ : F.AO./PA.M. ; *op. cit.*, Bujumbura, juillet 1997, p 14.

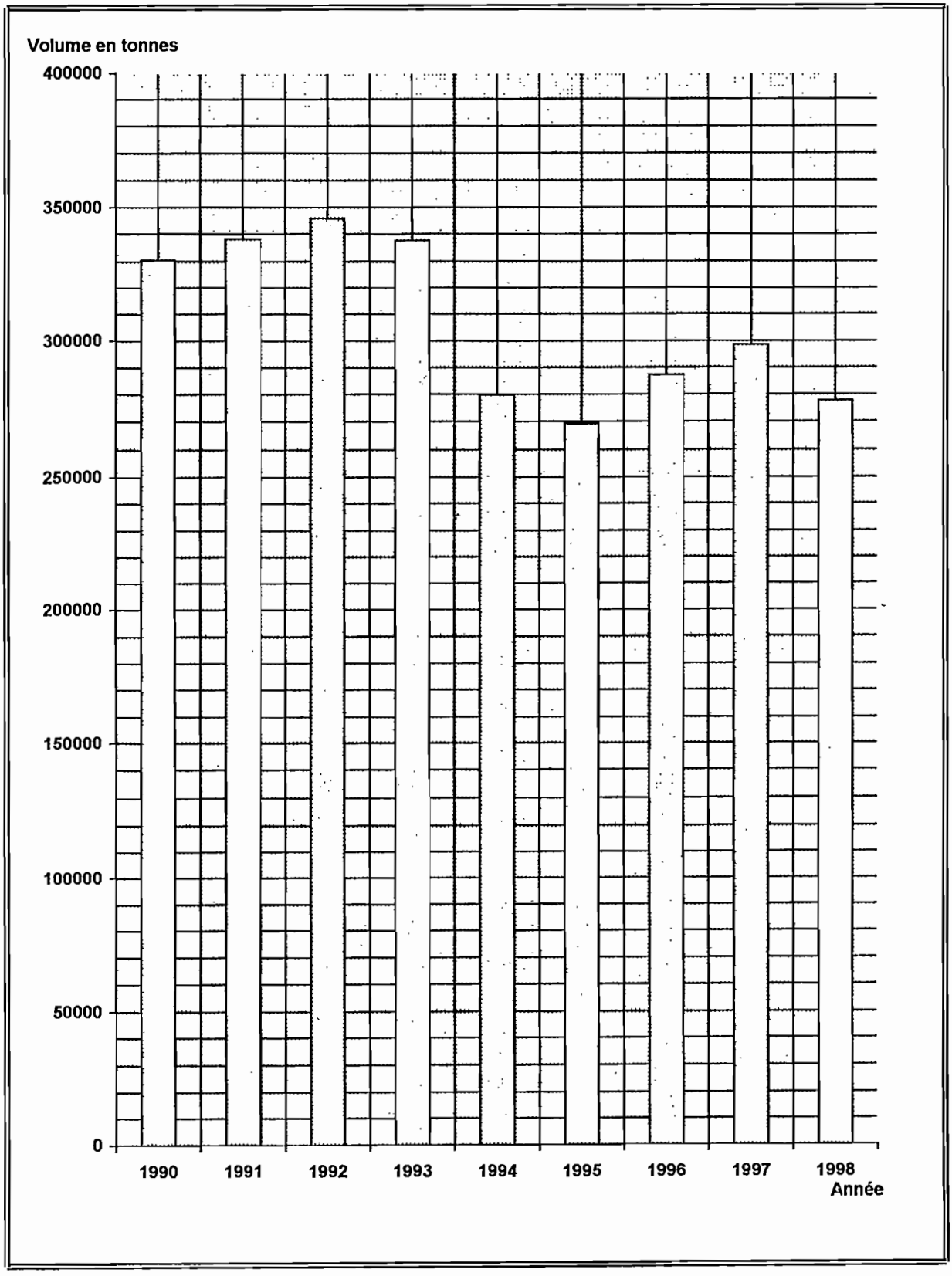


Figure 25 : Disponibilité du Haricot De 1990-1998

Source : *Voir tableau n°6*

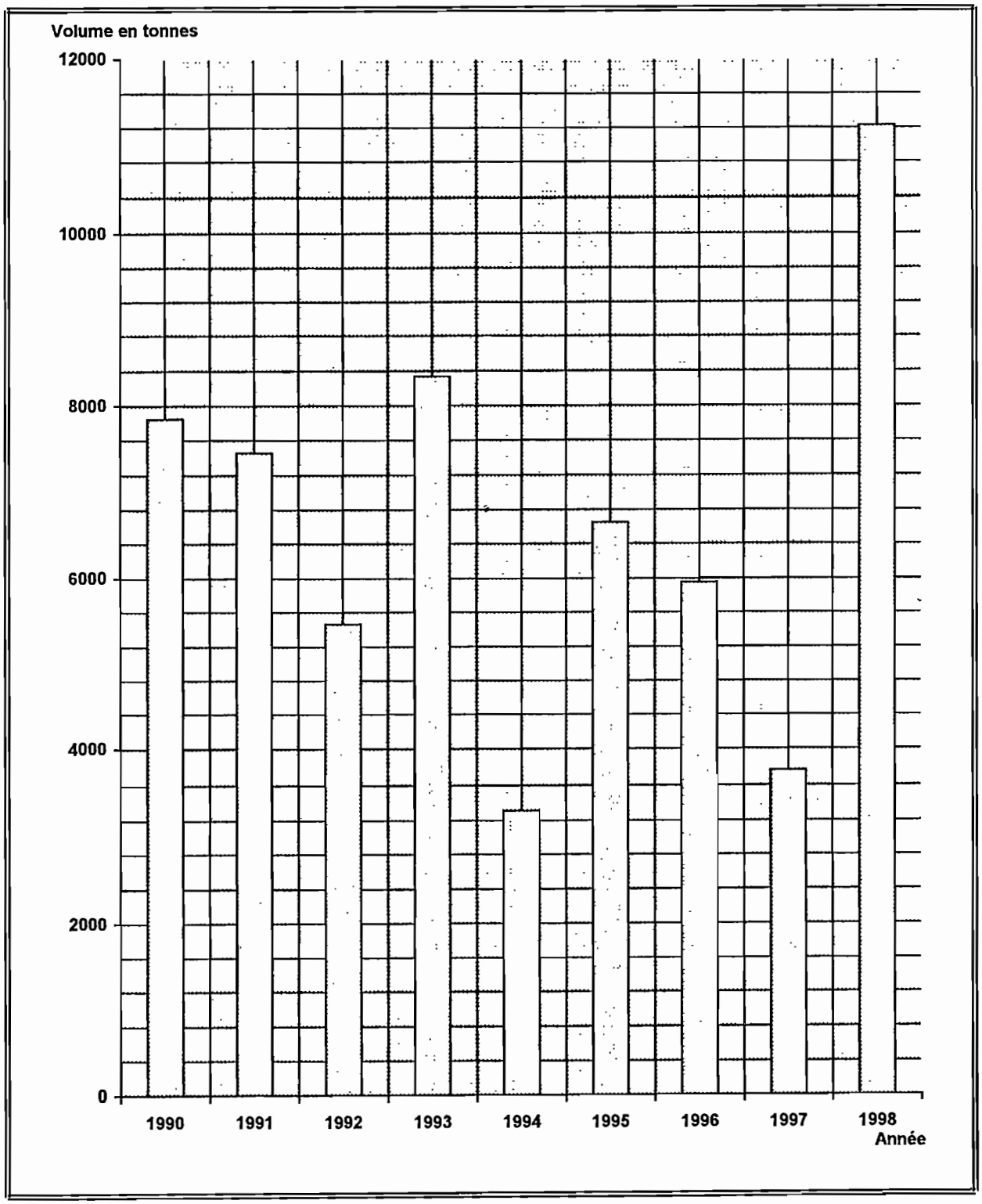


Figure 26 : Disponibilité du sel de 1990-1998

Source : *Voir tableau n°6*

CIIAPITRE III : LA FIN DES AIDES EXTERIEURES

1. L'évolution des aides extérieures.

Comme la crise a forcé la population d'abandonner les activités et vivre dans les camps de déplacés, on comprend sa dépendance entière. L'assistance humanitaire fut parfois le seul recours pour plusieurs - la coopération internationale a cessé d'exister jetant le pays dans une situation économique insupportable.

	1990		1991		1992		1993		1994		1995	
	Total	100%	Total	100%	Total	100%	Total	100%	Total	100%	Total	100%
Assistance Internationale	253	100	271	100	322	100	233	100	215	100	135	100
Coopération technique	95,5	38	87,7	33	94,3	29	91,4	39	40,5	19	30	22
Assistance au développement	154,9	61	179,8	66	223,9	70	127,9	55	60	28	50	37
Aide d'urgence	2,6	1	3,5	1	3,7	1	13,5	6	114	53	55	41

Tab. N° 7 : La structure de l'assistance internationale au Burundi (en million de dollars).

Source : P.N.U.D ; *Effets de la crise et de l'aide humanitaire sur l'économie du Burundi "implication pour le P.N.U.D"*, Bujumbura, novembre 1995, p 22.
- Les pourcentages sont réserves à l'auteur.

Selon les données de ce tableau, il est à remarquer que l'assistance internationale d'urgence au *Burundi* a fortement évolué depuis 1994. Nous lisons 53% de l'assistance internationale contre 1% en 1990. Par contre, nous constatons que dans le domaine de l'assistance au développement, cette aide est de 28% contre 61% pour la même période ; soit une diminution de l'ordre de 33%. La figure N° 27 en est un exemple.

Cependant, il est à réaliser que depuis 1995, toutes les aides ont été réduites d'une façon générale. Retenons par exemple 22 contre 38% en 1990 pour la coopération technique et 37 contre 61% pour l'assistance au développement et pour la même période. Notons que ce phénomène a été sans doute renforcé par le blocus économique imposé au Burundi depuis le 31 juillet 1996. Cette situation a donc affecté les personnes déplacées d'une part et le niveau socio-économique du pays d'autre part.

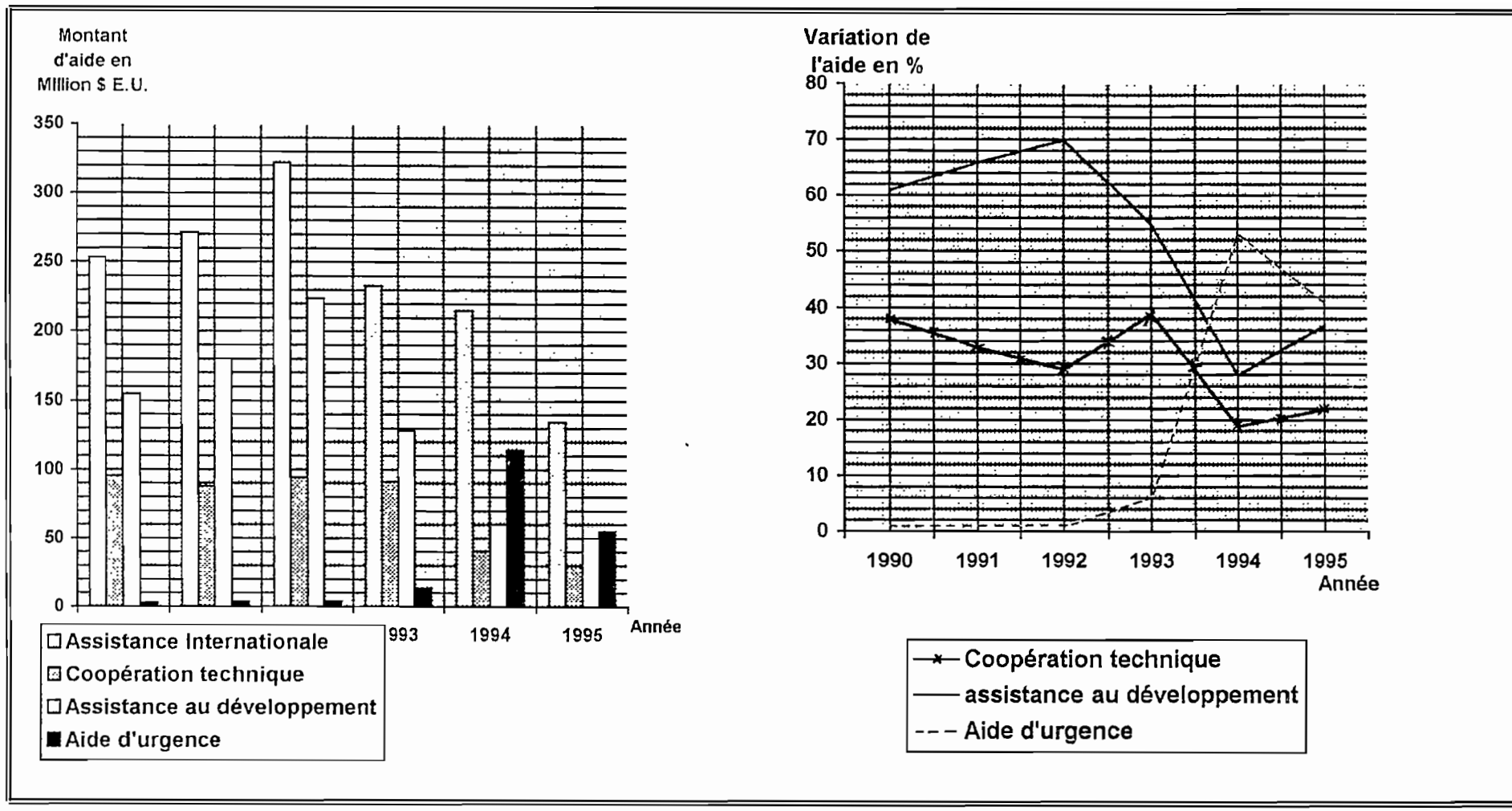


Fig. n° 27 : Evolution de l'assistance internationale au Burundi de 1990-1995

Source *Voir tableau n°7*

Cependant "(...) le volume de l'aide humanitaire a connu une légère régression de 3% par rapport à son niveau de 1995. Il est évalué à 73,1 Millions de $ E.U. en 1996, alors qu'il atteignait 75,3 millions de $ E.U. en 1995" (1). Bien que cette aide a connu une régression en 1996, "elle a absorbé 50% du volume total de l'aide", pendant que "l'aide à la coopération technique, aux projets d'investissement et l'aide à la balance des paiements, bénéficiaient respectivement de 18%, de 33% et de 1%". (2)

De ce qui précède, l'on comprend dès lors que cette situation traduit les conséquences du gel de l'assistance aux projets de développement intervenu en général suite à la persistance de la crise socio - politique de 1993 et surtout à la précarité des moyens de transport dont le blocus économique.

C'est pourquoi nous affirmons que le niveau socio-économique du pays a été affecté. Entre autres conséquences principales de ce blocus, citons d'abord la fin des importations, ensuite la dépendance humanitaire et enfin la dépréciation de la monnaie burundaise.

2. Les principales conséquences

a. La fin des importations

L'isolement géographique du pays consécutif au blocus économique, le manque de devises ainsi que l'arrêt des aides extérieures ont eu pour conséquence l'impossibilité d'acheminement des produits tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Les volumes se sont fortement réduits d'année en année.

En effet, les biens d'équipement comme les matériaux de construction, les véhicules et leurs pièces de rechange, les produits pharmaceutiques n'ont cessé de diminuer. Aussi les importateurs de marchandises qui approvisionnent le pays ont été durement touchés. L'aéroport et le port de *Bujumbura* ont vu leur mouvement fortement réduit.

Ainsi, la rareté et le manque des intrants, la pénurie du carburant sont restés les préoccupations majeures et constituèrent le terrain principal de bataille.

C'est ce que nous révèle le tableau ci-dessous où certains produits sont presque abandonnés (ciment) et où d'autres, par leur caractère d'urgence, représentent des pourcentages élevés. (médicaments, engrais chimiques) à partir de 1996, année même du blocus économique.

Ainsi, en prenant pour référence l'année 1990, on réalise que les biens d'équipement entre autres les matériaux de construction : le ciment par exemple ; les pièces de rechange pour véhicules et/ou d'autres, ont progressivement diminué pour atteindre des valeurs de 64,5% pour le ciment, 46,1% pour les voitures automobiles en 1997 et 74,9% pour les pièces de rechange pour véhicules en 1996.

1&2/ : P.N.U.D.; *Rapport annuel sur la coopération au développement au Burundi 1996,* Bujumbura, Mars 1998, p 34.

Années	Ciment	Voitures Automobiles	Camions	Pièces de rechange Pour véhicules	Produits Pharmaceutiques	Engrais
* 1990	64414	1487	1232	483	607	5029
Variation	100%	100%	100%	100%	100%	100%
1991	80156	1631	1772	246	569	7099
Variation	124,4%	109,7%	143,8%	50,9%	93,7%	141,2%
1992	70260	1357	1367	347	555	16660
Variation	90,9%	91,9%	111%	71,8%	91,4%	331,3%
1993	52275	991	836	199	465	12959
Variation	81,2%	66,6%	67,9%	41,2%	76,6%	257,7%
1994	36362	1080	765	212	806	9150
Variation	56,5%	72,6%	62,1%	43,9%	132,8%	181,9%
1995	34618	1588	880	969	728	5123
Variation	53,7	106,8%	71,4%	55,7%	119,9%	101,9%
1996	25726	1238	1100	121	404	4444
Variation	39,9%	83,3%	89,3%	25,1%	66,9%	88,4%
1997	22857	802	954	197	805	5638
Variation	35,5%	53,9%	77,4%	40,8%	132,6%	112,1%
1998	33054	997	993	189	898	6797
Variation	51,3%	67%	80,6%	39,1%	147,9%	135,2%

Tab. N° 8 : Evolution des importations de 1990-1998.

Source : I.ST.E.E.BU ; *Annuaire statistique 1992*, Bujumbura, octobre 1993, p167.
- *Annuaire statistique 1994*, Bujumbura, août 1997, p 127
- *Calculs de l'auteur pour les variations.*

* *Année de référence pour les variations*

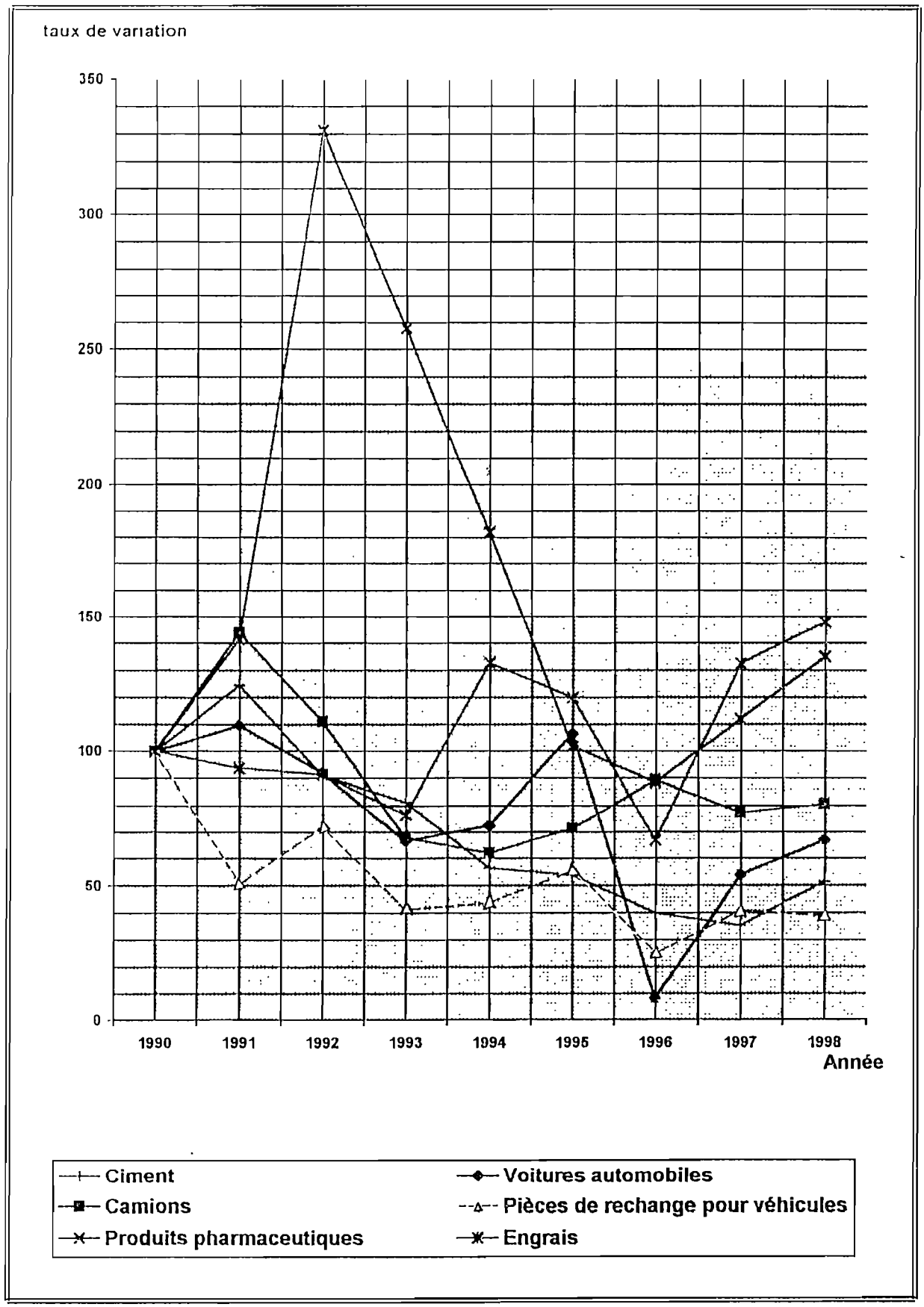


Fig. n° 28 : Taux d'évolution des importations en biens d'équipement

Source : *Voir du tableau n°8*

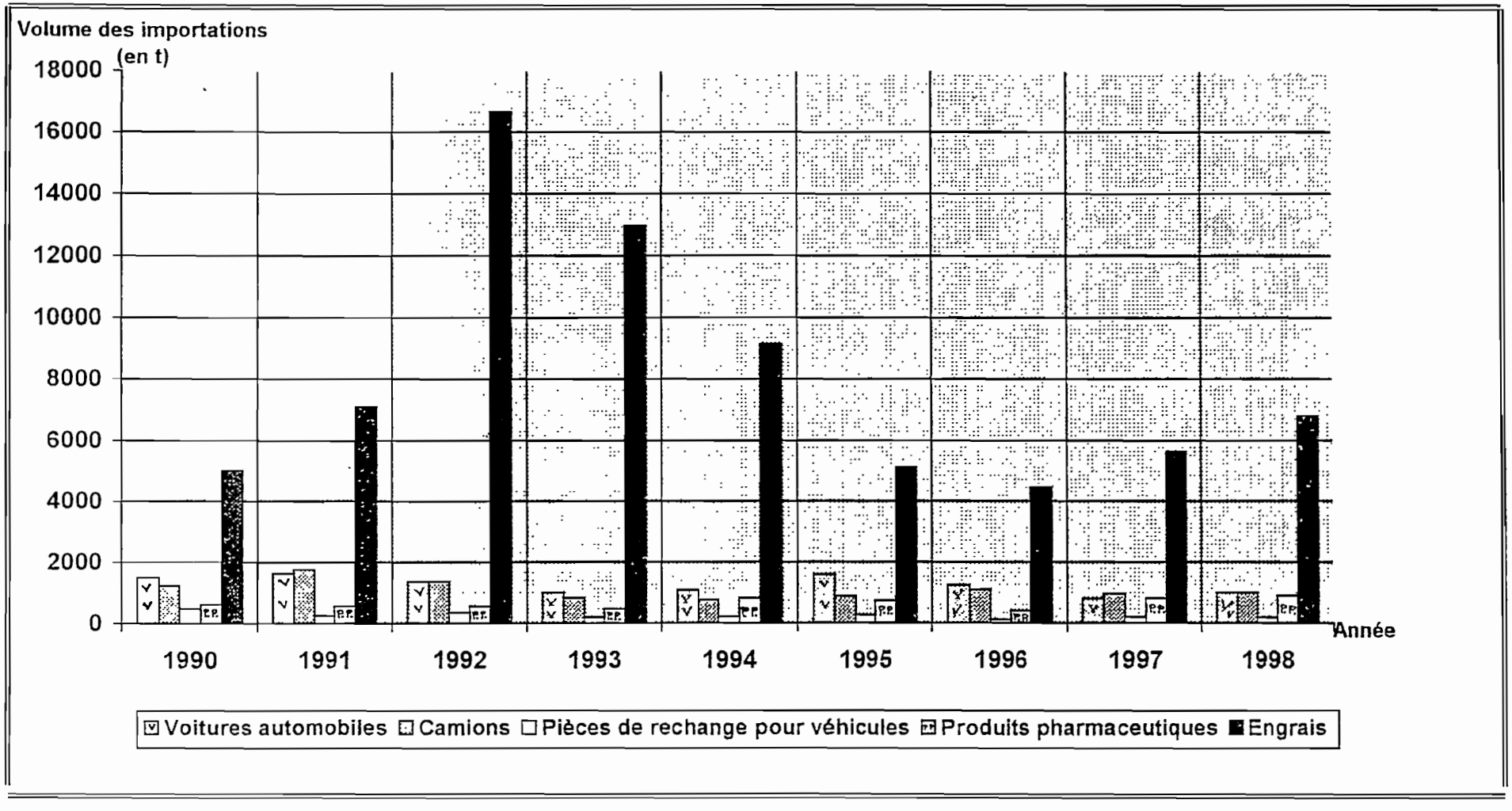


Fig. n° 29 : Volume des importations en biens d'équipement

Source : *Cf. tableau n° 8*

On notera donc qu'avec ce tableau sombre des importations, la vie du pays et en particulier celle de la population restait largement dépendante de l'intervention extérieure en particulier des organismes humanitaires.

b. La dépendance humanitaire

La crise des pays de grands lacs ayant revêtu un caractère de catastrophe a créé les besoins accrus d'Assistance pour une population de sinistrés, de déplacés et de réfugiés. Au Burundi plus "de 218874 personnes en 1993, plus de 216401 personnes en 1995" (1) , plus de 459217 personnes 1996, plus de 488511 personnes en 1997 et plus de 475095 personnes en décembre 1998" (2) ; soit un total de 1858098 personnes assistées dans la période de 1993 à 1998. On comprend que de tels chiffres dépassent même les possibilités efficaces d'assistance car les besoins dépassent de loin les possibilités de l'assistance.

Un autre effet pervers de cette assistance est qu'elle désorganise la production et les activités existantes. Les entreprises de transport ont dû lutter pour acheminer les marchandises qui leur coûtaient trop cher pendant que les produits d'assistance distribués gratuitement bénéficiaient du passage libre et sans taxes. Les entreprises ont dû arrêter la production de certains produits suite à la concurrence des produits d'assistance, etc.

	1995		1996		1997		Variations	
	Montant en $ US	%	Montant en $ US	%	Montant en $ US	%	1995-1996	1996-1997
Aide à la coopération Technique	51042	26,4	24329	16,7	20346	17,7	-52,3	-16,4
Projets d'investissement	50164	25,9	47363	32,4	22876	19,8	-5,6	-51,7
Aide Programme/ Budget. Appui à la balance des paiements.	17131	8,8	1352	0,9	69	0,1	-92,1	94,9
Aide au développement	67295	34,7	48715	33,3	22945	19,9	-27,6	-52,9
Assistance humanitaire	75344	38,9	73111	50,0	71971	62,4	-3	-1,6
Total	193681	100	146155	100	115262	100	-24,5	-21,1

Tab. N° 9 : Les tendances de l'aide par type d'assistance (en milliers $ US).

Source : P.N.U.D ; *Rapport annuel sur la coopération au développement du Burundi 1996*, Bujumbura, mars 1998, p 54.
- *Rapport annuel sur la coopération au développement du Burundi 1997*, Bujumbura, décembre 1998, p 35.

1/ : P.A.M. ; *Document non publié pour la réinstallation et la réinsertion des sinistrés 1998*, Bujumbura, janvier 1998, p6.

2/ : M.R.R.D.R. ; *Plan d'action* pour la réinstallation et la réinsertion des sinistrés 1998, Bujumbura, janvier 1998, p 6.

La vie économique du pays a vu donc s'arrêter la coopération internationale au profit de l'assistance humanitaire notamment par l'intervention extérieure en particulier à travers les ONG, le H.C.R. ; C.R.S. ; children' s aid ; Terre des hommes, médecins sans frontières, sans oublier les organismes O.M.S, F.A.O, P.A.M , et le PNUD. Les bailleurs de fonds ont gelé leurs aides entre autres celles qui sont liées à la coopération technique, aux projets de développement au profit de l'aide humanitaire. C'est ce que nous révèlent ces documents.

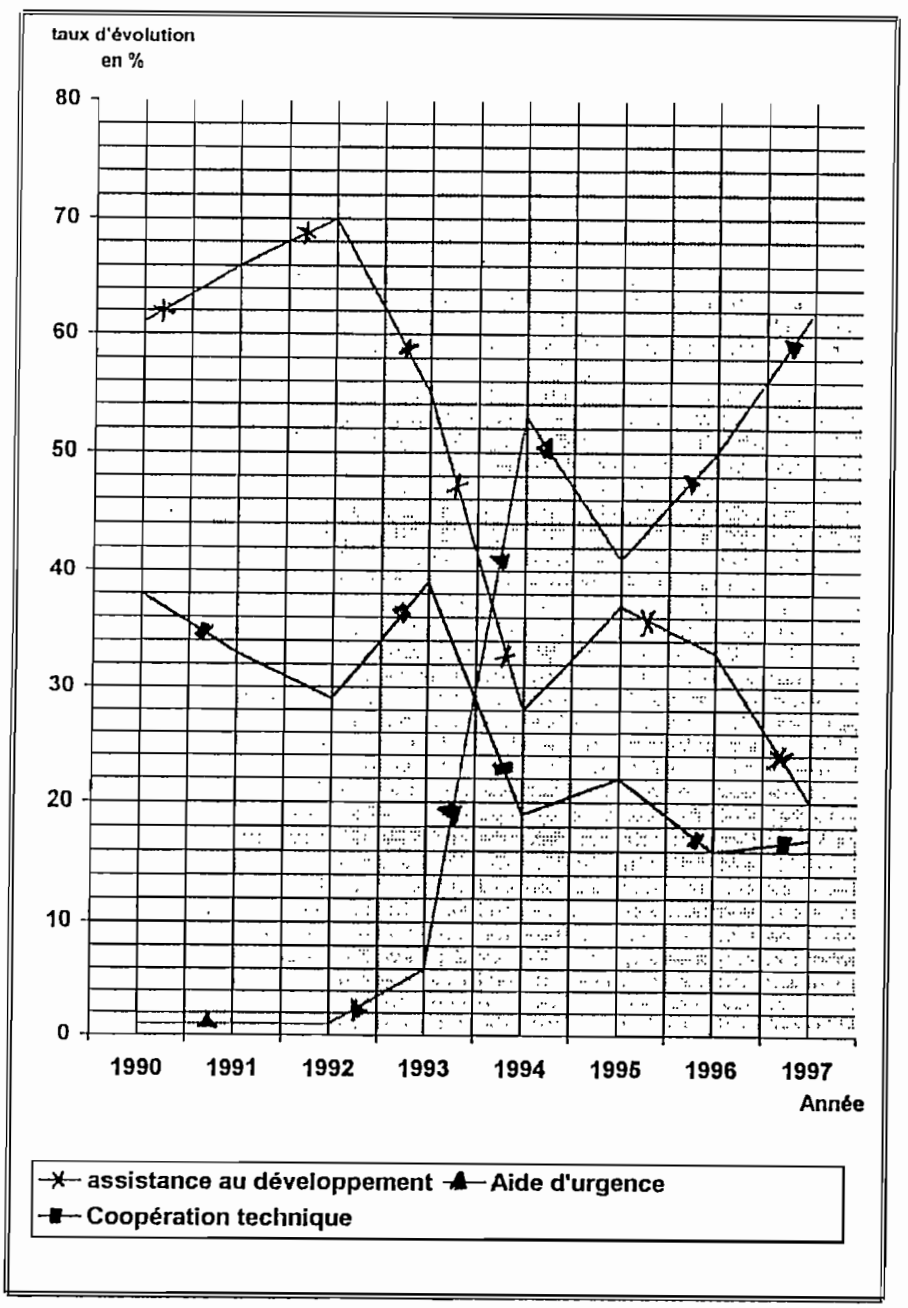


Fig. n° 30 : Evolution de l'assistance internationale au Burundi.

Source : *Voir tableau n° 9.*

Les cent pour cent des aides montrent que l'évolution de l'assistance à la coopération technique ou au développement est allée en déclinant tandis que celle de l'assistance humanitaire fut en plein essor. Retenons ici 6% en 1993, 53% en 1994, 39% en 1995, 50% en 1996 et 62% en 1997 de l'aide globale contre 1%/an au cours des années d'avant la crise. L'aide réservée à la coopération technique s'évaluait à 39%, 19%, 26,4%, 16,7% et 17,7% contre 38%, 33% et 29% pour les mêmes périodes. Parallèlement, l'aide liée au développement a connu une évolution négative en réduisant régulièrement : 55% en 1993, 28% en 1994, 34,7% en 1995, 33% en 1996 et 19,9% en 1997 alors qu'elle avait enregistré. 61% en 1990, 66% en 1992 et 70% en 1992.

Du fait de ce tarissement de l'aide dans des domaines clés du pays, du fait de cette fin des importations, du fait de l'insécurité, l'économie nationale a été fortement éprouvée : dépréciation de la monnaie, flambée des prix ont été les conséquences immédiates.

c. La montée de l'inflation.

Les principaux effets pervers se sont manifestés, nous l'avons dit, au moment où les ONG exemptes des taxes douanières, ont inondé des produits sur le marché. Parallèlement, l'embargo a plus touché le service des transports intérieurs grâce au renchérissement du prix du carburant entraînant une hausse des produits en provenance de l'intérieur.

Mais la crise qui a frappé les industries locales a également élargi les marchés dans les pays des Grands- Lacs. Le Burundi s'est retrouvé le seul pays faisant encore marcher quelques industries et faisant marcher encore l'agriculture. Ainsi le sucre, l'huile, les produits vivriers du Burundi sont recherchés jusqu'à l'Est du Zaïre en passant par le Rwanda. La pénurie et l'inflation des produits agricoles est provoquée par ce marché extérieur très alléchant.

Mais le manque des devises, le ralentissement des activités de production ainsi que les taux de change favorables à l'exportation n'ont produit seulement que des effets pervers de spéculation.

L'inflation a continué à grimper pendant que la monnaie burundaise continuait au fil des jours, à perdre sa valeur par rapport aux monnaies étrangères. Par exemple l'évolution du taux de change du Francs Bu par rapport au Dollar américain ($ US) n'a cessé d'être défavorable.

Années		1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Taux de change officiel		208,3	243,78	257,67	249,76	322,35	408,38	449	680
Taux de change parallèle		250	300	350	400	600	700	800	1200
Variations	Change parallèle	100%	120%	140	160	240	280	320	480
	Change officiel	100%	117,0	123,7	119,9	154,8	196,1	215,6	288,04

Tab. N° 10 : Evolution du taux de change du FBU par rapport au $ U.S. (BIF par unité de monnaie étrangère).

Source : B.R.B. ; *Rapport annuel 1996*, p. 95.
- *Rapport annuel 1997*, p 105.
- I.ST.E.E.BU. ; *Note trimestrielle 1998*, "*Evolution annuelle*, p 46.
- *Enquête personnelle, septembre 1998.*

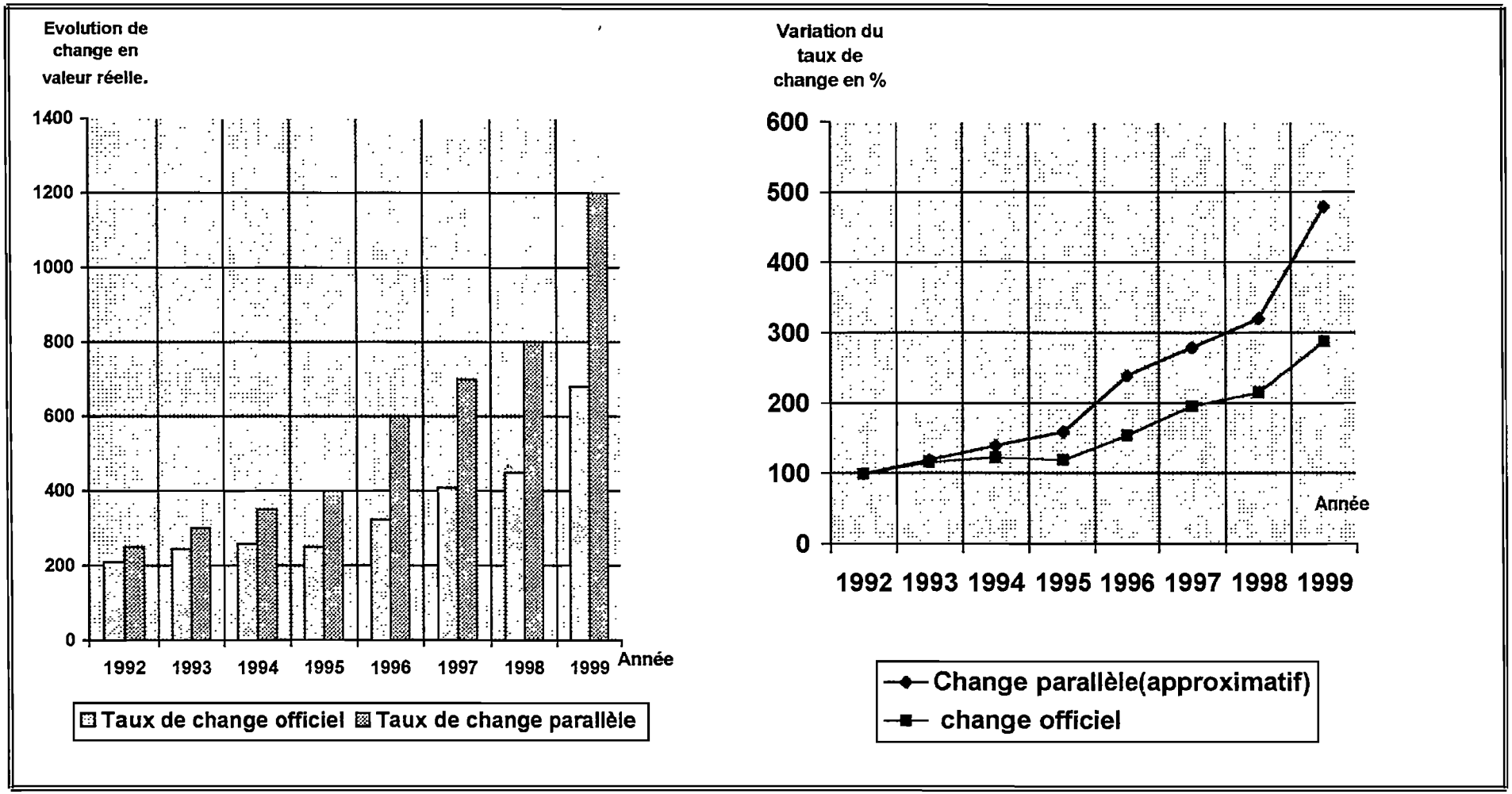


Fig. n° 31 : Evolution du taux de change du Fbu par rapport au dollar américain

Source : *Voir tableau n°10*

DEUXIEME PARTIE

LA CRISE DE LA PRODUCTION VIVRIERE

* *
*

I. LA PRODUCTION VIVRIERE DE BASE

* *
*

II. LES AUTRES PRODUITS VIVRIERS

* *
*

III. L'APPROVISIONNEMENT DES MARCHES

* *
*

IV. LA CRISE DE L'ELEVAGE

* *
*

V. LA CRISE DE LA PECHE

* *
*

CHAPITRE I : LA PRODUCTION VIVRIERE DE BASE.

L'Agriculture représente le fer de lance de l'économie du Burundi car plus de 90 % des Burundais vivent de cette activité. Les mouvements de populations à grande échelle depuis 1993 n'ont cessé d'affecter gravement cette activité.

1. Le Haricot.

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Production (en t)	330400	338100	345800	337600	279762	264092	287961	271351	277611
Variations	100%	102,3%	104,6%	102,1%	84,7%	81,5%	87,2%	82,2%	84,1%

Tab. N° 11 : Evolution de la Production de 1990-1998.

Source : - République du Burundi, Ministère de l'Agriculture & Elevage, Direction Générale du suivi - Evaluation ; *Rapport sur la situation des récoltes et consommation d'engrais dans le secteur agricole de 1988-1998,* Bujumbura, p 1.
- F.A.O. ; *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi*, Bujumbura, octobre 1996, p. 8.
- *Rapport annuel 1997,* Bujumbura, janvier 1998, Annexe 3.2.1 & 3.2.2.
- *Calculs personnels pour les variations.*

Le tableau ci - haut ainsi que le graphique N° 32 font ressortir clairement la diminution de la production du haricot ; soit 2,37% en 1993 par rapport à 1992. Au moment où la production du haricot pour les années 1991 et 1992 avait réalisé, par rapport à la production de 1990, une croissance respective de 2,33% et 4,66%, enregistrant une croissance moyenne de 3,5%. les années de crise (1993-1998) quant à elles ont montré, par rapport à 1990, une diminution moyenne de 13,0%.

2. *Le manioc.*

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Production en (t)	569400	583600	598300	584300	582666	546479	563645	603414	792454
Variations	100%	102,5 %	105%	102,5%	102,3%	96%	99%	106%	137,4%

Tab. n° 12 : Evolution de la production de 1990 - 1998

Source : République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et Elevage, Direction Générale du suivi - Evaluation ; *Rapport sur la situation des récoltes et consommation d'engrais dans le secteur agricole de 1988-1998*, Bujumbura, page 1.
- I.S.A.BU. ; *Annuaire statistique,* Bujumbura, octobre 1997, p 35.
- *Planification agricole, département des statistiques et informations agricoles.*

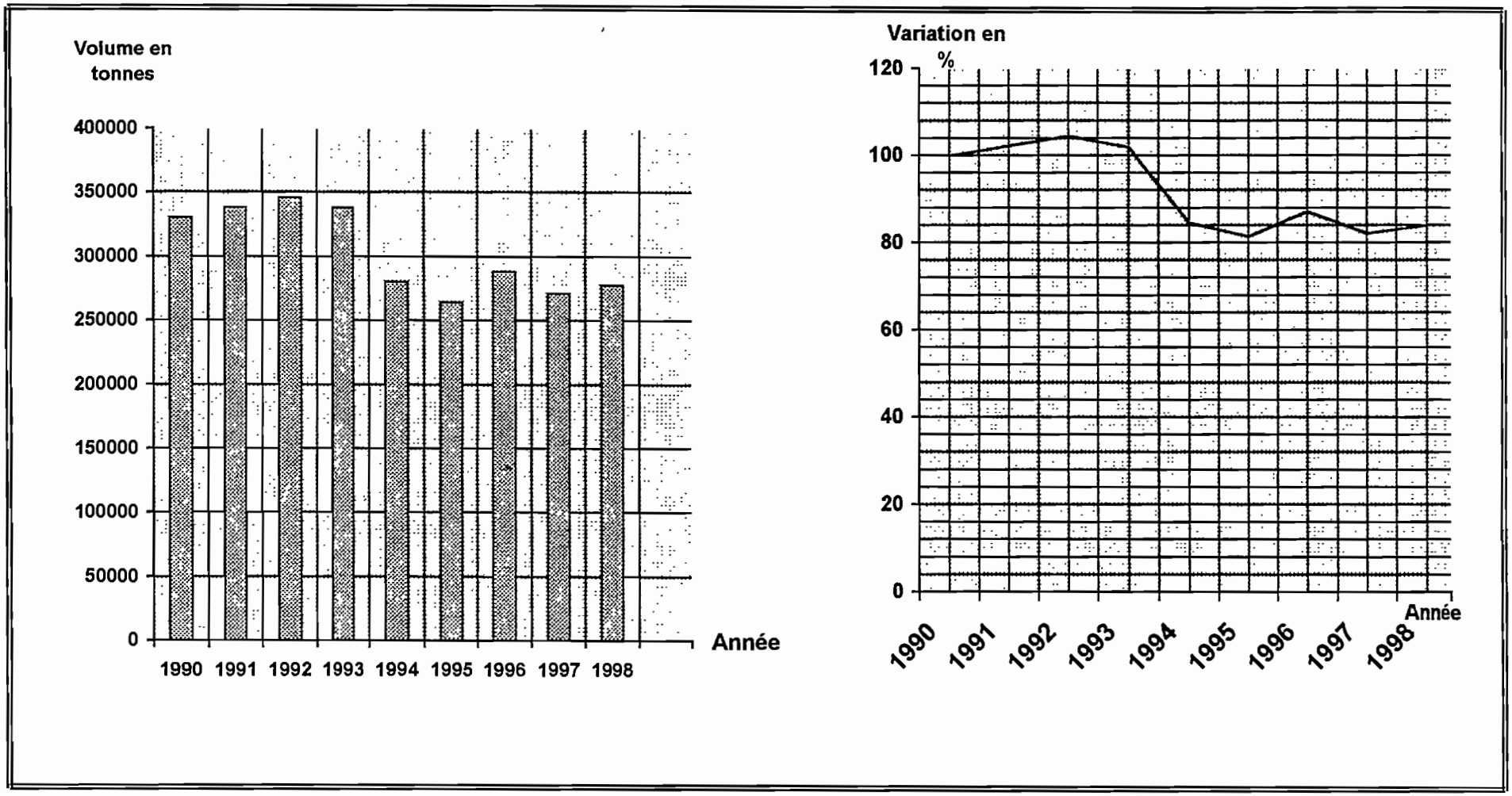


Fig. n° 32 : Evolution de la production du Haricot de 1990-1998

Source : *Voir du tableau n°11*

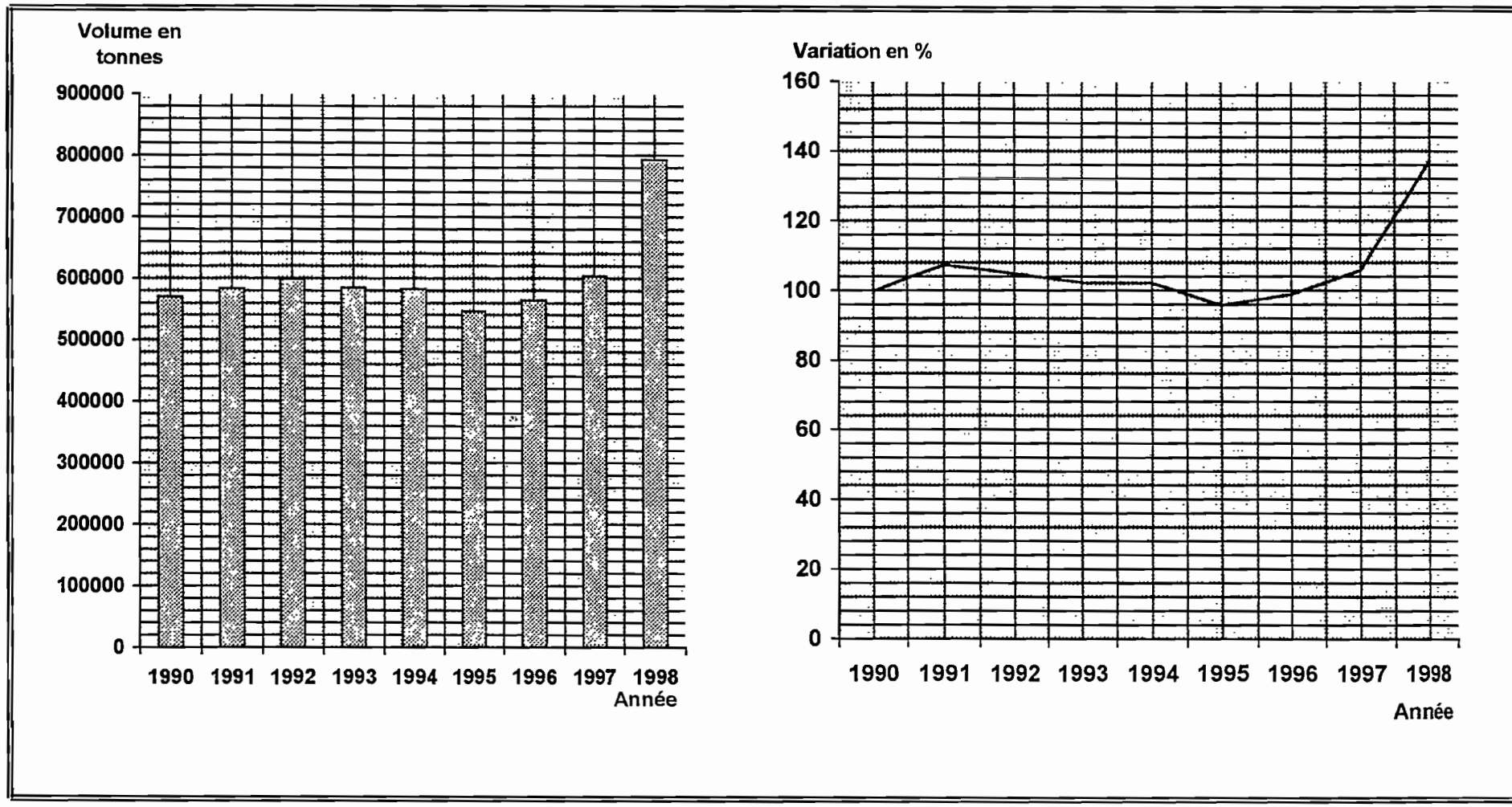


Fig. n° 33 : Evolution de la production de manioc de 1990 - 1998.

Source : *Voir tableau n°12*

Quant au manioc, la production de cette culture avait été caractérisée par une augmentation constante depuis 1990 à 1994, passant de 569400 à 582666 t ; réalisant ainsi pour cette période une augmentation moyenne de l'ordre de 3,0%. Cependant, dès 1993, la production a commencé à diminuer, avec une chute record de 51821t, soit 8,6% en 1995 par rapport à l'année 1992.

Aussi, l'on remarque que dès 1997 à 1998, la production de manioc reprend positivement : la croissance est de + 0,85% en 1997 et 32,45% en 1998, par rapport à 1992, soit une croissance moyenne de 16,5% pour cette période. C'est une culture pluriannuelle qui a été faiblement touchée par la crise. Les effets se faisant sentir une année à trois ans après la récolte. Les pertes de production qu'on remarque en 95, 96 proviennent des chutes d'activité en 1993, 1994.

3. La banane.

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Production (en t)	1547000	1586100	1625600	1585700	1562063	1537236	1544000	1542641	1573000
Variation	100%	102,5	105%	102,5%	101%	99,5%	99,9%	99,8%	101,5%

Tab. N° 13 : Evolution de la production (en t) de 1990 - 1998).

Source :- République du Burundi, Ministère de l'Agriculture & Elevage, Direction Générale du Suivi, évaluation ; *Rapport sur la situation des récoltes et consommation d'engrais dans le secteur agricole de 1988-1998*, Bujumbura, p1.
- F.A.O./ PAM ; *Rapport spécial de mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires au Burundi*, juillet 1997, p5.
- *Calculs personnels pour les variations.*

La banane est une culture sensible elle demande un entretien régulier et se récolte parfois tout au long de l'année. Le mauvais entretien, les fréquents déplacements des populations des collines montrent que les baisses ont intervenu très tôt.

Dès 1992 la production s'effrite progressivement pour atteindre 1544000 tonnes en 1996 ; soit une baisse de l'ordre de 5,01% par rapport à 1992. Aussi, l'on note que par rapport à l'année 1992 la production aurait baissé de 2,45% en 1993, de 3,90% en 1994, de 5,43% en 1995 et de 5,01% en 1996 ; encaissant ainsi une diminution moyenne de 4,19% pour cette période. Cette diminution s'est réalisée même en 1997 et en 1998, soit une diminution respective de 5,1% et de 3,2%. Le graphique N° 34 reste une preuve éloquente sur cette évolution.

Les produits de base ont donc accusé une baisse quant à la production. Cela est grave car, ces produits constituent la base de l'alimentation, ces produits rentrent également dans la commercialisation procurant des revenus à des milliers de paysans.

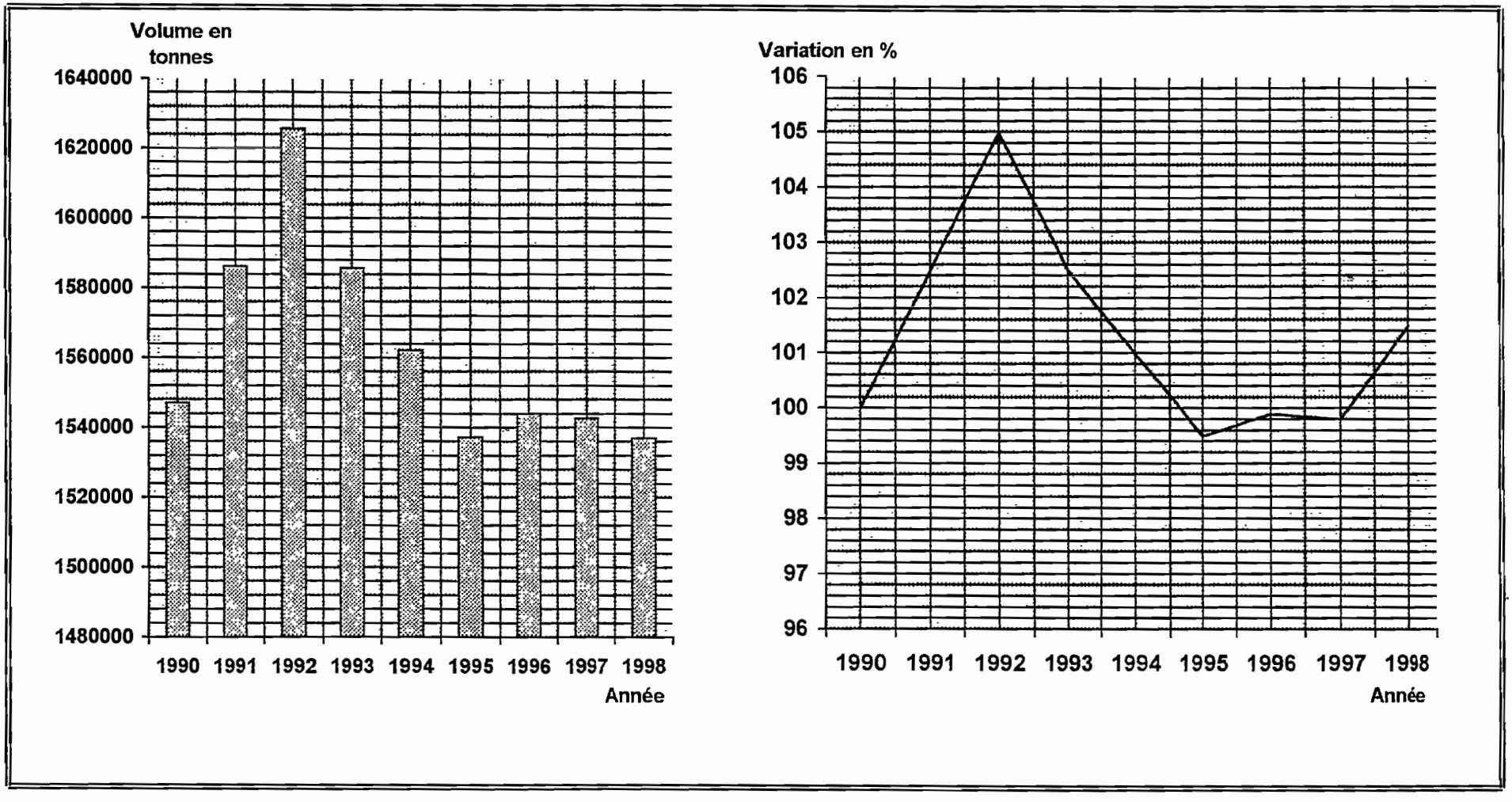


Fig. n° 34 : Evolution de la production de bananes de 1990 - 1998.

Source : *Voir tableau n°13*

CHAPITRE II : LES AUTRES PRODUITS VIVRIERS.

1. Les céréales

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	199
Production (en t)	293300	299800	306100	299700	261588	291759	273000	291000	2910
Variation	100%	102%	104%	102%	89%	99,5%	93%	99%	99%

Tab. N° 14. Evolution de la production de 1990 à 1998.

Source : *Planification agricole* ; *Département des statistiques et informations agricoles.*
- *Réalisation personnelle pour les variations.*

Les céréales comprennent généralement le maïs, le blé et le sorgho. Elles sont dominantes dans certaines régions du plateau central et de la crête (voir géographie du Burundi). La chute s'est annoncée dès le début de la crise, parce que c'est une production saisonnière, les céréales ont suivi les rythmes des remaniements spatio-temporels des populations concernées.

Par rapport à l'année 1992 les diminutions ont été de 6400 tonnes ; soit 2,09% en 1993, de 44512 tonnes ; soit 14,54% en 1994, de 14341 tonnes ; soit 4,68% en 1995 et de 33100 tonnes ; soit 10,81% en 1996 avec un taux moyen de diminution de l'ordre de 8,03%. Aussi les fortes baisses correspondent aux périodes de grandes épreuves de la population rurale (1994-1996).

2. Les tubercules.

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Production (en t)	1413400	1449100	1485600	1449100	1444526	1396887	1364000	1451000	1501000
Variation	100%	102,5%	105%	102,5	102%	99%	96,5%	102,5%	106%

Tab N° 15 : Evolution de la production de 1990-1998.

Source : - Planification agricole, Département des statistiques et informations agricoles
- F.A.O./P.A.M ; *Rapport spécial de mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires au Burundi,* juillet 1997, p.5.

Selon ce tableau et son graphique ci-dessous, les tubercules (Pomme de terre, patate douce, manioc, colocase et igname) ont elles aussi enregistré avant 1993, un taux d'accroissement positif allant de 2,5% en 1991 et de 5% en 1992, réalisant ainsi un taux moyen d'accroissement de 3,75%. A part le manioc, les autres cultures sont des spécialisations régionales et ne sont pas très significatives partout. La pomme de terre est recherchée par les centres urbains ainsi que le manioc tandis que la patate douce sert d'échanges dans les marchés intérieurs. La production globale a suivi la crise. Par rapport à 1992, la production de tubercules a chuté de 36500 tonnes ; soit 2,45% en 1993, de 41074 tonnes ; soit 2,76% en 1994, de 88713 tonnes ; soit 5,97% en 1995, de 121600 tonnes ; soit 8,18% en 1996 et de 34600 tonnes ; soit 2,32% en 1997 contre une légère croissance de 15400 tonnes ; soit 1,02% en 1998. Pour cette période la diminution moyenne s'évalue à 4,84%.

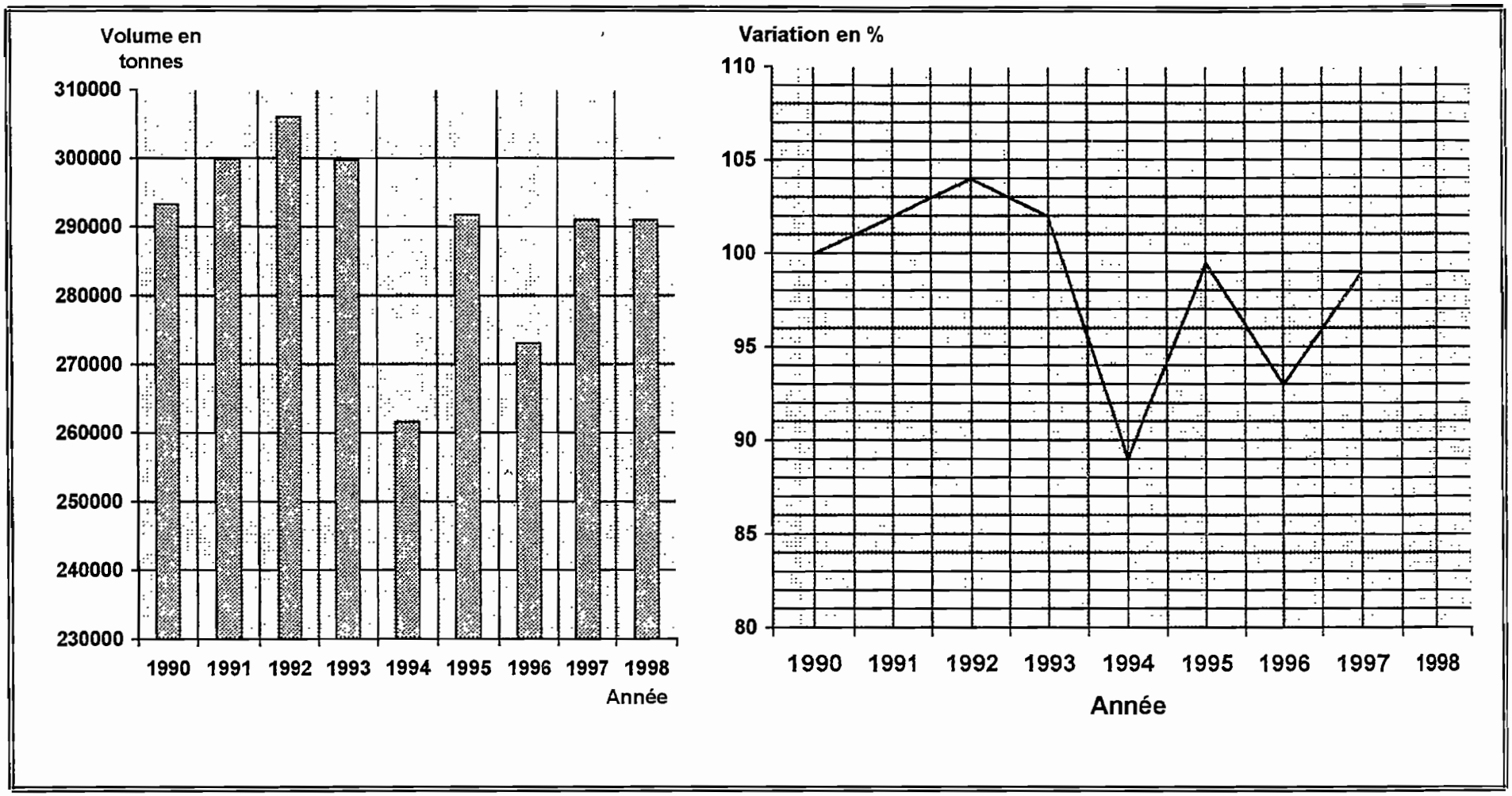


Fig. n° 35 : Evolution de la production des céréales de 1990 - 1998

Source : *voir tableau n°14*

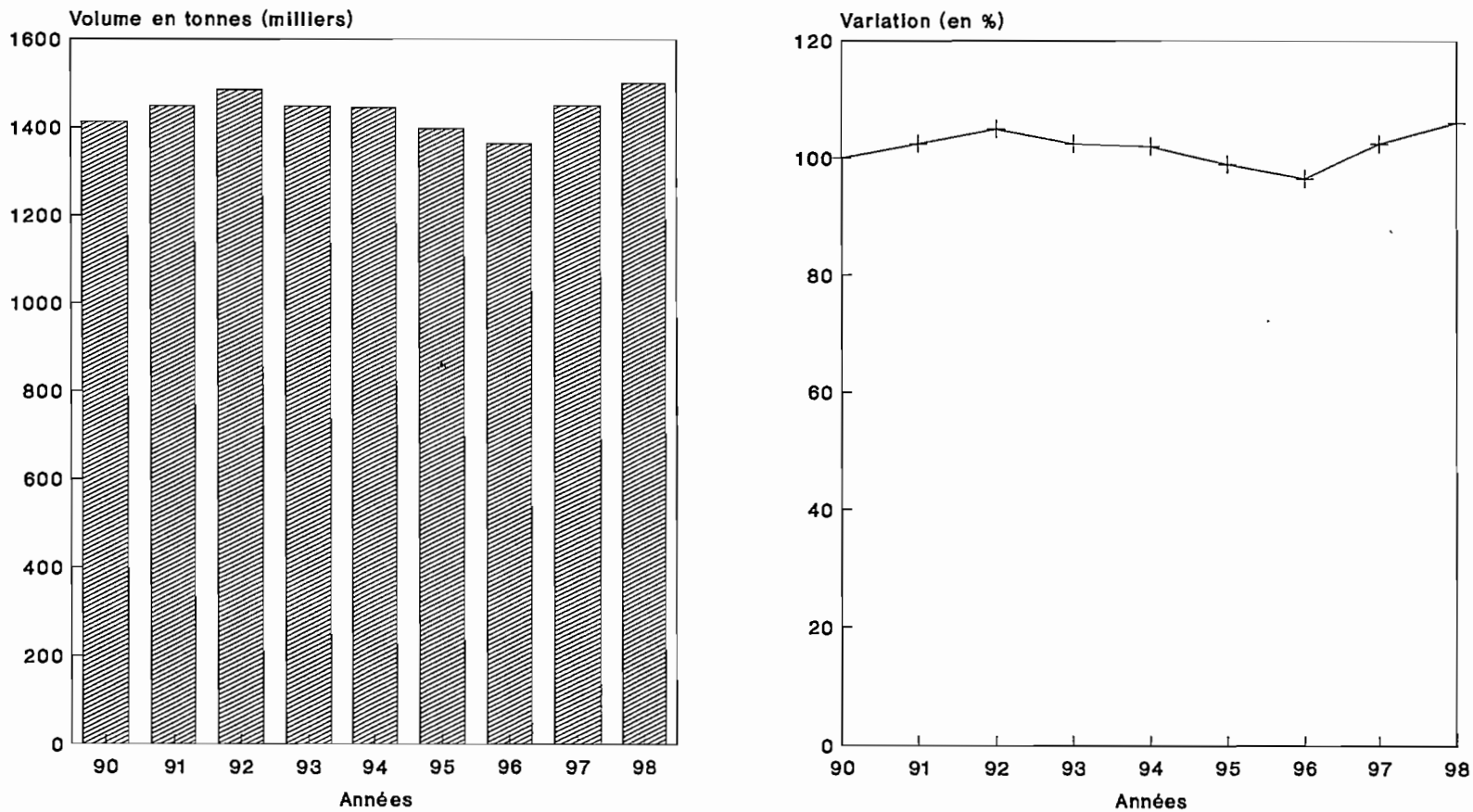


Fig. n° 36 : Evolution de la production des tubercules de 1990 - 1998

Source : Voir tableau n° 15

3. Les fruits et légumes.

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
Production en (t).	168800	173200	177400	171900	176215	170000	165257
Variation	100%	102,5%	105%	102%	104%	100,5%	88%

Tab N° 16 : Evolution de la production de 1990 à 1996.

Source : *Planification agricole ; Département des statistiques et informations agricoles.*
- Réalisation personnelle pour les variations.

Les fruits et légumes sont consommés essentiellement en milieu urbain. Ils ont une valeur ajoutée pour les paysans environnants. Par rapport à l'année 1990, la production s'est accrue de 4400 tonnes ; soit un taux d'accroissement de 2,54% et de 8600 tonnes ; soit 4,84% en 1992.

Par contre, les années d'après 1992 ont été caractérisées par une diminution de la production. C'est ainsi qu'en 1993, la diminution de la production est estimée à 5500 tonnes ; soit 3,10% par rapport à la production de 1992. La diminution de la production en 1994 quant à elle s'évalue à 1185 tonnes ; soit un taux de 0,66% par rapport à celle de 1992. C'est en effet, l'année où la production a le moins chuté. Malgré l'insécurité, on voit donc que ces produits se sont maintenus à un niveau élevé. Ces produits jouant un rôle important dans la formation des revenus chez les paysans.

Cependant, avec l'insécurité qui se généralise sur les grandes voies menant vers la capitale, les attaques des marchés et des passagers en 1995, les quantités offertes à la ville accusent une baisse consécutive à l'insécurité.

Par ailleurs, il importe de souligner qu'à l'origine de cette diminution de la production vivrière figurent les raisons qui sont imputables à la crise de 1993 et leurs corollaires d'une part et les raisons météorologiques défavorables pour certains mois d'autre part. Il ne faut pas oublier que l'année 1993 avait connu une très longue sécheresse tandis que le phénomène El Nino est apparu en 1997.

Les conditions de sécurité qui se sont dégradées dans toutes les communes de Bururi en particulier à *Rumonge, Buyengero et Burambi*, ont contraint la population à se grouper dans des camps, après la destruction de ses logements et de ses réserves alimentaires.
La constance de l'insécurité y a interrompu les activités agricoles et réduit la production de 50% (1).

1/ . F.A.O./P.A.M. ; *op. cit*, Bujumbura, Juillet 1997, p 6.

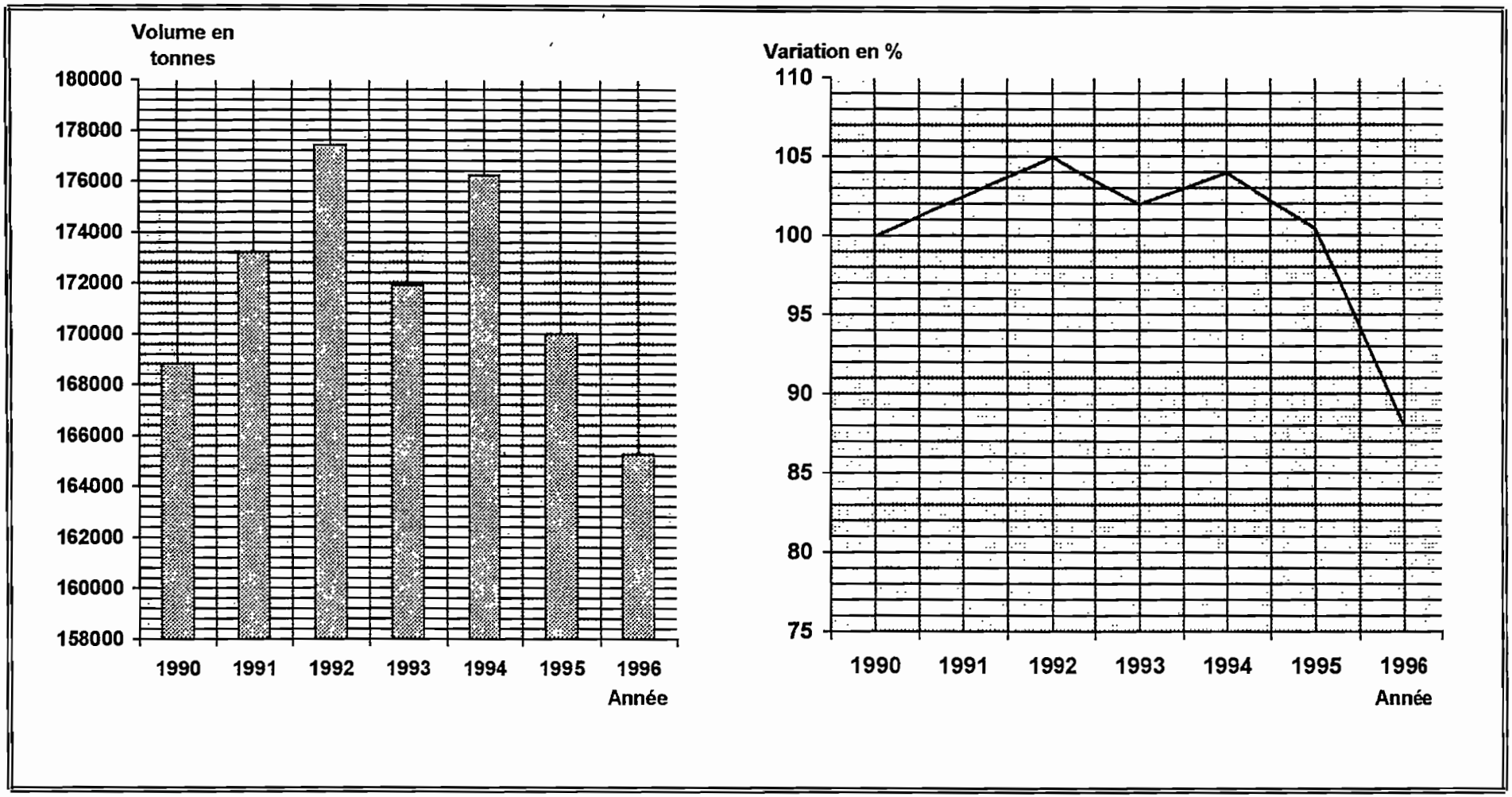


Fig. n° 37 : Evolution de la production des fruits et légumes de 1990 - 1996.

Source : *Voir tableau n°16.*

De plus, les semences de haricots et de pomme de terre ont manqué et la surface ensemencée a baissé de 20% par rapport à la campagne B de 1996 (1).

Province	Maïs	Riz	Sorgho	Manioc (000 tiges)	P. Douces (000 corde)	Haricot (1+B+C)	D.A.P.	Nombre outillages Manuels
Bubanza	274	930	78	143416	99300	1121	77	54694
Bujumbura	131	179	39	137007	312330	705	115	144380
Cibitoke	301	595	76	165220	119280	1166	69	68449
ZONE OUEST	706	1704	193	445643	530910	2992	261	267523
Kayanza	396	0	158	96944	2926740	4199	346	107439
Kirundo	336	0	382	81147	1770420	3537	108	97972
Muyinga	221	0	349	110855	1021830	2677	108	93365
Ngozi	388	0	228	114821	3005760	4618	438	117161
ZONE NORD	1341	0	1117	403767	8724750	15031	1000	415937
Cankuzo	28	0	409	18168	504990	1578	96	34436
Ruyigi	21	0	420	42979	633540	2318	108	61539
ZONE EST	49	0	829	61147	1138530	3896	204	95975
Bururi	367	675	130	103065	739140	1492	142	95140
Makamba	171	218	63	63154	167100	961	77	58305
Rutana	32	0	318	41942	571650	1899	123	47950
ZONE SUD	570	893	511	208161	1477890	4352	342	201395
Gitega	304	0	353	192392	4519290	5102	1254	136624
Karuzi	130	0	186	81271	1847850	2203	331	73056
Muramvya	601	0	324	78243	3132540	2858	608	106615
ZONE CENTRE	1035	0	863	351906	9499680	20163	2193	316295
TOTAL 1993	3701	2597	3513	1470624	21371760	36434	4000	1297125
Bubanza	105	1026	35	100360	67920	522	100	50869
Bujumbura	81	367	36	117147	265770	505	150	134281
Cibitoke	143	458	69	119059	84900	623	90	63661
ZONE OUEST	329	1851	140	336566	418590	1650	340	248811
Kayanza	326	0	151	87259	2611230	3928	450	99924
Kirundo	238	0	439	84582	1838400	2957	140	91120
Muyinga	193	0	349	103880	977760	2417	140	86834
Ngozi	348	0	228	109896	2935230	4264	570	108966
ZONE NORD	1105	0	1167	385617	8362620	13566	1300	386844
Cankuzo	26	0	409	17831	498990	1445	125	32027
Ruyigi	15	0	420	43971	590850	1800	140	57235
ZONE EST	41	0	829	61802	1089840	3245	265	89262
Bururi	359	675	127	101151	739140	1407	185	88486
Makamba	132	216	60	61982	167100	712	100	54228
Rutana	27	0	328	38395	500490	1092	160	44596
ZONE SUD	518	891	515	201528	1406730	3211	445	187310
Gitega	264	0	276	178608	4376010	4072	1630	127068
Karuzi	124	0	186	78776	1786710	1929	430	67947
Muramvya	564	0	288	76034	2968890	2684	790	99158
ZONE CENTRE	952	0	750	333418	9131610	8685	2850	294173
TOTAL 1996	2943	2742	3399	1318931	20409390	30357	5200	1206400

Tab. N° 17 : Besoins en intrants agricoles 1993-1996

Source : F.A.O.; *Rapport de Mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi*, Bujumbura, octobre 1996, tableau 8.

1/ . F.A.O./P.A.M. ; *op. cit*, Bujumbura, Juillet 1997, p 6

Absence des intrants agricoles, le besoin accru des semences, ensuite celui de l'outillage et des fertilisants en tonnes de D.A.P. : Diamonium phosphaté se sont accompagnés des vols des réserves alimentaires, de la destruction des fertilisants ou du matériel agricole. On trouve également que les régions les plus turbulentes ont été aussi les régions de pénurie en intrants.

Cependant, au moment où les besoins en semences et en outillages manuels allaient en diminuant : (voir tableau n° 17), les besoins en fertilisants : D.A.P. se sont considérablement accrus passant de 4000 à 5200 tonnes entre 1993 à 1996. Cette augmentation de 1200 tonnes d'engrais, soit 30%, a été due aux besoins accrus des champs. De même, ces remaniements furent à la base de la diminution du bétail qui pourrait compléter le fumage des champs.

La réduction du cheptel fut d'environ 10% pour le gros bétail ; soit environ 45000 têtes de bétail ou 13% U.B.T. (1).

En effet, il n'y a richesse ni force que d'hommes. Voici ce qui, dans un climat d'insécurité et de conditions atmosphériques changeantes a manqué à l'agriculture burundaise. Or, les effectifs de la population expliquent les paysages agricoles au Burundi.

Les divers remaniements de ceux - ci, expliqués dans la première partie, ont affecté les surfaces cultivées.

A *Bubanza* par exemple, les superficies emblavées pour le haricot ont passé de 14013 à 6521 ha entre 1993 et 1996 (2), soit une réduction de 53,4%. A *Cibitoke*, pour la même période et pour la même culture, la superficie des terres arables est passée de 14571 à 7786 ha (3), soit une réduction de l'ordre de 46,5%.

Au niveau national, les superficies emblavées pour le haricot ont passé de 455390 en 1993 à 379440 ha en 1996 ; réalisant ainsi une réduction de l'ordre de 16,6%. Aussi, l'annexe I constitue une autre illustration sur les superficies cultivées. La tendance générale est à la baisse pour l'ensemble des cultures.

Cultures Années	Maïs	Riz	Sorgho	Manioc	P. Douce	Haricot	P. Pois
1993	185011	43291	70213	628472	712392	364312	39414
1996	147218	45723	63920	563645	680313	303552	36926
Variations	-20,4%	5,6%	-3,96%	-10,31%	-4,50%	-16,67%	-6,31%

Tab. N° 18 : Variation de la production vivrière (en t) en 1996, par rapport à 1993.

Source : FAO/PAM, *Rapport spécial de Mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires au Burundi*, Bujumbura, juillet 1996, tableau 6.

1/ : République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Direction Générale de l'Elevage ; *Rapport d'évaluation des structures et des activités dans le domaine de l'élevage à la suite des événements d'octobre 1993*, Gitega, avril 1994, p 5.

2&3/ : F.A.O. ; *op. cit*, Bujumbura, octobre 1996, tableau 5.

A l'exception du riz (dans le tableau ci - haut), dont la culture aurait été prise en main par la S.R.D.I. au moment où la région de l'Imbo était en ébullition, les productions des autres cultures ont aussi enregistré une baisse pour des raisons précédemment évoquées. Cela tient en particulier aux fuites fréquentes de la population agricole, à l'insuffisance des intrants agricoles, aux retards des semis ou l'absence d'entretien des champs et aux conditions météorologiques.

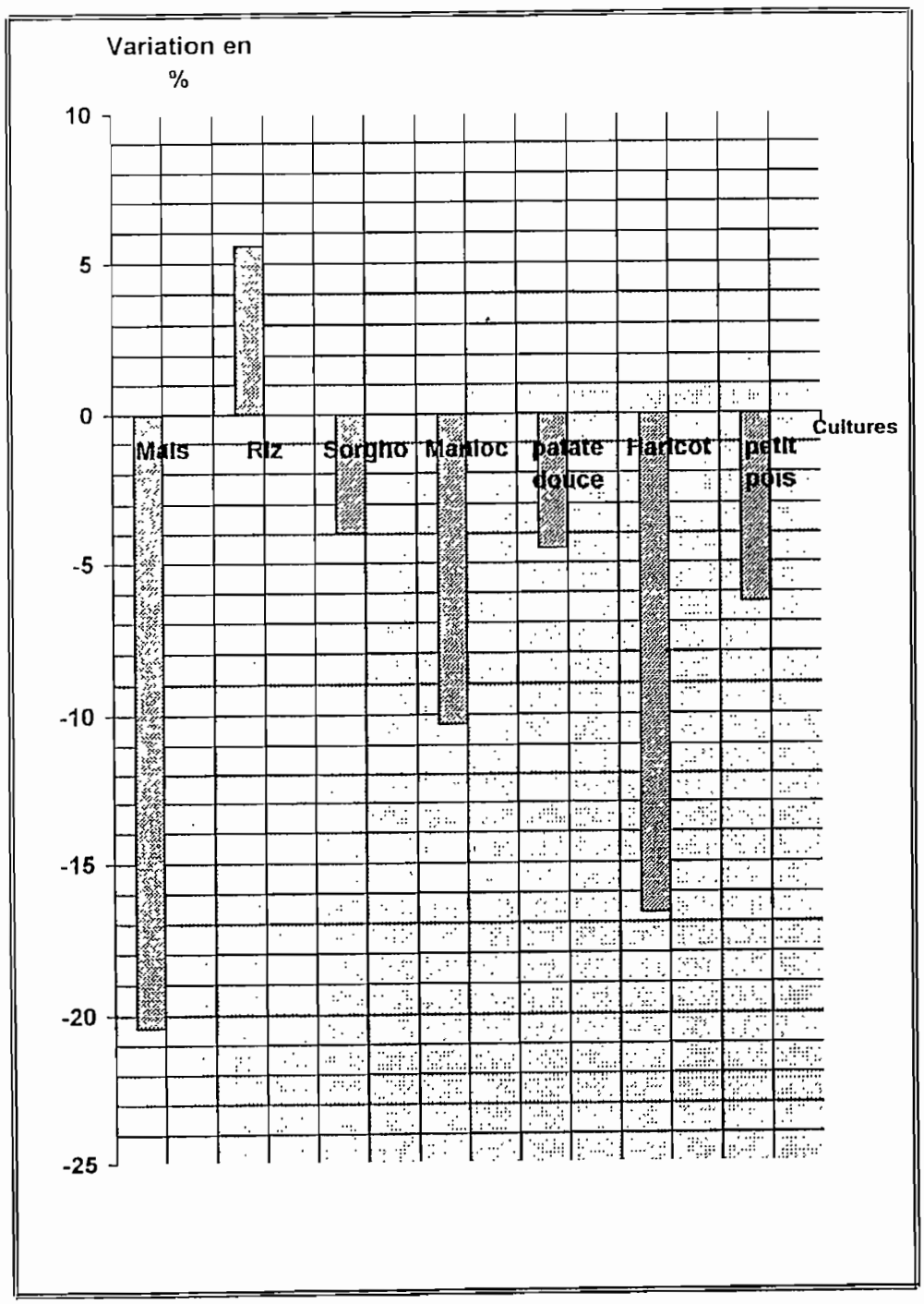


Fig. n° 38 : Variation de la Production vivrière en 1996 par rapport à 1993

Source : Voir tableau n° 18.

Bien plus, le blocus économique du 31 juillet 1996 est venu alourdir la situation déjà précaire. Ainsi, non seulement la diminution de la production vivrière mais aussi et surtout la crise des moyens de transport et de communication dûe à l'insécurité qui a prévalu, a limité et limite encore les quantités transportées.

En conséquence, à l'intérieur du pays, dans les centres urbains comme dans la campagne, dans les villes comme dans la capitale Bujumbura, la crise s'est répercutée sur les approvisionnements des marchés.

CHAPITRE III : L'APPROVISIONNEMENT DES MARCHES

1. Généralités.

Les quantités alimentaires du pays ont accusé une grande baisse car la population agricole n'a pas produit suffisamment. Les problèmes liés à l'insécurité ont découragé les agriculteurs à maintenir les activités agricoles. Les stocks détenus par les commerçants se sont effrités suite à l'embargo commercial et à l'augmentation des coûts de transport. Les "stocks d'aides alimentaires ont été également insignifiants du fait des restrictions exercées sur les importations d'aides alimentaires durant le premier semestre 1997"(1).

Par ailleurs, les échanges interrégionaux, l'approvisionnement des centres urbains ont été fortement touchés d'abord parce que les conditions sécuritaires étaient défavorables, ensuite parce que le manque de carburant les a réduit, enfin les agriculteurs n'ont pas produit assez et parfois, leur production pouvaient être pillées. La combinaison de tous ces éléments remis a cause l'autosuffisance alimentaire auquel était parvenu finalement le Burundi.

Les populations burundaises, jadis habituées à manger à leur faim se sont trouvées brutalement en déficit de production. L'abondance alimentaire sur les marchés s'est vite transformée en pénurie qui a provoqué à son tour l'inflation.

a. L'offre des produits vivriers sur les marchés.

1° L'évolution de la production vivrière de 1990 - 1998.

En page trois du "Rapport spécial de mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires au Burundi", paru en juillet 1997, la F.A.O et le P.A.M affirment que la "production vivrière par habitant a diminué de 20% au cours des vingt dernières années".

En effet, lorsqu'on sait qu'une partie de la population a été forcée de quitter leurs terres - "plus de 10% des paysans ayant été privés de leurs biens et facteurs de production, qu'il s'agisse des terres, des instruments, des stocks alimentaires" (2) ; Si de plus nous savons que des intrants ont manqué pendant la crise en plus qu'ils coûtaient trop cher pour une grande partie des agriculteurs, on ne peut qu'enregistrer une baisse de la production. La crise a donc été aussi fatale pour l'agriculture. Pour preuve, l'évolution de la production vivrière s'est caractérisée par une baisse régulière et une plongée assez spectaculaire : tableau n° 19 et graphique n° 39.

1/ : F.A.O./P.A.M. ; *op. cit.*, Bujumbura, juillet 1997, p 13

2/ : République du Burundi, Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction ; *Economie burundaise 1994-1995*, Bujumbura, Décembre 1996, p 27.

Année / Type de culture	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Céréales	292400	299500	305800	299700	261588	291759	273000	300000	291000
Légumineuses	366100	374700	383300	374200	317078	365304	32400	310000	314000
Tubercules et racines	1413400	1448400	1484900	1449100	1444526	1396887	1364000	1400000	1501000
Bananes	1547000	1585500	1625000	1585200	1562063	1537236	1544000	1500000	1573000
Total	38184400	3912600	4008500	3914500	3792324	3605202	3505000	3510000	3679000

Tab. N° 19 : Evolution de la production vivrière de 1990-1998 (en t).

Source : Planification agricole, département des statistiques et informations agricoles.
F.A.O./P.A.M. ; *Rapport spécial de mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnement alimentaires au Burundi*, Bujumbura, juillet 1997, p 5 et 13.

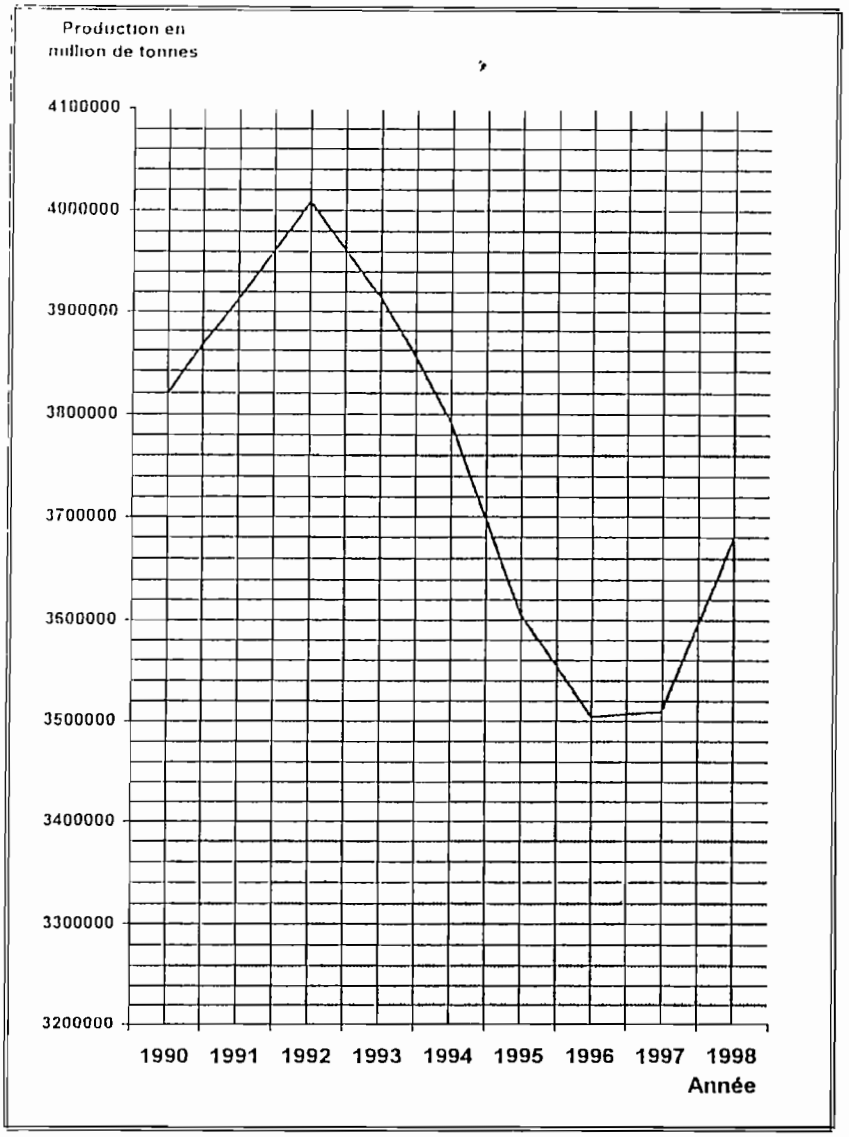


Fig. n° 39 : Production Vivrière de 1990 à 1998.

Source : *Voir tableau n° 19.*

2°. La baisse des quantités offertes sur les marchés de 1990 à 1998.

En visitant les marchés de Bujumbura, on s'aperçoit directement la richesse et la variété des produits agricoles. Il s'agit à la fois des produits agricoles des environs de la capitale mais aussi des produits lointains qui empruntent les routes nationales en provenance de plusieurs directions. Les moyens de transport sont aussi variés (véhicules, bicyclettes et portage). Le tableau n° 20 et la figure n° 40 nous renseignent sur les produits et leur provenance à Bujumbura.

Produits vivriers	Provenance
* Haricot.	
Haricot à graines mélangées	Rugombo, Kirundo, Tanzanie.
Sec de couleur jaune	Mabanda, Makamba, Tanzanie.
Sec blanc	Tanzanie
Sec de couleur d'huile de palme	(Zaïre) R.D.C.
Vers.	Imbo Mumirwa
* Riz	
Riz blanc première qualité	Muzinda, Musenyi, Gihanga
Karundi	Idem
Iran	Idem
Importé	Tanzanie
* Manioc	
Manioc frais	Kanyosha, Buhonga, Gitaza, Kabezi
Manioc sec "ikivunde"	Gasenyi, Kagunuzi, R.D.C. (Zaïre)
Farine sec "ikivunde"	Idem
Manioc sec "inyange"	Nyanza - lac, Rugombo, Gitaza, Minago R.D.C.
Farine inyange	Idem
Pâte cuite "Ubuswage"	Kabezi, Minago.
* Huile de palme.	Rumonge.

Tab. N° 20 : Provenances principales des produits vivriers.

Source : Georgette Muryango , *Les circuits de commercialisation des produits vivriers au Burundi cas du Marché central de Bujumbura*,U.B., F.S.E.A., Bujumbura, Février 1993, p 25.

Avant la crise, on enregistre des approvisionnements des pays limitrophes ; des quantités non moins importantes arrivaient par "les marchés de la frontière Burundi - Tanzanie notamment par *Mugina, Kibago, Kayogoro* et *Mishiha*" (1) ou par la frontière Burundi - R.D.C. Cela permettait une certaine satisfaction des besoins en approvisionnement.

1/ / I.S.A.BU./ISER, Enquête sur la commercialisation des produits agricoles.

Au niveau territorial, les problèmes majeurs reposaient surtout sur l'état défectueux des réseaux de transport éloignés des réseaux nationaux.

Cette situation a été encore aggravée par la crise. Les régions d'approvisionnement (pour la capitale et les centres urbains) plongées dans la crise n'ont plus fréquenté les marchés. On sait d'ailleurs que plusieurs marchés de l'intérieur ont été détruits. Même dans la capitale, les marchés ont été longtemps fermés.

En se rapportant à la figure N° 22, on voit que l'insécurité a régné sur les grandes artères qui convergent vers la capitale. Cette insécurité a réduit le volume des échanges entre la capitale et les campagnes qui ne pouvaient donc s'aventurer sur les routes.

Ainsi, les routes nationales, (les routes *Rumonge - Bujumbura, Bubanza - Bujumbura, Muramvya - Bujumbura, Jenda - Bujumbura et Makamba - Bujumbura*) traversaient des zones assiégées par la rébellion, avec des attaques meurtrières avec en même temps un objectif d'empêcher l'approvisionnement de la capitale. Ainsi, les approvisionnements en haricots de *Rugombo*, de *Makamba* via *Rumonge*, en riz de *Muzinda, Gihanga*, en manioc de *Kanyosha, Gitaza, Nyanza - Lac*, en huile de palme de *Rumonge*, en fruits et légumes de *Muramvya* ou de *Buhonga*, etc. ont vu leur volume diminuer.

Les lieux de vente à Bujumbura (les marchés de *Kinama, de Kamenge*, de *Jabe*, de *Nyakabiga*) ont été totalement détruits ; d'autres comme celui de *Musaga* ont été partiellement détruits ; les marchés de *Buyenzi, de Ngagara* ont, soit arrêté de fonctionner, soit ralenti, leurs activités pendant plusieurs mois. A Bujumbura des attaques à la grenade eurent lieu (fig. n° 40).

On comprend donc que dans ces conditions, la fréquentation des marchés a été découragée d'une manière générale, même si aujourd'hui, la plupart des marchés ont repris. Cependant, il est aujourd'hui difficile d'avancer des chiffres qui évaluent cette baisse de volume.

Cependant, le chiffre d'affairess réalisé sur les produits vivriers, au marché central de Bujumbura entre 1994 et 1998 traduit cette baisse (tableau n° 21).

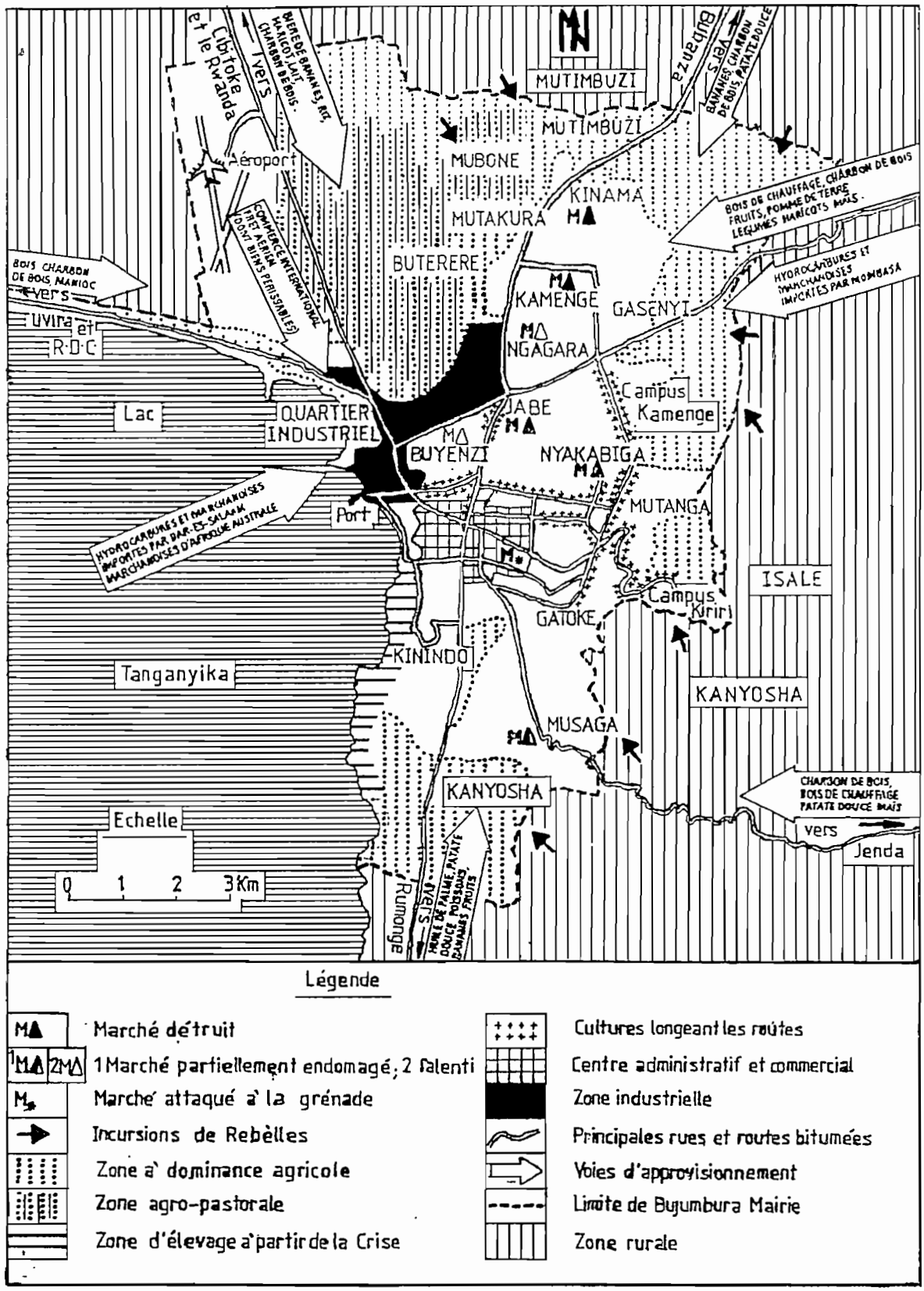


Fig. n° 40 : Les marchés de Bujumbura pendant la crise.

Source : *Réalisation personnelle.*

Année	Montant en Fbu	Variation	Variation par rapport à 1994
* 1994	46.887.960		100%
1995	13.772.310	- 70,62%	- 70,62%
1996	20.606.260	+ 49,62%	- 56,05%
1997	27.511.000	+ 33,50%	- 41,32%
1998	25.975.610	- 5,58%	- 44,60%
** 1999	46.501.870	+ 79,02%	- 0,82%
Variation moyenne par rapport à 1994			- 42,62%

Tab. N° 21 : Evolution du chiffre d'affairess sur les produits vivriers du marché central de Bujumbura de 1994 - 1999 (en Frbu).

Source : *Comptabilité SOGEMAC.*
* Depuis mars 1994..... ** jusqu'au 30 Novembre 1999.

Bien que le marché central de Bujumbura fut inauguré le 20 février 1994 en pleine crise et que les taxes ont été perçues à partir du mois de mars de la même année à raison de 120 FBU pour un sac d'environ 50 kg de produits vivriers, le chiffre d'affaires reste de loin supérieur à celui des autres années ; même celui de 1999 où les taxes avaient été ramenées à 150 FBU par sac d'environ 50 kg. Nous lisons ainsi 46.887.960 FBU en 1994 contre 46.501.870 FBU jusqu'en novembre 1999.

En faisant une analyse comparative, l'année 1994 étant considérée comme référence, on constate que pour les années qui suivent, le chiffre d'affaires n'a cessé de diminuer.

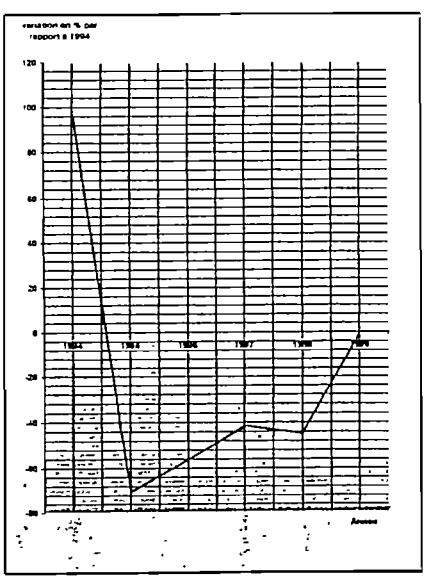


Fig. n° 41 : Evolution du chiffre d'affaires sur les produits vivriers au marché central de 1994 à 1999.

Source : *Comptabilité SOGEMAC.*

L'analyse du chiffre d'affaires sur les produits vivriers du marché central de Bujumbura année par année, montre une certaine amélioration ou plutôt un certain relèvement des quantités offertes sur le dit marché.

Cependant, si pour un marché aussi important comme le marché central, un marché où converge l'essentiel de produits commercialisables, un marché qui, par ailleurs n'a pas été détruit si ce n'étaient que les quelques attaques à la grenade qui gênaient pourtant les approvisionnements tout en perturbant les jours de marché a encaissé une réduction moyenne du chiffre d'affaires d'environ -42,68%, que pouvons-nous dire de l'approvisionnement des marchés partiellement ou totalement détruits ? Dans ce cas, les produits cessaient de venir au marché, ce qui a été le cas entre 1995 et 1996.

Le blocus économique intervenu le début Août 1996, s'ajoutant à une situation déjà précaire, a limité d'abord les quantités offertes au niveau national et local en provoquant parallèlement la flambée des prix des produits disponibles ; il a bloqué ensuite les approvisionnements extérieurs comme le haricot de la Tanzanie ou de la R.D.C. et surtout le riz de la Tanzanie.

Par ailleurs, malgré l'absence de chiffres statistiquement fiables, nous pensons que des volumes importants des produits agricoles ont passé dans les pays voisins d'abord car, ces pays, en guerre où les populations ont fui, ont vu leur agriculture péricliter. Ensuite la dépréciation du Franc burundais a dicté l'exportation des produits vivriers vers ces pays en question pour réaliser d'importants bénéfices par rapport à ceux réalisables sur les marchés nationaux. En effet, l'utilisation du dollar américain est courant au Congo et au Rwanda et le taux d'échange entre le franc bu et le franc rwandais est de 3 frbu contre 1 F Rwandais. Ouverture d'un marché vaste, différence de parité monétaire sont à la base des pénuries observées au Burundi et de l'inflation.

L'importation des produits vivriers fut en effet l'une des manifestations d'une insuffisance de l'offre des produits sur le marché malgré les mesures prises pour décourager l'exportation des produits vivriers. A cela, il faut ajouter les pénuries liées à la sécheresse prolongée de certaines régions du pays (Nord, Kirundo) sécheresse qui est consécutive à EL. Nino en 1997. Cette sécheresse a revêtu un caractère catastrophique en 1999 et 2000 par suite de l'apparition de la famine dans une région habituellement très prospère.

2. L'évolution des prix des produits vivriers sur le Marché de Bujumbura.

Les prix sur le marché de Bujumbura ont plus que doublé ou triplé tandis que la production nationale accusait une baisse. On peut passer en revue les produits les plus demandés pour se rendre compte de ce problème.

a. Les productions traditionnelles

1° *Les tubercules.*

Le groupe des tubercules est ici dominé par la pomme de terre, la farine de manioc, etc. Qu'il s'agisse de la farine de manioc ou de la pomme de terre, le prix au kg n'a cessé d'augmenter. La pomme de terre détient en effet le record. Celle - ci est largement consommée à Bujumbura dans les quartiers de standing élevé ainsi que dans les communautés sociales.

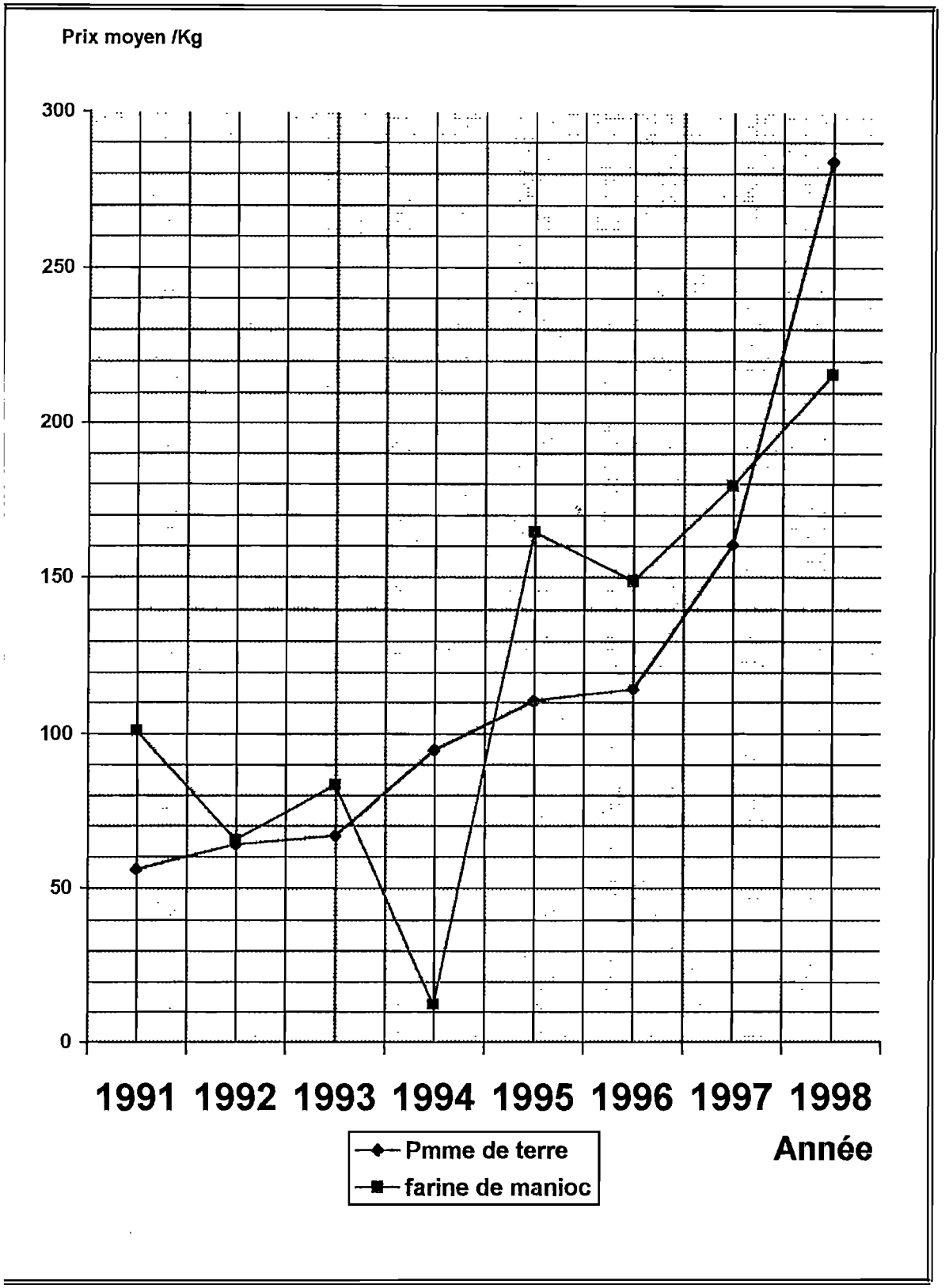


Fig. n° 42 : Evolution du prix de la pomme de terre et de la farine de manioc sur le marché de Bujumbura.

Source : ISTEEBU ; *Bulletins mensuels des prix de 1991-1998*

Les raisons à la base de cette montée en flèche résultent du fait que la pomme de terre en tant que denrée réservée antérieurement en grande partie à la classe des fonctionnaires, donc à une classe dite aisée, en devenant au cours de la crise une alimentation de substitution a été largement sollicitée par la presque totalité des populations qui n'avaient pas d'autres sources d'approvisionnement. La faible production, les contraintes commerciales liées à l'augmentation des frais de transport et l'insécurité généralisée n'ont pas manqué à influencer la dite montée des prix. Le fait que ces produits soient aussi consommés par une population importante c'est-à-dire une population nombreuse est également un facteur important pouvant participer en conséquence à l'inflation du prix. Selon l'enquête menée sur le marché central de Bujumbura du 18 au 22 Août 1998 et des informations recueillies auprès des agriculteurs et commerçants œuvrant au centre de Jenda, les prix de la pomme de terre ont fortement augmenté à cause des faibles récoltes (durant la crise) dues aux pénuries des semences et au manque de pesticides contre de sérieuses infections des rongeurs. C'est ainsi que le prix moyen par kg est passé de 67 à 160 FBU entre 1993 et 1997, soit une augmentation de l'ordre de 58,1%.

Quant à la farine de manioc, en devenant une alimentation de populations à faibles revenus, elle reste recherchée par une majorité de la population, or, la faible offre fait grimper le prix. Ce qui explique une majoration de l'ordre de 53,5% entre 1993 et 1994. Il faut ajouter que la demande du manioc s'est étendue jusqu'au Rwanda voisin. En revanche, nous observons une chute du prix moyen au kg de la farine de manioc pour l'année 1996. Elle passe de 164 à 149 FBU/kg ; soit -10% pour l'année 1996.

Selon la F.A.O./P.A.M. dans leur "Rapport spécial de mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires au Burundi" paru en juillet 1997 ; les meilleurs chiffres de production réalisés par le manioc et la patate douce, les autres cultures vivrières de base ont entraîné une baisse importante de leur prix, atteignant même des niveaux inférieurs à ceux en vigueur avant l'embargo". Nous pensons donc que c'est l'une des raisons qui seraient à la base de cette rechute de prix pour cette culture de manioc.

2°. Les fruits et légumes.

Les fruits et légumes sont ici représentés par la tomate et la banane verte. Ce sont des produits très demandés. Comme les autres cultures, ce groupe de cultures a subi lui aussi des contrecoups de la crise.

Les prix élevés pour ces cultures ont résulté et résultent en effet, de la forte demande de ces produits alors qu'une faible production ou plutôt un arrêt des approvisionnements des zones péri - urbaines qui ravitaillaient la capitale en temps de paix se généralise. Au moment fort de la crise, ces produits ont parfois été abandonnés purement et simplement.

Qu'il s'agisse donc de la tomate ou de la banane verte, le prix au kg reste élevé. La tomate détient en effet le record.

Les raisons qui expliquent la forte augmentation du prix de la tomate sont la faible production au cours de la crise, mais aussi et surtout de l'inaccessibilité des marchés par la presque totalité des producteurs. Ce qui en a fait une majoration moyenne de l'ordre de 57,0% entre 1993 et 1997.

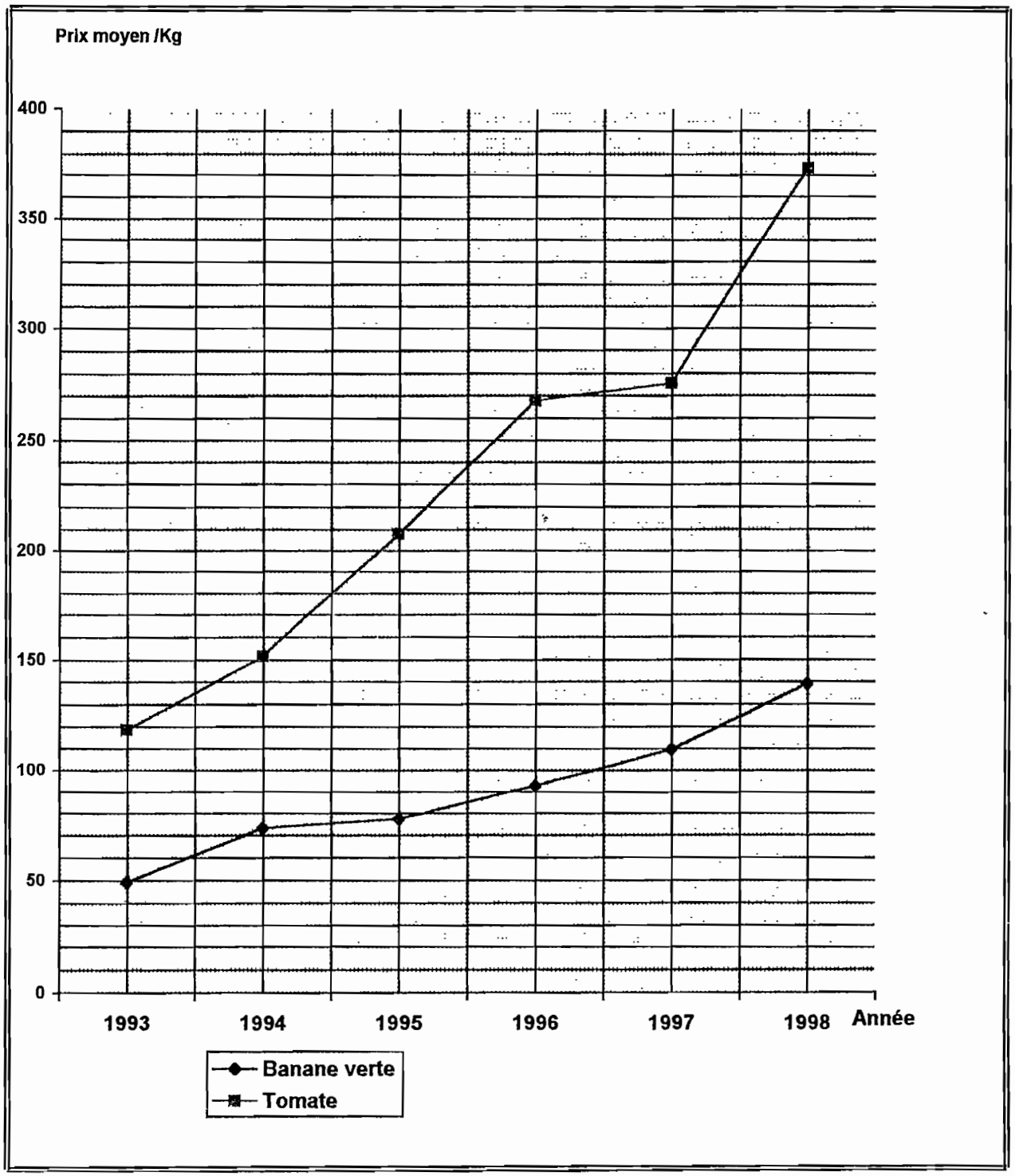


Fig. n° 43 : Prix moyen par kg de tomate et banane verte.

Source : ISTEEBU ; *Bulletins mensuels des prix de 1993-1998*

La faible production ou plutôt le ralentissement et/ou l'arrêt du ravitaillement de la capitale en banane par les zones péri - urbaines, les contraintes commerciales liées à l'augmentation des frais de transport et l'insécurité généralisée ont canalisé, provoqué et soutenu la flambée du prix pour la banane verte. Nous lisons donc pour ce fruit une majoration de l'ordre de 55,1% entre 1993 et 1997. Bien plus, le prix du kg de ce même fruit s'est vendu à 150 Fr une année après car avons-nous constaté sur le marché central de Bujumbura qu'un régime d'environ 20 kg se vendait à 3000 FBU respectivement en date du 25 mai 1998 et du 20 novembre de la même année.

Par ailleurs, si nous savons que à part *Bugarama* dans la province *Muramvya*, qui détient une part énorme de cultures légumières : (carottes, choux, poireaux et autres destinés à la consommation urbaine), les Provinces de *Bubanza, Kirundo, Karuzi et Muyinga* sont celles qui détiennent le plus grand nombre de fruits. "l'approvisionnement en fruits du marché de Bujumbura est assuré essentiellement par les régions de l'*Imbo*, des *Mirwa*, et du *Mugamba*"(1) et les dites provinces et régions sont celles qui ont été pour une bonne partie et pour une bonne période, le théâtre d'une grande insécurité, on comprend pourquoi les prix de ces fruits et légumes ont connu une hausse en flèche.

3° *Les céréales*

Nous lisons ici 59,6F le kg pour le maïs sec en graines, 208,9F pour la farine en 1993 contre 65 F et 296,3F/kg en 1994. En cette même période un kg de sorgho non germé se vendait à 57,5 F et un kg de sa farine à 183,4F contre 84,2 F/kg et 294,1 F/kg en 1994. On constate donc ici qu'entre 1993 - 1994 un kg de graines sèches de maïs est passé de 59,6 à 65 F tandis que 1 kg de sa farine passait de 208,9 à 296,3 F ; soit une majoration de 5,4 F pour les graines et de 87,4 frbu. Le sorgho est passé à une majoration de l'ordre de 26,7 et de 110,7 F le kg. Le riz a eu une majoration de 5,3 F/kg en l'espace d'une année.

Malgré l'allégement des restrictions des importations alimentaires, malgré les constantes distributions alimentaires des O.N.G. aux populations déplacées, malgré la ferme volonté à entretenir des champs de riz par les agriculteurs et la forte implication de la S.R.D.I. dans l'entretien et la promotion de cette culture, les prix des produits céréaliers en général n'ont cessé de monter en flèche.

Nous avons constaté que la farine de sorgho et de maïs se vendait entre 300 et 350 F/kg en 1998, entre 400 - 450 F/kg en 1999, au moment où le riz se vendait entre 300 et 350 F/kg en 1998 et de 520 à 570 en date du 3 décembre 1999. Ces chiffres montrent, comme nous l'avons déjà expliqué, la grande difficulté de l'agriculture burundaise devant les problèmes issus directement de l'ampleur de la crise. Pénurie et forte demande dérèglent les prix.

1/ : J.E. BIDOU et Alii ; *op. cit.*, Paris 1991, p 127

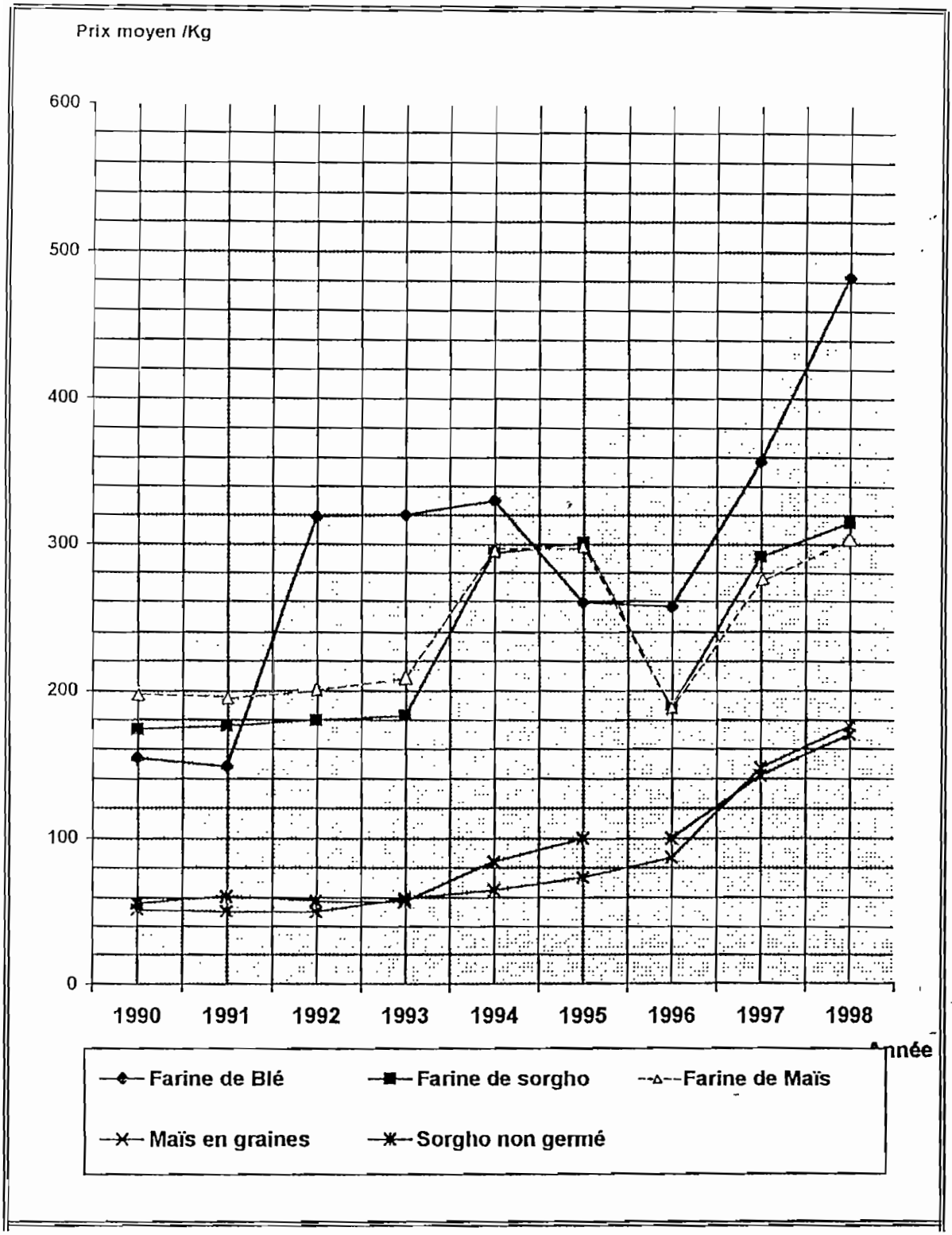


Fig. n° 44 : Evolution du prix des céréales à Bujumbura ·

Source : ISTEEBU ; *Bulletins* mensuels des prix de 1990-1998 ·

4°. Les autres cultures.

Le haricot en tant que légumineuse la plus consommée en Afrique orientale et en particulier au Burundi, est la plus sollicitée pendant que l'arachide culture oléagineuse est un produit de la région de l'*imbo* qui bénéficie d'une demande importante dans les grands centres urbains.

Si le haricot a été suffisamment produit et suffisamment stocké, il n'a pas cependant gardé un prix constant - la hausse a été régulière. Cependant l'arachide, culture saisonnière et de grand rapport a connu une hausse très forte.

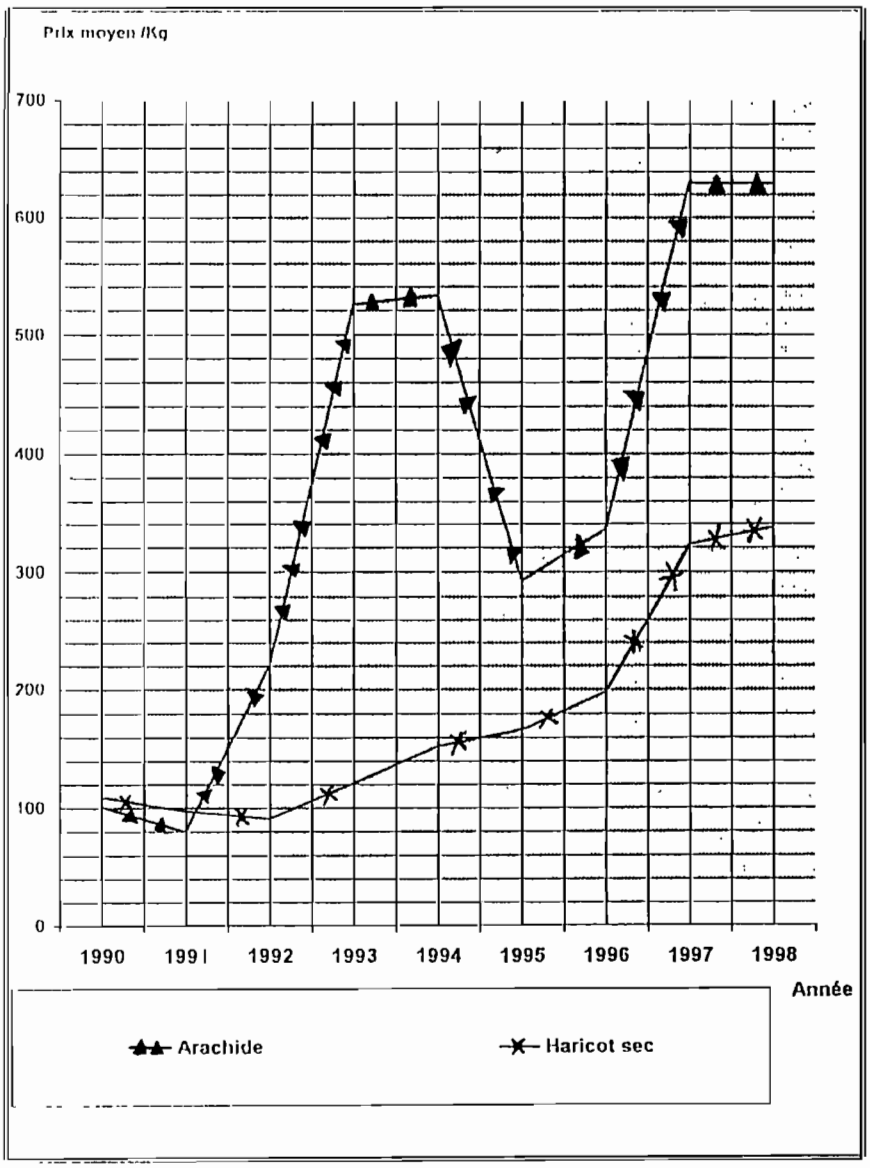


Fig. n° 45 : Evolution du prix d'arachide et du haricot sec à Bujumbura.

Source : ISTEEBU ; *Bulletins mensuels des prix de 1990 à 1998.*

Il est à réaliser que le haricot normal a passé de 120 à 152 F/kg entre 1993-1994, soit une majoration de 32F/kg. Il grimpera à plus de 350 F/kg en 1997, à 280 en 1998 pour sauter à 400F en 1999. De 120 en 1993 à 400 F/kg en 1999 un kg de haricot normal réalisait déjà une majoration de l'ordre de 280 F ; soit une augmentation de 70% en l'espace de 6 ans.

Parallèlement, un kg d'arachide se vendait à 325 F en 1993 et à 355 F une année après. En 1997, on pouvait acheter ce produit à 450 F, à 600 F en 1998 et à 1000 F/kg en 1999. Elle aura donc réalisé une majoration de 675 F le kg, soit une augmentation de 67,5% entre 1993 et 1999.

b. Les productions industrielles.

Les productions industrielles sont variées au Burundi mais, le sucre et l'huile de palme sont des cultures de consommation intérieure qui sont passées à la phase de l'industrialisation. Il faut les différencier du café ou du thé qui sont des produits industriels destinés à l'exportation sans consommation intérieure importante.

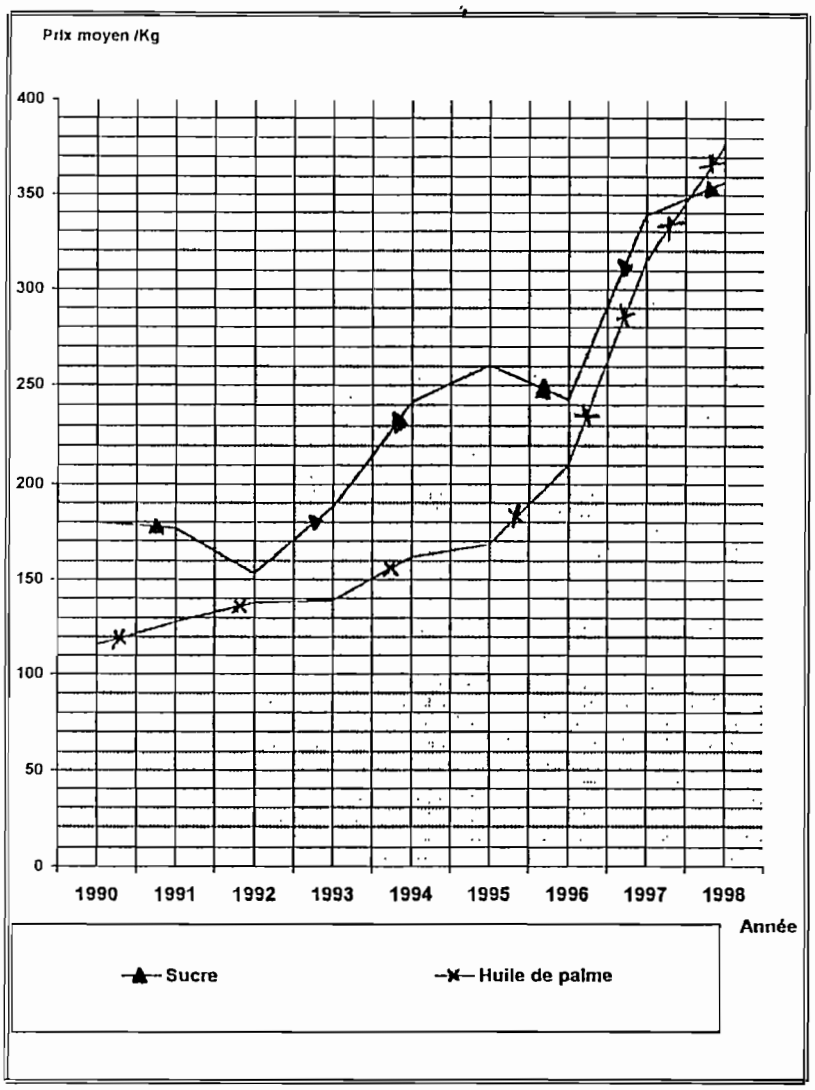


Fig. n° 46 : Evolution du prix du sucre et de l'huile de palme à Bujumbura.

Source : ISTEEBU ; *Bulletins mensuels des prix de 1990 à 1998.*

Ainsi l'on réalise qu'une bouteille 75 cl de l'huile de palme se vendait à 140 F en 1993 et à 170F en 1994. En 1997, pour une même quantité, le prix a grimpé à 250 F, à 350 F en 1998 pour atteindre 400 F en 1999. La hausse a été de l'ordre de 65% entre 1993 et 1999.

Parallèlement, le sucre n'a cessé de réaliser une montée en flèche. De 180 à 350 F/kg entre 1993 et 1997, le kg de sucre a fait une majoration de 170 F/kg ; soit 48,5%. De 350 à 400 F/kg entre 1998 et 1999 l'augmentation est de 12,5% en l'espace de deux ans alors qu'entre 1993 et 1999 en passant de 190 à 400 F/kg, le sucre augmentait de 220 F/kg soit 55% pendant la crise. Il importe de souligner ici que ces prix sont ceux que l'on peut qualifier d'officiel car on comptait sur les marchés parallèles des prix atteignant parfois des niveaux inquiétants. Nous pouvons citer le cas du riz normal qui s'achetait à 500 F/kg en 1997, à 600 F en 1999 alors que le sucre dont la production ne s'était jamais arrêtée s'achetait à 500 F/kg et à 600 F/kg pour les mêmes années.

Le rôle joué par la demande extérieure et le taux de change restent l'explication majeure de la flambée du prix de ces deux produits. La pénurie intérieure a fait flamber les prix.

Ainsi, le riz et le sucre productions nationales sont devenus les produits les plus chers et ont tendu à disparaître sur le marché national. Ces produits ont été exportés clandestinement et massivement vers les pays limitrophes ; notamment vers le Rwanda et la R.D.C. également en crise.

Année / Denrée	Décembre 1996	Décembre 1997	Août 1998
Haricot normal	260 F	350 F	280 F
Pomme de terre	120 F	260 F	160 F
Farine de manioc	110 F	250 F	200 F
Riz normal	230 F	450 F	300 F
Sucre	260 F	350 F	350 F

Tab. N° 22 Prix du kg de certaines denrées sur le marché central de Bujumbura.

Source : *Enquête du 18 au 22 Août 1998.*

Sur cinquante commerçants interrogés, trente nous ont confirmé que l'évolution des prix de ces produits est liée d'une part à leur fuite vers les pays voisins et de l'augmentation du prix du carburant d'autre part. Quinze autres ont affirmé que c'est seulement l'augmentation du prix du carburant et de la faible production de ces denrées. Cinq restant n'ont pas révélé réellement leur point de vue.

Les arguments formulés par les quarante cinq commerçants ; soit 90% des enquêtés, ont pour moi une valeur de poids pour expliquer cette fluctuation de prix.

Malgré donc l'apparente disponibilité alimentaire dans la ville les prix ont connu des hausses spectaculaires, on connaît l'effritement du pouvoir d'achat des citadins pendant la crise. Les éléments d'explication restent liés à la crise elle même : c'est l'insécurité, la crise des productions, la crise des transports et des échanges, la crise monétaire, la crise des marchés et j'en passe.

CHAPITRE IV : LA CRISE DE L'ELEVAGE.

I. Généralités.

Le secteur de l'élevage a été aussi l'un des plus gravement affecté par les événements d'octobre 1993 : génocide contre les Tutsi et Hutu modérés. En effet, près de 43339 (1) têtes de bétail ont été perdues, soit environ 10% du cheptel bovin.

La crise est malheureusement venu affecter un secteur qui était déjà en stagnation depuis de nombreuses années en particulier pour le gros bétail. En effet, le faible encadrement de cette activité ainsi que le manque des terres et des pâturages sont responsables de cette stagnation.

1. L'évolution du cheptel bovin.

Sur base du recensement du gros bétail effectué en 1992 tel que reproduit dans le tableau en annexe V et en tenant compte que certaines provinces : (*Karuzi, Kirundo, Muyinga, Kayanza, Gitega, Ngozi*, etc..-) fortement touchées par la crise, on a enregistré des pertes considérables, pertes qui peuvent être estimées en terme de U.B.T. à 13% (2). Ainsi, les provinces de *Karuzi* (37%), *Kirundo* (35%), *Muyinga* (21,6%), *Kayanza* (17,4%), *Gitega* (16,9%), *Ngozi* (16,5%), *Ruyigi* (13,1%), *Cankuzo* (10%) et *Cibitoke* (9,6%) ont été les plus frappées. Leur bétail a été tout aussi visé que les hommes.

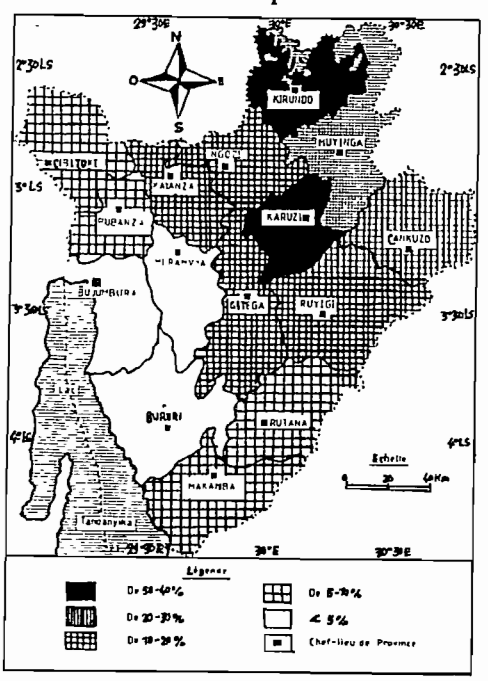


Fig. n° 47 : Taux de pertes de gros bétail en 1993 (en %).

Source : Voir annexe v.

1/ : République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Direction Générale de l'Elevage ; *Rapport d'évaluation des structures et des activités dans le domaine de l'Elevage à la suite des événements d'octobre 1993*, Gitega, avril 1994, p 5.
2/ : F.A.O. ; *op. cit.*, Bujumbura, Août - octobre 1996, p 9.

Cependant, il importe de souligner ici que les régions traditionnelles d'élevage : "*Bututsi et Mugamba*" - dont les troupeaux sont estimés avant la crise à près de 50% (1) du total national - qui s'étalent sur une grande partie des provinces de *Bururi* et de *Muramvya* ont enregistré des pertes relativement faibles par rapport aux provinces susmentionnées. Nous lisons dans le tableau en annexe V 3,8% pour *Bururi* et 4,1% pour *Muramvya*.

Ces faibles taux de pertes peuvent s'expliquer par la relative accalmie qui a existé et existe encore pour ces provinces des pôles d'accalmie : - comme l'actuelle province de *Mwaro*, les Zones *Mugamba* et *Bututsi* - par rapport aux autres zones troublées du pays. Bien plus, au niveau national, les pourcentages ci - haut cités se sont élevés d'une année à l'autre. A *Bururi* et dans la province de *Bujumbura rural*, les pertes enregistrées les dernières années ont encore accru les effectifs.

Province/Zone	Bovins	Caprins	Ovins	Porcins	Total U.B.T.
Bubanza	36257	3608	2415	9010	38661
Bujumbura	36310	62378	4522	9310	44862
Cibitoke	18015	55157	10622	7520	26097
ZONE OUEST	90582	121143	17559	25840	109620
Kayanza	12771	43495	16430	18489	22461
Kirundo	18282	37939	7912	1731	23213
Muyinga	7786	87531	31356	1229	19921
Ngozi	13713	81355	43831	12718	28775
ZONE NORD	52552	457145	99529	34167	94370
Cankuzo	28911	38891	5919	666	33525
Ruyigi	8554	44996	8752	1813	14291
ZONE EST	37465	83887	14671	2479	47816
Bururi	75604	35399	16782	2639	81350
Makamba	18515	67172	13479	1470	26874
Rutana	26133	53546	11886	1843	33045
ZONE SUD	120252	156117	42147	5952	141269
Gitega	16596	77650	29058	8848	29036
Karusi	7483	38851	16765	1859	13416
Muramvya	63961	44751	16538	8533	71797
ZONE CENTRE	73103	161252	62361	19240	114249
TOTAL BURUNDI	388891	772719	236267	87678	507325

Tab. n° 23 : Estimations des effectifs de bétail en 1995.

Source : F.A.O. ; *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi*, Bujumbura, octobre 1996, tableau 9.

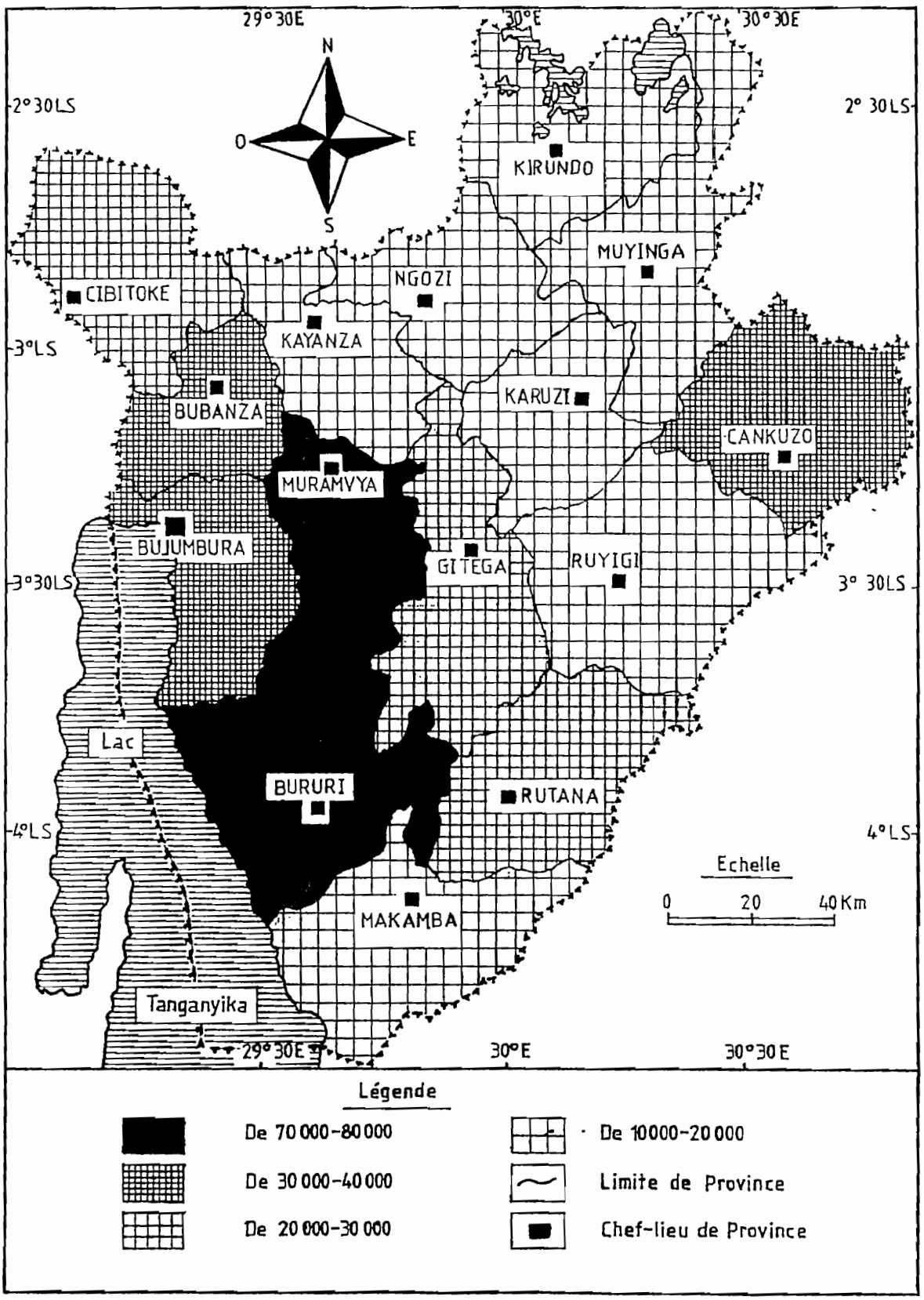


Fig. n° 48 : Effectifs de gros bétail en 1992

Source : F.A.O. ; *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi*, Bujumbura, Octobre 1996.

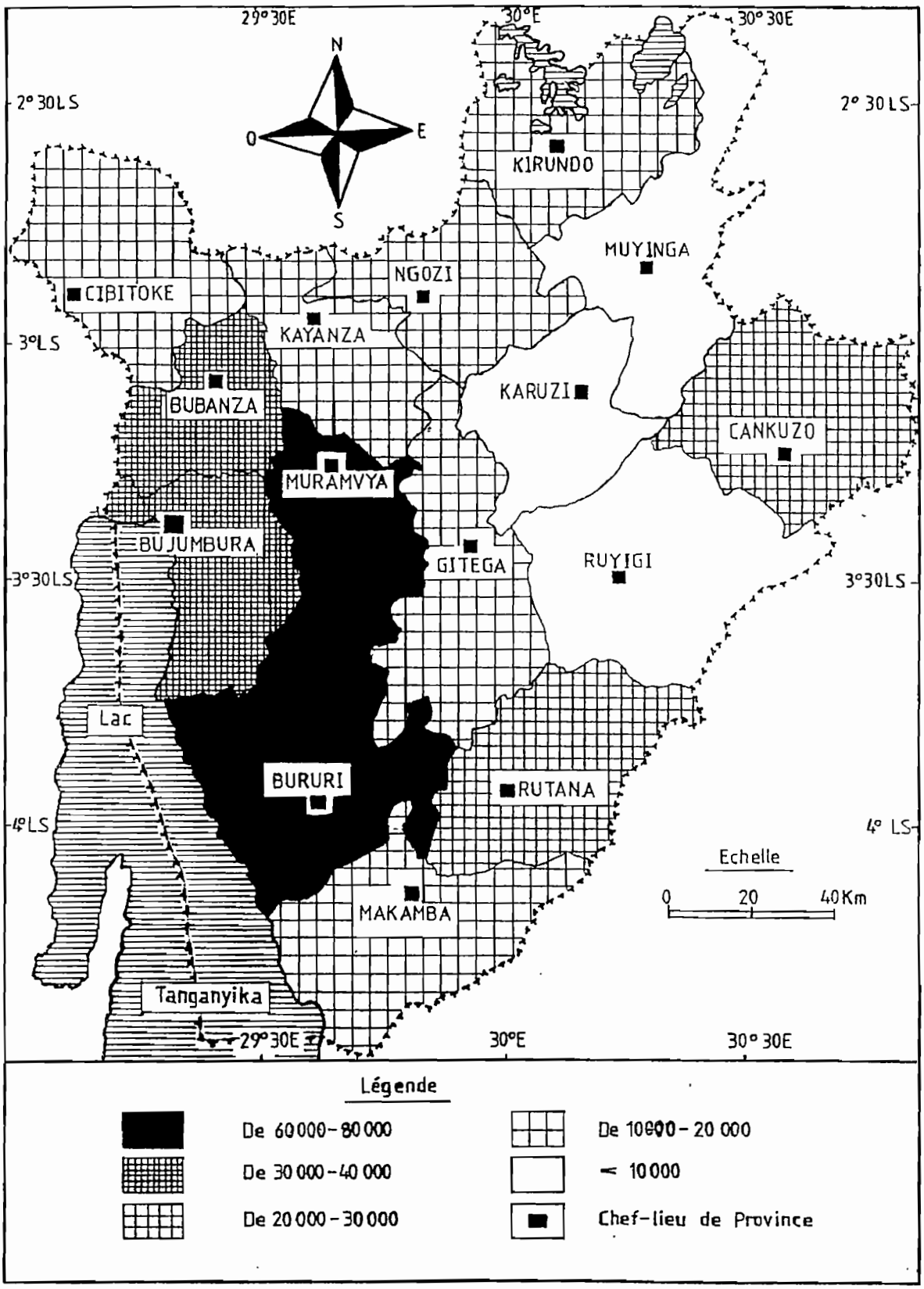


Fig. 49 : Effectifs de gros bétail en 1995

Source : F.A.O. ; *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi* , Bujumbura , Octobre 1996.

C'est donc en comparant les effectifs de bétail du présent tableau avec ceux du tableau précédent que l'on réalise réellement que les pertes de bétail se sont alourdies d'une année à l'autre.

Nous avons certes, précédemment enregistré des pertes en gros bétail de 3,8% pour *Bururi* et 4,1% pour *Muramvya* en 1993. Celles de 1995 s'évaluent à 3,7% pour *Bururi* et 12,0% pour *Muramvya*.

Par ailleurs, si en terme de pourcentage le premier tableau fait apparaître un taux de perte de 9,7% au niveau national, les calculs pour le deuxième tableau en font 13,3% (1) en gros bétail. Ceci est donc d'une éloquente preuve que le pays a continué à perdre son troupeau même au - delà de 1993.

Aussi, il est à constater qu'en terme d'U.B.T. le cheptel burundais a été détruit à grande échelle. Aussi, les figures ci -haut en démontrent les variations.

Année	Bovins	Caprins	Ovins	Porcins	Total U.B.T.
1990	430607	920154	347791	102613	577924
1991	411786	931192	354689	90000	558374
1992	459272	910000	317133	90677	600121
1993	434258	900000	348644	116728	582468
1994	407973	800000	321614	103203	540775
1995	388891	772719	236267	87678	507325
Moyenne Burundi	422131	872344	321023	98483	561165

Tab. N° 24 : Evolution des effectifs de bétail de 1990-1995.

Source : F.A.O. ; *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi,* octobre 1996, Tableau 11.

L'observation et l'analyse de ce tableau révèlent que l'évolution du cheptel Burundais a été négative. Mis à part quelques années où l'on remarque de légères augmentations par rapport à l'année de repère (1990) ; soit un accroissement de 6,2% de bovins en 1992, de 2% des ovins en 1991, de 12,0% de porcins en 1993.

Les autres années au contraire montrent cette baisse régulière du troupeau en particulier après 1993. Cette période est en effet, celle de la guerre, du vandalisme, de pillage et de la destruction massive des biens matériels et humains.

On enregistre ainsi depuis 1990 à 1995 une diminution de 9,6% de bovins, 1,6% de caprins, 32,0% des ovins, 14,5% de porcins et de 12,2% en U.B.T.

Il convient de retenir enfin que n'eut été l'esprit de vandalisme et de destruction qui a animé et anime la rébellion, l'évolution du cheptel - en stagnation depuis longtemps - aurait été quelque peu positive.

1/ : Calculé par nos soins à partir du tableau des estimations des effectifs de bétail en 1995.

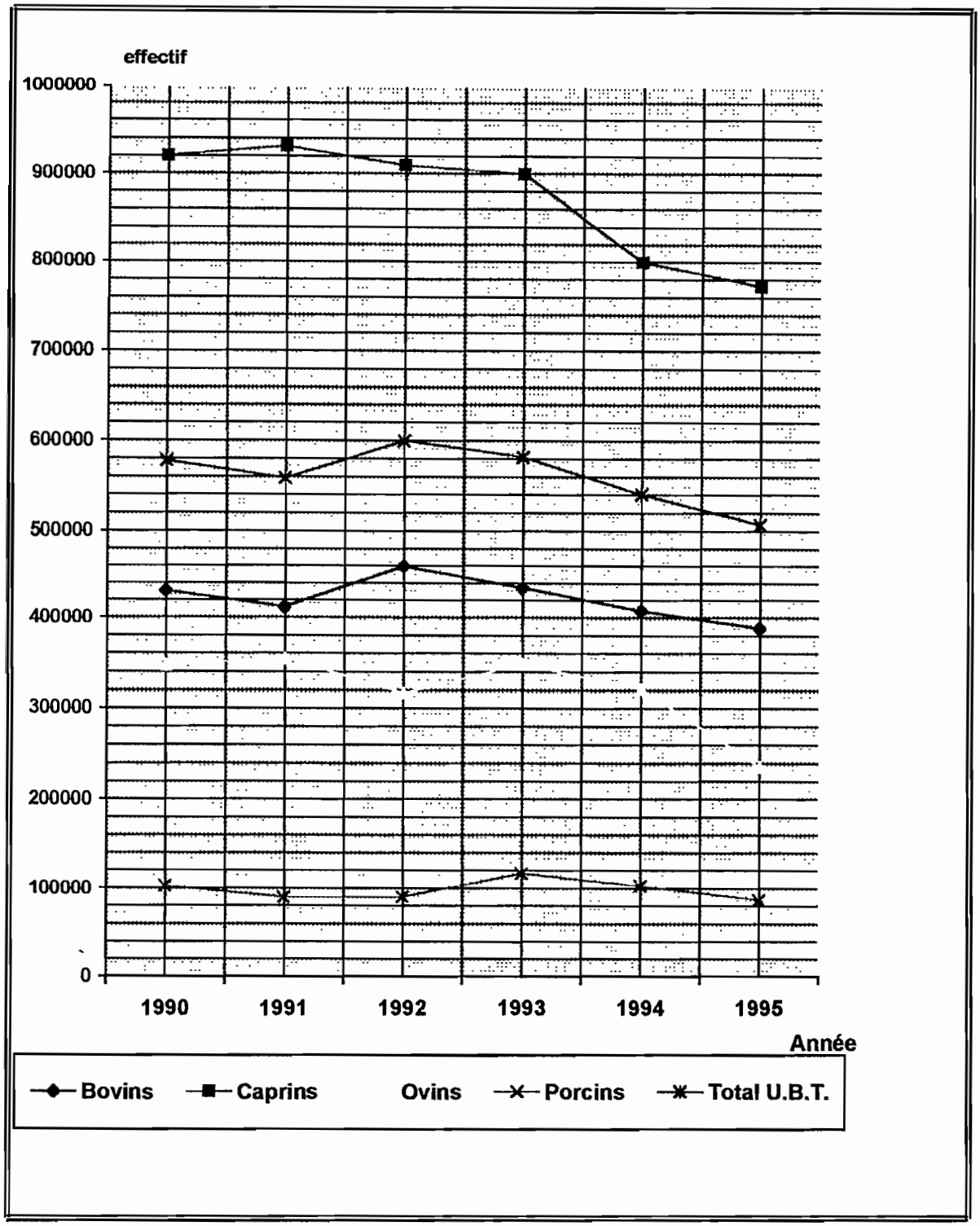


Fig. n° 50 : Evolution des effectifs du bétail de 1990 à 1995

Source : FAO, *rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi,* Bujumbura, octobre 1996 ; 34p

2. L'évolution des abattages.

La crise de l'élevage s'est traduite par la diminution du bétail. Le nombre des abattages a diminué car la crise s'est accompagné de la rareté du bétail (gros) à abattre. Ainsi, on remarque que depuis 1993, le nombre de têtes de bétail abattues (bovins) a chuté considérablement de près de 50%.

Année / Espèce	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Bovins	20521	22102	24239	22798	18795	13456	17047	12451	11614
Ovins	19358	17759	17413	9937	7056	12768	16834	18752	14067
Caprins	7190	9529	11625	11038	9879	10066	20110	13382	9612
Porcins	4105	4454	4540	4414	4532	3225	2247	2121	1943

Tab. N° 25 : Evolution des abattables de 1990-1998.

Source : Abattoir Public de Bujumbura ; *Rapports mensuels 1990.*
Rapport annuel 1995.
Rapport annuel 1996.
Rapport annuel 1997.
Rapport mensuels 1998.

Cela n'étonne pas si on sait que les tueries se sont toujours accompagnées du vol du bétail, de l'abattage du bétail, de razzias, etc. Aujourd'hui encore, le bétail est aussi ciblé que les civils : En Mai 2000, plusieurs dizaines de petit bétail ont été fusillées dans la plaine à l'Ouest de Bujumbura. La plaine abrite en effet des milliers de petit bétail qui est en situation de refuge en provenance de l'intérieur du Pays. Des centaines de fermiers s'égrènent le long du littoral du lac Tanganyika, sans parler des fermes installées dans les quartiers.

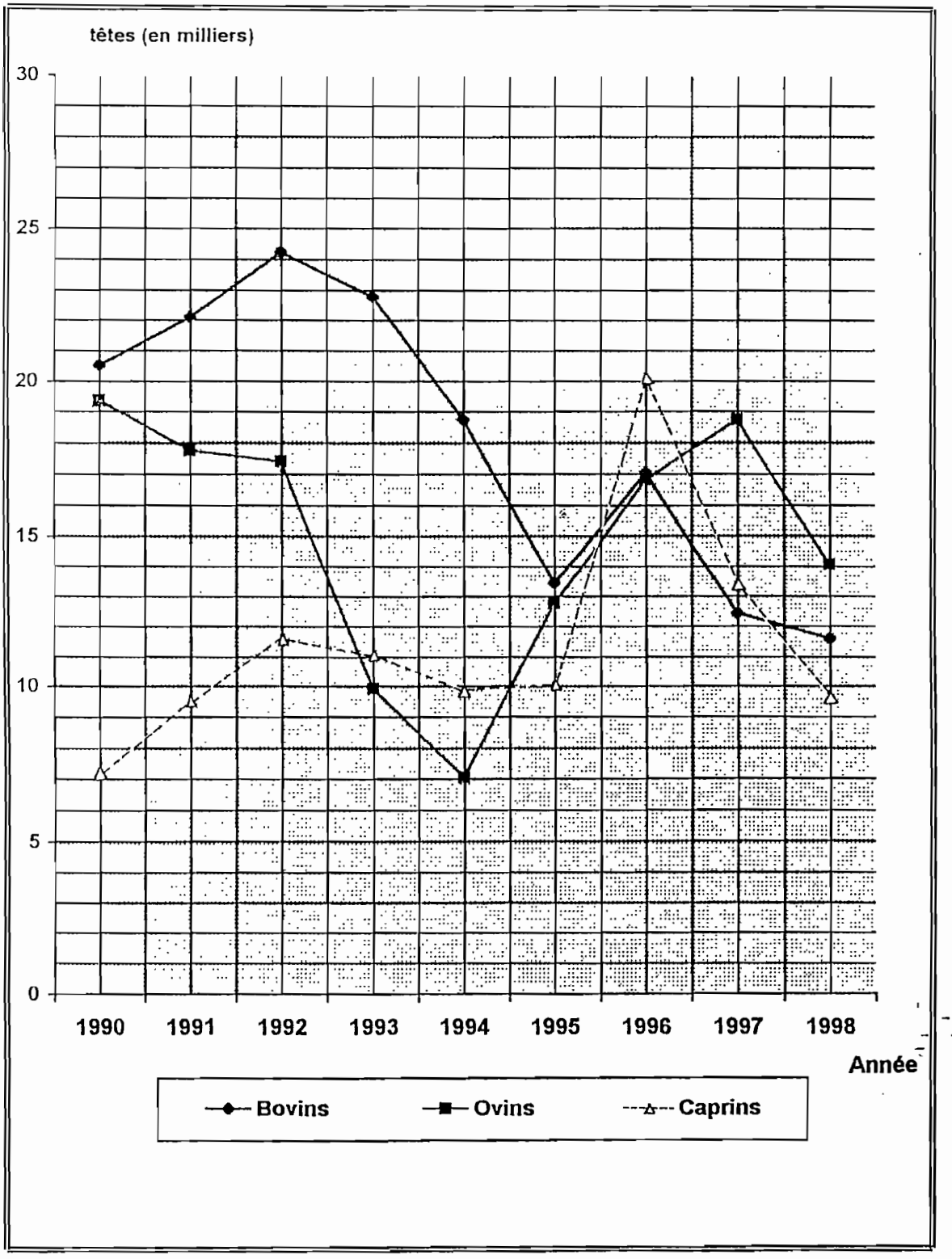


Fig. n° 51 : Evolution des abattages de 1990 à 1998.

Source : *Voir tableau n°25.*

3. L'évolution du prix du bétail.

Il n'est point de doute que les prix du bétail ont connu en conséquence une flambée aussi spectaculaire.

Année / Espèce animale	1990	Indice	1991	Indice	1992	Indice	1993	Indice	1994	Indice	1995	Indice	1996	Indice	1997	Indice	1998	Indi
ovins	24000	100	25000	104	30000	125	35000	145,8	40000	166,6	60000	250	75000	31215	160000	666,6	150000	625
caprins	2500	100	2500	100	3000	120	3200	128	3500	140	6000	240	10000	400	25000	1000	15000	600
vins	2600	100	2600	100	3000	115,4	3000	115,4	3200	123	5500	211,5	8000	307,7	15000	576,9	12000	461,

Tab. N° 26 : Evolution du prix de bétail de 1990 - 1998 en FBU.

Source : Louis KIMUZANYE ; *Abattoir Public de Bujumbura : Etude de Géographie Economique*, U.B., Bujumbura 1997, Annexe IV.
- *Enquête Personnelle, septembre 1998.*

La rareté du bétail et surtout l'arrêt de l'importation du gros bétail de Tanzanie et des pays limitrophes est responsable de cette monté en flèche du prix du bétail dont le taux a grimpé jusqu'à près de 100% actuellement.

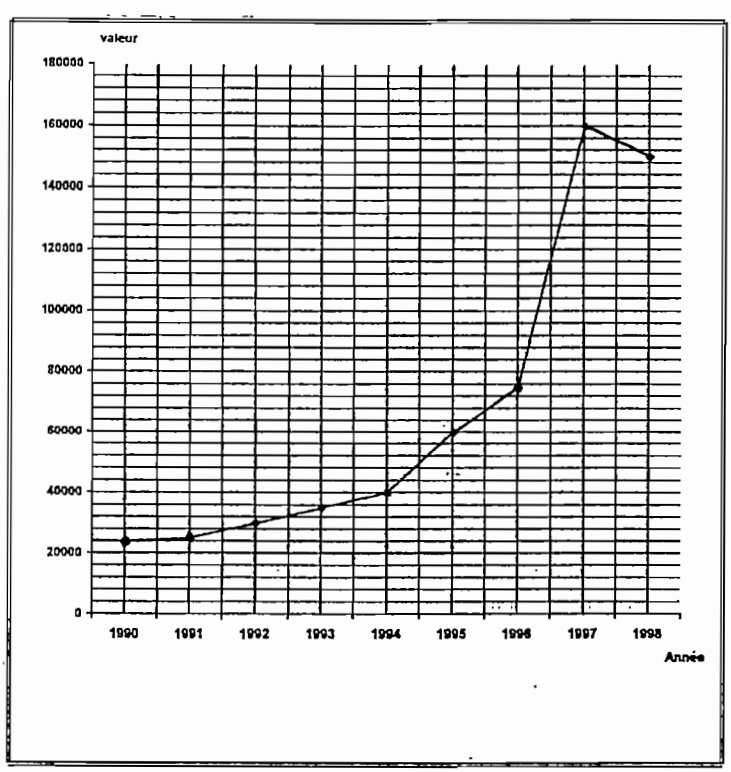


Fig. n° 52 : Evolution du prix du bétail de 1990 à 1998 en Fbu

Source : Louis KIMUZANYE ; *Abattoir Public de Bujumbura : études de géographie économique* U.B. Bujumbura 1997, annexe IV .
Enquête personnelle septembre 1998.

Ainsi les données du tableau ci - haut montrent qu'en prenant pour base 100 en 1990, les prix du bétail ont été multipliés par 6,25 en 1998 pour les bovins, par 6,0 pour les caprins et par 4,5 pour les ovins.

Comme nous l'avons dit, les animaux qui, en temps de paix étaient importés de la *Tanzanie*, du *Rwanda* et de l'*EST* de la *R.D.C.* pour des fins de consommation comme l'indiquent les cartes ci - après se sont arrêtés dès le 21 octobre 1993.

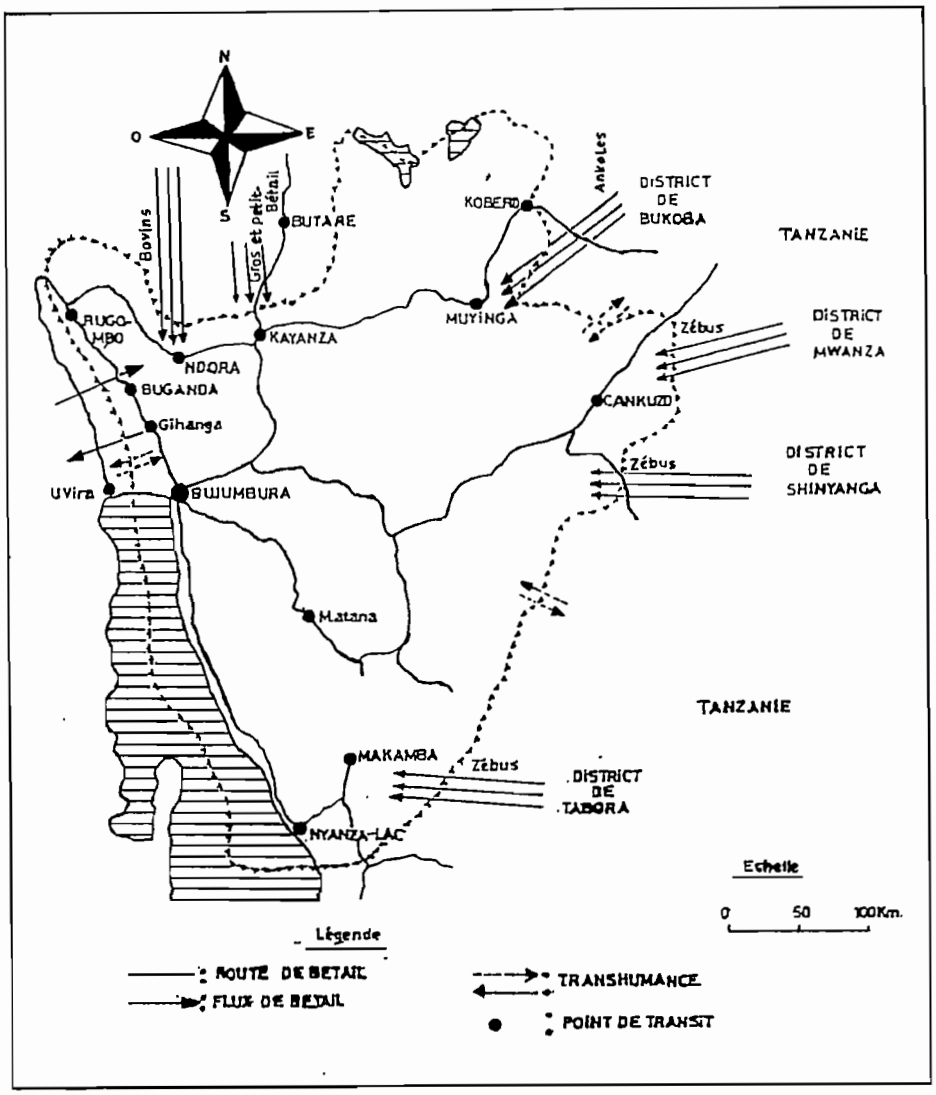


Fig. 53 : Approvisionnement en animaux de Boucherie avant la crise.

Source : YANNICK L ; *Le marché de bétail au Burundi, étude de la filière bovine et caprine, projet santé animale de base dans la plaine de l'Imbo*, Bujumbura 1990, p 22.

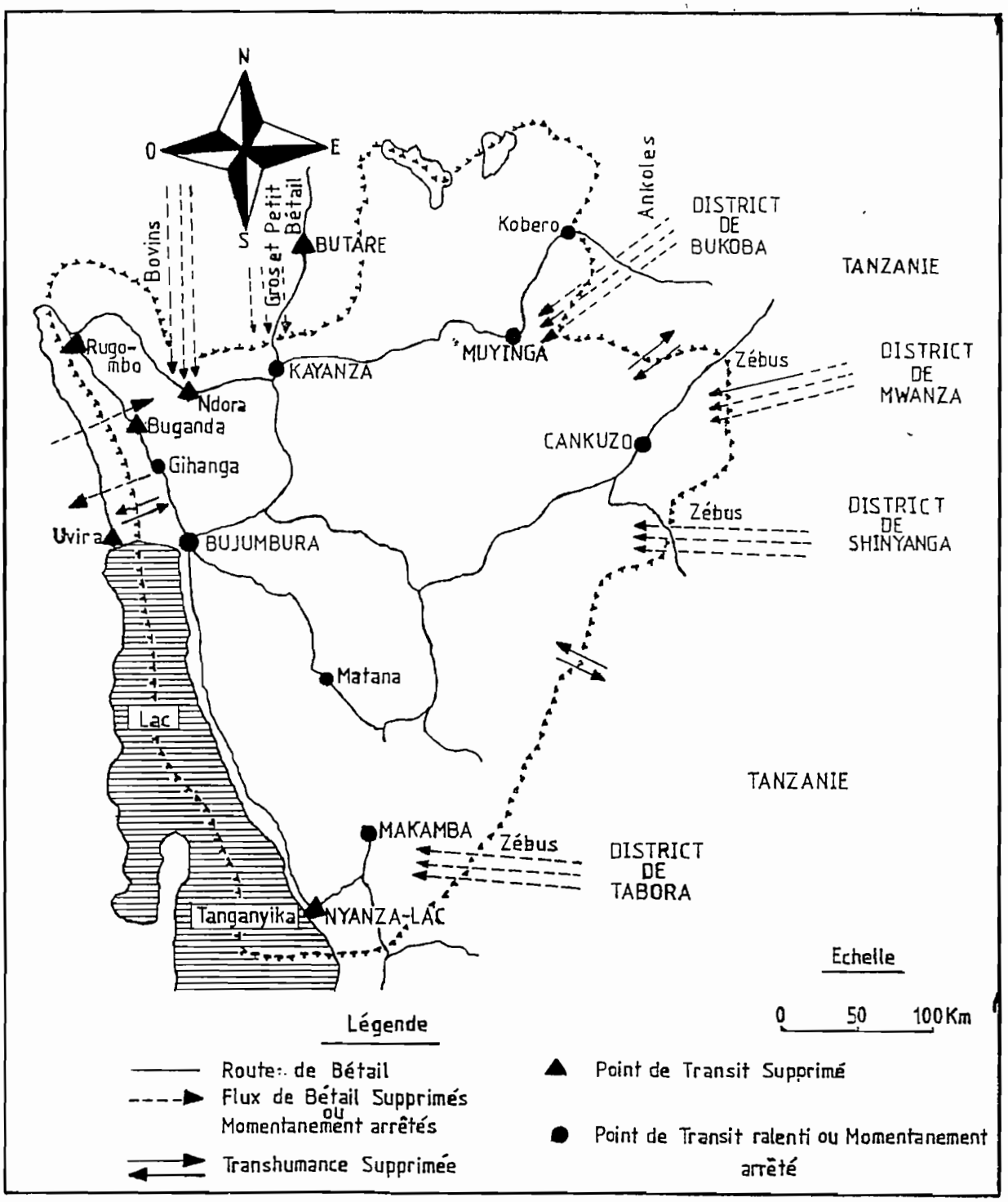


Fig. n° 54 : Approvisionnement en animaux de Boucherie pendant la crise

Source : *Réalisation personnelle.*

Ainsi donc, nous venons de le voir, les principaux facteurs qui sont à l'origine de la hausse des prix du bétail la guerre et son cortège de corollaires qui, en limitant les approvisionnements en bétail ont créé une pénurie de celui - ci. Cette pénurie s'est en conséquence répercutée sur les prix des produits carnés. C'est ce que nous essayerons d'analyser dans les paragraphes qui suivent.

4. Evolution du prix de la viande.

Nous venons de voir l'évolution des prix du bétail, celui - ci a connu une évolution spectaculaire ; soit 4,5 fois de plus depuis 1990 à 1998. A présent, que peut-on dire du prix de la viande ?

En effet, sur cinquante familles de la commune de *Burambi* auxquelles notre enquête a porté au mois de septembre et novembre 1998, quarante-sept d'entre-elles ; soit 94% ont affirmé que le prix de la viande de bœuf et de poisson a sensiblement augmenté en cette période de guerre. Les trois familles restantes, soit 6% n'ont été en mesure de nous fournir aucun renseignement.

"Un kilogramme de viande s'achetait à 700 FBU avant la crise, il s'achète à 1500 FBU en 1998"déclare un des enquêtés, soit une augmentation de 53,3%. Ceci est d'autant plus vrai car au marché de *Musave* (situé dans la comme Burambi) un kilogramme de viande s'achetait à 700 FBU avant la crise et à 500 FBU au marché de *Murago* (situé aussi dans la même commune). Or, le premier marché n'ayant pas pu continuer ses activités car il est situé dans une zone trop troublée. C'est donc dans le second Marché (à *Murago*) que nous avons vu de nos propres yeux que le kilogramme de viande s'achetait à 1500 FBU aux mois de septembre - octobre et novembre 1998. Il importe d'ajouter ici qu'entre 1993 et 1998, le prix d'un kg de viande a varié de 600 à 1500 FBU au marché de *Rwibaga* et de 1000 à 2500 FBU au marché central de Bujumbura, soit une variation identique de l'ordre de 60% (1) pour ces dits marchés.

Aussi, les prix annuels moyens, calculés à partir des prix mensuels moyens à la consommation à Bujumbura confirment cette tendance.

Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Prix moyen par an du kg de viande de bœuf	500	535	611,5	665,4	921,3	1223,7	1571,5	1316,6
Variation	100%	107%	122,3%	133,0%	184,2%	244,7%	314,3%	263,3%

Tab. N° 27 : Evolution du prix du kg de la viande de bœuf.

Source : I.S.T.E.E.BU. ; *Données calculées à partir des prix mensuels moyens à la consommation du kg de viande de bœuf à Bujumbura*
- Enquête personnelle, septembre 1998.

Les raisons majeures de cette flambée des prix des produits carnés sont d'abord le glissement de la monnaie burundaise, a affirmé un enquêté. Ensuite la rareté de bétail due aux vols répétés et aux tueries de bétail par les fauteurs de guerre et enfin des raisons spéculatives.

1/ : *Enquête personnelle, septembre - octobre - novembre 1998.*

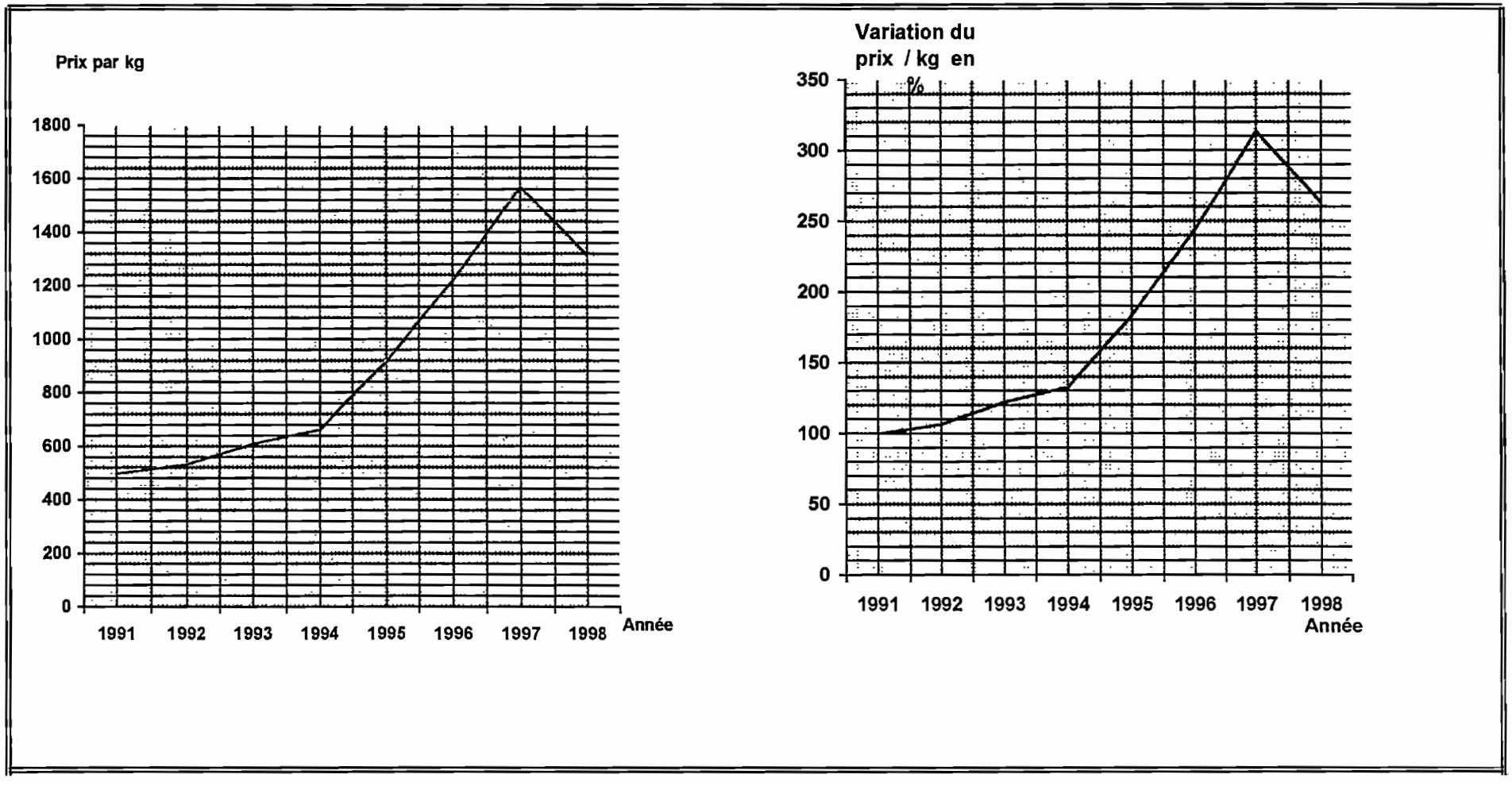


Fig. n° 55 : Evolution du prix du kg de la viande de bœuf de 1990-1998

Source : -ISTEEBU ; *bulletin mensuel des prix de 1991 à 1998*
Enquête personnelle, septembre 1998

L'augmentation est en effet là, significative, cinq cent francs bu en 1991 puis mille cinq cent soixante onze et demi Frbu en 1997. Le kg de viande a donc augmenté en moyenne de 68,1%.

Ainsi donc, les ruptures socio - spatiales ont porté et portent encore préjudice à l'élevage. C'est pourquoi le cheptel bovin a eu des pertes aussi considérables - environ 13%. Il en est de même pour les activités de pèche que nous allons examiner maintenant.

CHAPITRE V : LA CRISE DE LA PECHE

1. L'évolution de la pêche.

En *Afrique* comme en *Europe*, au *Burundi* comme en *R.D.C.*, en *Tanzanie* comme en *Zambie* ; la pêche est une activité qui procure des revenus. Au *Burundi*, elle constitue un complément en protéines animales pour les populations riveraines en particulier.

Au *Burundi*, malgré la présence des lacs du Nord : Lac *Rweru*, Lac *Cohoha*, de certaines rivières, *Rusizi*, *Malagalazi* et surtout du Lac *Tanganyika* on ne peut pas parler d'une activité très importante. Elle s'était développée néanmoins sur le *lac Tanganyika* en se répartissant en trois types : pêche industrielle, artisanale et traditionnelle.

2. L'évolution des prises du Lac Tanganyika

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Pêche coutumière	667	1068	666	375	795	745	292	811	871
Pêche artisanale	18117	19871	22789	14815	20700	20245	2698	7822	12442
Pêche industrielle	2748	2548	1091	462	325	57	1	4	28
Total	21532	23487	24546	15652	21820	21047	2991	8637	13341
Variation	100%	109%	113,9%	72,7%	101,3%	97,8%	13,9%	40,2%	62%

Tab. N° 28 : Les prises du Lac Tanganyika (en t)

Source : Ministère de l'Agriculture, Département des Eaux ,Forêts et Pisciculture, Bureau des Statistiques, Projet de développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale (D.A.P.A.) Composante "Gestion de la Pêche" ; *Rapport sur les pêcheries artisanales et coutumières du Burundi 1997-1999*, Bujumbura, juin 1999, p 2.
- *Réalisations et calculs personnels pour les variations.*

Au regard du présent tableau, deux périodes fortement significatives méritent d'être décelées : la période d'avant la crise (de 1990-1992) et celle de la pleine crise de 1993-1998.

En effet, la première période est celle où les prises connaissaient une certaine croissance avec une augmentation moyenne de 11,4% pour cette période. Par contre, la deuxième période quant à elle est caractérisée par une constante diminutions des prises en prenant pour référence l'année 1990.

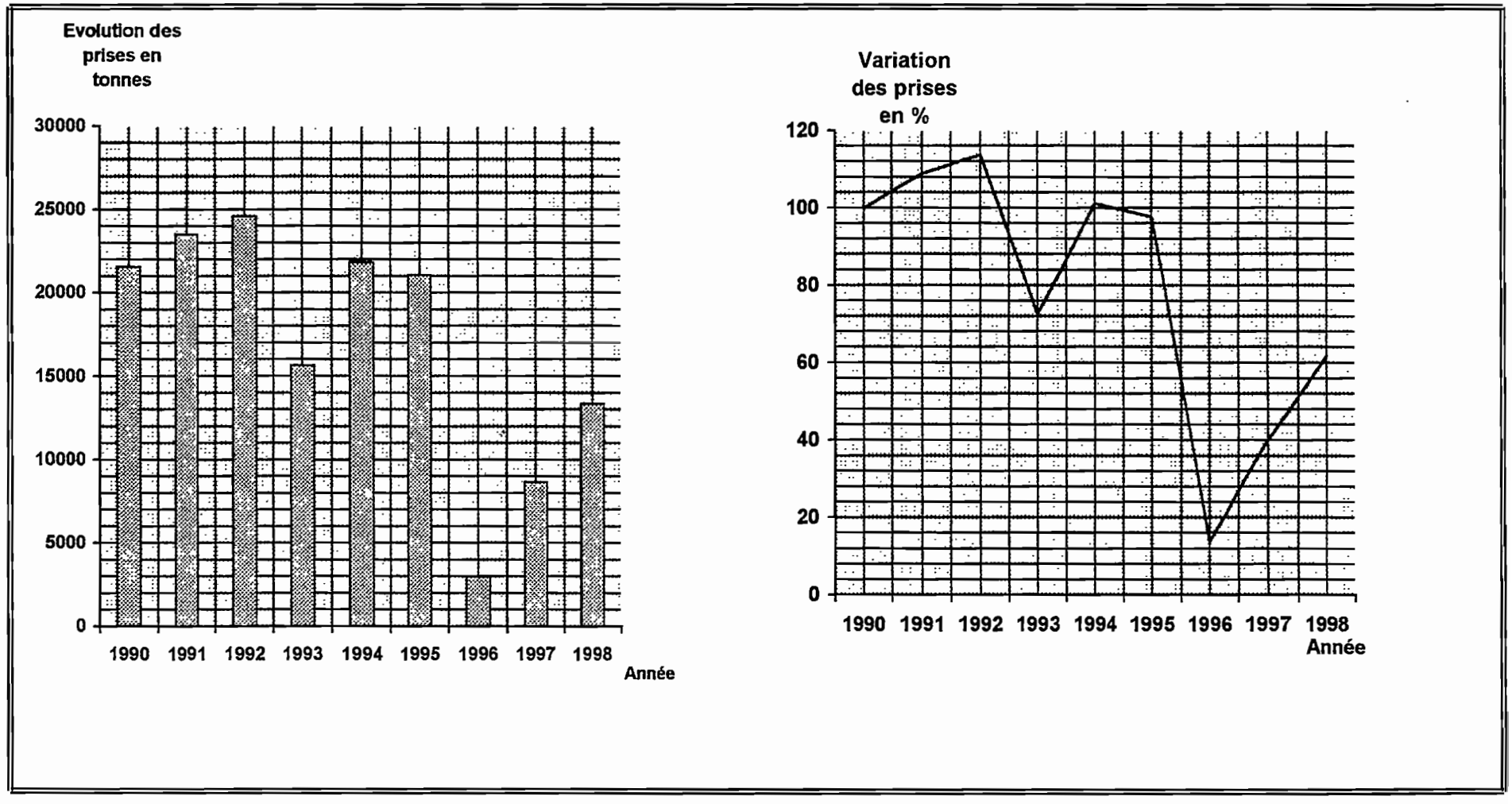


Fig. n° 56 : Evolution des prises du Lac Tanganyika de 1990-1998 1990-1998

Source : Projet DAPA *: Rapport sur les pêcheries artisanales et coutumières du Burundi 1997-1999* Bujumbura *;* juin 1999 ;31p.

On constate donc que l'évolution des prises elle aussi a été affectée par la crise de 1993. Bien plus on réalise que le désastre s'est produit entre 1996 et 1997. Ceci ne s'explique en effet que pendant cette période, toute activité de pêche a été interrompue le long du *Lac Tanganyika* suite aux infiltrations rebelles venues de la *R.D.C.*.

On observe donc des taux de 27,3% en 1993 de 1,3 en 1994, de - 2,2% en 1995, de - 86,1% en 1996, de -59,8% en 1997 et de - 38% en 1998. L'activité de la pêche aura connu un déclin moyen de l'ordre de - 33,4% entre 1993 et 1998 contre une croissance de 11,4% entre 1990 et 1992. Cela s'est répercuté sur les prix au marché de Bujumbura.

3. L'évolution du prix de poissons secs (*Ndagala*).

Il ressort de l'enquête menée de septembre à novembre 1998 que sur 50 familles enquêtées, 42 familles . soit 89,3% des enquêtés ont affirmé que le prix a été majoré de deux fois, cinq autres, soit 10,5% nous ont déclaré que la majoration est de trois fois au cours de la crise. Nous soulignons qu'au moment de l'enquête un kilo de poissons secs (*Ndagala*) pouvait s'estimer à 2300 FBU contre 1000 FBU en 1992, soit une augmentation de 56,5% entre 1992 et 1998.

Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Prix moyen/an du kg de poisson sec	1022	1024	1114	1003	1215	2104	2501	2300
Indice de variation	100%	100,1%	109%	98,2%	118,8%	205,8%	244,7%	225%

Tab. N° 29 : Evolution du Prix d'un kilo de poissons secs à Bujumbura.

Source : I.S.T.E.E.BU. ; *données calculées à partir des prix moyens à la consommation du kg de poissons secs à Bujumbura.*
- Enquête et calculs personnels.

L'évolution du prix d'un kilo de poissons secs se calque fidèlement à l'évolution des prises et suivant l'offre et la demande. Nous lisons en effet de légères augmentations du prix du kg de poissons secs pour la période 1991-1993 ; soit + 0,1% en 1992 et + 9% en 1993; réalisant ainsi une majoration moyenne de 4,5% pour cette période si l'on se réfère à l'année 1991.

Cependant on assiste à de véritables flambées de prix à partir de 1995 avec + 18,8%, de + 105,8% en 1996, de + 144,7% en 1997 et de + 125% en 1998 ; soit une majoration moyenne de l'ordre de + 98,5% pour cette période.

De telles flambées de prix (moyenne de + 98,5%) ne peuvent s'expliquer d'une part que par le fait que les prises elles aussi avaient fortement diminué (-86,1% en 1996) et ceci pour des raisons que nous avons déjà évoquées.

D'autres raisons peuvent être celles qui nous ont servi pour l'explication de la flambée du prix de la viande. Il s'agit d'abord de la rareté du poisson sur le marché face à la forte demande urbaine. Cette rareté a été provoquée surtout par le ralentissement des activités de la pêche sur le lac.

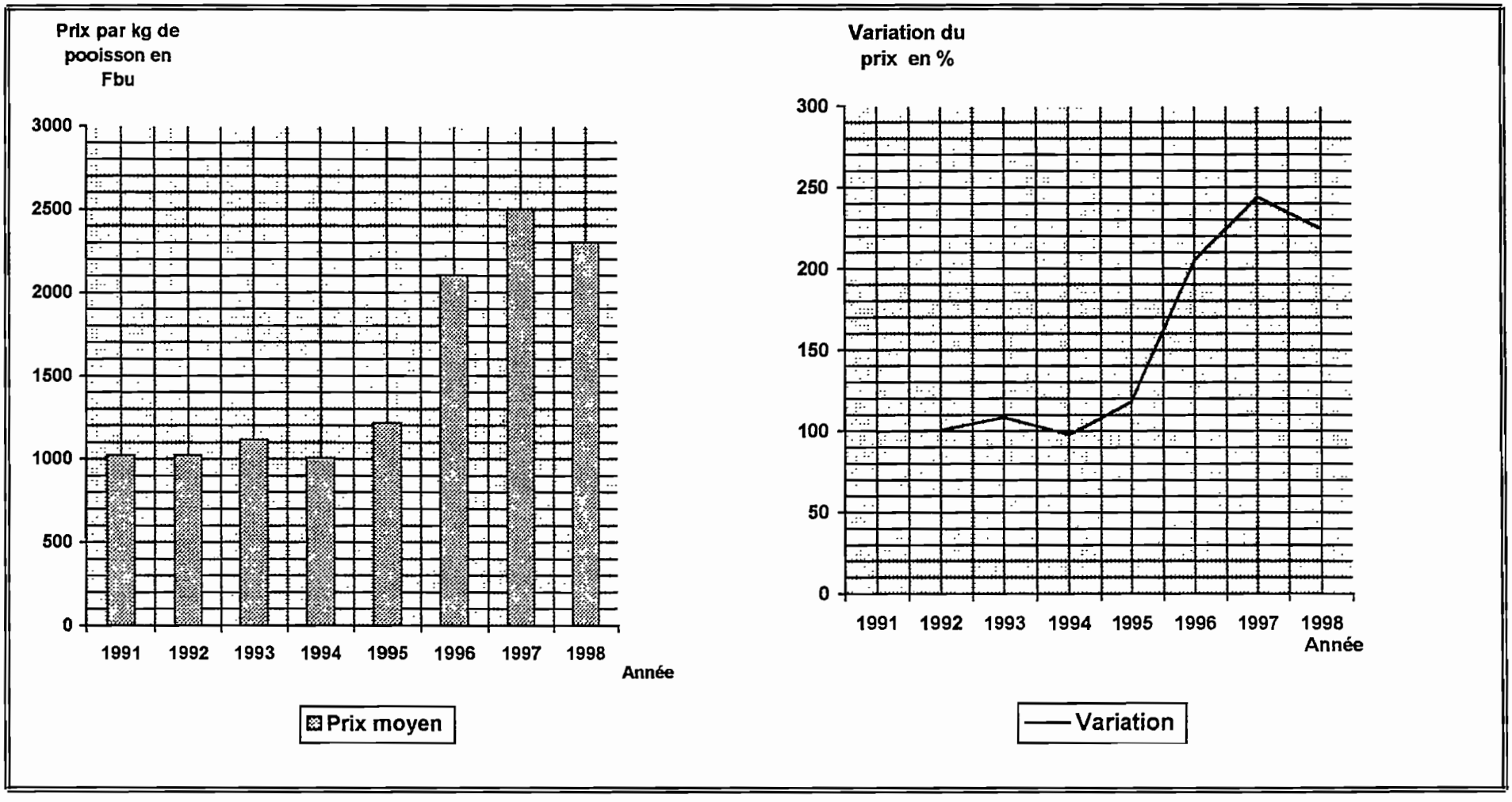


Fig. n° 57 : Evolution du prix d'un kilo de poissons secs (Ndagala) de 1991-1998

Source : Projet DAPA : *Voir tableau n°29*

En conclusion, l'examen des activités traditionnelles de la population burundaise, en presque totalité les activités agricoles, nous montre, à travers les statistiques que nous avons pu recueillir que ce secteur a été profondément affecté suite à la désorganisation de la société burundaise. Les ruptures sur le plan social (intégrisme, idéologie ethnique, génocide) et les ruptures sur le plan spatial (production massive de réfugiés, de déplacés), les remaniements des populations (création des camps de refuge, formation des espaces ethniques de fait) au Burundi mais aussi dans toute la région des grands - lacs sont la source principale de la crise des activités traditionnelles, de la population en l'occurrence l'agriculture.

Cela nous a été montré pour les cultures vivrières, mais il en a été de même pour l'ensemble des activités. Nous serions pourtant incomplet, si nous n'examinons pas les cultures commerciales, l'autre activité de la population qui nous semble encore plus importante puisqu'elle génère des revenus et pour le paysan et pour l'état à cause des devises qu'elle apporte au pays.

Cela nous permettra d'aborder la troisième partie que nous allons analyser à partir des données disponibles.

TROISIEME PARTIE

LES CULTURES COMMERCIALES

* * *
*

I. LES CULTURES COMMERCIALES D'EXPORTATION : LE THE ET LE CAFE

* *
*

II. LES CULTURES INDUSTRIELLES DE CONSOMMATION INTERIEURE

* *
*

CHAPITRE I. LES CULTURES COMMERCIALES D'EXPORTATION : LE THE ET LE CAFE.

Introduction.

Ce secteur regroupe, dans l'ensemble, des produits agricoles exportables : café et thé. Ces cultures commerciales en représentant moins de 10% des terres cultivées ([1]) assurent 80% ([2])des recettes d'exportation et rapportent l'essentiel des revenus monétaires, par ce fait, elles permettent aux paysans de s'intégrer dans les circuits commerciaux.

Par ailleurs, ce secteur n'a pas été des moins secoués : Un bon nombre de champs de café, de thé, de coton, etc. a été, soit détruit, soit abandonné momentanément ou définitivement.

Des superficies plantées ont été réduites, des productions ont été diminuées provoquant ainsi un déclin des exportations et les pertes de revenus en devises qui n'ont fait que suivre la baisse des exportations.

1. Evolution des superficies cultivées.

Quant à l'évolution des superficies théicoles, le tableau ci-dessous montre les chiffres suivants :

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Superficie (ha)	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha
Superficie plantée	7457	7800	7526	7764	7899	7916	7916	7916	7916
Superficie en production	5218	6020	5585	6133	6613	7163	7526	7764	7816
Total	12675	13820	13111	13897	14512	15079	15442	15680	15732

Tab. N° 30 : Evolution des superficies théicoles (en ha).

Source :B.R.B. ; *Rapport annuel 1993*, p18-19.
- *Rapport annuel 1996*, p16-18.
- *Rapport annuel 1998*, p18..

De ce tableau nous réalisons en effet que les superficies théicoles ont été caractérisées par une croissance assez régulière en passant de 12675 en 1990 à 15732 ha en 1998, les superficies théicoles ont réalisé une évolution de 3057 ha ; soit 24,11%.

---

[1]&[2] : Ministère du développement et de la Reconstruction, service de planification macro-économique ; *Economie burundaise*, Bujumbura, Décembre 1993, p 7-12.

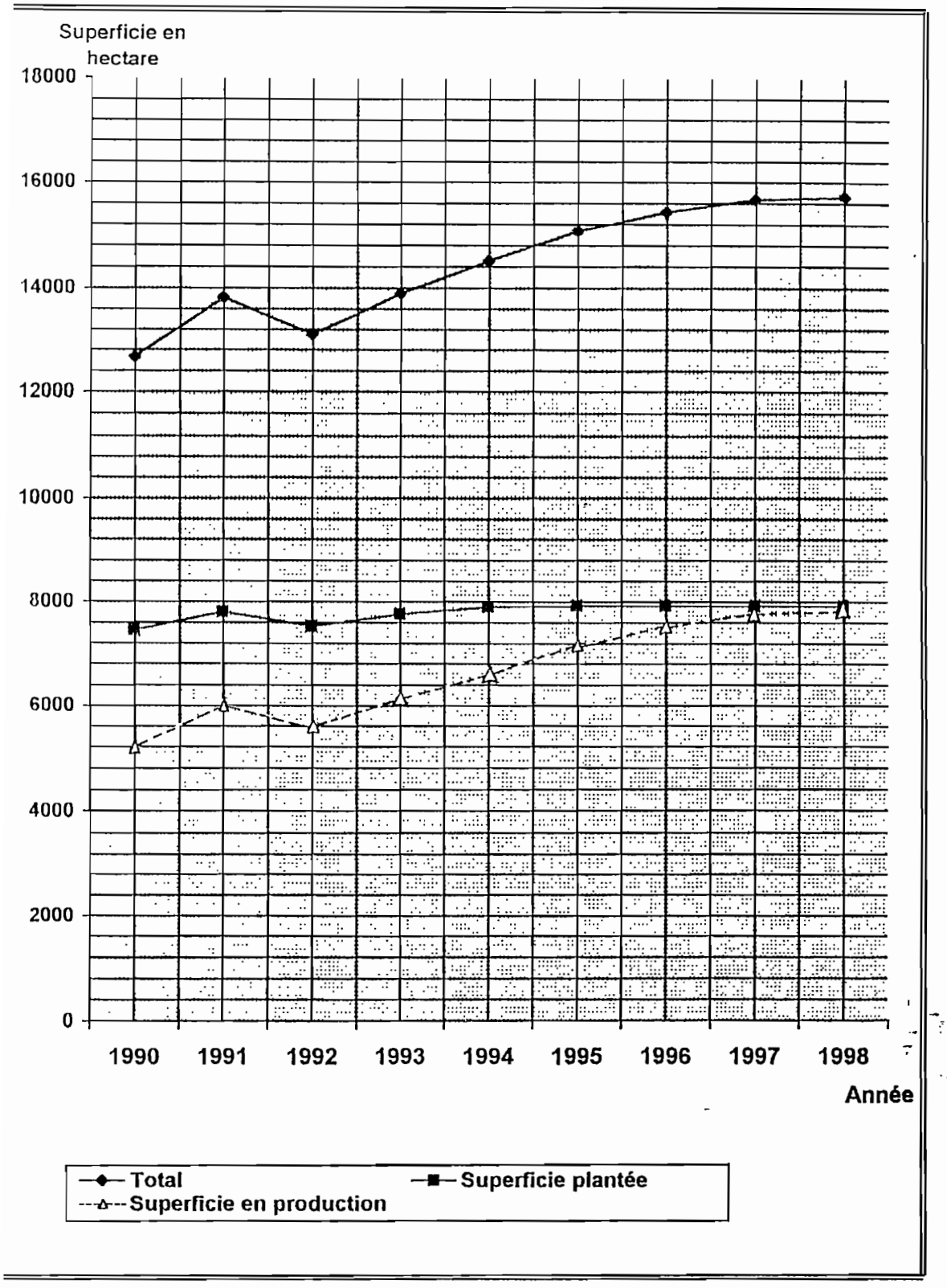


Fig. n° 58 : Evolution des superficies théicoles en hectares

Source : B.R.B. ; *Rapports annuels de 1993, 1996 et 1998*.

L'observation des superficies (superficies plantées et superficies en production) traduites par la courbe ci - haut permet de déceler une nette augmentation des superficies emblavées. De ce fait, si nous prenons l'année 1990 comme référence nous réalisons que l'année suivante : 1991, les superficies cultivées en passant de 12675 à 13820 ha ont augmenté de 1145 ha ; soit un accroissement de 9%. Au contraire pour l'année 1992, on a enregistré une diminution de 13820 à 13111 ha la baisse est de - 5,1% par rapport à l'année précédente. Malgré cette diminution, la totalité des superficies reste supérieure à celle de l'année de référence : 1990. Pour l'année 1993, les superficies emblavées se sont accrues en passant de 13111 à 13897 ha ; soit une augmentation d'environ 6% ; les superficies théicoles emblavées se chiffraient pour 1994 à 1452 contre 13897 ha l'année précédente, enregistrant ainsi une augmentation de l'ordre de 4,4%. Pour 1995, 15079 contre 14512 ha, l'année précédente, il faut lire pour 1998, 15442 au lieu de 15079 ha ; soit respectivement un accroissement de 3,9% et de 2,4%. L'année 1997 montre les chiffres de 15442 à 15680 ha, enregistrant une augmentation de 238 ha ; soit + 1,54%. Cette croissance des superficies emblavées serait due en grande partie à l'attachement que les planteurs accordent à cette culture. Aussi, la situation géographique - dans des zones relativement calmes au cours de la crise - de certaines régions théicoles comme celle de *Jenda* ou de *Tora,* nous paraît également comme étant un second élément qui explique cette augmentation régulière des superficies théicoles cultivées. Cependant, il est très difficile d'obtenir les données relatives à l'évolution des superficies emblavées pour les caféiers. Il n'est cependant pas dénué de sens d'affirmer que les superficies emblavées aient au contraire décliné. La plupart des régions caféières ont été et sont encore en crise soit que les exploitations ont été désertées, soit que des enseignements politiques aient incité les paysans a détruire les caféiers.

2. L'évolution des productions.

Comme nous venons de le constater dans les paragraphes précédents, les superficies emblavées des cultures d'exportation n'ont cessé de diminuer dans l'ensemble ; les productions elles aussi ont été caractérisées par une évolution peu satisfaisante. Les tableaux et leurs graphiques qui suivent le démontrent très bien.

	Arabica		Robusta	
Type de café / Campagne	Parche	Vert	Vert	Total vert
1989-1990	39072	31283	1168	32451
1990-1991	42676	33911	1014	34925
1991-1992	41932	33747	458	34205
1992-1993	46136	36529	686	37215
1993-1994	28618	22497	494	22991
1994-1995	50981	40986	307	41293
1995-1996	31928	25196	369	25565
1996-1997	33809	26733	142	26875
1997-1998	25800	19991	204	20195
1998-1999	21979	16937	98	17035

Tab. N° 31 : Production de café parche et vert par campagne (en t).

Source : B.R.B.; *Rapport annuel 1998*, p. 7.

En observant ce tableau on constate que la production de café a connu un déclin d'une façon générale. C'est ainsi que pour le total vert en passant de 32451 t en 1990 à 17035 tonnes en 1999, la production a connu une diminution de 15416 t ; soit - 47,50%. Cependant, deux phases peuvent être distinguées : la phase d'avant la crise, c'est-à-dire de 1990 à 1993 où la production s'est régulièrement accrue et la phase de pleine crise c'est-à-dire celle de 1994 à 1999 où la production a réellement diminué.

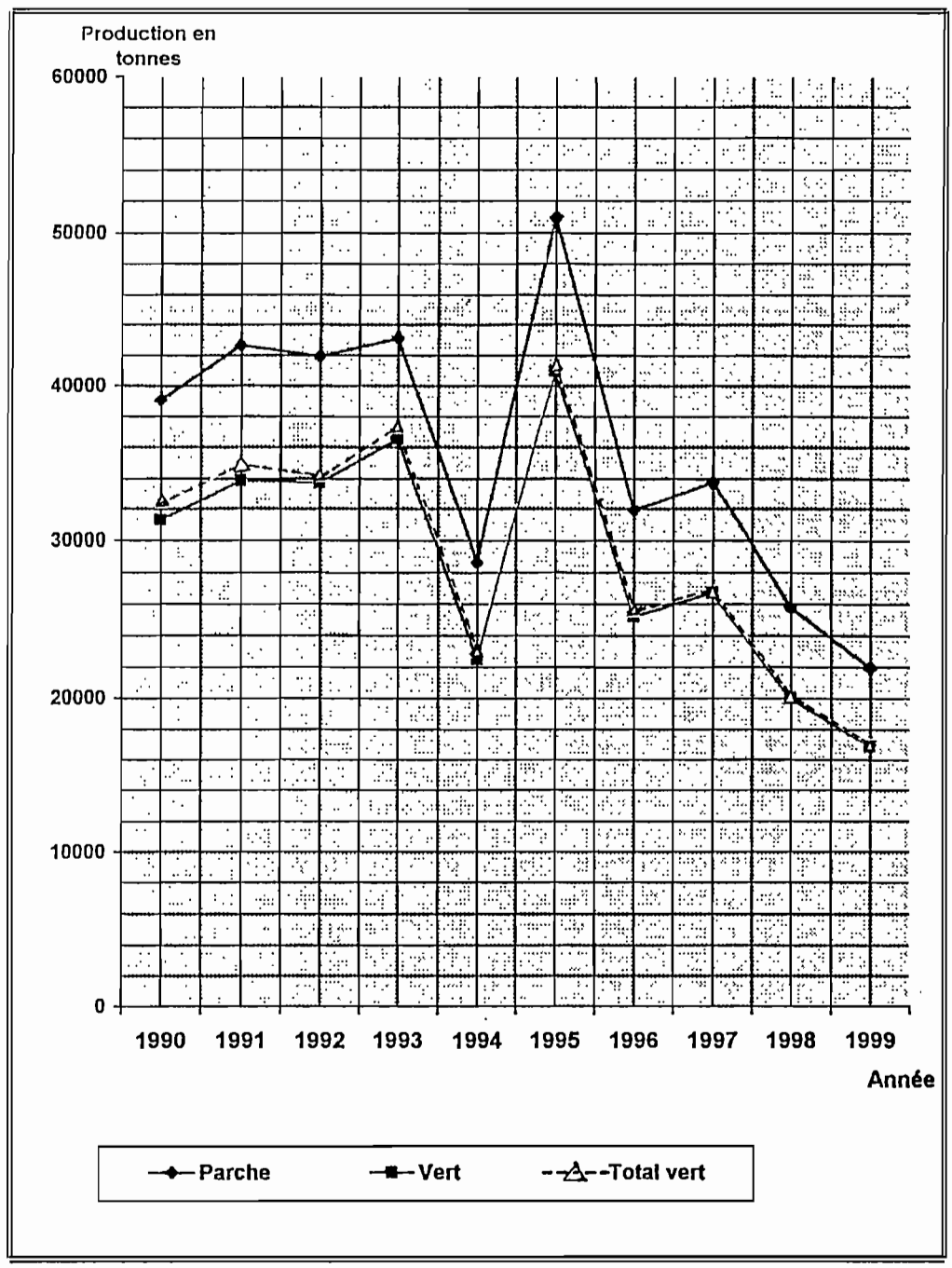


Fig. 59 : Evolution de la production de café parche et vert de 1990 à 1999

Source : B.R.B. ; Rapports annuels 1998.

Comme le graphique l'indique, la production de café arabica en parche s'est caractérisée depuis la campagne 1989-1990 à 1992-1993 par une croissance. Elle est passée de 39072 à 46136 tonnes ; soit une augmentation de 18%.

Cependant, pour la campagne 1993-1994, la production de café en parche a fortement baissé en passant de 46136 à 28618 tonnes ; réalisant ainsi une baisse de l'ordre de - 37,9%. Mais ici, il faut ajouter que cette année là, les coupes d'entretien des caféiers avaient fait diminuer les production.

Pour le café Robusta et pour les mêmes campagnes, le graphique nous indique des performances négatives. Sa production passe en effet de 1168 à 494 t ; soit une baisse de - 57,7%. Aussi, la production totale de café vert s'est plafonnée à 22991 au lieu de 37215 t pour les campagnes respectives de 1993-1994 et 1992-1993 ; encaissant ainsi une diminution de l'ordre de - 38,2%.

Deux raisons majeures paraissent expliquer pareilles situations. D'abord, la sécheresse prolongée en période de floraison des caféiers et des pluies avec grêle durant la maturation. Ensuite le relâchement de l'entretien des caféiers par les agriculteurs (pour la plupart ils se sont déplacés, dispersés ou réfugiés) s'est traduit au niveau des exploitations par une chute de production.

Pour la campagne café 1994-1995, la production de café parche se chiffre à 50981 contre 28618 t la campagne précédente, soit une hausse de l'ordre de 78,1%. Cette baisse a été due à la production des caféiers qui avaient subi les coupes d'entretien antérieurement.

En revanche, la production de café Robusta a pour la seconde fois enregistré une évolution négative, totalisant 307 contre 494 t la campagne précédente, soit une chute de- 37,85%. Malgré cette performance négative de la production de café Robusta pour la campagne café 1994-1995, la production totale de café vert est restée satisfaisante, allant à 41293 contre 22991 t la campagne précédente (voir tableau ou graphique n° 59) ; réalisant ainsi un accroissement de l'ordre de 79,6%. Ces performances qui restent positives dans l'ensemble, ont été le résultat du bon entretien expliqué plus haut qui a provoqué une bonne floraison et une bonne maturation de la présente campagne. Quant à la campagne 1995-1996, la production de café parche a été de 31928 contre 50981 t la campagne précédente faisant ainsi une diminution de l'ordre de 19053 t, soit - 37,3%. En conséquence le café vert a suivi le même sens en passant de 40986 à 25196 t (voir tableau et graphique), soit une baisse de l'ordre de - 38,52%. Cette baisse de production de café Arabica a touché aussi la production de café Robusta. La production totale de café vert quant à elle s'est positionnée à 25565 contre 41293 t la campagne précédente (voir tableau n° 31), soit une baisse de l'ordre de - 38,08%. Cela est à attribuer à l'insécurité qui a prévalu tout au long de la campagne et à une situation de crise des campagnes où les planteurs n'étaient plus ni encadrés ni suivis.

S'agissant de la campagne 1996-1997, le volume de la production de café a connu un léger accroissement. Nous relevons dans ce tableau 33809 contre 31928 t la campagne précédente, soit un accroissement de l'ordre de 5,89%. De même le café vert s'est comporté de la même façon, exception faite pour le café Robusta qui a continué son déclin en enregistrant 142 contre 369 t la campagne précédente, avec une baisse de l'ordre de - 159,85%.

Cependant, la production totale de café vert a légèrement augmenté malgré la diminution de la production de café Robusta ainsi observée. Le total de café vert se serait donc fixé à 26875 contre 25565 tonnes la campagne précédente ; soit une évolution de 5,12%. Cette légère évolution qui a caractérisé la campagne 1996-1997 est aussi à rattacher aux troubles qui ont persisté dans le pays, entraînant toujours un relâchement à l'entretien des caféiers. Pour cette campagne, nous retiendrons aussi que le blocus imposé au pays le 31 juillet 1996 est venu alourdir la situation de la filière café, occasionnant par là l'absence de produits phytosanitaires : insecticides, pesticides et fertilisants.

Pour la campagne 1997-1998, la production en passant de 26875 à 20195 t, a enregistré une baisse de 6680 t, soit - 24,85%, tandis que la campagne 1998-1999 en totalisant 17035 t, a enregistré une diminution de 3160 t par rapport à la campagne précédente, soit - 15,64%.

Année / Région théicole	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
TEZA	5618	6753	6903	6843	8043	8562	5414	2477	6757
RWEGURA	3124	7207	8968	8799	11018	10370	8801	7813	10655
TORA	3556	5078	5304	3860	5630	6155	5737	4696	6422
IJENDA	4738	5833	6488	5192	6432	8177	7460	5090	7165
BUHORO	-	-	590	1462	2014	1947	698	642	2167
TOTAL	19036	24871	28253	26156	33137	35211	28100	20718	33166
Rendement (kg/ha)	3648	4131	5059	4265	5011	4916	3734	2668	4243
Production thé sec(t)	4044	5320	5952	5520	6864	6985	5716	4169	6669

Tab. N° 32 : Production de thé en feuilles vertes et sec (en t)

Source : B.R.B. ; - *Rapport annuel 1993*, p 18 - 19.
- *Rapport annuel 1996*, p 16 - 18.
- *Rapport annuel 1998*, p 19.

Les données ci - haut nous donnent des informations sur l'évolution des productions de thé. En regardant la colonne des totaux, nous réalisons que la production de thé en feuilles vertes avait toujours progressé jusqu'à la campagne 1992. Elle passe en effet de 19036 à 28253 t pour la période 1990-1992. Néanmoins, la production s'est renversée pour l'année 1993 en passant de 28253 à 26156 t, réalisant ainsi une baisse de - 7,4%. Aussi la baisse de la production de thé en feuilles vertes pour cette même année a touché toutes les régions théicoles, le record étant détenu par les régions théicoles de Tora (- 27,2%) et d'Ijenda avec - 19,9%. Il faut dire que l'année 1993 avait connu une sécheresse qui s'était prolongée jusqu'au 21 octobre soit 7 mois. Cependant, la production théicole de Buhoro a presque doublé, se fixant à 1462 contre 590 t l'année précédente, soit un accroissement de l'ordre de 59,6%. La proximité de la forêt a joué un rôle important pour le maintien de l'humidité.

L'année 1994 s'est annoncée encourageante pour la région théicole de Tora avec 5630 contre 3860 t, réalisant ainsi une hausse de 45,8% par rapport à l'année 1993. Bien plus, la région théicole de Buhoro n'a fait que remonter ses bonnes performances en passant de 1462 à 2014 t pour l'année 1993 à 1994, soit une progression de l'ordre 37,7%. Au total, la production totale de thé en feuilles vertes s'est caractérisée par une croissance de l'ordre de 6981 t, totalisant ainsi une hausse de 26.6%. Jusque là, la culture de thé semble moins touchée par la crise, car toutes les unités industrielles ont continué à fonctionner ainsi que les blocs industriels, les blocs villageois ont continué également à être récoltés. Le théier demande en effet moins de travaux d'entretien par rapport au café. Il faudra attendre 1996 pour que la crise s'ouvre à Teza, avec le massacre du personnel de l'usine et l'établissement du quartier général de la rébellion dans la Forêt de Teza.

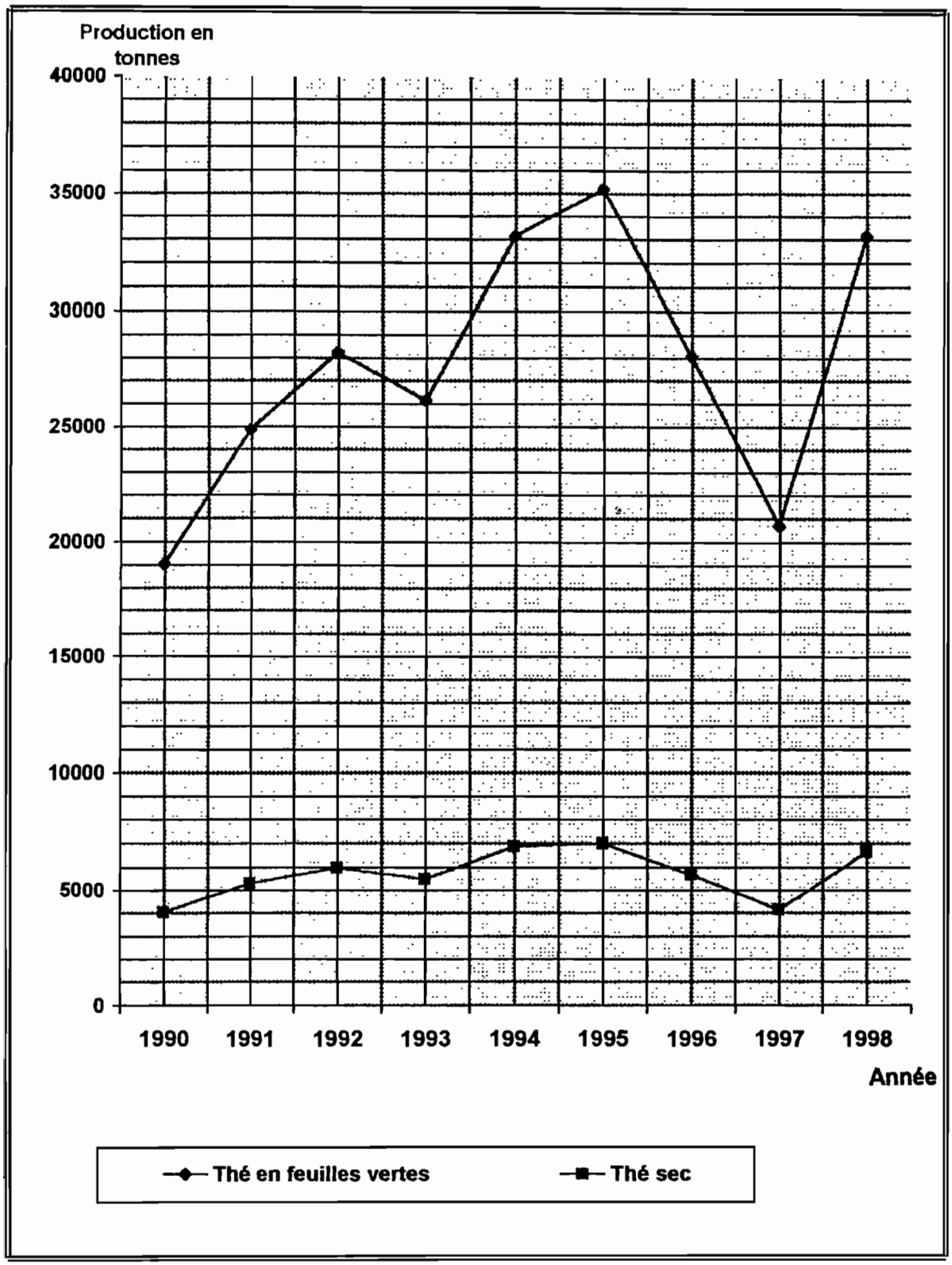


Fig. n° 60 : Production de thé en feuilles vertes et de thé sec

Source : B.R.B. ; *Rapports annuels 1993,1996 et 1998*

L'année 1996 a vu en effet sa production chuter de 20,1% en enregistrant 28100 contre 35211 t par rapport à l'année 1995. En revanche, les régions théicoles de Tora et d'Ijenda se sont caractérisées par un accroissement de la production en passant respectivement de 5630 à 6155 t et de 6432 à 8177 t pour la campagne 1994 - 1995 ; réalisant ainsi des totaux d'accroissement respectifs de l'ordre de 9,3% et 27,1%. Pendant que les régions théicoles de Buhoro et de Rwegura ont vu leur production diminuer respectivement de 67 et 648 t, soit des taux respectifs de - 3,3 et - 5,8% pour l'année 1995. En même temps, la région théicole de Teza a enregistré une augmentation de 519 t, soit un taux d'accroissement de 6,4%. L'insécurité dans la région nord, Nord-Ouest était à son début et à Buhoro, l'usine a dû fermer pendant 2 mois.

L'année 1996 quant à elle a été particulière pour presque toutes les régions théicoles. Ainsi, du fait de la diminution généralisée, la production totale s'est fixée à 28100 contre 35211 t l'année précédente, soit une baisse de l'ordre de - 20,1%. De même, on assiste à des baisses de production dans les autres régions théicoles. Toutefois, les baisses les plus durement ressenties sont localisées dans les régions théicoles de Buhoro avec 1249 t de réduction, soit - 64,1%, de Rwegura avec une diminution de 1569 t ; soit - 15,1% avec Teza qui a enregistré une chute de 3148 t ; soit - 36,7%.

Pour ces chutes ainsi constatées, il n'y a nulle doute d'affirmer qu'elles résultent des attaques perpétrées contre les usines de Buhoro et de Teza respectivement en mai et en juillet 1996. Situées à proximité des passages des rebelles et se trouvant dans la région d'où partent les razzias, et les attaques, contre la population environnante, elles furent elles-mêmes objet des attaques dont celle de Teza qui fut la plus meurtrière. Dans cette région, commence en effet la phase de conscientisation des populations hutu de rejoindre les rebelles ainsi que la phase des attaques des camps ou sites des déplacés de 1993 où se sont réfugiés les rescapés de l'épuration des campagnes.

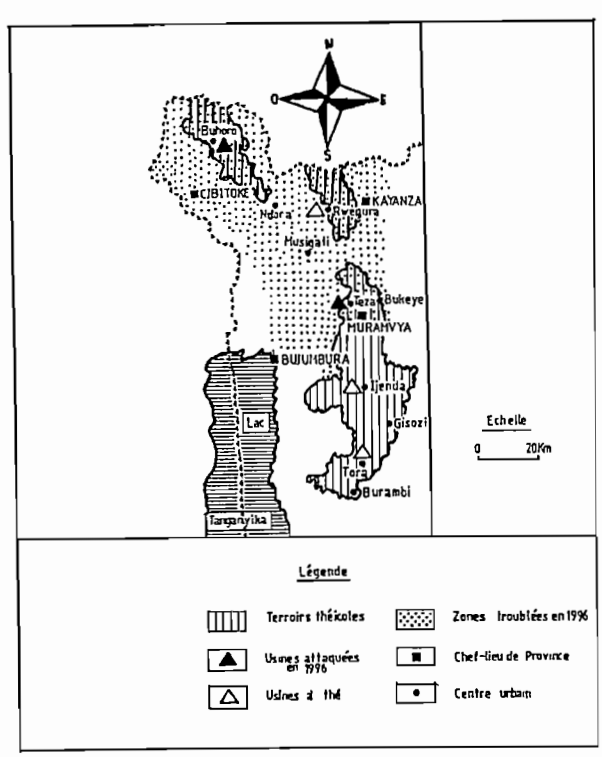


Fig. n° 61 : Usines théicoles attaquées pendant la crise.

Source : *Réalisations personnelles.*

En conclusion, il importe de retenir que pour les cultures d'exportation classiques, les espaces cultivés sont en crise, entraînant par conséquent une baisse considérable des productions Ces deux crises entraîneront à leur tour la crise des exportations des produits commerciales classiques.

3. Evolution des exportations.

Comme la production des cultures d'exportation s'est caractérisée par une baisse continuelle durant toute la période de la crise, il faut s'attendre par conséquent à une chute des volumes exportés ainsi qu'à une baisse des recettes de devises, il n'est pas moins évident que les produits exportables de ces mêmes cultures se calqueraient à celles - là.

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Thé volume (t)	3294	4805	5651	5780	6055	7252	4450	5049	5054
Thé valeur (million (BIF)	202310	1628895	2215192	2572100	2942730	2951564	2265050	3751912	5216732
Prix moyen en BIF/kg	365	339	392	445	486	407	509	743,1	861,7

Tab. N° 33 : Ventes de thé sec à l'exportation.

Source : B.R.B. ; *Rapport annuel 1993*, p 20·
- *Rapport annuel 1996*, p 19·
- *Rapport annuel 1998*, p 26.

En abordant les exportations de thé, les données présentées dans ce tableau montrent une augmentation régulière de thé exportable.

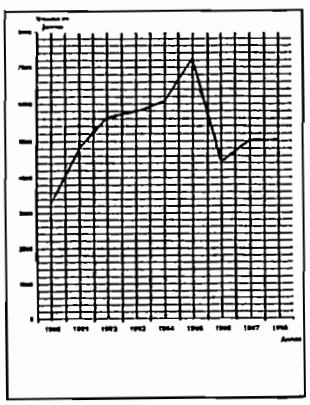


Fig. n° 62 : Evolution des exportations de thé (en t).

Source : B.R.B. ; *Rapports annuels 1993, 1996 et 1998.*

En analysant le tableau n° 33 et le graphique Fig. 61. On assiste à une croissance des exportations. Mais, l'année 1996 connaît une chute très forte car la production a été de 4450 au lieu de 7252 t l'année 1995, enregistrant ainsi un recul de l'ordre de 38,6%. Ce recul ne peut s'expliquer en grande partie que par le blocus économique du 31 juillet 1996 dont les conséquences se sont abattues sur les produits exportables du pays en particulier sur le café, le thé où le café semble avoir été le plus particulièrement touché.

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Café volume (t)	32306	34705	34185	37095	22863	41214	25125	24834	19583	16965
Café valeur en million FBU	8561090	11001480	10118760	9199560	10059720	36164195	15473498	18483276	21365275	16583368
Café valeur unitaire FBU/kg	265	317	296	248	440	877	616	744	1090	977

Tab. N° 34 : Evolution des exportations de café de 1990-1999.
Source : B.R.B. ; *Rapport annuel 1996*, p 12 et 84.
- *Rapport annuel 1998*, p 12.

On voit certes que le volume des exportations en café avait été d'une manière générale caractérisé par une croissance régulière avant la crise. Les exportations qui avaient fortement augmenté en 1995, déclinèrent à partir de 1996 jusqu'en 1999.

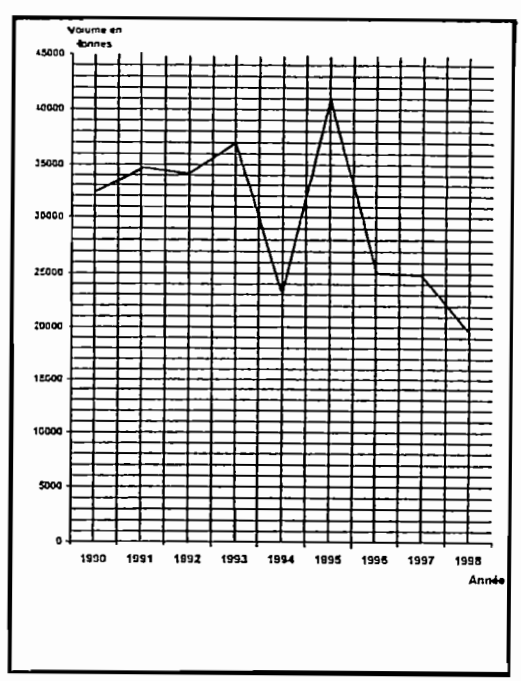


Fig. n° 63 : Evolution des exportations de café (en t).

Source : B.R.B. ; *Rapports annuels 1996 à 1998*

Durant la période 1990-1993, le volume de café exportable s'est accru ordinairement, passant de 32306 à 37095 t. Cependant, il est à constater un léger recul de 520 t de café exportable pour l'année 1992 (- 1,4%). Cette campagne café 1992 ayant été victime "d'une chute sévère des termes de l'échange (- 28%) due en grande partie à l'érosion des cours du café et à une baisse sensible des débouchés régionaux du fait de la situation troublée des pays voisins" (1).

Aussi, le volume total de café vert exportable pour la campagne 1996 a été de 25125 contre 41214 t la campagne précédente (- 39,04%). Toutefois, la campagne 1995 s'était comportée positivement en affichant une hausse de 18351 t par rapport à la campagne 1994 (+80,2%). Notons que cette dernière avait connu une chute de 14232 t (-38,3%).

C'est pourquoi, au regard des données retenues comme étant représentatives des exportations des trois cultures de rente ainsi proposées, nous réalisons que l'évolution des exportations s'est opérée en dents de scie (voir tableaux et graphiques respectifs) dont l'allure générale évolutive est plus négative que positive.

C'est pour toutes ces raisons que d'une pareille situation s'est advenue une perte de revenus en deux niveaux. D'abord une perte de revenus en devises au niveau national, ensuite une perte de revenus à travers la baisse de la production des entreprises en général et de certaines usines agricoles en particulier. C'est cela qui retiendra notre analyse dans le volet "Perte de devises et phénomènes nouveaux" dans le développement des paragraphes qui suivent.

4. La crise des recettes d'exportation.

Nous l'avons vu, plusieurs facteurs se sont conjugués pour rendre négatif les performances de la production agricole. Or, l'économie burundaise repose en grande partie sur le secteur agricole et en particulier sur les cultures d'exportation. Déjà dans une situation fragile à cause de la crise économique des pays du tiers monde, l'économie du Burundi a subi ensuite les pires épreuves consécutives à la grande fracture de sa société en 1993. A cela s'ajoutent le problème climatique (fortes pluies suivies de la sécheresse) consécutif à EL Nino dans certaines régions et les effets pervers des sanctions économiques imposées au Burundi en 1996 complétant les effets dus à l'arrêt de la coopération internationale. La chute des entrées en devises apportées spécialement par le café et le thé est réelle. La chute des entrées a été donc directe et la dépression économique a été si profonde que le niveau de vie a été gravement atteint de sorte qu'on cherche aujourd'hui à réduire la pauvreté au lieu de rechercher le développement.

a. Les devises du café

Dans ce scénario de crise profonde, le blocus économique imposé au Burundi a renforcé le cycle d'appauvrissement. Les sanctions ont produit en effet des phénomènes négatifs au niveau de la formation des prix et de pénurie des produits agricoles de base. De plus, le système de production a ralenti ses activités ; celui de distribution et de transport a été obligé de suspendre ou de ralentir ses activités.

1/ : B.R.B. ; *Economie Burundaise 1990-1993*, Bujumbura, p 8.

Or, la production, le système de production et de transport constituent la pierre angulaire du système des échanges. En revanche, le blocus économique a constitué un handicap majeur pour la commercialisation des cultures industrielles en particulier celle du café. Le pays a dû recourir pour ses exportations à des intermédiaires et aux moyens détournés.

Aussi des retards notoires se sont conjugués aux cours internationaux défavorables du café pour agir défavorablement sur les exportations. C'est ainsi que selon la B.R.B. dans ses rapports annuels 1993, 1994, 1995, 1996 et 1998 les rentrées en devises réalisées en 1993 ont porté sur un volume de 28284 contre 44028 t en 1992 et ont représenté 10618,1 au lieu de 12020,9 milliards de BIF soit une baisse de l'ordre de 11,7%". Nous pensons en effet que cette diminution en valeurs serait liée à la baisse du tonnage réalisé qui représente - 35,7%.

Par contre "les recettes réalisées pendant les campagnes de 1994 seraient de l'ordre de 36176,5 contre 10.098,8 milliards de BIF" en 1993. Cela a valu à cette campagne une progression de 259,6%. Cette importante progression est à mettre en relation avec l'augmentation de la production qu'on a observée cette année-là consécutive à la bonne floraison du café, la période antérieure. De plus, le blocus n'était pas encore décidé.

Aussi, les entrées de café réalisées pour l'exercice 1995 ont porté sur 31873 contre 27975 t en 1994 pour une valeur de 23.921,4 au lieu de 21.055,3 milliards de BIF, réalisant ainsi un accroissement de 13,6%. En revanche, "les encaissements de café réalisés pour la campagne 1996 se sont évalués à 9128,9 au lieu de 23881,6 milliards de BIF" ; soit une diminution de 61,7%.

Nous constatons néanmoins pour une même année une inadéquation certaine entre les volumes de café à l'exportation et les volumes sur lesquels ont porté les rentrées en devises. Citons en guise d'exemple, la campagne 1993 avec 37095 t le volume total de café à l'exportation tandis que les rentrées de devises ont porté sur un volume de 28284 t pour une valeur respective de 9199,56 milliards et 10618,1 milliards BIF. Pour nous, pareille situation n'est pourtant pas une erreur qui empêcherait la poursuite de notre objectif, ce n'est non plus une vérité toute entière. D'un côté ce sont des prévisions statistiques qui n'ont pas été honorées à cause de la présente crise. C'est également à cause du blocus économique qui s'en est suivi, des manifestations climatiques défavorables mais aussi à cause des fluctuations des cours internationaux. Ce qui a entraîné la mévente d'une certaine quantité de café puis la chute des recettes.

Pour la campagne 1997, les produits exportables ont porté sur 24834 pour une valeur de 18483,276 au lieu de 15473498 milliards BIF l'année précédente, soit une augmentation de 16,28%. La libéralisation de la vente du café a pu jouer un rôle malgré les difficultés. Quant à la campagne 1998, les exportations représenteraient une valeur de 2136,5275 contre 18483,276 milliards BIF, l'année précédente ; réalisant ainsi une progression de 13,48% alors que pour la campagne 1999, les produits exportables s'évalueraient à une valeur de 16583,368 milliards BIF, encaissant ainsi une diminution de l'ordre de - 22,38%. Cette diminution serait donc imputable à la baisse des cours mondiaux, a -t - on constaté dans le rapport annuel 1998 de la B.R.B.

Que l'on constate une légère divergence en volume et en valeur pour un même produit, le café et pour une même campagne n'empêche de voir la réalité en face, celle qui tient à prouver la perte de revenus.

Par ailleurs, une baisse de 11,7% et de 67,7% respectivement pour la campagne 1993 et 1996 reste une preuve probante que le Burundi a perdu des devises. C'est ce que confirme le graphique ci-après.

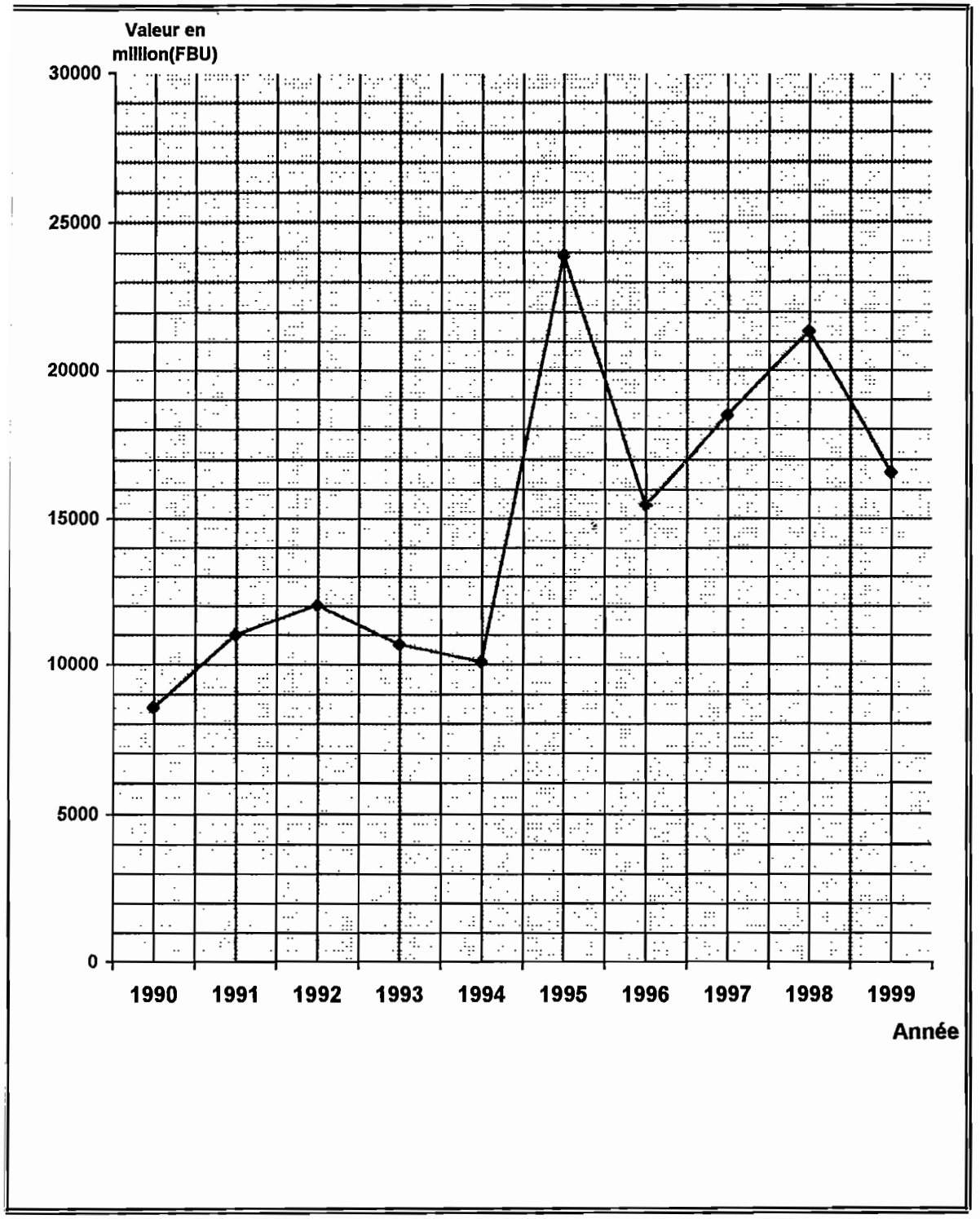


Fig. n° 64 : Evolution des entrées en devises pour le café.

Source : *Réalisé sur base du tableau des exportations du café*

En analysant ce graphique, il est à réaliser que les revenus pour le café se sont caractérisés par une diminution de - 8,02% et de - 9,08% respectivement pour 1992 et 1993 et ceci par rapport à 1991. Par contre, l'on décèle un relèvement de 9,35% pour 1994. Alors que ces revenus ont encaissé une progression record de 259,4% pour l'année 1995, la campagne 1996 a affiché une régression de - 57,21% par rapport à l'année écoulée. L'année 1997 quant à elle a marqué une progression de 19,45 % par rapport à l'année précédente. Aussi, la diminution en devises s'est poursuivie en particulier à partir de 1996 pour atteindre une baisse de - 54,14% en 1999 par rapport à la campagne de 1995 contre - 40,92% en 1998.

Nous venons de montrer que les entrées en devises ont connu une régression d'une année à l'autre pour le café, nous pensons également que les revenus pour le thé n'ont pas évolué normalement.

b. Les devises du thé.

En observant et en analysant les revenus provenant des exportations de thé, il importe de constater que les entrées en devises n'ont cessé d'augmenter depuis 1990.

Ainsi, de 1203310 en 1990 à 1628895 F en 1991, la progression est de l'ordre de 426585 FBU ; soit + 35,48% et de 1628895 en 1991 à 2215192 en 1992, l'augmentation en devises s'est évaluée à 586297 F ; soit + 35,99% alors que l'année 1993 marque une augmentation de 356908 en passant de 2215192 à 2572100 BIF ; réalisant ainsi une progression de 16,11%. En 1994, les entrées en devises ont continué à augmenter en passant de 2572100 à 2943730 BIF ; réalisant une augmentation de 371630 BIF, soit 14,44%. En 1995, on relève une somme de 295156 BIF provenant des exportations de 7252 t de thé sec, réalisant une augmentation de 7834 BIF, soit + 0,26 % par rapport à l'année précédente. C'est ici une apparente stagnation due probablement à la chute du prix au kg, soit 407 BIF contre 486 BIF/kg l'année écoulée.

En revanche en 1996, les ventes de thé sec à l'exportation ont diminué de 7252 t à 4450 t ; soit 2802 t encaissant ainsi une chute brutale des entrées en devises passant à 2265050 au lieu de 2951564 BIF en 1995 ; soit - 23,25%. Cette chute pourrait s'expliquer par le déclenchement de l'embargo intervenu en début du mois d'Août 1996 mais également et surtout de l'attaque des usines de Buhoro en mai 1996 et de Teza en juillet 1996 qui ont contribué à la diminution de la production et donc à la réduction des quantités exportables : voir tableau 33. Néanmoins, les entrées en devises en 1997 marquent un essor remarquable en réalisant 3751912 au lieu de 2265050 BIF l'année précédente ; soit une augmentation de 65,64% alors que la campagne 1998, les entrées en devises s'estiment à 5216732 contre 3751912 BIF l'année écoulée, totalisant une progression de 1464820 BIF ; soit 39,04%.

A part les attaques des deux usines précitées, l'activité de production s'est maintenue dans la région théicole. Les usines ont continué à fonctionner normalement ainsi que les activités de cueillette des villageois. Cela a permis, malgré la crise, suite à une grande adaptation des exportateurs aux multiples difficultés, d'obtenir une rentrée des devises en croissance en moyenne de 18,70%.

Aussi relève t - on de légères diminutions pour les régions théicoles d'Ijenda (- 8,8%) et de Tora (- 6,7%) pour cette même année. Le climat d'insécurité qui a prévalu dans tout le pays a fait en effet que le travail d'encadrement, d'entretien et de récolte soit perturbé, même dans les régions théicoles qui n'ont pas été attaquées tel celles d'Ijenda et de Tora.

En 1997, la production en feuilles vertes a maintenu ses performances négatives en se fixant à 20718 au lieu de 28100 t l'année précédente, encaissant ainsi une baisse de - 26,27%. On relève cependant une certaine amélioration pour l'année 1998 en enregistrant 33166 contre 20718 t l'année écoulée ; soit une progression de l'ordre de 60,08%.

La baisse de la production pour 1997 s'expliquerait par des effets pervers du blocus économique imposé à notre pays tandis que l'essor de la production pour 1998 prendrait pied dans la normalisation de l'exploitation des complexes théicoles de Buhoro et de Teza, la suppression du blocus économique permettant l'importation des engrais et des pesticides, mais aussi et surtout une pluviométrie suffisante et régulière s'ajoutant aux précédents éléments n'a fait que remonter la production.

Il est à signaler aussi que le thé sec étant le dérivé de thé en feuilles vertes, a suivi le même rythme que la production en feuilles vertes. De 1990 à 1993, elle passe de 4044 à 5520 t ; soit une progression de 36,49% alors que de 1994 à 1998 la production de thé sec passe de 6864 à 6669 t ; soit une réduction de - 2,92%.

CHAPITRE II : LES CULTURES INDUSTRIELLES DE CONSOMMATION INTERIEURE.

Dans le présent chapitre, nous étudierons d'abord l'évolution des superficies cultivées, l'évolution des productions et des exportations ainsi que des pertes de revenus en devises comme nous l'avons fait pour les cultures d'exportation.

1. Evolution des superficies cultivées

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Superficies (en ha) / Région	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha	Ha
Nord	1596	2040	1404	1733	1379	905	1042	553	808
Centre	1307	1364	945	1350	687	764	80	136	222
Sud	2949	3180	2422	2983	1410	2200	957	802	1287
Extension Sud	756	605	1125	2403	757	2141	1712	1966	1243
Total (en ha)	6608	7189	5896	8469	4233	6010	3791	3457	3560

Tab. N° 35 : Evolution des superficies cultivées du coton (en ha).

Source : B.R.B. ; - *Rapport annuel 1993 ;* p 15.
- *Rapport annuel 1996* ; p 14.
- *Rapport annuel 1998* ; p 16.

Au regard du tableau ci - haut, il est à constater que les superficies ont connu une évolution négative. Leur diminution est estimée à près de la moitié depuis 1990 jusqu'à l'année 1998. Du total de 6608 ha en 1990 à 3560 ha en 1998 la réduction est de 3048 ha ; soit -46,12% tandis qu'en passant du total de 8469 en 1993 à 3560 ha en 1998 la réduction est de 4909 ha ; soit - 57,96%. La courbe traduisant le présent tableau traduit cette réalité.

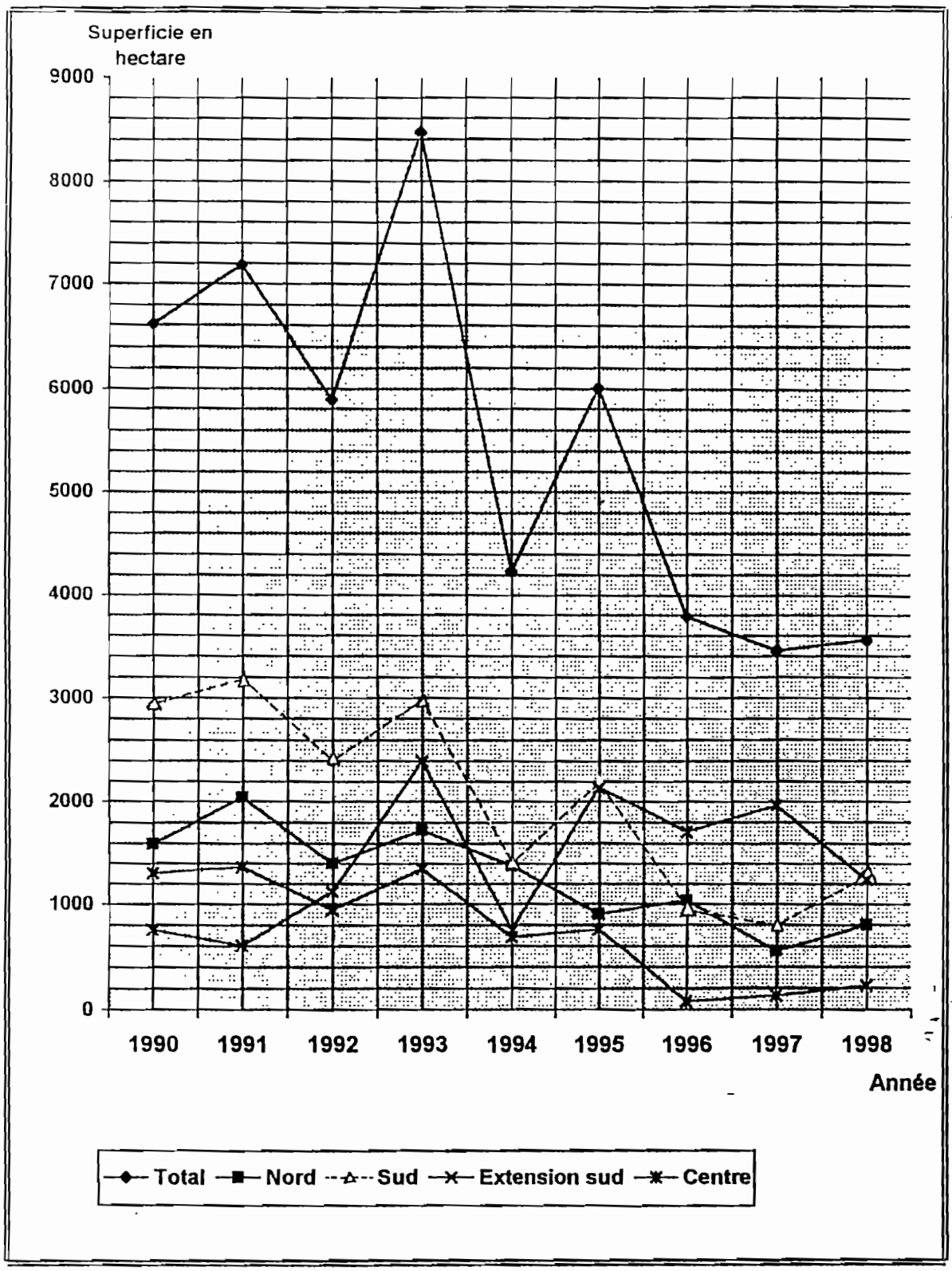


Fig. n° 65 : Evolution des superficies du coton en hectare

Source : B.R.B. ; *Rapports annuels de 1993, 1996 et 1998*

L'ensemble des courbes traduit fidèlement l'évolution des superficies emblavées pour le coton ; une évolution qui s'est opérée en dents de scie mais en plongeon durant toute cette période.

En prenant en effet pour référence l'année 1990, il apparaît que c'est seulement pendant deux années : 1991 et 1993 que les superficies emblavées ont pu dépasser celles de l'année repère. Ainsi, en 1991 les superficies cultivées se chiffrent à 7189 ha au lieu de 6608 ha l'année précédente ; soit un accroissement de 8,7% alors que les superficies cultivées pour 1992 ne sont que de 5896 contre 7189 ha l'année précédente ; encaissant ainsi une diminution de - 17,9% et de - 10,7% par rapport à l'année de référence. Néanmoins, pour l'année 1993 les superficies cotonnières cultivées marquent une nette augmentation, venant de 5896 à 8469 ha ; réalisant ainsi une évolution de 43,6% et de 28,1% par rapport à l'année 1990. Toutefois, les superficies cultivées pour 1994, diminuent remarquablement en réalisant 4233 contre 8469 ha l'année écoulée ; soit une diminution de - 50,0% et de - 35,9% par rapport à l'année de référence. Cependant, bien que pour l'année 1995, les superficies marquent une certaine évolution par rapport à l'année écoulée précédemment, en totalisant 6010 contre 4233 ha ; soit une augmentation de 41,9% ; celle - ci reste en dessous de 9,0% par rapport à l'année 1990. Pour l'année 1996 quant à elle, les superficies emblavées pour le coton, enregistrent une chute record de toutes ces années, totalisant ainsi 3791 contre 6010 ha l'année écoulée ; soit une diminution de 36,9% et de 42,6% par rapport à l'année de référence (1990) et de 55,2% par rapport à l'année 1993 ; année pour laquelle les superficies cultivées enregistrent une augmentation record de 43,6%.

A notre avis, deux facteurs importants, peuvent expliquer amplement pareille situation. Il s'agit en premier lieu de l'importance que le cultivateur réserve à cette culture et de la situation géographique et temporelle des zones cotonnières. Pour le premier facteur, il importe de retenir qu'avant 1993, le cultivateur n'avait aucun attachement particulier pour cette culture. Ce n'est qu'avec la motivation des planteurs - depuis 1993 - qui ont bénéficié d'une majoration de 5 FBU/kg pour le coton parfaitement trié que l'on assiste à de véritables extensions des superficies cotonnières surtout pour les régions de Nyanza - Lac et du Moso. La première passe en effet pour cette année de 1125 à 2403 ha ; réalisant ainsi une augmentation de 113,6% par rapport à 1992 et de 217,8% par rapport à 1990. Aussi, un encadrement agricole adéquat a été conjugué à la dite motivation aux planteurs.

S'agissant de la situation géographique et temporelle, il importe de réaliser que la plupart de ces régions cotonnières sont localisées dans des zones troublées. En effet, les événements socio - politiques (génocide contre les Tutsi et les Hutu modérés) survenus à partir du 21 octobre 1993, ont contraint certains planteurs et encadreurs à abandonner leurs terres ou leurs postes d'attache.

2. Evolution de la production.

Année / Région cotonnière	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Nord	1573	2312	1166	1985	1751	736	548	203	1325
Centre	1425	1631	982	1474	875	330	39	99	203
Sud	2002	2757	2136	3116	1501	1297	479	482	1110
Extension Sud	475	512	1081	2238	788	2228	1541	1598	594
Total	5475	7212	5365	8813	4915	4593	2606	2182	3232

Tab. N° 36 : Production de coton - graines (en t).

Source : B.R.B.; *Rapport annuel 1993* , p 15.
- *Rapport annuel 1996* , p 14.
- *Rapport annuel 1997* ; *p* 14.
- *Rapport annuel 1998* , p 16.

N.B. : Nord : Rugombo, Cibitoke
Sud : Gihanga, Bujumbura, Kabezi
Centre : Buganda
Extension Sud : Nyanza-Lac, Moso.

Il est à réaliser dans ce tableau que la production totale a évolué favorablement durant la campagne 1990 - 1991, puis elle a chuté en 1992 pour se relever en 1993. A partir de là, elle a plongé régulièrement en passant de 8813 à 2606 t entre 1993 et 1996 ; encaissant ainsi une baisse de l'ordre 70,4%. Cependant, la campagne 1993 avait été caractérisée par une augmentation de 3448 t ; réalisant ainsi un taux de progression de 64,2%. Le graphique ci - après retrace la crise de cette culture.

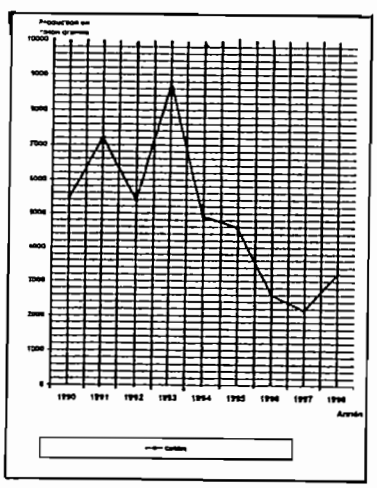


Fig. n° 66 : Production de coton - graines de 1990 à 1998 (en t).

Source : B.R.B. ; *Rapports annuels 1993, 1996, 1997 et 1998.*

Il faut signaler que cette évolution de la production cotonnière est le résultat de la conjugaison de plusieurs facteurs dont l'extension des superficies arables dans les régions cotonnières en particulier dans la région de Moso et Nyanza-Lac qui ont vu leurs superficies portées de 1125 à 2403 ha (voir tableau n° 35) entre 1992 et 1993, réalisant ainsi une augmentation de 113,6%. A cela s'ajoute aussi la grande motivation des planteurs qui ont vu le coût d'un kg de coton parfaitement trié, majoré de 5FBU.

En revanche, la campagne 1992 s'est caractérisée par une réduction généralisée des superficies arables pour toutes ces régions cotonnières. En conséquence, la production totale de coton - graines a régressé de 1847 t en passant de 7212 à 5365 t, soit un taux de régression de 25,6%. Aussi pour la campagne 1994, les productions qui figurent dans le tableau et qui sont traduites par le graphique ci - haut, montrent une chute importante de l'ordre de 3898 t, soit une baisse de 44,2%. A Gihanga, les ruptures spatiales traduites par la fuite des populations vers le Congo se sont traduites en effet par la mise en jachère des parcelles et des exploitations. C'est pourquoi les superficies cotonnières emblavées ont été réduites de 4236 ha (cfr. tableau des superficies, n° 35), soit une réduction de 50,0%.

Quant à la campagne 1995, la production de coton - graines a chuté de 322 t pour faire une baisse de 6.5%. Pourtant, les superficies emblavées avaient connu une augmentation de 1777 ha en réalisant une augmentation de 41,9%. A la base du déclin de la production de coton - graines figurent les conditions d'insécurité qui ont prévalu dans les régions du centre, du Nord et du Sud. Toutefois, les régions de Moso et de Nyanza-Lac avaient été relativement calmes, permettant ainsi une reprise d'activités cotonnières. C'est pour cette raison que l'on observe une augmentation de 1440 t, ce qui correspond à 182,7% d'augmentation.

S'agissant de la campagne 1996, la production de coton - graines ne s'est pas améliorée par rapport aux campagnes précédentes ; elle a accusé une chute de l'ordre de 1987 t, soit une chute de 43,2% par rapport à l'année précédente. Bien plus, les superficies emblavées se sont fortement réduites. Elles sont passées de 6010 à 3791 ha (voir tableau des superficies) avec une chute totale de 36,9%. A y voir de près, cette réduction de superficies emblavées a touché toutes les régions cotonnières, exception faite de celle du Nord (cfr. tableau des superficies). Cela a entraîné pour toutes les régions cotonnières, une baisse de la production de coton - graines (voir tableau de la production de coton - graine n° 36) durant l'année 1996.

Pour la campagne 1997, la production de coton - graines a poursuivi sa chute, se plafonnant à 2182 au lieu de 2606 t l'année écoulée, (16,27%) tandis que l'année 1998 marque une progression de 1050 t soit + 48,12% par rapport à l'année précédente.

3. L'évolution des exportations.

Le tableau ci-dessous montre que les exportations qui avaient été interrompues depuis 3 années (1990-1992) ont repris pour 1993 avec un volume exportable de 2445 t.

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Coton volume (en t)	-	-	-	2445	2130	885
Coton valeur (en million BIF)	-	-	-	793,6	880,0	425,3
Coton valeur unitaire en BIF/Kg	-	-	-	324,6	413,1	478,4

Tab. 37 : Evolution des exportations de coton depuis 1993-1995.

Source : B.R.B. ; *Rapport annuel 1996*, p 84.

Bien que la reprise des exportations du coton ait été organisé dès 1993, la réduction du volume exportable est remarquable pour la période 1994-1995. En effet, durant les deux campagnes successives de 1993 à 1995; le coton a continué à marquer la crise car les exportations sont passées de 2445 à 889 t ; soit une diminution de l'ordre de 63,6% en l'espace de deux ans. Pour pareilles situations, l'on pense qu'elles résulteraient de l'arrêt du travail consécutif à l'abandon des cultures suite à l'intensification de l'insécurité dans la campagne.

Il importe donc de conclure que de la période 1993 - année de déclenchement de la crise - à 1996, que le coton a connu une crise profonde jamais réalisée depuis l'introduction de cette culture. Cette crise accompagne la crise qui touche la population qui est obligée de quitter les exploitations en masse. C'est ce que nous avons appelé ruptures socio-spatiales. Ce déclin de la culture du coton nous montre la profondeur de la crise de cette culture qui était essentielle pour la marche de l'usine cotebu, la seule usine qui fournit les tissus au Burundi.

4. La crise des industries agricoles.

a) Le Complexe Textile du Burundi (Cotebu).

La crise que traverse notre pays depuis octobre 1993 n'a pas épargné les activités de cette entreprise. Le tableau ci-joint constitue un exemple d'une grande conviction.

année / Ateliers	1990	Variation	1991	Variation	1992	Variation	1993	Variation	1994	Variation	1995	Variation	1996	Variation	1997	Variation	1998	Variation
Filature (kg)	2453487,62	100 %	2089919,91	-14,82 %	1437144,3	-31 %	890783,78	-38,6 %	1008746,6	+13,24 %	838570,34	-16,87 %	892956,6	+6,49 %	954306,73	+6,87 %	1502429,34	+57,44 %
Tissage (m)	11878603	100 %	9865595	-16,94 %	7448538,4	-24,5 %	3703898	-50 %	4958046,1	+33,8 %	4682385,3	-5,56 %	4392327,4	-6,19 %	4329336	-1,43 %	7113932,3	+78,18 %
Finissage (m)	10490455	100 %	2407708,84	-10,33 %	7346996,46	-22 %	4320966,17	-41,19 %	4788369,68	+10,82 %	4037889,99	-15,67 %	4478884,1	+10,92 %	4974180,4	+11,06 %	7069043,3	+42,11 %

Tab. N° 38 : Evolution de la production Cotebu.

Source : COTEBU ; *Rapports annuels, exercice 1990 à 1998.*

En comparant les productions l'on constate certes que les baisses de ces productions se sont succédé année après autre, au niveau de tous les ateliers.

Ainsi, par rapport à 1990, la baisse de la production en 1991 est de - 14,82% à la filature, - 16,94% au tissage et - 10,33% au finissage. Ces diminutions n'ont cependant aucun rapport avec la crise mais plutôt elles sont liées à la diminution du nombre d'heures de travail passant de 8h00' à 7h30' par équipe depuis juin 1991, souligne le rapport annuel 1991.

L'abandon presque total des uniformes scolaires dans l'atelier de finissage, la production par commande, la diminution de la matière première par rapport aux années précédentes ; les consommations coton - fibre ont été de 1958982 kg en 1991 contre 2244852 kg en 1990 sont aussi des causes de la diminution de la production.

Les diminutions de - 31% à la filature, - 24,5% au tissage et - 22% au finissage que l'on constate dans le tableau ne s'expliquent que par la baisse du volume des commandes provoquant ainsi l'existence de stocks de tissus écrus et finis. Aussi la production est restée organisée sur commandes qui sont restées faibles tout au long de l'année. La production devrait en conséquence suivre le même rythme.

Selon le rapport annuel 1996, la crise a continué a avoir des incidences directes sur la production et les ventes du Cotebu.. C'est ainsi que le premier trimestre 1996 correspond à une période où les commandes sont restées faibles ou presque inexistantes suite à la présence sur le marché des produits de concurrence vendus à bas prix. La friperie exerce en effet une forte concurrence au Cotebu qui est une entreprise Etatique subventionnée.

Au deuxième trimestre malgré les commandes élevées des tissus militaires et autres, le Cotebu a eu des problèmes pour satisfaire les besoins suite à une crise énergétique qui avait perturbé la production en général. Toutefois l'on constate ici que la production a augmenté au cours de cette année par rapport à 1995 dans les ateliers de filature et finissage dans des proportions respectives de 6,49% et 10,92% tandis qu'elle a baissé de 6,19% à l'atelier de tissage.

Pour l'exercice 1997 les ateliers de filature et de finissage ont enregistré une augmentation relative par rapport à l'année 1996 ; soit + 6,87% et + 11,06% respectivement pour les deux ateliers. Néanmoins dans l'atelier de tissage la production a baissé de 1,43% par rapport à la production de l'exercice 1996. Cette baisse a été due a-t-on lu à l'embargo qui a entraîné une rupture des produits comme l'amidon, le mazout, les pièces de rechange, etc. A cela s'est ajouté le départ massif du personnel de production rendant ainsi les équipements entièrement inexploités et contraignant le Cotebu à la formation d'un nouveau personnel de production pour remplacer les déserteurs.

Mais on constate que pour l'exercice 1998, la production a enregistré une amélioration sensible par rapport aux années précédentes de crise que traverse notre pays. Par rapport à l'exercice 1997, nous lisons ainsi une augmentation de 57,44% à la filature, de 78,18% au tissage et de 42,11% au finissage. L'amélioration des conditions sécuritaires dans tous les quartiers de Bujumbura, la maîtrise du problème de coupures de courant par la Régideso, la maîtrise des difficultés d'approvisionnement des différents intrants ; le personnel recruté en 1997 suffisamment formé pour atteindre son plein rendement en sont les principaux facteurs qui justifient cette augmentation de la production dans les différents ateliers. Mais, il ne faut pas oublier que l'usine reste subventionné et bénéficie des avantages fiscaux ce qui ne lui permet pas de se placer sur le même pied d'égalité avec les autres usines dont la fiscalité est plus élevée.

Elle est donc soumise à une double crise : celle qui provient du ralentissement des activités suite à la guerre et celle qui provient de l'appauvrissement de l'Etat ne pouvant plus offrir des subsides pour les importations des matières premières, le renouvellement et la maintenance des pièces ; l'idée de désengagement et de privatisation devenant la solution envisagée. Par ailleurs, la forte concurrence de tissus importés (friperie) a exercé pendant la crise une forte pression.

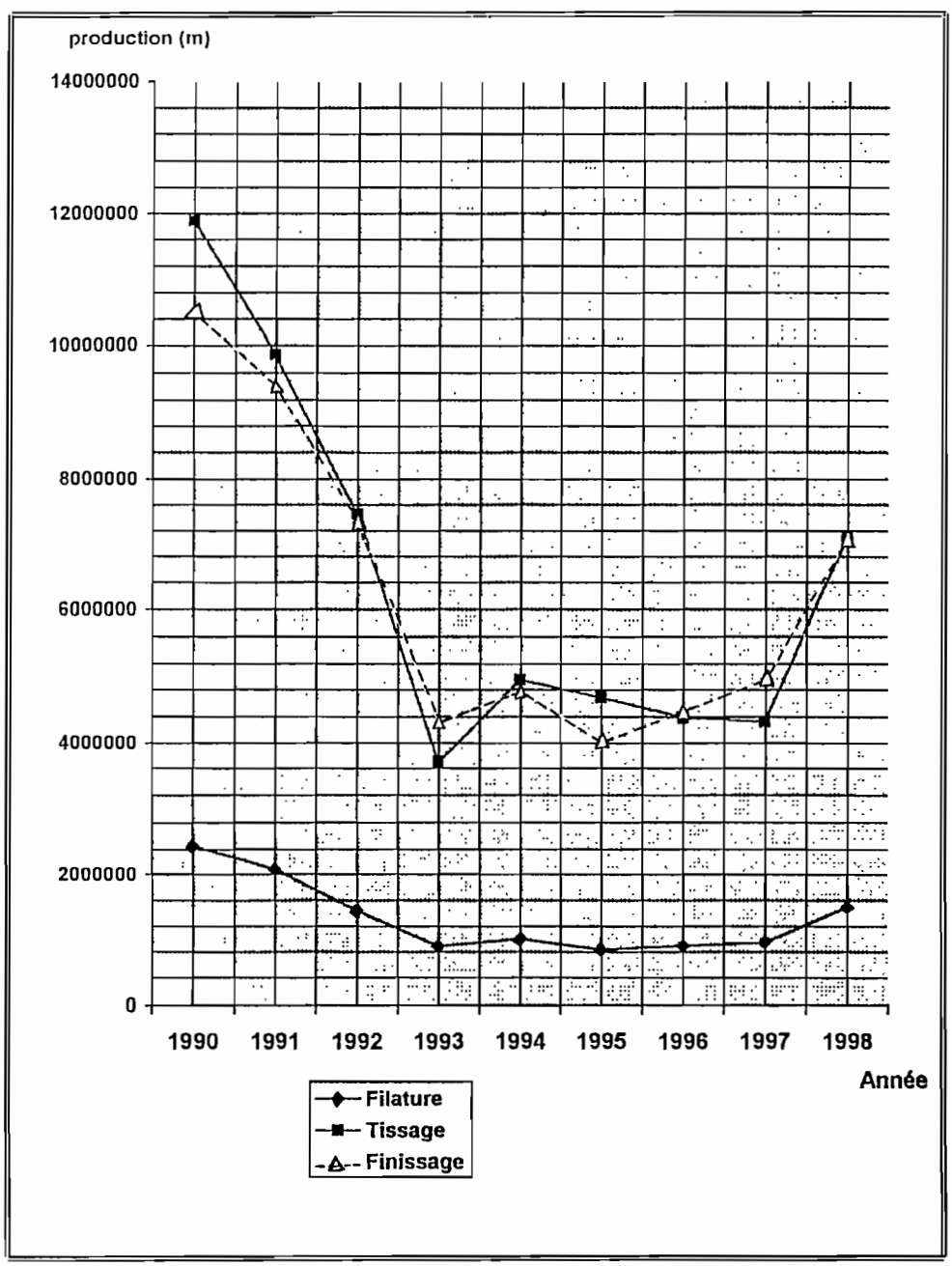


Fig. n° 67 : Evolution de la production de Cotebu par atelier.

Source : COTEBU ; *Rapports annuels 1990 à 1998.*

Au - delà d'importantes et régulières diminutions de la production matérialisées par le graphique n° 67 les ventes de tissus elles aussi ont encaissé d'importantes diminutions au cours de la crise. Le tableau ci - dessous reflète la double crise à laquelle est confronté le complexe textile comme nous l'avons expliqué ci-dessus.

Année	Quantité (en m)	Variation (%)	Montant en FBU	Variation(%)
1989	10527217	+ 4,06	2653101868	+ 21,01
1990	10000443,412	- 5,41	2742826851	+ 3,38
1991	10058662,332	+ 0,58	2843513467	+ 3,67
1992	7360704,768	- 26,82	2153165836	- 24,28
1993	7286128,362	- 1,01	1854689149	- 13,86
1994	6293443,064	- 13,62	1705545668	- 8,04
1995	4209728,529	- 33,10	1447089272	- 15,15
1996	4878769,535	+ 15,89	1756377134	+ 21,27
1997	4846530,988	- 0,66	2250045600	+ 28,11
1998	7203798,8	+ 48,64	3454333905	+ 53,52

Tab. N° 39 : Evolution des ventes de tissus de 1990 - 1998.

Source : CO.TE.BU. ; *Rapport annuel du service des ventes pour l'exercice 1997*, Bujumbura 1997, p 19.
Rapport annuel du service des ventes pour l'exercice 1998, Bujumbura 1998, p 10

On réalise que les ventes en quantité et en valeur diminuent à partir de 1990 (- 5,41%) en quantité et (+ 3,38%) en valeur alors que l'année 1992, les ventes de tissus ont encaissé une diminution record de - 26,82% en quantité et de - 24,28% en valeur. Ainsi, la baisse moyenne pour la période de 1989 à 1992 s'évalue à - 6,89% en quantité et de + 0,94% en valeur. La crise intervenue en octobre 1993 s'est ajoutée à une crise déjà existante. Ainsi, le chiffre d'affaires réalisé en 1993 a encaissé par rapport à l'année précédente, une chute de - 13,86% et de - 15,15% en 1995 par rapport à l'exercice précédent tandis que les quantités vendues pour les mêmes années sont passées de - 1,01 en 1993 à - 33,10% en 1995.

Selon les renseignements fournis par les autorités de cette entreprise, l'augmentation de la production, la reprise du marché local et régional, les fraudes jugulées à partir de 1996 sont les facteurs principaux qui justifient pareilles performances.

Les performances réalisées au cours de la crise sont imputables principalement au soutien continu consenti par les pouvoirs publics à cause du rôle social joué par cette entreprise, c'est la seconde entreprise, après la Brarudi, qui distribue des revenus à un nombre élevé de travailleurs sans parler des revenus distribués aux cultivateurs de coton. Le complexe textile joue également le rôle d'une industrie nationale.

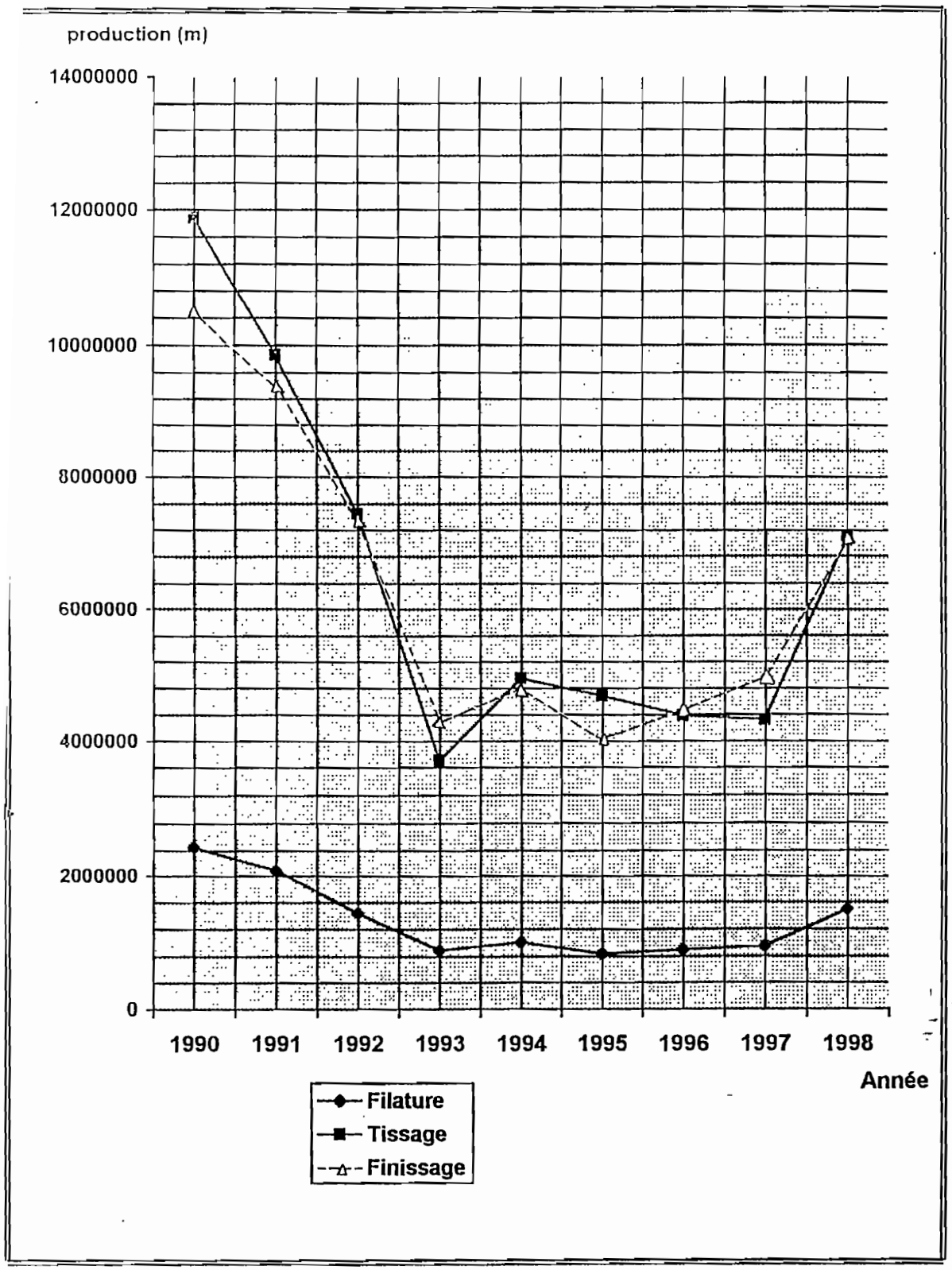


Fig. n° 68: Evolution de ventes de tissus COTEBU.

Source : COTEBU ; *Rapports annuels 1997 et 1998*

b. La Raffinerie Nationale (Raffina)

La raffinerie de l'huile de coton est une industrie alimentaire très liée à la culture du coton et au complexe textile. Cependant, elle est antérieure à la création du complexe puisqu'elle date de la période coloniale. La crise qui a affecté le coton ne l'a pas épargnée.

Année / Production	1990	Variation	1991	Variation	1992	Variation	1993	Variation	1994	Variation	1995	Variation	1996	Variation	1997	Variation	1998	Variation
Tourteaux (kg)	26804538	100 %	35470200	+32,33%	34203325	-3,57%	35681955	+4,32%	57010050	+59,77%	42558500	-25,34%	72613000	+70,61%	22330255	-47,59%	55146750	+146,95%
Huile-coton(l)	91390060	100 %	82277598	- 9,97%	116089800	+41,1%	74920500	-35,46%	74019750	-1,20 %	164433145	+122,14%	89452281	+45,59%	60905750	-31,91%	92596888	+63,52%

Tab. n° 40 Evolution de la production en valeur (frbu)

Source : *Société Raffina.*

En faisant une analyse comparative d'une année à l'autre, les variations figurant dans ce tableau montrent d'une manière générale d'importantes diminutions de la production au cours de la crise. La production a évolué en dents de scie avec de fortes baisses en 1995 et 1997 où l'on relève respectivement des diminutions de - 25,34% et de - 47,59% au niveau des tourteaux. La production des tourteaux s'est réduite du fait de la mise en jachère des superficies plantées en même temps que leur demande a augmenté suite à la multiplication des fermes à Bujumbura abritant le bétail déplacé de l'intérieur du pays.

Avec la hausse de la demande de l'huile nécessitée par l'aide humanitaire, Raffina a dû aussi affronter la forte concurrence des ONG et a vu son marché se rétrécir se rabattant sur les huiles importées qui inondent les magasins et le marché central de Bujumbura malgré l'interdiction de les livrer à la vente (c'est le cas des huiles végétales en provenance des Etats Unis et de l'Union Européenne, etc.). Mais le problème crucial pour la Raffina a été surtout la crise de la production qui n'a pas permis d'avoir des quantités suffisantes à offrir. Les baisses de productions se sont donc succédé au cours de la crise en s'approfondissant de plus en plus comme le montre la figure n°69.

Aussi, comme pour les tourteaux l'augmentation du prix pour l'huile - coton est passée en moyenne de 191F/l en 1989 à 800 F/l en 1998 et de 1000 F/l en 1999.

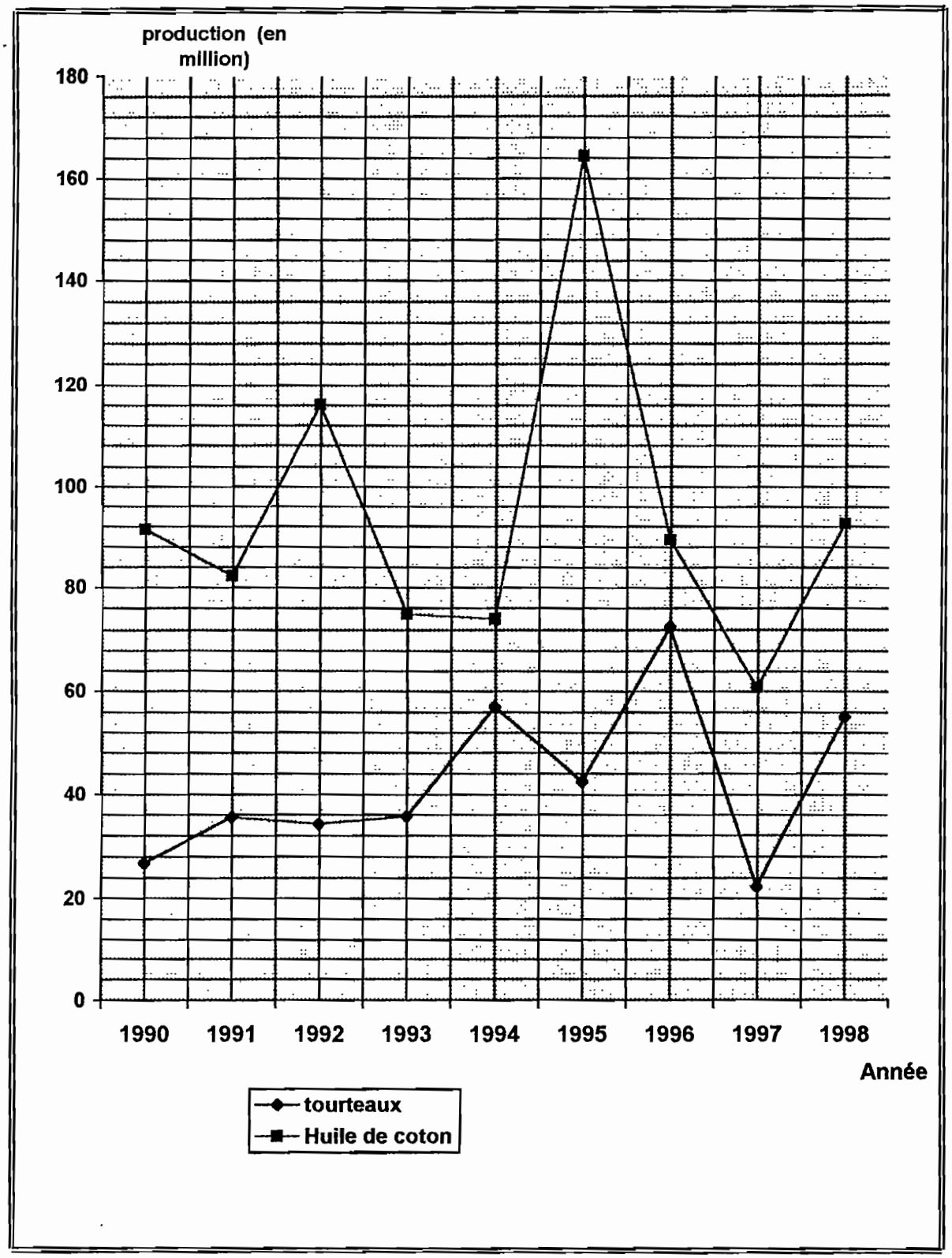


Fig. n°69 : Production en valeur de l'huile de coton et tourteaux.

Source : *Société RAFINA*

En revanche, le chiffre d'affaires réalisé par cette entreprise pour la même période c'est - à - dire de 1990 - 1998 montre les mêmes tendances. Les pénuries, l'introduction des produits d'aide humanitaire ont joué un rôle majeur dans la formation du chiffre d'affaires de l'entreprise Raffina.

Année	Montant (en FBU)	Variation %
1990	131845639	-
1991	128363394	- 2,64%
1992	160357862	+ 24,92
1993	154908428	- 33,31
1994	105736377	- 31,74
1995	188316220	+ 78,09
1996	140546281	- 25,36
1997	104447873	- 25,68
1998	180632053	+ 72,93

Tab. N° 41 : Evolution du chiffre d'affaires 1990 - 1998.

Source : *Société Raffina*

Il importe enfin de souligner ici que les fortes augmentations du chiffre d'affaires respectivement en 1993 et en 1998 peuvent s'expliquer par des importations de graines - coton réalisées en R.D.C. et en OUGANDA ; a-t-on appris par les autorités de cette Entreprise. En effet, la RAFINA avait vu en 1994 une partie de graines - coton incendiées dans les murs à cause d'un stockage prolongé. Ce qui a ramené le chiffre d'affaires pour cette année à 105736377 au lieu de 154908428 FBU l'année précédente. Pour cette raison, la RAFINA avait dû importer des graines - coton de la R.D.C. en 1995 pour compenser les pertes subies l'année précédente tandis qu'en 1998, les importations de graines avaient été réalisées en direction de l'OUGANDA.

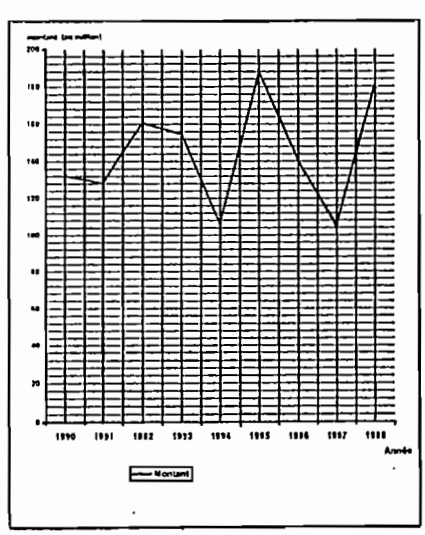


Fig. n° 70 : Evolution du chiffre d'affaires de la Société Raffina.

Source : *Société Raffina.*

La réduction de la production dans tout le pays et dans ces entreprises a été considérable et durement ressentie. Est-ce qu'on peut observer la même évolution pour l'usine sucrière du Moso, de l'huile de palme de Rumonge et même du riz ou du manioc ?

5. La crise et l'extension du marché alimentaire.

a Le sucre

La sucrerie du Moso a commencé à fonctionner dans les années 1980. Comme toutes les entreprises publiques, elle a dû connaître des problèmes de fonctionnement de sorte qu'il a été envisagé une privatisation au début des années 1990 suivant les conseils de la Banque Mondiale. Cependant, cette usine alimentaire est restée une entreprise publique jusqu'à ce jour.Pendant la crise, la Sosumo (Société sucrière du Moso) n'a pas cessé ses activités et même a vu sa production s'améliorer (voir tableau et graphique n° 46).

Par ailleurs, la crise qui est à l'origine du remaniement spatial des populations de la région des grands-lacs (Rwanda, Congo, Burundi) a complètement bouleversé l'économie de ces pays. L'agriculture, qui était l'activité la plus prospère de la région, a été désorganisée. Des pénuries alimentaires ont rendu les populations dépendantes des aides humanitaires massives. Le Rwanda à la sortie du génocide s'est trouvé sans productions alimentaires et l'Est du Congo ravagé par la guerre.

En même temps, les pénuries alimentaires ont eu pour conséquence majeure, l'inflation monétaire ; les monnaies nationales se sont dépréciées considérablement (Congo) de sorte que les devises devinrent la principale référence. Les produits courants sont payés par exemple en dollar américain au Congo et au Rwanda. Cependant, au Burundi, on a continué à utiliser la monnaie nationale malgré une forte dépréciation, de même au Rwanda, le francs rwandais trois fois supérieur au franc burundais a continué à être utilisé parallèlement au dollar.

Si la crise a été plus longue au Burundi avec des contre coups spectaculaires (génocide non reconnu officiellement, intensification de la guérilla dans les campagnes, embargo international) ce pays a pu montrer une puissante résistance à la crise.
Certes, certaines activités ont connu un déclin important mais d'autres aussi ont pu se maintenir dans une situation de crise. C'est justement l'exemple de la Sosumo, la seule usine qui continua à fonctionner entre le Congo de l'Est, le Rwanda et la Tanzanie de l'Ouest. Le prix au kg réglementé au Burundi avec une monnaie très dépréciée a provoqué l'exportation et l'écoulement de la production sucrière vers les pays à valeur ajoutée très élevée. En effet, le Rwanda et l'Est du Congo qui se trouvaient très démunis en ce produit ont eu recours au sucre du Burundi, très concurrentiel par rapport au sucre importé et qui arrivait d'ailleurs difficilement. Le prix y est élevé pour le Burundi car il est payé en devise.

On le voit donc, la crise a eu l'effet pervers d'étendre le marché du sucre burundais alors que le Burundi n'y était pas préparé. Habitué à produire pour un marché réduit, le Burundi s'est trouvé en face d'un marché couvrant l'Est du Congo et le Rwanda. Cela a provoqué la pénurie sur le marché intérieur créant ainsi une montée en flèche (évolution du prix du sucre) malgré une réglementation stricte et créant un malaise social qui a fait crier aux "fraudeurs et spéculateurs".

b. Les autres produits alimentaires.

Il en est de même pour d'autres produits. Il faut citer ici l'huile de palme de Rumonge (Huilerie de Rumonge), du riz (cependant, ce produit a connu une grave crise suite aux troubles des campagnes, notamment au début dans la plaine de l'Imbo) et même des produits vivriers comme le manioc dont la farine est très appréciée par les populations urbaines.

On assiste donc à la pénurie de ces produits à l'intérieur, à la forte envolée des prix pour ces produits et au mécontentement généralisé en même temps que le pouvoir d'achat s'est considérablement réduit. par ailleurs, le marasme économique, la guérilla dans les campagnes, empêche tout extension de culture permettant de produire pour un marché beaucoup plus vaste.

L'un des exemples les plus pertinents pour expliquer cette situation concerne le manioc. On a vu les grossistes en provenance du Rwanda venir s'approvisionner en manioc, en huile de palme directement chez le producteur en pleine campagne notamment à Rumonge pour constituer leurs stocks à Kigali.

On a vu également se fondre dans la nature des tonnes et des tonnes de sucre en provenance de la SOSUMO et destinées à l'approvisionnement des consommateurs urbains de Bujumbura et des villes secondaires.

Les mesures draconiennes utilisées pour juguler ces fuites ont donné quelques résultats mais n'ont pas enrayé complètement les fuites. On peut penser ici que c'est une bonne occasion donné au Burundi pour relancer son économie à condition que la sécurité revienne et que l'extension des cultures se fasse.

CONCLUSION GENERALE.

Nous sommes heureux d'avoir mené à son terme cette étude combien complexe et combien ardu pour un néophyte qui, à peine, pose son premier pied dans la recherche. Nous pensons en effet que nous avons apporté quelques éléments de connaissance qui pourront guider les chercheurs ultérieurs et tous ceux qui s'intéresseront à cette crise qui a si profondément marqué le peuple burundais à la fin du XX^{è} siècle et qui le marquera encore pour longtemps au cours de ce XXI^{è} siècle.

En effet il faut penser que les plaies ouvertes par les crimes du génocide, génocide réel mais non reconnu politiquement, ne se refermeront pas aussi longtemps que la confiance ne sera pas revenue. Si les conditions de cette confiance ne sont pas réalisées, ces plaies constitueront encore les éléments et les ingrédients qui approfondiront et prolongeront les ruptures sociales entamées dès 1993.

Si nous sommes satisfaits du travail que nous avons réalisé, nous avons aussi un sentiment quelque peu amer quant aux résultats de notre recherche. En effet, nous avons pu constater les malheurs que la crise de 1993 á laissé derrière elle. L'analyse sèche des faits géographiques et leur explication touche à la fois les hommes, la société et leur milieu qui en constituent le support. Ainsi les ruptures de la société qui se sont manifestées en 1993 dans les massacres de génocide se sont traduites par des remaniements importants sur l'espace habité et exploité par cette société. Elles se caractérisent par les horreurs des massacres qui ont laissé des traces profondes sur le plan moral, psychologique et psychique sans parler du dénouement physique. Elles se sont ensuite caractérisées par des ruptures spatiales qui ont provoqué le déplacement des milliers de personnes abandonnant espaces d'habitation et d'exploitation économique de leur milieu et créant de nouveaux modes de vie. On peut citer l'apparition et la multiplication des points de concentration humaine sans aucune préparation. On peut citer la cassure de la société en deux camps majeurs spatialement localisables qui pour en arriver là est passée par ce qu'on a appelé "intégrisme et épuration".

Une telle rupture sur le plan national ne pouvait pas ne pas avoir des répercussions sur les activités en l'occurrence l'activité principale qui est l'agriculture. Cela nous a été montré amplement dans les pages précédentes. Le support de l'homme, c'est-à-dire son milieu géographique a connu lui aussi par voie de conséquence, des remaniements importants qui ont influé considérablement sur les résultats économiques de l'exploitation des ressources et des richesses. Ces résultats que nous avons explorés au long de la 2^{e} et la 3^{e} partie, nous ont montré qu'ils sont négatifs pour l'homme.

C'est là que le géographe doublé d'humanisme en arrive à ce sentiment amer doublé d'impuissance que nous avons évoqué plus haut. Mais nous savons aussi que le rôle du géographe est de pouvoir expliquer scientifiquement les faits géographiques c'est-à-dire les faits résultant de l'interaction entre l'homme et son milieu et en aval proposer les voies de solutions dont il n'est pas décideur.

On terminerait en disant que l'originalité de notre étude bouscule et renvoie à l'arrière-plan les autres thèmes de géographie car elle s'applique directement à une situation actuelle : les populations des pays des grands lacs dans leurs crise sociale, dans leurs migrations, dans leur crise économique et dans leurs nouvelles adaptations et recompositions. Cette actualité brûlante banalise en quelque sorte des études comme l'aménagement ou la mise en valeur d'une telle ou telle région, cela va de soi, car l'importance de la crise efface ces réalités qu'elle renvoie dans le passé.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES GENERAUX.

1. CAZENAVE, A. - Piarrot et Alii ; *Géographie du Burundi, "Le pays et les hommes"*, Paris 1974, Edicef, 135 p.

2. F.A.O. ; *Les politiques de prix agricoles : Problèmes et Propositions*, Rome 1987, 230 p.

3. GUICHAOUA, A ; *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993 - 1994) : analyses, faits et documents*, villeneuve d'Asco cedex, Université des sciences et technologies de Lille, Faculté des sciences économiques et sociales, 704 p.

4. J.E. BIDOU et Alii ; *Géographie du Burundi*, Paris, octobre 1991, 288 p.

5. Jule MILHAUT & Alii ; *Economie rurale*, Paris, , P.U.F., 1968, 456 p.

6. Pierre George ; *Précis de Géographie rurale*, Paris 1978, P.U.F, 1978, 346 p.

II. THESES ET MEMOIRES.

1. HARERIMANA (D) ; *L'approvisionnement et la commercialisation des produits vivriers au Burundi cas de la SOBECOV*, Bujumbura, ISCAM 1985, 80 p.

2. KIMUZANYE (L) ; *Abattoir Public de Bujumbura. Etude de Géographie économique*, U.B., Bujumbura 1997, 166 p.

3. MURYANGO (G) ; *Les circuits de commercialisation des produits vivriers au Burundi : cas du Marché central de Bujumbura*, U.B., Bujumbura, Février 1993, 75 p.

4. MUZUNGU C.; *Etude du Marché actuel des viandes ovine et caprine à Bujumbura,* Bujumbura, U.B., FACAGRO 1982, 73 p.

5. NINGANZA Ephraïm et Alii ; *Le désenclavement intérieur, extérieur et les communications* "cas du Burundi", Bujumbura, U.B. 1981 - 1982, 149 p.

6. NSABIMANA Emmanuel ; *Approvisionnement et commercialisation des produits de l'Office National de Commerce*, Bujumbura, ISCAM 1982, 105 p.

7. U.B., F.S.E.A. (Colloque 1981) : *Enclavement et sous - développement au Burundi*, Bujumbura, F.S.E.A., février 1983, 448 p.

III.RAPPORT ET PUBLICATIONS.

1. Abattoir Public de Bujumbura ; *Rapports mensuels 1990*.
- Rapports annuels 1991 à 1998

2. Associations de la Société civile : *Burundi Génocide d'octobre 1993*, Bujumbura, mai 1996, 917 p.

3. B.R.B.; *Rapport annuel 1993*, Bujumbura 1993, 170 p.
- *Rapport annuel 1994*, Bujumbura 1994, 176 p.
- *Rapport annuel 1995*, Bujumbura 1995, 178 p.
- *Rapport annuel 1996*, Bujumbura 1996, 153 p.
- *Rapport annuel 1997*, Bujumbura 1997, 161 p.
- *Rapport annuel 1998*, Bujumbura 1998, 167 p.

4. COTEBU ; *Rapport annuel 1991*, Bujumbura 1991, 31 p.
- *Rapport annuel 1992*, Bujumbura 1992, 28 p.
- *Rapport annuel 1993*, Bujumbura 1993, 35 p.
- *Rapport annuel 1994*, Bujumbura 1994, 30 p.
- *Rapport annuel 1995*, Bujumbura 1995, 31 p.
- *Rapport annuel 1996*, Bujumbura 1996, 19 p.
- *Rapport annuel 1997*, Bujumbura 1997, 24 p.
-*Rapport annuel 1998*, Bujumbura 1998, 16 p.

5. D.P.A.E. GITEGA ; *Rapport annuel 1996,* GITEGA, 109 p.

6. D.P.E.A., MUYINGA ; *Rapport annuel 1996*, MUYINGA, Mars 1997, 45 p.

7. F.A.O.; *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi*, Bujumbura, octobre 1996, 34 p.

8 F.A.O/P.A.M. ; *Rapport spécial de mission d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires au Burundi*, Bujumbura, juillet 1997, 18 p.

9. I.S.T.E.E.BU. ; *Annuaire statistique 1992*, Bujumbura, octobre 1993, 230 p
- *Annuaire statistique 1994*, Bujumbura, août 1997, 177 p
- *Bulletins mensuels des Prix 1995, 1996, 1997, 1998.*
- *Note trimestrielle 1998 "Evolution annuelle"*, Bujumbura, mai 1999, 48p

10. MINAGRI, Département des eaux, forêts et pisciculture, Projet de développement de l'aquaculture et de la pêche artisanale (D.A.P.A.), Composante "Gestion de la Pêche" ; *Rapport sur les pêcheries artisanales et coutumières du Burundi 1997 - 1999*, Bujumbura, Juin 1999, 31 p.

11. M.R.R.D.R. ; *Plan d'action pour la Réinstallation et la Réinsertion des Sinistrés 1998*, Bujumbura, Janvier 1998, 6 p.
- *Système de gestion de Banque de données sur les Sinistrés sur site (S.G.B.D.S) au Burundi*, Enquête de Novembre Décembre 1998, Rapport définitif des résultats, Bujumbura, mars 1999, 166 p.

12. NTABONA (A) : *Au cœur de l'Afrique n° 3 - 4*, Bujumbura , Les Presses, Lavigerie, 633 p 1994

13. P.N.U.D. ; *Effets de la crise et de l'aide humanitaire sur l'économie du Burundi*, "implication pour le P.N.U.D.", Bujumbura, Novembre 1995, 44 p.
- *Impacts socio - économiques des sanctions/exemptions,* Bujumbura, Novembre 1997, 56 p
- *Rapport annuel sur la coopération au développement du Burundi* 1996, Bujumbura, Mars 1998, 163 p.
- *Rapport annuel sur la coopération au développement du Burundi 1996,* Bujumbura, mars 1998, 163 p
- *Rapport annuel sur la coopération au développement du Burundi 1997*, Bujumbura, décembre 1998, 157 p.

14. République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et Elevage, Direction Générale de l'Elevage, *Rapport d'évaluation des structures et des activités dans le domaine de l'Elevage à la suite des événements d'octobre 1993*, GITEGA, avril 1994, 11 p.

15. République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Direction Générale du suivi - évaluation, *Rapport sur la situation des récoltes et consommation d'engrais dans le secteur agricole de 1988 - 1998,* Bujumbura 1998, 6 p.

QUESTIONNAIRE D'ENQUËTE

NOM ET PRENOM DE L'ENQUETEUR (IZINA RYA NYENE GUTOHOZA).....

LIEU ET DATE DE L'ENQUËTE (ITARIKI N'AHABEREYE IRYO TOHOZA)
.....

NOM ET PRENOM DE L'ENQUETE (IZINA RYA NYENE KUBAZWA).....

SON AGE (IMYAKA AFISE).....

SA FONCTION (AKAZI AKORA).....

Mettez une croix devant une bonne réponse [Tubasavye gushira agasaraba imbere y'inyishu mwibaza (mubona) ko ari yo.

1. De la main d'œuvre, des outils et des produits vivriers
Kuvyerekeye abakozi, ibikoresho n'ibiterwa mbumbarugo.

1.1. La récole a-t-elle été bonne moins bonne.....aucune
Ivyimburwa vyarabaye vyiza bidashemeye
Ntamwimbu mwaronze

1.2. Quelles ont été les raisons 1. .....
2.....
Vyoba vyatumwe n'iki 1.....
2.....

1.3. Les agriculteurs ont été massacrés tous
Quelques-uns Aucun
Vyatumwe n'abarimyi bishwe bose Bamwe bamwe
Nta n'umwe yishwe

1.4. Le matériel et équipement aratoires ont-il été volés ou détruits tous
Quelques uns.....aucun n'a été détruit ou volé.....
Amasuka n'ibindi bikoresho vy'uburimyi vyaribwe canke vyononekaye vyose
canke hononekaye bimwe.....nta na kimwe cibwe
canke ngo cononekare.

1.5. Les quantités des produits vivriers pillées ou détruites sont - elles élevées
Faibles ou nulles
Ivyimburwa mbumbarugo vyibwe canke bikononekara ni vyinshi ni bike
Canke nta na bimwe vyibwe canke ngo vyononekare

1.6. Mwoba mwibaza ko vyongana n'ibiro bingahe ?
Pouvez-vous les estimer à combien de kilogrammes ?

1.7. Les cultures vivrières ont-elles été détruites totalement partiellement
ou aucune destruction à signaler
Ibiterwa mbumbarugo vyononekaye vyose
Buhorobuhoro
Canke nta na kimwe cononekaye

2. *De l'accessibilité des agriculteurs aux champs et de l'encadrement agricole.*
Ku vyerekeye ingene abarimyi bashika mu mirima yabo n'ingene bunganirwa muri ubwo burimyi bwabo.

2.1.L'accès des agriculteurs aux champs a-t-il été quelque peu facile ?
16. difficile ? ou impossible
17. Kugira bashike mumirima, abarimyi vyaraborohera,
18. vyarabagora canke ntivyabashobokera na gato

2.2. Quelles ont été les causes1.....
2.....

2.3. L'encadrement des agriculteurs est-il bon
Moins bon mauvais aucun
Kwigisha no kunganira abarimyi bigenda neza
Si cane..... si vyiza..... nta na nkeyi zigitangwa kubarimyi

2.4. Les visites des vulgarisateurs ou agronomes chez les agriculteurs sont - elles régulières ?
Abajejwe uburimyi baratemberera abarimyi ubudasiba
Baraja barasiba babatemberera iminsi mike ibaho.....
Nta na rimwe babatemberera.....

2.5. Quelles sont les causes ? 1.....
2.....
Ivyo vyose biva (bitumwa) kuki ? .....
2.....

2.6. Les pépinières, centres et stations de recherche et de multiplication de semences ont-ils été détruits tous..... Quelques uns..... Aucun
Amatuta (amanamba), aho baronderera n'aho bagwiriza imbuto hoba harasambuwe hose
Hamwe hamwe. .....Nta na hamwe hasambuwe.....

2.7. Précisez le lieu de l'implantation de ceux qui ont été détruits.
Ni mutomore aho izo zasambuwe zitumbereye (izina ry'aho ziri).

3. *De l'état sanitaire des plantes et ou cheptel*
Ku vyerekeye amagara y'ibitungwa n'ibiterwa.

3.1.La disponibilité des produits phytosanitaires et vétérinaires est - elle satisfaisante
moins satisfaisante aucune disponibilité à signaler.
Imiti y'ibitungwa n'ibiterwa irahagije ntihagije
Canke ntiboneka

3.2. Les maladies des plantes et des animaux domestiques en milieu rural se sont-elles multipliées beaucoup faiblement , aucune multiplication signalée

Ingwara z'ibitungwa, canke z'ibiterwa zoba zarongerekanye gosi , buhorobuhoro , oya ntizagwiriranye na gatoyi

3.3. La demande en produits phytosanitaires par les agriculteurs est-elle demeurée régulière
Irrégulière rare
Ou aucune demande réalisée
Abarimyi n'aborozi babandanije basaba imiti y'ibiterwa n'ibitungwa vyabo uko bisanzwe ntibabandanije. .....Uko bisanzwe.....baraja barayirondera rimwe rimwe Ntibigeze bayirondera.

3.4. Les interventions des agronomes et des vulgarisateurs en milieu rural ont - elles demeurées faciles.....,
difficiles , ou impossibles
Kugira bagashe abanyagihugu, abajejwé uburimyi.....N'ubworozi vyaraborohera , vyarabagora ,
Canke ntibigeze babishobora .

3.5. Quelles sont les causes ? 1.....
2.....
Boba babitumwa n'iki ?.....
2.....

4. *De l'entretien et de l'augmentation de la production vivrière*
Ivyo ibungabungwa n'ivyo kugwiza umwimbu n'ibiterwa mbumbarugo.

4.1. L'entretien des cultures vivrières a-t-il été satisfaisant , moins satisfaisant , mauvais , aucun entretien n'a été fait .
Ibungabunga ry'ibiterwa mbumbarugo ryari rihagije , ntiryari rihagije ryari ribi..... .Ntiryigeze rikorwa..... .

4.2. L'amélioration végétale vivrière est-elle - demeurée.....Normale , Elle a reculé ,
Elle a été interrompue , Aucune amélioration ,
Igwizwa ry'ibiterwa mbumbarugo ryagumye uko ryari risanzwe , ryarasubiye inyuma , ryarahagaritswe , canke ntaryigeze ribaho.

4.3. L'extension des cultures vivrières a-t-elle été élevée , satisfaisante , faible , aucune extension .
Indimiro z'ibiterwa mbumbarugo zariyongereye ,
Bihagije , buhoro buhoro , ntizigeze ziyongera .

4.4. Pour quelles raisons ? 1.....
2.....
Boba babitumwa n'iki ? .....
2.....

5. *De la disponibilité et des prix des produits.*
Kuvy'ironka hamwe n'ibiciro vy'ibiterwa mbumbarugo.

5.1. La disponibilité des produits vivriers sur les marchés est-elle été satisfaisante , faible , ou quasiment introuvable .
Ivyimburwa mbumbarugo vyari bihagije ku masoko ,
Vyari bike , ntivyigeze biboneka .

5.2. Les prix des produits vivriers sur les marchés sont- ils élevés , normaux , ou sont-ils bas.
Ibiciro vy'ibiterwa mbumbarugo ku masoko ni umurengera
Birasanzwe canke biri hasi .

5.3. Le prix du riz s'est-il augmenté , de la moitié , du double , du triple , ou aucune augmentation réalisée .
Igiciro c'umuceri cariyongeye , ciyongeyeko inusu ,
Icakabiri , ica gatatu , canke nticigeze ciyongera .

5.4. Le manioc et la pomme de terre ont - ils connu une montée de prix de combien ? de la moitié , du double , du triple , Précisez pour chaque culture. Imyimbati n'ibiraya vyoba vyaradugije ibiciro , kingana iki ? Ikilo ciyongeye inusu y'amahera cahorako , ciyongeje icakabiri , canke ciyongeje icagatatu tomora ku giterwa kimwe cose.

5.5. Le haricot a-t-il lui aussi monté de prix , ou pas
Si oui de combien ? de la moitié , du double ,
Du triple , aucune augmentation signalée .
Ibiharage vyo vyaraduze igiciro , canke ntivyaduze
Ni vyaba vyaraduze, vyaduze kugera hehe ? ku nuzu ,
Ku ca kabiri , ku cagatatu cayo ikolo cahorako ,
Canke igiciro nticigeze ciyongera .

5.6. La banane et la tomate auraient-elles elles aussi augmenté.....De prix , ou pas , de la moitié , du double ,
Du triple , ou aucune montée.
Igitoke hamwe n'itomate vyoba vyovyo vyaradugije iciro....., canke igiciro nti caduze , coba caduze inusu , icakabiri , icagatatu , canke nticigeze kiduga .

5.7. Quelles ont été les causes de la montée des prix de ces produits ci - haut cités ?
1.....
2.....
N'igiki coba catumye igiciro c'ivyobitegwa vyose
Tuvuze kiduga ?
1.....
2.....

N'igiki coba catumye igiciro c'ivyobitegwa vyose
Tuvuze kuduga ?
1……
2……

6. *De l'Elevage et de la pêche.*
Ku vyerekeye ubworozi n'uburovyi

6.1. L'évolution de la pêche et du cheptel bovin a-t-elle été sensible ,
Satisfaisante , faible , aucune.....Evolution réalisée .
- Uburovyi n'ubworozi bwarateye imbere biboneka ,
bihagiye , buhoro buhoro, canke ntaterambere
ryahabaye.

6.2. Les prises et les Abattages ont-ils été élevés',
satisfaisants , faibles , ou nuls ,
Gufata indagara hamwe no kubaga vyarongerekanye kuruta....., vyari bihagije ,
vya subiye mu nyuma,
Canke ntibigeze baroba canke ngo babage ,.

6.3. Le prix bovin a-t-il été élevé , moyen ,
abordable , ou faible ,.
Igiciro c'inka cabaye umurengera , cari kigereranye...., canke cari gitoyi ,.

6.4. Le prix d'un kilo de viande et/ou de pâissons
S'est-il augmenté sensiblement ,faiblement , aucune augmentation
,.

- Igiciro c'ikiro c'inyûma canke c'indagara
carongerekanye bimwe biboneka , buhorobuhoro ,
canke ntivyongeye ,.

6.5. Quelles ont été les causes ? 1……
2……
- Vyoba vyatumwe n'iki ? 1……
2……

……/……

ANNEXE I : SUPERFICIES VIVRIERES 1993 ET 1996 EN HA.

Cultures / Provinces	Maïs 1993	Maïs 1996	Riz 1996	Riz 1996	Sorgho 1993	Sorgho 1996	Manioc 1993	Manioc 1996	Patate. Douce 1993	Patate Douce 1996	Haricot 1993	Haricot 1996	Petit Pois 1993	Petit pois 1996
Bubanza	12455	4772	3369	3719	1990	888	9728	6808	637	435	14013	6521	1267	607
Bujumbura	5948	3695	649	1331	992	919	9294	7947	2002	1704	8814	6311	1411	1225
Cibitoke	13676	6478	2155	1661	1942	1758	11207	8076	765	544	14571	7786	2204	2051
Zone OUEST	32079	1494	6173	6711	4924	3565	30229	22831	3404	2683	37398	20618	4882	3883
Kayanza	18003	14815	0	0	4062	3864	6576	5919	18761	16739	52486	49098	12180	11273
Kirundo	15262	10796	0	0	9786	11254	5504	5737	11349	11785	44213	36961	2951	3138
Muyinga	10036	8787	0	0	8938	8938	7520	7047	6550	6268	33458	30213	3920	3778
Ngozi	17624	15807	0	0	5836	5836	7789	7455	19268	18816	57730	53298	8295	8295
ZONE NORD	60925	50205	0	0	28622	29892	27389	26158	55928	53608	187887	169570	27346	26484
Cankuzo	1289	1199	0	0	10490	10477	1232	1210	3237	3199	19720	18068	936	796
Ruyigi	952	662	0	0	10777	10777	2915	2983	4061	3788	28970	22495	1536	1307
ZONE EST	2241	1861	0	0	21267	21254	4147	4193	7298	6987	48690	40563	2472	2103
Bururi	16696	16311	2447	2447	3342	3247	6991	6861	4738	4738	18653	17585	7675	7307
Makamba	7771	5986	790	782	1604	1536	4284	4204	1071	1071	12006	8896	1376	1364
Rutana	1448	1227	0	0	8249	8351	2845	2604	3664	3208	23738	13650	724	653
ZONE SUD	25915	23524	3237	3229	13095	13134	14120	13669	9473	9017	54397	40131	9775	9324
Gitega	13836	12019	0	0	9038	7083	13051	12116	28970	28051	63770	50896	17002	15762
Karusi	5893	5656	0	0	4756	4756	5513	5344	11845	11453	27531	24111	6244	5873
Muramvya	27303	25622	0	0	8314	7391	5307	5158	20080	19031	35719	33551	3942	3709
ZONE CENTRE	47032	43297	0	0	22108	19230	23871	22618	60895	58535	127020	108558	27188	25344
TOTAL	168192	133835	9411	9940	90017	87079	99757	89467	136998	130829	455390	379440	71662	67138

Source : FAO ; *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi*, octobre 1996, tableau 5.

ANNEXE II

II.1. Pourcentage de Populations déplacées en décembre 1993.

Province	Population Provinciale	Nombre de sites	Ménages déplacés	Populations déplacées	% de populations sinistrées
Bubanza	242787	19	5457	21282	8,7
Bujumbura	640897	21	2813	10968	1,7
Cibitoke	303820	11	594	2316	0,7
ZONE OUEST	1187504	51	8864	34566	2,9
Kayanza	476950	12	3232	12605	2,6
Kirundo	434906	16	11689	45585	10,4
Muyinga	414429	10	3401	13205	3,1
Ngozi	522099	23	4144	16162	3,0
ZONE NORD	1848384	61	22466	87617	4,7
Cankuzo	134856	1	226	881	0,6
Ruyigi	273173	19	3776	14726	5,3
ZONE EST	408029	20	4002	15607	3,8
Bururi	422376	4	1147	4475	1,0
Makamba	258795	3	350	1363	0,5
Rutana	212861	9	2598	10133	4,7
ZONE SUD	702452	16	4095	15971	2,2
Gitega	606436	23	6962	27153	4,4
Karusi	324274	6	2446	9539	2,9
Muramvya	473304	16	7287	28419	6,0
ZONE CENTRE	1404014	45	16695	65111	4,6
TOTAL	5550383	193	56122	218872	+4

Source : PAM ; Document non publié, Bujumbura, Décembre 1993.

II.2. Pourcentage de populations déplacées en 1995.

Province	Population Provinciale	Nombre de sites	Ménages déplacés	Population déplacées	% de populations sinistrées
Bubanza	270210	11	2314	10766	3,9
Bujumbura	670498	23	5645	25572	3,8
Cibitoke	353137	-	-	-	-
ZONE OUEST	1293845	34	7959	36338	2,8
Kayanza	491506	12	3305	13227	2,6
Kirundo	448195	24	10949	40813	9,1
Muyinga	427119	15	6973	27489	6,4
Ngozi	535978	11	6739	26165	4,8
ZONE NORD	1902798	62	27966	107694	5,6
Cankuzo	157535	13	1247	4064	2,5
Ruyigi	281524	17	2091	7598	2,6
ZONE EST	439059	30	3338	11662	2,6
Bururi	423240	5	1491	7675	1,8
Makamba	254732	1	108	284	0,1
Rutana	219360	6	498	1970	0,8
ZONE SUD	897332	12	2097	9929	1,1
Gitega	625017	44	6741	22940	3,6
Karusi	334213	7	3224	10459	3,1
Muramvya	487736	14	4061	17411	3,5
ZONE CENTRE	1446966	65	14026	50810	3,5
TOTAL	5980000	203	55386*	216433	+ 3,5

Source : P.A.M. ; Document non publié, Bujumbura, Décembre 1993

* Total sans CIBITOKE.

II.3. Accès à la terre des populations déplacées en 1996.

Province	Total des Ménages Sinistrés	Nombre de Ménages ayant accès à la Terre.	Nombre de Ménages sans accès à Terre	% Ménages ayant accès à la Terre.	% Ménages sans accès à la Terre
Bubanza	3455	1969	1486	57%	43%
Bujumbura	19561	15649	3912	80%	20%
Cibitoke	23681	13500	10181	57,0%	43%
ZONE OUEST	46697	31118	15579	66,64%	33,36%
Kayanza	3425	3225	200	94,2%	5,8%
Kirundo	7393	5770	1623	78%	22%
Muyinga	6085	5172	913	85%	15%
Ngozi	4657	1800	2857	38,7%	61,3%
ZONE NORD	21560	15967	5593	74,06%	26%
Cankuzo	1020	1020	0	100%	0%
Ruyigi	1567	1254	313	80%	20%
ZONE EST	2587	2274	313	87,90%	12,1%
Bururi	4066	4000	66	98,4%	1,6%
Makamba	1250	1200	50	96%	4%
Rutana	1295	818	477	63,2%	36,8%
ZONE SUD	6611	6018	593	91,03%	8,97%
Gitega	7904	3162	4742	40%	60%
Karusi	13650	1697	11953	12,4%	87,6%
Muramvya	4124	2887	1237	70%	30%
ZONE CENTRE	25678	7746	17932	30,17%	62,83%
TOTAL	103133	63123	40010	61,20%	38,8%

Source : FAO ; *Rapport de mission d'évaluation des besoins d'urgence pour le secteur agricole au Burundi*, octobre 1996, tableau 3.

ANNEXE III : EVOLUTION DES FRAIS DE TRANSPORT SUR CERTAINS TRONCONS.

Route	Tronçon	Kilométrage	Prix du ticket avant l'embargo	Prix du ticket durant l'embargo	Variation en %
	BUJA-NGOZI	130 km	600 FBU	1900 FBU	68%
RN1	BUJA-MURAMVYA	78 km	350 FBU	2000 FBU	82,5%
	BUJA-GITEGA	102 km	600 FBU	2500 FBU	76%
RN3	BUJA-RUMONGE	72 km	650 FBU	1250 FBU	48%
RN5	BUJA-CIBITOKE	67 km	350 FBU	2000 FBU	82,5%
RN7	BUJA-MATANA	87 km	600 FBU	2000 FBU	70%
	BUJA-RUTANA	168 km	1000 FBU	4000 FBU	77,14%
TOTAL BURUNDI			4150 FBU	15650 FBU	73,48%

Source : Enquête personnelle, septembre 1998.

ANNEXE IV : PRIX MOYEN A LA CONSOMMATION A BUJUMBURA (MOYENNE ANNUELLE)

IV 1. Prix du Kg de pomme de terre.

Année / Mois	1993	1994	1995	1996	1997	1998	Moyenne par mois 1993-1998
Janvier	55,0	78	101,3	98,9	105,4	210,8	108,2
Février	58,1	86,5	98,4	95	103	181,8	103,8
Mars	58,3	86,5	100,4	90,9	122,8	193,8	108,7
Avril	57,6	99,1	107,2	99,8	140,5	262,5	127,7
Mai	63,5	101,4	114,3	116,8	169,8	317,4	147,2
Juin	80,9	102,2	120,0	113,8	172,6	315,6	150,8
Juillet	70,0	99,3	118,3	107,1	175,5	320	148,3
Août	70	104,3	120,0	112,4	171	321	149,7
Septembre	69	115,6	107,5	141,6	181,8	320,9	156
Octobre	66,5	91	114,8	127,1	175,7	325,4	150
Novembre	80	84	111,2	140	176,3	320	151,9
Décembre	75	91,6	113,2	130,3	233,4	319,5	160,5
Prix moyen/an	66,9	94,9	110,5	114,4	160,6	284	

IV.2 : Prix du kg de farine de Manioc.

Année / Mois	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Janvier	100	70	81	124	188	125,3	179	218,3
Février	127,2	73	76,8	124	180	147,5	137,9	217,1
Mars	123,0	65,9	75,6	124	142,9	150,1	165,4	241,3
Avril	123,0	67,9	74,5	98,5	200	158,9	163,5	224,6
Mai	122,7	64,4	76,1	124	190,9	151	209,2	217,2
Juin	106,8	63,4	78	114,3	183,7	138,5	200,8	215,4
Juillet	88,5	61,6	75	109,7	163,4	132,3	186,5	225,5
Août	89,7	69,9	70	113,4	156	145,6	174,1	200,1
Septembre	87,5	63,1	68,3	111,8	132,4	145,6	172,1	216,4
Octobre	82	65	62	117,5	135,2	149,9	177,5	200
Novembre	83,5	62,8	135	137	145	158	188,9	215
Décembre	82,0	60,2	129	152,2	158,9	185,6	200,1	200,1
PRIX MOYEN/AN	101,1	65,6	83,4	120,8	164,7	149	179,5	215,9

Source : ISTEEBU ; *Bulletins mensuels des prix 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998*

IV 3.. Prix du kg de Banane verte.

Année / Mois	1993	1994	1995	1996	1997	1998	Moyenne par mois 1993-1998
Janvier	43,5	72	90,9	96,6	106,7	154,2	93,9
Février	44,5	74	80,6	85,8	99,3	142,1	87,7
Mars	46	74	75	80,5	95,1	140,1	85,1
Avril	42,3	88,1	73,2	77,7	108,2	170,7	93,3
Mai	44,9	90,1	78,7	86,5	117,6	129,1	91,1
Juin	47	81,6	80	78,1	116	130,5	88,8
Juillet	45	68,1	74,7	90,2	111,1	135	87,3
Août	40	66,9	83,6	102,3	98,7	125,3	86,1
Septembre	34	64,7	70,2	117,6	95,4	128,4	85,0
Octobre	35	59	66,8	103,6	107,3	139,6	85,2
Novembre	90	64,8	74	103,3	114,5	140,5	97,8
Décembre	79	77,5	83,8	93,5	147,3	137,8	103,1
Prix moyen/an	49,2	73,4	77,6	92,9	109,7	139,4	

Source : ISTEEBU ; *Bulletins mensuels du prix 1993*,1994,1995,1996,1997,1998

IV. 4 : Prix du kg de Tomate.

Année / Mois	1993	1994	1995	1996	1997	1998	Moyenne par mois 1993-1998
Janvier	107,6	141,0	157,3	188,2	329	288,5	201,9
Février	92,7	129,0	222,5	222,1	308,7	278,2	208,8
Mars	110,0	128,2	177,4	309,1	265,5	426,1	236,2
Avril	123,9	129	151,7	334	331,8	490	260
Mai	194,5	178,8	280,3	213,8	282,8	379,3	254,9
Juin	155,3	195,9	290	219,9	251,8	375	247,7
Juillet	122,0	175,1	260	255,5	292,8	380	245,9
Août	77,8	143,8	205,1	275,7	247,7	394,5	224,1
Septembre	69,0	113,4	199,4	264,7	183,1	365	199,1
Octobre	82,0	121,1	208,6	250,7	185,8	360	201,3
Novembre	152,0	183,3	188,1	279	274,8	370	241,2
Décembre	139,0	180,3	153,5	368,9	354,1	375,5	261,8
PRIX MOYEN/AN	118,6	151,5	207,8	265,1	275,7	373,5	

IV 5. Prix du kg de certaines céréales.

Produits / Année	Farine de blé	Farine de Sorgho	Farine de Maïs	Maïs sec en graines	Sorgho non germé
1990	154,2	173,8	198,5	52,0	56,4
1991	148,6	175,9	194,8	50,6	61,0
1992	319,1	180,1	201,1	50,5	57,8
1993	320,3	183,4	208,4	52,6	57,5
1994	330,3	294,1	296,3	65,0	84,2
1995	259,4	301,1	298,2	73,5	100,0
1996	256,7	188,3	189,1	87,3	100,2
1997	357,5	291,6	275,4	147,5	142,4
1998	483,5	315,3	304	176,3	170,4

IV. 6. Prix du kg d'arachides décortiqués & Haricot.

Année / Produits	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Arachides décortiqués	101,1	80,0	220,0	525	531,7	293,1	335,3	630,9	630,2
Haricot	109,0	97,5	91,0	120,9	152,9	166,2	197,7	322,8	336,8

IV.7. Prix du kg de sucre et d'une bouteille 75 cl de l'huile de palme.

Année / Produits	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Huile de Palme	115,7	127,9	137,7	138,9	162,1	168,3	210,2	314,6	375,9
Sucre	180,0	176,6	153,4	188,07	241,4	260,4	242,8	338,6	357,1

IV 8. Prix du kg de viande de Bœuf et du kg de poisson NDAGALA.

Année / Produits	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Viande de Bœuf	500,0	500,0	535	650	665,4	921,3	1223,7	1571,5	1316,6
Viande Poisson	888,0	1021,9	1024,4	1113,8	1003	1214,6	2103,8	2501,2	8300

Source : *Bulletins mensuels des prix 1990*,1991,1992,1993,1994,1995,1996,1997,1998.

V 9. Evolution du prix des produits RAFINA.

	Huile Coton		Tourteau
	Prix unitaire/l		Prix unitaire/kg
Années	S.R.	D.R.	
1988	162	220	14
1989	162	220	12
1990	162	220	15
1991	220	250	15
1992	220	275	20
1993	270	300	25
1994	270	300	30
1995	270	300	35
1996		450	40
1997		450	50
* 1998	800	-	104
1999	1000	-	135
Janvier 2000	1100	-	135

Source : RAFINA
S.R. : *Simple raffinée*
D.R. : *Double raffinée*
* : *Année où il n'y a plus de production de l'huile double raffinée.*

V : Pertes subies en octobre 1993 pour le gros bétail.

Provinces	Recensement bovin 1992	Pertes prises	Taux de perte (%)
Bubanza	38654	2400	6,2
Bujumbura	37250	1250	3,4
Bururi	78509	3000	3,8
Cankuzo	32123	3200	10
Cibitoke	26032	2500	9,6
Gitega	27286	4610	16,9
Karusi	11085	4108	37
Kayanza	17573	3050	17,4
Kirundo	17554	6144	35
Makamba	18112	900	5
Muramvya	72683	3000	4,1
Muyinga	12247	2640	21,6
Ngozi	15154	2500	16,5
Rutana	28962	2000	6,9
Ruyigi	15502	2037	13,1
TOTAL	448726	43339	9,7

Source : République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Direction Générale, *Rapport d'évaluation des structures et des activités dans le domaine de l'élevage à la suite des événements d'octobre 1993*, GITEGA, Avril 1994, p 5.